

LA
FAMILLE DE LA MENNAIS

SOUS
L'ANCIEN RÉGIME ET LA RÉVOLUTION

D'après des Documents nouveaux et inédits

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

CHRISTIAN MARECHAL

Professeur agrégé de philosophie au Lycée de Poitiers.

FG 13

Librairie académique PERRIN et C^{ie}.

LA FAMILLE DE LA MENNAIS

SOUS

L'ANCIEN RÉGIME & LA RÉVOLUTION

Copyright by Perrin et C^e 1913.

DU MÊME AUTEUR

A LA MÊME LIBRAIRIE

La Jeunesse de La Mennais. Contribution à l'étude des origines du romantisme religieux en France au XIX^e siècle, d'après des documents nouveaux et inédits. Un fort volume grand in-8. Prix 7 fr. 50

A LA LIBRAIRIE BLOUD ET C^{ie}

Essai d'un système de Philosophie catholique (1830-1834). Ouvrage inédit de F. de La Mennais, recueilli et publié avec une introduction, des notes et un appendice par Christian Marechal, 1 vol. pet. in-8. Prix. 3 fr. 50

La Mennais et Lamartine, 1 vol. in-16. Prix. 3 fr. 50

Le V véritable Voyage en Orient de Lamartine, 1 vol. in-8 (Ouvrages couronnés par l'Académie française). Prix. 7 fr. 50

Josselin inédit de Lamartine, d'après les manuscrits originaux, 1 vol. in-8. Prix 10 fr »

A LA LIBRAIRIE SAVAËTE

La Clef de « Volupté » (La Mennais et Sainte-Beuve), 1 vol. in-8. Prix 4 fr. 50

La Mennais et Victor Hugo, 1 vol. in-8. Prix. 2 fr. »

LA FAMILLE DE LA MENNAIS

SOUS

L'ANCIEN RÉGIME & LA RÉVOLUTION

d'après des Documents nouveaux et inédits

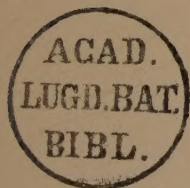
THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

par

CHRISTIAN MARECHAL

Professeur agrégé de Philosophie au Lycée de Poitiers.



PARIS

LIBRAIRIE ACADEMIQUE

PERRIN ET C^{ie}, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35

1913

Tous droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays.

A

MONSIEUR G. MICHAUT

Professeur à la Faculté des Lettres de Paris,

Hommage reconnaissant.

C. M.

Les documents nouveaux utilisés dans le présent volume sont empruntés en majeure partie aux *Archives départementales d'Ille-et-Vilaine*, aux *Archives communales de Saint-Malo et de Saint-Servan*, et aux *Archives des Frères de l'Instruction chrétienne*, actuellement à Jersey. Je dois exprimer ici toute ma gratitude au supérieur des *Frères de l'Instruction chrétienne*, et à M. A. Lesort, dont l'expérience, alors qu'il était encore archiviste départemental d'Ille-et-Vilaine, m'a été d'un grand secours dans mes recherches. Mon ami, M. Joachim Merlant, professeur à la Faculté des lettres de Montpellier, a revu toutes les épreuves avec beaucoup de dévouement et de soin : il a droit aussi à ma vive reconnaissance.

Poitiers, janvier 1913.

CHRISTIAN MARECHAL.

LA FAMILLE DE LA MENNAIS

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES (1695-1782)

I. Saint-Malo. — II. La famille paternelle. — III. Le grand-père maternel : Pierre Lorin, sénéchal et subdélégué. — IV. Pierre-Louis Robert de La Mennais chargé de la subdélégation.

I

Saint-Malo, campé sur son rocher, encerclé de ses hautes murailles, qui ne laissent passer, comme des têtes curieuses et pressées, que les toits serrés de ses maisons, relié à la terre ferme, du côté de Saint-Servan, par l'étroite chaussée du *Sillon*, tient à la fois du bourg champêtre et du port de mer, du nid intime et familial et du repaire, de l'abri et de la prison. A monter ces rues étroites, où les demeures s'entassent, quelques-unes conquises sur les flots, on devine que l'intimité doit y être resserrée, précieuse et riche

d'enchantements après les longues absences et les hardies équipées, mais lourde parfois, et même excédante à ceux que retient la terre : à ceux-là, par contrainte, elle s'impose. Vainement, pour y échapper, sortiront-ils de la demeure où la famille et ses amis sont maîtres de leur personne. Les maisons penchées sur eux laissent à peine entrevoir le ciel, et bien vite ils seront las du sol montueux, des ruisseaux desséchés et mal odorants, des voies obscures.

Il faut qu'ils sortent de la ville ; s'ils dépassent le cercle de granit, la porte des Champs-Vauverts ou la porte de Dinan les conduira sans transition dans une campagne où la Rance et les coteaux qui la bordent vous captivent par leur douceur. Mais s'ils franchissent la porte de Saint-Pierre qui conduit au grand Bey et au petit Bey, ou s'ils montent sur les remparts, sans limites, l'immensité s'ouvrira brusquement devant eux. Contraste saisissant de la ville encerclée, monotone, et de l'horizon sans bornes : la mer au visage changeant, la mer infiniment variée, semée d'îlots et d'écueils, leur jettera ses embruns à la face ou les caressera de ses brises. Les tempêtes y sont plus déchainées qu'ailleurs, et par les grandes marées, quand les vagues en fureur déferlent contre les remparts, elles les font sonner sourdement en les inondant d'écume. Des troncs d'arbres entiers, plantés dans le sable comme les sentinelles avan-

cées de la terre, y fatiguent la vague et la brisent avant qu'elle attaque les murs. A ces assauts du large, du treizième au dix-septième siècle, du dix-septième siècle à nos jours, ces blocs de pierre ont résisté. Moins résistants à la voix de la mer, les cœurs de ceux qu'ils abritaient : quel Malouin n'a pas rêvé, hors de sa prison natale, les équipées aventureuses vers les plus lointains horizons ?

Tout Saint-Malo est dans ce contraste entre la terre et la mer, entre le mélancolique emprisonnement de la vieille cité, les charmes de sa campagne, et le déroulement infini des flots qui la baignent, la caressent et l'assaillent tour à tour. Le génie des grands hommes auxquels elle a donné naissance, si différents soient-ils d'ailleurs, emprunte à cette opposition violente des traits accusés et communs : qu'ils s'appellent Surcouf ou Duguay-Trouin, Jacques Cartier ou Mahé de la Bourdonnais, du Fougeray ou Porçon de la Barbinais, qu'ils fassent trembler les Anglais, découvrent le Canada, prennent possession de l'Ile-de-France ou sachent mourir héroïquement, toujours leur gloire se nuance de je ne sais quel reflet de hardiesse, d'audace et d'aventure. On sent une longue contrainte héréditaire ; et ces forces longtemps contenues par la sévérité des murs et l'exiguïté du rocher qu'ils enferment, s'échappent en traits sublimes, en élans démesurés, excessifs comme l'immense horizon qui les

suggéra : bravant et défiant la raison, ils se font admirer des siècles. Même un savant comme Moreau de Maupertuis, témoigne de ses origines en allant mesurer au pôle nord un degré du méridien; Chateaubriand voyage en Amérique et visite Jérusalem. Armateurs, corsaires, ou pour le moins pêcheurs de Terre-Neuve, voilà les jeux auxquels se dépense, chez les Malouins, l'activité contenue par la terre, sollicitée par la mer, et qui, finalement, se débordant, éclate, et les lance à travers le monde.

De là leur orgueil de race. Dans un *Rapport joint à l'état du mouvement de la population à Saint-Malo en 1784*, M. de La Mennais père écrit : « Pour juger si la population augmente dans mon arrondissement, il seroit nécessaire que j'eus (*sic*) sous les yeux les états de population depuis plusieurs années. Mais je juge par le nombre d'hommes que la navigation détruit, que l'espèce diminueroit, si les Étrangers que le commerce attire et engage à se fixer dans notre ville et son faux bourg ne reparoient ce vuide.

« Le climat de Saint-Malo et de ses environs est très sain. Il n'y auroit qu'une exception pour la paroisse de Châteauneuf qui située entre deux marais éprouve assez fréquemment des fièvres qui ne sont pas dangereuses. Je suis cependant persuadé que la vie moyenne des hommes y est plus courte qu'ailleurs...

« Le commerce seul vivifie notre ville située sur un rocher. C'est l'industrie de ses habitans qui se distinguent particulièrement par leur courage, leur franchise et leur loyauté, qui supplée aux ressources qui leur manquent. Privés de manufactures, de matières premières, de rivières pour déboucher les marchandises, leur activité et leur économie a surmonté tous ces obstacles. Dans la Marine Royale on distingue les officiers et les matelots du département de Saint-Malo. Ils y sont regardé (*sic*) comme les meilleurs du Royaume, et pendant la dernière guerre trois ou quatre des premiers ont été élevés au grade de capitaine de vaisseau et vingt autres à ceux de lieutenant, enseigne et capitaine de brûlot d'après le compte rendu par M. de Suffren sous les ordres duquel ils avoient servi aux Indes.

« Il y a peu de ville (*sic*) dans le Royaume qui ait conservé des mœurs aussi pures que la nôtre principalement dans la première classe des habitans : de là sans doute l'énergie des ames qui entretient le patriotisme et l'idée de l'honneur malheureusement trop affoiblie dans les grandes villes. En faisant l'éloge de ma patrie, je crois lui rendre un hommage qu'elle mérite, et que la vérité seule m'a dictée.

« (*Signé*) MENNAIS ROBERT fils ¹. »

11 May 1785.

1. Inédit. Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine. Intendance, C 1432

Saint-Malo, campagnard et marin, agriculteur et commerçant, doit à son isolement ce caractère *étranger* très original, si bien aperçu par Chateaubriand ¹ : « Mes compatriotes, écrit-il, avaient quelque chose d'étranger qui rappelait l'Espagne. Des familles malouines étaient établies à Cadix ; des familles de Cadix résidaient à Saint-Malo. La position insulaire, la chaussée, l'architecture, les maisons, les citernes, les murailles de granit de Saint-Malo, lui donnent un air de ressemblance avec Cadix ; quand j'ai vu la dernière ville, je me suis souvenu de la première. »

Il faut croire qu'à la fin du dix-huitième siècle, par le tempérament de ceux qui l'habitaient, par la disposition même de la ville et du port, Saint-Malo ressemblait en effet à Cadix, puisque, voyageant en Espagne avec M. de La Mennais, en 1802, Louis-Marie de La Mennais, l'aîné des frères de Félicité, dans les lettres qu'il lui adressait, traduisait la même impression : « Cadix est environné de remparts et de courtines qui ressemblent beaucoup à nos murs neufs, mais beaucoup plus larges ; ils ont environ 45 pieds en dedans des murs, et le tout est garni de superbe artillerie de fonte. On s'occupe aujourd'hui à désarmer une grande partie de ces fortifications dont on peut faire le tour en trois quarts d'heure... La

1. *Mémoires d'Oulre-Tombe*, éd. Biré, t. I, liv. I, p. 48.

porte de terre est située au sud de la ville, du côté de Gibraltar. En face est une langue de terre au milieu duquel (*sic*) est un chemin qui sert de promenade...; des guinguettes fort ordinaires se trouvent le long de ce chemin, au bout du quel j'ai cru appercevoir un fort, mais je n'ai pas été jusques-là. Cette langue de terre est large comme de Saint-Malo à Saint-Servan... Les maisons sont presque toutes bâties sur le même modèle... Les rues sont en général fort longues, percées en droite ligne, et fort étroites...; aussi ne voit-on pas de charrettes dans les rues...; en général elles ont beaucoup de pente ¹. » Tous ces détails sur le Cadix de 1802 s'appliqueraient parfaitement à Saint-Malo. Plusieurs familles espagnoles avaient émigré à Saint-Malo. Elles y avaient développé le goût vif des choses religieuses, et surtout cette ferveur sensible, ces dévotions attendries, cette pompe majestueuse du culte dont l'imagination d'un Chateaubriand avait été nourrie dès l'enfance.

Mais la foi des Malouins n'est pas toute en spectacles, comme l'est surtout celle des Espagnols; notre Malouin est même choqué des manifestations dont les peuples du midi sont prodigues : « J'ai été surpris dans les églises, écrit (Louis-Marie de La Mennais, le 24 décembre 1802, d'entendre les hommes et les femmes pousser de

1. Inédit. *Arch. des frères*, n° 110. Lettre du 24 décembre 1802.

grands soupirs, et se frapper la poitrine fortement. Ce sont les pratiques d'usage ; je préfère notre dévotion simple et modeste¹. » — Nos deux voyageurs, qui assistent en curieux à de nombreuses processions, sont scandalisés du peu de ferveur des fidèles ; de retour à Cadix, le 3 avril 1803, après une assez longue excursion à Malaga, M. de La Mennais écrit à ses deux fils : « Je vis hier une procession. Rien n'est moins édifiant. Deux bannières précédoient une figure de Notre-Seigneur devant Pilatte, elle étoit couverte d'une superbe robe brodée en or, un grand nombre d'Espagnols, la plupart fort jeunes, portoient des flambeaux allumés, à la tête on voyoit deux trompettes à pied, la tête couverte d'un voile blanc, uniforme de pénitence. La statue étoit portée par 8 hommes dans le même uniforme, et précédés d'une vingtaine de prêtres, et autant d'étudiants qui chantoient, enfin la marche étoit fermée par une musique militaire et une compagnie de grenadiers. Rien n'inspiroit la piété. Les prêtres, les étudiants causoient et rioient, personne ne sembloit affecté, ni s'intéresser à la chose même. Les rues étoient pleines de femmes riant et causant et se faisant voir dans leurs parures du Dimanche. Je n'ai vu personne prier Dieu ; enfin rien ne ressembloit moins à une cérémonie religieuse.

1. Inédit. *Arch. des frères*, n° 110.

Aujourd'hui on fera la procession de la flagellation, mais on a défendu les flagellans, ce qui pour les Espagnols ôte tout l'intérêt de la chose. Nous aurons toute la semaine de pareilles processions. C'est une semaine de plaisir en Espagne, c'étoit autrefois une semaine de désordre, lorsque les processions se faisoient de nuit; mais maintenant il faut qu'elles rentrent au coucher du soleil ¹. » La semaine sainte espagnole ne ressemble pas à celle de Saint-Malo.

Les Malouins ont porté dans la religion, à côté des enchantements sensibles qui nourrirent des imaginations célèbres, l'ardente et sévère passion qu'ils ont mise en tout. Nulle part le grand conflit religieux du dix-huitième siècle n'éclata plus violemment, nulle part le Jansénisme ne fit des recrues plus obstinées, mais aussi ne rencontra des adversaires plus décidés qu'à Saint-Malo : pendant près d'un siècle, il y eut deux camps dans la ville, et d'un côté comme de l'autre, on battailla rudement pour la foi.

A peine installé dans son diocèse, Vincent-François Desmaretz, évêque de Saint-Malo du 15 avril 1702 au 25 septembre 1739, encouragea les jansénistes, et les soutint ouvertement. Forts de l'appui qu'il leur prêtait, une partie du clergé, de très nombreux fidèles se rangèrent parmi les

1. Inédit. *Arch. des frères*, n° 110.

appelants : on eut même des convulsionnaires à Saint-Malo. C'était beaucoup : l'aventure refroidit le zèle de l'évêque : à partir de 1727, nous le voyons se rétracter, accepter la Bulle, et s'efforcer jusqu'à sa mort de ramener ses ouailles obstinées dans l'erreur. On peut douter qu'il s'y employât d'un zèle bien ardent : ses efforts n'eurent du moins qu'un médiocre succès.

Mais voilà qu'on installe son successeur, M. de la Bastie. Le nouvel évêque prend à tâche de déraciner l'hérésie¹ : il s'assure de son clergé, renouvelle tous les pouvoirs de prêcher et de confesser, n'autorise que les prêtres soumis à la bulle *Unigenitus*, force à se rétracter les nombreux curés qui avaient interjeté appel vingt-huit ans auparavant. Vainement les jansénistes l'accablent de leurs libelles : il demeure inflexible. Sa sévérité va jusqu'à priver des sacrements, à l'heure de la mort, une dame des Bassablons, célèbre janséniste de Saint-Malo, pour la punir de son obstination. Il traite de la même manière des religieuses de Sainte-Catherine de Dinan, demeurées invinciblement rebelles. Cependant, plusieurs curés, entre autres celui de Paramé, refusent encore de se soumettre. Tous les efforts de M. de la Bastie se brisent contre ces dernières résistances d'entêtés Bretons, et lorsqu'il meurt, en 1767, son diocèse

1. Cf. SICARD, *l'Ancien Clergé de France avant la Révolution*, 2 vol. in-8, Paris, Lecoffre, 1893 (2^e éd.), t. I, p. 383.

reste une des citadelles les mieux armées du jansénisme¹.

Son vicaire général, Antoine-Joseph des Laurents — celui-là même qui devait baptiser Félicité de La Mennais — l'avait aidé constamment dans la lutte; appelé à le remplacer sur le siège de Saint-Malo, il reprit son œuvre avec une persévérance inlassable. Son adresse fut de s'appuyer sur les Lazaristes, auxquels il confia les deux séminaires², et qui l'aidèrent par leur enseignement et leur active propagande à renouveler l'esprit de la ville. La grande masse de la population ainsi gagnée devint très hostile aux appelants³. En 1776, un prêtre janséniste mourut à Saint-Malo, non sans avoir été administré contre le gré de l'évêque, en vertu d'un arrêt du Parlement. Le peuple allait livrer le corps à la voirie lorsque, pour éviter le scandale, on mit des gardes à la porte du défunt. Il ne put être enterré qu'avec une escorte armée, baïonnette au canon.

Malgré de pareils incidents, la « secte » tenait bon : elle perdait cependant du terrain. Les événements qui défrayèrent la chronique locale pendant la semaine des Rogations de 1778 en sont la preuve.

1. Cf. TRESVAUX, *l'Église de Bretagne*, 1 vol. in-8, Paris, Méquignon, 1839, pp. 245-251.

2. Cf. *Nouvelles ecclésiastiques* de 1778, p. 77.

3. *Ibid.* et SICARD, *l'Ancien Clergé de France avant la Révolution*, t. II, pp. 84-85.

Trois prêtres particulièrement obstinés se signalaient alors à l'attention de l'évêque. L'un d'eux, M. Poidelou, âgé de soixante-dix-sept ans, n'avait pour toutes ressources que 300 livres provenant d'une messe qu'il était chargé de dire tous les jours : très souvent, il ne trouvait personne qui voulût la lui servir, et ses confrères lui faisaient mille insultes. Constamment menacé de se voir retirer son dernier morceau de pain, il ne devait qu'à MM. de la ville qui l'appuyaient d'être encore épargné. Un jour qu'il avait rencontré le prélat dans la rue, il obtint de l'accompagner à l'évêché. Là, il expose à M. des Laurents tous les affronts dont il souffre, au point qu'il ne trouve même plus de confesseur. « Tout dépend de vous, lui répond l'évêque : si vous étiez du même sentiment que les autres, personne ne vous refuserait. » Le prêtre soupire : « Je vois bien, Monseigneur, qu'il faut en venir là ; je ferai ce que vous voudrez. » Le prélat, transporté de joie, l'embrasse, l'invite à dîner : à la fin du repas, il signe.

Le soir du même jour, certain chanoine de Saint-Malo, le rencontrant, le complimente au passage sur sa conversion. Mais le vieux prêtre, fatigué, irrité de ce qu'il pouvait prendre après tout pour de l'ironie, lui rompt brusquement en visière, et le laisse étourdi de ces mots : « Monsieur, entre vous et moi, vous n'êtes qu'une bête, vous n'y entendez rien, ni l'évêque non plus. » Le

propos court la ville; on le rapporte au prélat. Grande colère des *bullistes*, qui veulent à toute force qu'on enferme l'abbé. M. des Laurents s'y oppose : « Il le mérite, déclare-t-il, mais faire renfermer un homme de son âge, c'est trop d'inhumanité. »

Cette réponse ne plut point aux plus emportés adversaires des jansénistes : resteront-ils sur cet échec ? Le lendemain, comme M. Poidelou monte à l'autel pour dire la messe, deux prêtres se jettent sur lui, lui arrachent les ornements sacrés et lui font mille avanies. Le vieux janséniste court tout d'une haleine à l'évêché porter ses plaintes : le prélat le gronde doucement sur ses propos de la veille ; mais ayant mandé les deux prêtres, il les traite comme ils le méritent, et leur défend avec menaces d'insulter qui que ce soit.

L'abbé Poidelou, si précaire que fût sa conversion, et si sujette à caution, n'en continua pas moins de fréquenter l'évêché ; on lui donna pour confesseur le prieur des Bénédictins ; et le valet de l'évêque lui servit la messe ¹.

Au mois de juillet suivant, la conversion de deux autres prêtres de Saint-Malo acheva après soixante ans de luttes la guérison du clergé. Dès lors tout l'effort porta sur les fidèles, nombreux encore, qu'on suspectait de jansénisme. Un béné-

1. Cf. *Nouvelles ecclésiastiques* de 1778, p. 77.

dictin qui en confessait un lui dit, après l'avoir entendu : « C'est avec peine que je vais vous faire quelques questions ; on m'a dit que vous n'étiez point soumis à l'Église. » — Réponse : « On vous a trompé, j'y ai été soumis toute ma vie. » — Le confesseur : « J'entends bien, mais pour vous parler clairement, recevez-vous la Constitution, voudriez-vous la signer ? » — Réponse : « Vous savez que le Pape et le roi ont imposé le silence sur ce décret ; je me garderai bien de l'enfreindre. » — Le confesseur : « Je suis peiné de vous renvoyer ; mais nous avons un évêque qui nous oblige de renvoyer ceux qui ne veulent point signer ; et pour vous dire tout, vous lui êtes dénoncé comme venant à moi ; vous voyez que voilà ceux qui avoient résisté jusqu'à présent, qui viennent de se soumettre ; tous les évêques de France ont accepté. » Récriminations du fidèle, plaintes sur le déchainement des passions religieuses à Saint-Malo : « Partout ailleurs qu'en France, la Bulle est comme non avenue, on n'en parle pas plus que si elle n'existoit pas. Combien de diocèses dans le Royaume où on en use de même ! Il n'y a pas loin d'ici à celui de *Dol*. Cependant quelle différence ! Là tout est en paix, et ici la guerre est aussi animée que s'il s'agissoit de poursuivre des erreurs reconnues et universellement anathématisées. Je pourrais vous citer aussi le diocèse de *Rennes*, et peut-être tous les autres de la Bretagne,

où les fidèles ne sont point vexés. » Raisons en pure perte : l'absolution fut refusée. — Quiconque était noté de jansénisme dans la ville devait chercher son confesseur au loin ¹. Les Malouins montraient dans le conflit religieux l'obstination passionnée que nous rencontrerons plus tard chez un de leurs plus illustres concitoyens.

C'est dans cette ville de mœurs sévères, étroites, provinciales, partagée entre les occupations rurales, les immenses et lointaines équipées de corsaires et de négriers, l'ardeur religieuse violente, obstinée, qu'à la veille de la Révolution, le quatrième d'une famille qui devait compter six enfants ², naquit, le 19 juin 1782, Félicité Robert de La Mennais, dont l'esprit inquiet, et toujours à l'étroit sur la terre, devait explorer le premier au dix-neuvième siècle, si hardiment qu'il s'y perdit, l'immense océan du christianisme social ³.

1. Cf. *Nouvelles ecclésiastiques* du 27 mars 1779, pp. 51-52.

2. Louis-Marie (12 septembre 1776), Pierre-Jean (24 juin 1778), Jean-Marie (8 septembre 1780), Félicité (19 juin 1782), Marie-Joseph (25 février 1784), Gratien-Claude (2 mai 1785).

3. Les extraits de naissance et de baptême ont été publiés par PEIGNÉ, *La Mennais ; sa vie intime à la Chesnaie*, 1 vol. in-16, Paris, 1864, pp. 94-95, et par l'abbé PAUL PARIS-JALLOBERT, *Anciens Registres paroissiaux de Bretagne, baptêmes, mariages, sépultures ; Saint-Malo, évêché, seigneurie, communs, sénéchaussée de Dinan*, Rennes, Plihon et Hommay, 1903, 4^e semestre, p. 335.

Voici l'extrait de naissance, sur les registres de la paroisse :

« Un garçon, fils de M. Pierre-Louis Robert de La Mennais, et de dame Gracienne-Jeanne Lorin, son épouse, né le 19 juin 1782, ondoyé le lendemain par moy soussigné, par permission de Mgr l'évêque de Saint-Malo, en date du 19 juin 1782, à con-

II

Par son père, Pierre-Louis Robert de La Mennais, il tenait au rocher qui l'avait vu naître, et ses ancêtres étaient Malouins de sang, de cœur et d'audace.

Son aïeul, Jean Prairier, marié à Guyonne Le Maistre, était capitaine de navire à Saint-Malo. Lors de la guerre avec l'Espagne en 1695, il se trouvait à Saint-Domingue, où il avait une habitation. La prudence l'engageait à rester chez lui : naturelle-

dition que les cérémonies seront suppléées dans six mois. Ledit ondoisement fait en présence du père qui signe.

« Signé : MENNAIS ROBERT fils.

« Signé : P.-M. LAUNAY, subcuré. »

Félicité Robert de La Mennais fut baptisé le 26 octobre 1782, comme en témoigne l'acte suivant, qui figure quelques pages plus loin sur le même registre :

« Félicité Robert de Lamennais, fils de M. Pierre-Louis Robert de Lamennais et de dame Gracienne-Jeanne Lorin, son épouse, né le 19 juin 1782, ondoyé le 20, par permission de Mgr l'évêque de Saint-Malo, a reçu le supplément des cérémonies et des onctions du saint baptême, le 26 octobre 1782, de Mgr l'illustrissime et révérendissime Antoine-Joseph des Laurens, evesque de Saint-Malo, soussigné. A été parrain, M. Denis-François Robert des Saudrais, et marraine, dame Marie-Jeanne-Henry, dame comtesse de Lausmosne, qui signent avec le père et la mère.

« (*Signé*) HENRI de LAUSMOSNE, DES SAUDRAIS ROBERT, G. LORIN, DE LAMENNAIS ROBERT, BRIAND DE LAMENNAIS, UGUET DE LAUSMOSNE, MENNAIS ROBERT fils. P.-M. LAUNAY, subcuré de Saint-Malo, ANTOINE-JOS., évêque de Saint-Malo. »

ment, il n'en fit rien. S'étant joint à l'armée française, il fut tué dans la bataille ¹.

Sa fille avait épousé François Robert des Saudrais, qui « commandait un navire de 40 canons armé en guerre et marchandises ² ». Lisons entre les lignes qu'il faisait la course : les canons défendaient les prises. A la fin du dix-septième siècle, les aïeux de Félicité de La Mennais sont des armateurs hardis et, plus exactement, des corsaires ³.

Avant le combat où son beau-père avait perdu la vie, François Robert des Saudrais, plus prudent, avait appareillé pour Port-au-Prince : il voulait y mettre à l'abri son chargement et son équipage. Par malheur, comme il faisait voile pour la France, il mourut en mer, sans doute à la suite de quelque engagement ⁴.

Sa femme, que la guerre faisait à la fois orpheline et veuve, n'avait qu'un fils encore en bas âge ⁵. Du moins son père et son mari lui laissaient-ils une large aisance pour l'époque. Ces corsaires — parfois négriers — ne manquaient pas de sens pratique. Quand ils avaient repris terre, c'était

1. ROUSSEL, *Lamennais d'après des documents inédits*, 2 vol. in-8, Rennes, 1893, t. I, pp. 3-4.

2. *Ibid.*, p. 4.

3. Peut-être aussi des négriers. Cf. ROUSSEL, *Lamennais d'après ses correspondants inconnus. Rev. des quest. hist.*, 1^{er} janv. 1908, p. 229.

4. ROUSSEL, *Lamennais d'apr. des doc. inédits*, t. I, p. 4.

5. *Ibid.*, p. 5.

plaisir de voir ces hardis coureurs d'aventures, ces redoutables loups de mer se transformer sinon en petits bourgeois étroits et serrés dans leurs intérêts comme leur ville entre ses murailles, du moins en gentilshommes campagnards, très appliqués à l'entretien des terres qu'ils achetaient, très soucieux de l'économie et très amis de l'épargne. La veuve et l'orphelin eurent donc de 70 à 80.000 livres de capital ¹. Ils possédaient de belles terres, comme la métairie de la Mennais, dans la commune de Trigavou. Quand le petit-fils de Jean Prairier fut en âge de se marier, il modifia son nom patronymique et prit celui de la métairie. Peut-être, contractant une belle alliance avec Marie-Yves des Rivières ², dont la famille était noble, jugea-t-il bon de donner à son nom une allure plus aristocratique; peut-être, plus simplement, voulut-il, sur son acte de mariage, se distinguer de son père qui s'était appelé comme lui François Robert des Saudrais.

Le 8 mai 1717, il eut un fils qu'il appela Louis-François Robert ³, et dont la naissance coûta la vie à sa mère; on l'enterra le 22 mai suivant: elle avait vingt-six ans ⁴. Il est probable que, sans

1. ROUSSEL, *Lamennais*, etc., t. I, p. 4.

2. Et non Marie Hyver, comme le dit par erreur ROUSSEL, *Lamennais*, etc., p. 5.

3. *Arch. comm. de Saint-Servan*, GG 53, fol.

4. *Ibid.* Il est probable qu'elle avait eu auparavant une fille. Cf. *Arch. comm. de Saint-Servan*, GG 79, reg. fol.

courir eux-mêmes les mers, le père et le fils continuèrent la tradition de la famille en fondant et en développant une de ces maisons d'armateurs dont les progrès faisaient alors la fortune de Saint-Malo. On armait des navires pour Terre-Neuve, on se livrait activement au grand et au petit cabotage, et, quand la situation politique en procurait l'occasion, on chargeait quelque hardi capitaine de courir sus aux vaisseaux marchands de l'ennemi, et de ramener de riches prises. L'esprit audacieux qui chassait Jean Prairie et François Robert des Saudrais sur les océans lointains, est devenu, avec la fortune naissante, esprit d'entreprise commerciale : on ne risque plus sa vie, mais, à chaque départ, dans des entreprises d'autant plus fructueuses qu'elles auront été plus hardies et mieux combinées, tout son bien. Quand les regards se détournent de la mer, d'où vient la fortune, ils se reportent toujours, avec quel sens pratique minutieux jusqu'au terre à terre le plus étroitement bourgeois, vers l'administration des biens, des biens-fonds surtout, que l'on a de préférence acquis. Ces fils de marins savent apprécier, par contraste, la solidité des propriétés foncières. Ils en défendent minutieusement les intérêts ; et qu'on n'aille pas, par exemple, ouvrir, pour y passer, des brèches sur le terrain d'une métairie dont ils ont la garde, sous prétexte que la route n'est pas praticable. Car Louis-François

Robert, S^r de La Mennais, prendra sa meilleure plume pour rappeler leur devoir à messieurs les maires, officiers municipaux et notables de la paroisse. Il leur fera remarquer qu'ils doivent ordonner aux riverains, dont il citera les noms, de réparer le côté du chemin en bordure duquel ils se trouvent, comme lui, S^r de La Mennais, en fait entretenir le côté qui le concerne ; il consentira même que « quant à présent et pour cette fois seulement » (notez-le bien) il soit tiré de la pierre de la carrière qui est dans la métairie qu'il défend, pour faciliter la réparation qu'il demande ; mais en revanche il sera interdit aux conducteurs de charrettes, à peine de poursuites, de passer sur les terres de la métairie, comme ils l'ont fait jusqu'ici, au grand dommage des fermiers¹. Et notez que la pièce autographe est du 17 May 1791, et que par conséquent Louis-François Robert, S^r de La Mennais, si ferré sur le droit et si minutieux dans ses applications, a précisément soixante-quatorze ans. Qu'était-ce donc, lorsque ce petit-fils du capitaine des Saudrais était, en 1777, capitaine d'une des compagnies de la milice bourgeoise chargée d'assurer l'ordre à Saint-Servan² ?

A vingt-cinq ans, en 1742, il avait épousé Marie-Thérèse Padet-Dudreneuf, fille d'un des princi-

1. *Arch. des frères*, n° 109.

2. LAVEILLE, *J.-M. de La Mennais*, 2 vol. in-8, Paris, Poussielgue, 1903, t. I, p. 3.

paux négociants de Saint-Servan¹. Elle apportait dans la famille de son mari cette terre des Corbières, non loin de Dinan, sur la Rance, où devait s'écouler une partie de l'enfance de Félicité. Mais je crains aussi qu'elle n'y ait introduit en même temps l'esprit processif et contentieux que cette propriété avait donné à son père l'occasion de mettre en lumière. Le général de la paroisse de Saint-Servan se trouvait, en vertu d'une donation qui remontait à 1571, propriétaire d'une pièce de terre dite « du Commun », ou de « l'Obiterie », ou de « l'Artimon », enclavée dans le commun des Corbières, et qui touchait d'un côté au terrain de M. Padet du Dréneuf. La donation avait pour but d'assurer par une rente annuelle la perpétuité d'une fondation de messe pour les défunts, desservie dans la paroisse de Saint-Servan². Il était naturel que le futur beau-père de Louis-François Robert, Sr de La Mennais, souhaitât devenir locataire perpétuel, sinon propriétaire, d'un terrain qui bornait son bien. Le 28 novembre 1717, il en avait acheté, ou plus exactement arrenté la terre³; l'adjudication définitive devait s'effectuer quelques mois après devant le chapitre de Saint-Servan. Elle ne lui fut pas favorable, à son grand

1. 17 avril 1742. Mariage de n. h. Louis-François Robert, Sr de La Menais, avec Mlle Marie-Thérèse Padet du Dréneuf. *Arch. comm. de Saint-Servan*, GG 77.

2. *Arch. comm. de Saint-Servan*, FF 6 (liasse).

3. *Ibid.*, fol. 65.

désappointement sans doute : M. Godet de la Saudre, par délibération capitulaire du 15 mai 1718, en devint adjudicataire pour la somme de 57 livres de rente annuelle au profit de la paroisse¹. Faut-il attribuer ce qui suivit au mécontentement de M. Padet-Dudréneuf ? Toujours est-il que la décision du chapitre fut l'origine d'un interminable procès. Les délimitations successives des deux terrains contigus faites par les deux propriétaires voisins ne s'accordant pas, ils jetèrent à la fois les fondations de bâtiments qui mordaient d'un terrain sur l'autre : contestation, procès. Dix-sept ans après, en 1734, le dossier de l'affaire, prodigieusement enflé, contenait déjà plus de 160 pièces, et un factum imprimé² ; mais aucune solution définitive n'était intervenue encore, si grande était la ténacité des deux parties. Le 4 août 1738, noble homme Charles Godet lance un mémoire justificatif dans lequel il attaque à la fois le général et le sieur Padet, protestant que « ce procès enfanté par l'ambition (*sic*), doit à l'injustice concertée et à la chicane des parties adverses ses monstrueux progrès » ; le 5 avril 1738, le général de la paroisse lance à son tour un factum contre Padet et Godet ; et, le 30 janvier 1739, Pierre Padet ne peut faire moins que de publier

1. *Arch. comm. de Saint-Servan*, BB 3 *lis* (reg. fol. 19).

2. *Ibid.*, FF 6 (liasse).

des « observations » contre Godet et le général¹. Mais Charles Godet de la Saudre tient à avoir le dernier mot, et le 23 mars 1739 il répond à son tour par des « observations sommaires sur ce procès qui dure depuis plus de vingt et un ans, entrepris et fomenté par la malice et la collusion des trésoriers de la paroisse de Saint-Servan redevables à la fabrique de sommes considérables pour leur gestion, qui, dévoués à l'ambition et à la jalousie de Padet, ont changé malicieusement la pièce de terre dont il est question et de nom et de forme² ».

L'affaire, plus embrouillée que jamais, puisque l'on ne s'entendait même plus, après vingt-deux ans de procès, sur l'exact objet du litige, fut évoquée devant le Parlement qui, le 9 mai 1739, rendit un arrêt en faveur des S^{rs} Godet et Padet contre le général de la paroisse. Requête du général à Nos Seigneurs du Parlement contre Charles Godet, S^r de la Saudre, le 17 août 1740; le 26 août 1743, Pierre Padet, S^r du Dréneuf, lance un nouveau mémoire contre Godet de la Saudre et le général de la paroisse³. Enfin un arrêt de la cour de Rennes du 21 août 1744 récompensa l'obstination de Pierre Padet, l'arrière-grand-père de Félicité, par une saisie sur le S^r Godet, son

1. *Arch. comm. de Saint-Servan*, FF 8 (liasse).

2. *Ibid.*, FF 8 (liasse).

3. *Ibid.*, FF 7 (liasse).

adversaire. L'affaire ne devait réellement finir que quatre ans plus tard, en 1748¹.

Marie-Thérèse Padet du Dréneuf n'avait pas connu l'issue du procès. Après avoir donné à Louis-François-Robert, S^r de La Mennais, un fils, Pierre-Louis Robert de La Mennais, le 10 juin 1743², elle était morte, comme sa belle-mère, en mettant au monde un second fils, Denys-François Robert : le baptême de l'enfant est du 14 mai 1744³, et l'acte d'inhumation de la mère du 22 mai suivant⁴.

Plus tard, tandis que le cadet reprenait le nom de des Saudrais, l'aîné des deux orphelins garda celui de La Mennais⁵, que ses deux fils devaient un jour illustrer. Les deux frères se partagèrent également la maison de commerce de leur père quand, de son vivant même⁶, il leur transmit le soin des entreprises auxquelles il les avait tout

1. *Arch. comm. de Saint-Servan*, FF 11 (liassé).

2. *Ibid.*, GG 78. Baptême du sieur Pierre-Louis Robert, fils de n. h. Louis-François, S^r de La Menais.

3. *Ibid.*, GG 79. Baptême du S^r Denys-François Robert, fils de n. h. Louis Robert, S^r de La Menais, capitaine de la milice bourgeoise de cette paroisse.

4. *Ibid.*, GG 79. Inhumation de Marie Padet, dame de La Mennais, 27 ans.

Louis Robert se remaria en avril 1752 : il épousa Jeanne-Roberte-Perrine Briand de la Feuillée. Cf. ROUSSEL, *Lamennais*, etc., t. I, p. 5.

5. ROUSSEL, *Lamennais*, etc., t. I, p. 5.

6. Il mourut le 7 mai 1804. Cf. *Arch. comm. de Saint-Malo*, décès, année 1803-1804, fol. 73.

d'abord associés. Un riche Malouin, M. Eon de Carman, entra en société avec eux¹, et le chiffre de leurs affaires devint promptement très élevé pour l'époque.

III

Ils avaient épousé le même jour, le 5 septembre 1775, Gratiennne-Jeanne et Félicité Lorin². L'appui de Pierre Lorin, leur beau-père, conseiller du roi, sénéchal, premier juge, magistrat civil, criminel et de police de la juridiction de Saint-Malo, et qui joignait à ces fonctions celles de subdélégué de l'intendant de Bretagne³, permit à Pierre-Louis Robert de La Mennais de donner à ses affaires une envergure toute nouvelle en mettant ses moyens et son industrie au service du gouvernement. Il est probable qu'il lui dut, trois ans avant son mariage, en 1772, d'être chargé du ravitaillement en grains de Belle-Ile, comme il lui dut en 1779, au moment de la guerre d'Amérique, la mission de faire passer au plus vite « tous les effets d'artillerie et des hôpitaux assemblés à Saint-Malo pour l'armée du comte de Rocham-

1. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*. Intendance, C 1711.

2. ROUSSEL, *Lamennais*, etc., t. I, p. 6.

3. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*. Intendance, C 1013, 1015, 1271.

beau ». Il s'acquitta parfaitement de ces deux missions ; et l'expérience de son beau-père y fut sans doute aussi pour beaucoup¹.

C'est une figure vraiment originale, et bien digne d'être crayonnée, que celle de Pierre Lorin, grand-père maternel de Félicité Robert de La Mennais, et subdélégué de M. de la Bove, intendant de Bretagne. Une intelligence nette et vive, un caractère décidé, de la pénétration et de la finesse, beaucoup de résolution, une conscience de légiste au service du roi, tels semblent être les aspects dominants d'un caractère dont plus d'un trait revivra chez son petit-fils. Le subdélégué général de l'intendance de Bretagne le prie-t-il de surveiller la construction de baraques destinées aux troupes qui travaillent à construire le fort de Châteauneuf ? Il lui répond sans ambages :

Saint-Malo, 1^{er} mars 1777.

« Monsieur, je ne perds pas un moment pour répondre à la lettre que vous m'avez fait écrire hier par M. Guérin au sujet des baraques de Châteauneuf, et j'en regarde l'objet si intéressant que je ne balance pas à vous envoyer un exprès qui est mon commis.

« Je vous observe d'abord que je n'ai aucune des

1. Cf. BLAIZE, *Œuvres inédites de Lamennais*, 2 vol. in-8, Paris, Dentu, 1866, t. I, Introd., p. 5.

connoissances nécessaires et relatives à la construction de ces baraques, que celui qui en sera chargé sera obligé de résider à Châteauneuf, d'avoir des sous-ordres et de courir le pays pour assembler les matériaux, régler et conduire les travaux, etc., et vous concevez qu'il m'est absolument impossible de me charger d'une pareille commission. »

Voilà qui est direct et net : les circonlocutions ne sont pas dans les habitudes de Pierre Lorin. N'allez pas voir en lui, cependant, un fonctionnaire paresseux, insouciant et prompt à se débarrasser des tâches qu'on lui propose. Sans doute il refuse d'assumer la responsabilité d'une surveillance qui n'est pas son fait. Mais, le même jour, un négociant s'étant présenté pour offrir la fourniture des bois nécessaires aux baraques, il n'hésite pas à l'autoriser, au risque d'être désavoué par l'intendant, et de voir retomber sur lui, personnellement, tout le poids des engagements qu'il a pris. Au reste, il n'agit point à l'étourdie, et ne manque pas d'adresse pour préparer ses supérieurs hiérarchiques à entrer dans ses vues, en approuvant ses décisions : « Vous voyez, Monsieur, ajoute-t-il, que je ne me mets aussi en avance que pour le bien de la chose, et je ne doute pas qu'en conséquence, vous n'approuviez ma conduite. M. Carpilhet me dit même que je fais par là ma cour à M. de la Bove en le secondant

dans cet ouvrage que M. le comte de Saint-Germain a fort à cœur ¹. »

C'est de l'adresse, j'en conviens : mais il s'agit toujours de faire agréer des décisions jugées utiles au service du roi. Pierre Lorin est un bon serviteur. Au cours d'un marché passé pour le même objet, l'adjudicataire ayant besoin de fonds, il n'hésite pas à lui avancer 6.000 livres, c'est-à-dire 1.000 livres de plus que le tiers des frais dont il est seulement autorisé à consentir l'avance. La raison qu'il en donne indique un caractère entier, tranchant, mais aussi d'une droiture singulière : « Je veux, dit-il, qu'il n'ait aucune raison (il s'agit de l'entrepreneur), excuse ni prétexte de différer ou suspendre ses travaux, tellement que, s'il faut davantage, je lui avancerai... *Je veux que les affaires dont je me mêle soient nettes, et qu'il n'y ait jamais ni SI, ni CAR, ni MAIS* ²... » La lettre, adressée toujours au subdélégué général, est datée de Saint-Malo, 17 mars 1777. Félicité de La Mennais, plus tard, écrira quelquefois de ce style.

On y reconnaît l'homme de loi. En véritable légiste qu'il est, Pierre Lorin ne souffre point les empiétements du clergé, ou ce qu'il appelle de ce nom : les administrateurs de l'hospice de Saint-Servan, connu sous le nom d'hôpital du Rosais,

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1013.

2. Inédit. Ibid., C 1015.

demandaient la confirmation de différents emplois faits au profit de cet hôpital en rentes constituées sur des particuliers depuis l'édit de 1749, et la permission d'en faire de pareils à l'avenir. L'intendant prit l'avis du subdélégué Pierre Lorin. Sa réponse est d'un philosophe politique nourri de Montesquieu, peu enclin, comme la plupart des gens de robe de l'époque, à favoriser les prétentions temporelles de l'Église; elle résume l'esprit et les intentions d'un rapport circonstancié qu'elle accompagne :

« Monseigneur, j'ai l'honneur de vous remettre la requête et pièces que vous m'avez adressées le 15 du mois dernier. J'y joins des observations qui ne plairoient pas aux Administrateurs de l'hôpital du Rosais; mais je réponds de la vérité des faits que j'y expose. *Si j'ai pris la liberté de raisonner sur le droit, c'est que j'aime les loix parce que je les crois plus sages que les hommes.* La banqueroute de l'hôpital de Toulouse et autres prouve la sagesse de l'édit de 1690 qui défend aux hopitaux de prendre des fonds perdus. *L'édit de 1749 est une des meilleures loix faites par M. le chancelier Daguesseau. Vous savez mieux que moi, Monseigneur, les efforts qu'a faits le clergé pour le faire révoquer : les atteintes que l'on y donneroit seroient des moïens pour renouveler ces tentatives et les autoriser.* Enfin les Rentes sur le

Roi, les États et les Communautés de villes sont au plus vil prix : vous le voiez par l'addition qui est à la fin de ces observations : il est également intéressant pour les familles et honorable pour l'État de leur rendre leur valeur. Voilà mes principes que je sou mets à vos lumières supérieures.

« Je suis, avec un profond respect, Monseigneur,

« Votre très humble et très obéissant serviteur,

« LORIN. »

Saint-Malo, 14 avril 1777 ¹.

Il redoute l'esprit d'envahissement dont il accuse le clergé. Du reste, dans le domaine de leurs attributions, il est très exigeant pour les prêtres. Parmi les nombreuses lettres qu'il écrit à l'intendant au cours de l'épidémie de dysenterie qui sévit en 1779, on en trouve plusieurs dans lesquelles il se plaint avec véhémence du recteur de Châteauneuf qui ne donne, écrit-il, aucun secours aux malades, et a déclaré en chaire ne vouloir se mêler ni du pain ni de la viande. Sa conduite « fait un scandale public ». Elle fait contraste avec celle de Michel de la Morvonnais, avocat, futur procureur de la commune de Saint-Malo, et député, qui est, dit-il, le vrai père des pauvres dans cette paroisse ².

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*. Intend., C 1271.

2. Inédit. *Ibid.*, C 2544.

Ce nom de la Morvonnais, nous le retrouverons plus tard, au courant de notre récit. Il est celui d'un charmant et facile poète, auteur de *la Thébaïde des grèves*, une des plus douces figures, et, dans leur demi-effacement, des plus mélancoliques, parmi ces jeunes disciples dont Félicité de La Mennais, de 1829 à 1834, formera son petit cénacle¹. L'aïeul d'Hippolyte de la Morvonnais, que nous venons de rencontrer ici, appartient comme Pierre Lorin à cette catégorie de légistes qui firent la grandeur de la royauté, travaillant obstinément pour elle, à travers les siècles, contre tous, et sans lassitude : contre tous, hormis ce tiers état dont ils sont, et pour lequel ils combattent en s'appuyant sur l'autorité du roi pour tenir en respect et pour abaisser la noblesse et le clergé. Une autre consultation de Pierre Lorin nous permettra d'admirer avec quelle conscience il prend en mains les intérêts du Roi. Notez qu'il s'agit précisément ici de cet entrepreneur dont il plaiderait tout à l'heure la cause, et qu'il aidait de ses avances. Le bien du service l'exigeait; maintenant, c'est une autre affaire. L'entrepreneur veut se débarrasser d'une partie des charges auxquelles son contrat l'oblige : Pierre Lorin ne l'entend pas de cette oreille :

1. Cf. Abbé E. FLEURY, docteur ès lettres, *Hippolyte de la Morvonnais*, 1 vol. in-8, Paris, Champion, 1911, et du même : *H. de la Morvonnais ; œuvres choisies*, 1 vol. in-8, Paris, Champion, 1911.

« Monseigneur, écrit-il le 11 septembre 1778, je vous remets suivant vos ordres le Mémoire du S^r Dubois que vous m'avez fait passer le 4 de ce mois. Sa demande ne me paraît nullement fondée. C'est un entrepreneur qui a dit au Roy : « Je vous « fournirai des Baraques pour loger vos troupes « qui travailleront à la forteresse de Châteauneuf, « moyennant une somme de.... quand vous n'en « aurez plus besoin, j'emporterai les matériaux. » Voilà le contrat. Il suit de là que les Baraques appartiennent en propriété au S^r Du Bois ; le Roy n'en a que l'usage ou le loyer pour loger ses troupes, quand il juge à propos d'en emploier aux travaux du fort jusques à la perfection duquel l'entrepreneur doit les faire subsister et les entretenir en état d'être habitées.

« Il résulte de là que le Roy n'étant pas obligé d'avoir toujours des troupes dans les Baraques, c'est au S^r Du Bois qui peut alors s'en servir lui-même, à les faire garder, et cela parce qu'elles lui appartiennent, et que c'est à ses frais qu'il doit conserver son bien ¹. »

J'admire comme cet incident vit pour lui, et cette imagination qui évoque le dialogue de l'entrepreneur et du Roi, et cette netteté toujours un peu tranchante du juriste qui décide entre eux catégoriquement — à l'avantage du Roi, comme il sied.

1. Inédit. *Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine*. Intend., C 1013.

Rien, dans tout cela, n'est commun. La correspondance de Pierre Lorin se distingue entre celles des subdélégués de l'époque par l'imprévu, par le trait, par ce je ne sais quoi d'original, de franc, de personnel et de hardi qui, brusquement, vous montre l'homme où l'on n'attendait que le fonctionnaire. La surprise n'est pas sans charme. Sous le masque emprunté du rapport officiel, la personnalité trop riche échappe et se révèle. Le subdélégué vient de terminer un long mémoire qui lui a coûté beaucoup de temps et d'efforts, mais qui — rien n'est plus facile que de s'en assurer en consultant le dossier auquel il demeure annexé — est un véritable chef-d'œuvre de méthode et de clarté. Il prend la plume pour écrire au subdélégué général :

Saint-Malo, 11 août 1777.

« Voilà enfin, Monsieur, les plans et les procès-verbaux des terrains pris pour la forteresse de Châteauneuf. Mardy j'étois occupé à faire ma malle pour partir mercredi et les porter moi-même à M. l'Intendant — lorsque M. de Treillard entra dans mon cabinet et me dit qu'il arrivoit ici le jeudi. Vendredi, M. l'Intendant m'ayant fait l'honneur de dîner à la maison, je lui communiquai cette besogne, il y jeta un coup d'œil, M. Mauroi l'examina, et ils y trouvèrent l'un et l'autre la netteté qui m'a paru nécessaire dans un ouvrage

aussi vaste¹. » L'homme du monde se révèle ensuite : « J'ai eu le plaisir de voir ici M. votre frère. Je l'aurois reconnu pour tel autant à la manière et au ton qu'à la figure. Je n'aurois pas le regret d'avoir passé aussi peu de temps avec lui, si vous ne m'aviez fait le plaisir de me l'adresser². »

On prend trop souvent aujourd'hui la politesse pour de la platitude et la conscience de son droit pour un égoïsme bassement intéressé. Pierre Lorin ne redoutait pas de telles confusions : le service du Roi assuré, cet excellent serviteur sait rappeler ce qu'on lui doit ; le 20 novembre 1778, sa lettre, datée de Saint-Malo, finit ainsi : « Je vous prie, Monsieur, de ne pas perdre de vue ces objets, et si vous vouliez en même tems penser à la gratification de 400 livres que M. l'Intendant m'a fait accorder, je vous en aurois et à lui une nouvelle obligation³. » La demande était fondée : le subdélégué général s'empressa d'exaucer son vœu en lui expédiant, le 25 novembre, une ordonnance de 880 livres pour ses honoraires et ceux des experts⁴.

Spontanéité du caractère, allures vives et nettes,

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*. Intend., C 1015. Les plans et procès-verbaux dont il s'agit sont au commencement du dossier C 1014 et signés LORIN.

2. Inédit. *Ibid.*, C 1015.

3. Inédit. *Ibid.*

4. *Ibid.*

imagination curieuse, intelligence sans cesse en éveil, autant de qualités que le grand-père maternel de Félicité de La Mennais sait mettre au service de la chose publique et du Roi. Cet homme de loi est un homme de cœur. Attirant l'attention sur la situation déplorable des pauvres en Bretagne à la fin du dix-huitième siècle, il demande au pouvoir royal d'apporter un remède à ces maux.

A vrai dire, l'idée n'était pas nouvelle. Turgot avait eu, dès 1751, dans son article sur les fondations, l'idée des bureaux de charité. Il avait essayé de les établir sur des bases régulières dans le Limousin, et avait exposé dans son instruction de 1770 la manière dont il en concevait la réglementation.

Le bureau de charité est à ses yeux un établissement officiel, qui procède à la répartition méthodique des secours entre les pauvres dont on a constaté les besoins. Organe public, doté de ressources publiques régulières — à la différence des bureaux d'aumônes à base municipale, connus dès le seizième siècle — les bureaux de charité se forment sur l'initiative des officiers de la justice du lieu et des officiers municipaux. Dans les campagnes où il n'y a pas de municipalité, ils sont formés sur l'initiative des curés et des seigneurs. Une première assemblée se tient au lieu ordinaire des réunions de la communauté. Des administra-

teurs et un trésorier sont élus pour recueillir et distribuer les secours avec le curé : ils constituent le bureau. Le bureau donne un état des pauvres à secourir. Il n'assiste que les pauvres de la paroisse. Les secours sont fournis en procurant de préférence du travail ; ou du moins, dans le cas contraire, ils sont portés à domicile, et plutôt en nature qu'en argent. Les ressources financières du bureau de charité sont tirées d'une taxe sur les habitants de la paroisse ; cette cotisation est volontaire, mais si la contribution ne paraît pas proportionnelle aux moyens du contribuable, elle pourra être augmentée d'office. Elle ne porte pas, d'ailleurs, sur les seuls propriétaires aisés¹.

Les idées de Turgot avaient eu un très prompt et légitime succès dans les milieux charitables, et lorsque Necker était arrivé au pouvoir en 1776, il avait trouvé l'opinion publique toute prête à soutenir les efforts du gouvernement pour améliorer l'assistance publique.

Nettement interventionniste, le nouveau ministre assigne à l'État une mission tutélaire vis-à-vis des pauvres. Tel était l'esprit de la circulaire qu'il venait d'adresser aux intendants en 1777 : elle eut pour effet de multiplier partout les bureaux de charité, car Necker y montrait « que l'application du nouveau règlement étoit subor-

1. CAMILLE BLOCH, *l'Assistance et l'État en France à la veille de la Révolution*, 1 vol. in-8, Paris, Picard, 1908, pp. 195-197.

donnée à la création des bureaux d'aumônes qui indiqueroient des travaux, fourniroient des matières et des outils à ceux qui sont en état de travailler, procureroient des remèdes, des soins et des aisances aux malades, ne feroient que des *prêts* à ceux qui n'ont que des besoins momentanés¹ ». Plusieurs bureaux furent ainsi établis avec un caractère distinct de celui des assemblées paroissiales de charité, et conformément aux vues exposées par Turgot². La multiplication et l'amélioration des bureaux de charité était donc, dans les dernières années de l'ancienne monarchie, l'un des vœux de l'opinion et l'une des préoccupations gouvernementales. Et c'est vraisemblablement pour répondre aux desiderata de la circulaire de Necker, que Pierre Lorin, dans un rapport autographe adressé à l'intendant de Bretagne, M. de la Bove, en 1778, propose la fondation de bureaux de charité en Bretagne.

« Il y a réellement dans les campagnes, écrit-il, des enfants qui pâtissent et périssent par le besoin. Dans l'usage on renvoie les pauvres dans leurs paroisses : cela suppose que chaque paroisse doit nourrir ses pauvres ; si cette loi n'est pas faite, elle est bonne à faire³. »

Pierre Lorin semble ignorer que le Parlement,

1. Cf. BLOCH, *l'Assistance et l'État*, etc., p. 223.

2. *Ibid.*, p. 156.

3. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1287.

par un arrêt du 30 décembre 1740, avait renouvelé la prescription pour les paroisses de subvenir à la subsistance de leurs pauvres et de dresser les rôles de la taxe à imposer sur toutes personnes et sur tous corps et communautés¹.

« Cela posé, continue Pierre Lorin, ne pourroit-on pas établir dans chaque paroisse un bureau de charité qui fourniroit du pain et quelques jours par semaine de la soupe aux enfants pauvres jusqu'à un âge déterminé ? Les fonds nécessaires seroient imposés par augmentation de rôle au dernier pour livre sur la capitation, mais sur les articles seulement qui seroient au-dessus d'une somme *donnée*, pour que les pauvres ne portassent pas cette augmentation. Le catalogue des enfans seroit formé tous les ans par douze principaux paroissiens qui seroient intéressés à n'y admettre que les vrais pauvres. Le détail de l'administration seroit confié à des personnes choisies par le général de la paroisse, et préférablement à des sœurs grises ou autres, s'il y en avoit². »

Remarquez que l'organisation, dans le projet de Pierre Lorin, est confiée au général de la paroisse, et non au curé : il s'agit donc bien d'une organisation municipale ; ce sont les idées de Turgot et de Necker. La suite appartient sensiblement encore à la même ligne :

1. Cf. C. BLOCH, *l'Assistance et l'État en France*, etc., p. 54.

2. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1287.

« Par là on obviendroit du moins en partie à la mendicité dans les campagnes d'où naît la fainéantise, laquelle n'est pour l'ordinaire que l'effet naturel des habitudes de l'enfance.

« On peut dire dans un sens que la manière de faire les fonds de cette charité ne seroit pas plus onéreuse à ceux qui y seroient imposés que l'aumône qu'ils font, puisque dans le fait ce sont eux qui nourrissent les pauvres.

« Ces premières idées approfondies et développées pourroient être mises dans un jour au moins séduisant¹. »

La préoccupation charitable, la pitié pour le pauvre date de loin dans la famille de Félicité de La Mennais; et plus tard, quand nous verrons l'auteur des *Paroles d'un croyant* et du *Livre du peuple* incliné tendrement vers les humbles, nous n'aurons garde d'oublier l'héritage du grand-père Lorin, ni ses emprunts à Turgot et à Necker. Sans même aller si loin, nous aurons bientôt la surprise de voir le père et l'oncle de notre héros reprendre et développer les idées de leur beau-père sur les bureaux de charité : même, dans les premières années de la Révolution, ils leur procurent un semblant de réalisation.

Le Breton a le cœur bon, mais il est entêté sur ses droits et jaloux de sa liberté; Pierre Lorin

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1287.

conclut son rapport, à Saint-Malo, le 22 janvier 1778, par une esquisse du caractère breton : il y montre avec bien de l'esprit le conflit entre les illusions des Bretons sur la liberté et les aspirations de leur cœur. C'est presque à grands traits un portrait de Félicité de La Mennais brossé par son grand-père quatre ans avant sa naissance. Sa destinée s'y inscrit déjà tout entière :

« Tout ce qu'on appelle *impôt* effraie nos États : le nom seul forme une fin de non recevoir ; on se rappelle leur résistance à la demande du Roi en faveur du Dépôt des Mendians ; ainsi ce n'est pas la peine de faire des projets. On en propose cependant beaucoup pour le bien de l'humanité, et dans cette Province plus qu'ailleurs : c'est que l'on y a le cœur bon ; — mais les illusions de l'esprit sur une *Liberté* quelquefois mal entendue font tout échouer, et c'est ici le pays des Beaux Rêves¹ ... »

Pierre Lorin ne se doutait pas, en écrivant ces lignes, que sa fille allait, quatre ans plus tard, donner à la France le cœur le plus généreux, mais le plus impatient du joug, l'esprit le plus ouvert, mais le plus accessible, hélas ! aux chimères de la Liberté.

IV

En 1781, Pierre Lorin quitta la subdélégation de Saint-Malo.

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1287.

Les autorités militaires avaient demandé, au mois de mai 1781, « que le chemin de traverse de Paramé à Cancale fût réparé, élargi et redressé, pour faciliter les transports d'artillerie ». L'intendant pria son subdélégué de Saint-Malo de surveiller et conduire les travaux : Pierre Lorin vit tout de suite dans quelle affaire on l'embarquait. Il s'en expliqua sans tarder, avec sa franchise habituelle :

« Dans l'exécution de ce projet, je vois, Monseigneur, deux choses qui concernent votre subdélégué. Premièrement des ordres à donner pour l'extraction et le charroi de la pierre, des brouettes, et peut-être d'autres outils qui manquent dans les Magasins du Roi à faire faire et à acheter, une supervision sur les sous-ordres qui conduiront les travaux. Secondement la dépense à paier sur des Mémoires qu'il faudra vérifier et réduire ensuite en états. De là des avances d'argent et de là des écritures. En un mot travail au dehors, travail de bureau, détails de tous les jours et de tous les momens.

« Or il m'est absolument impossible, Monseigneur, de me charger de tous ces travaux. Premièrement ma santé ne me le permet plus. En second lieu cette manutention exigeroit une résidence ici, et j'ai eu l'honneur de vous prévenir que mes propres affaires et mes intérêts les plus pressans m'obligent d'aller passer presque tout l'été à

ma terre, et je compte partir sous 15 jours avec ma femme ¹. »

De quel ton il dit : *ma terre* ! C'est la Chenaie qu'il désigne ainsi ².

« Troisièmement enfin, il s'en faut tout et au delà que je puisse aujourd'hui faire aucune avance d'argent. Ma terre et la dépense que j'y ai faite m'ont réduit à l'emprunt. Je puis vous dire, Monseigneur, avec vérité, que je dois actuellement près de 6.000 livres, et que je devrois moins si j'avois eu moins de devoirs à remplir ³. »

La plainte est discrète. En est-ce une ? Il s'agit plutôt d'une raison, d'une bonne raison de prendre du repos. Il insiste pour l'obtenir :

« Ces nouveaux embarras, joints aux raisons dont j'ai eu l'honneur de vous rendre compte, m'obligent à vous prier instamment de ne pas différer plus longtemps de me donner un successeur. Il y a trois mois que je vous en ai indiqué un parce que vous l'avez exigé de moi. Il a eu l'honneur de vous écrire sur un avis de M. Petiet ⁴; il n'a pas eu de réponse ainsi que moi, ce

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intendance, C.

2. Il l'avait achetée le 10 avril 1778 du comte de Vintimille, brigadier des armées du Roi et chevalier d'honneur de la comtesse d'Artois (cf. BLAIZE, *Œuvres inédites de F. Lamennais*, 2 vol. in-8, Paris, Dentu, 1866, t. I, p. 22).

3. Inédit. *Ibid.*

4. Subdélégué général de l'intendant.

qui me met dans le cas de n'oser le voir, par un sentiment de délicatesse et par une sorte de respect pour la sienne. En attendant je suis resté ici malgré des affaires intéressantes qui m'appelloient à la campagne. J'y suis resté pour continuer le travail par attachement pour vous, Monseigneur, et par zèle pour le service du Roi. Les mêmes motifs me le feroient continuer encore si je le pouvois ¹. »

Nous arrivons à la vraie raison, à la raison cachée de sa détermination : on croit entendre parler d'avance les scrupules, les impatiences, les colères de Félicité de La Mennais :

« Une singularité à laquelle je ne pouvois m'attendre et dont je viens d'être informé, me fait désirer ma retraite plus que jamais. Des gens qui jugent de moi par quelques autres, peut-être eux-mêmes, ont imaginé que je suis intéressé dans le marché de la fourniture des Bois et lumières des forts de cette ville, parce que c'est mon commis qui en a l'adjudication, et à qui vient de rester encore vis-à-vis de trois concurrents celle que j'ai passée le 21 de ce mois suivant vos ordres. Vous pouvez vous rappeler, Monseigneur, qu'après la première adjudication je vous témoignai mes regrets qu'elle fût restée au S^r Cudennec précisément par la crainte d'être soupçonné d'un inté-

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C.

rêt personnel à la chose. Je fis ce que je pus alors pour l'en détourner, je l'ai fait encore cette fois-cy.

« Je ne puis digérer de pareils soupçons : je craindrois moins une accusation ; on s'en lave, on n'étouffe pas les autres. Grâce au ciel on ne m'a jamais reproché, et l'on ne me reprochera jamais ni prévarication ni bassesse ; il y auroit l'une et l'autre dans une pareille association, et je crois qu'il n'y a que ceux capables d'une pareille indignité à pouvoir la supposer. Mais j'ai trop de délicatesse pour demeurer exposé à cette malignité qui seule troubleroit mon repos et j'en ai besoin. Si ma santé, si mes intérêts ont souffert par mes travaux au service du Roi, sauvons du moins l'honneur et la réputation.

« Je vous prie, Monseigneur, de m'honorer d'une réponse, et de ne jamais douter du profond respect, de la reconnoissance et de l'attachement inviolable avec lesquels je serai toute ma vie,

« Monseigneur,

« Votre très humble et très obéissant serviteur.

« LORIN. »

Saint-Malo, 29 May 1781 ¹.

Quel écho ces accents trouveront dans une autre bouche ! et quel retentissement le petit-fils, un

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C.

jour, ne donnera-t-il pas aux impatientes susceptibilités du grand-père !

L'intendant avait jeté sur la lettre de Pierre Lorin cette note, datée du 1^{er} juin, et qui devait servir de guide au subdélégué général chargé de la réponse :

« Il faut prendre la personne choisie par M. Lorin, mais je n'ai pas vu sa lettre¹. »

En conséquence, M. Petiet, commissaire des guerres et subdélégué général de Bretagne, écrivait de Rennes, le 13 juin suivant, à Pierre Lorin :

« M. l'intendant me marque, Monsieur, qu'il a reçu votre lettre du 29 du mois dernier et qu'il est très disposé à vous accorder votre retraite ; mais comme il ignore le nom de celui que vous avez désigné pour votre successeur, il n'a pu lui écrire à ce sujet. Vous pouvez en conséquence l'engager à adresser une lettre à M. de la Bove qui ne fera aucune difficulté de lui accorder sa confiance²...

« J'ai l'honneur d'être, etc... »

Pierre Lorin dut attendre encore quelques jours le retour de l'avocat Gautier, qui désirait lui succéder, et qui, par hasard, était absent. Sitôt qu'il eût pu conférer avec lui, il répondit :

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C.

2. Inédit. *Ibid.*

Saint-Malo, 19 juin 1781.

« J'aurois répondu plus tôt, Monsieur, à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 13 si M. Gautier avocat que j'ai indiqué à M. de la Bove pour me succéder à la subdélégation n'avoit pas été absent. Il est revenu hier, je l'ai vu aujourd'hui et il doit écrire par ce courrier à M. de la Bove. Je vous prie, Monsieur, de me conserver toujours votre amitié, et de ne jamais douter de l'attachement inviolable et respectueux avec lequel je serai toujours,

« Monsieur,

« Votre très humble et très obéissant serviteur.

« LORIN ¹. »

Le même jour, M. Gautier s'empressait d'adresser à l'intendant sa lettre de candidature :

« MONSEIGNEUR,

« M. Lorin vient de me remettre une lettre de M. Petiet, du 13 de ce mois, par laquelle il lui marque que vous êtes disposé à lui accorder sa retraite, et à donner la subdélégation de Saint-Malo, à celui qu'il vous a désigné pour son successeur. Je suis le sujet sur lequel M. Lorin a

1. Inédit. Adresse : « A Monsieur, Monsieur Petiet, commissaire des guerres et subdélégué général de Bretagne à Rennes. » *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C.*

jetté les yeux, lorsque j'y pensois le moins; je feroi tous mes efforts pour justifier son choix si vous le ratifiez, et je m'estimerai heureux, si je puis mériter quelque part dans votre confiance. Ma reconnoissance égalera le respect très profond avec lequel j'ai l'honneur d'être,

« De Votre Grandeur,

« Monseigneur,

« Le très humble et très obéissant serviteur,

« GAUTIER, avocat ¹. »

Saint-Malo, ce 19 juin 1781.

Acette lettre est annexé dans le dossier le brouillon inachevé de la réponse du subdélégué général :

Le juin 1781.

« Les témoignages avantageux que M. Lorin m'a rendus, M., de votre honnêteté et de votre capacité ne me permettent pas de balancer à vous nommer pour son successeur². »

Après cela, l'intendant n'avait plus qu'à s'exécuter. C'est ce qu'il fit dans la lettre suivante, adressée à Pierre Lorin, et dont les archives nous ont conservé le brouillon :

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C.

2. Inédit. *Ibid.*

R[ennes], le 1^{er} juillet 1781.

« D'après les instances réitérées que vous m'avez faites, Monsieur, de vous nommer un successeur, et surtout d'après votre lettre du 29 may dernier, je craindrois véritablement de vous gesner en vous priant de continuer des fonctions qui sont devenues très pénibles depuis la guerre, et que votre santé et vos affaires particulières ne vous permettent plus de remplir. J'accepte bien volontiers M. Gautier que vous m'avez proposé pour vous remplacer, je l'en prévien^s aujourd'huy; vous voudrez bien en conséquence lui remettre les papiers qui concernent la sub^{don}. Quelque espérance que j'aye d'être satisfait de son travail et de son zèle, je regrette infiniment de n'avoir pu détruire les motifs qui vous ont déterminé à vous retirer. Je désire bien sincèrement trouver des occasions de vous témoigner toute mon estime, et vous rendre tous les services qui dépendront de moi; donnez-moi souvent de vos nouvelles, elles me feront toujours plaisir. Comme M. Gautier sera vraisemblablement dans le cas d'avoir recours à vos lumières et à votre expérience, je vous prie de vouloir bien lui donner toutes les instructions dont il pourra avoir besoin. Je suis, etc.¹. »

L'intendant, par le même courrier, prévenait M. Gautier qu'il le choisissait pour son subdélé-

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C.

légué en lieu et place de l'ancien sénéchal Pierre Lorin. Ce dernier, en administrateur scrupuleux, adressait quelques jours plus tard à l'intendant de Bretagne, à Rennes, un double de l'inventaire des papiers de la subdélégation tel qu'il l'avait déposé entre les mains de son successeur. La lettre suivante accompagnait cet envoi :

« MONSEIGNEUR,

« C'est moins pour l'importance de la chose que pour vous prouver un peu d'exactitude et d'amour de l'ordre que j'ai l'honneur de vous remettre un double de l'inventaire des papiers de la subdélégation que j'ai remis à M. Gautier. Quoique je sois également persuadé de ses lumières et de sa probité, si dans telle circonstance qui peut se rencontrer, vous pensiez que, à raison de l'usage et de l'expérience, je pourrois vous être plus utile que lui, je vous prie, Monseigneur, de disposer de moi. Je saisirai toujours avec empressement les occasions de vous donner de nouvelles preuves de mon dévouement et du profond respect avec lequel je suis,

« Monseigneur,

« Votre très humble et très obéissant serviteur,

« LORIN¹. »

Saint-Malo, 24 juillet 1781.

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C.

La joie du nouveau subdélégué fut de courte durée; moins d'un an après, ployant sous le faix, aigri, mécontent, il mettait à trouver les voies de se décharger d'une mission trop lourde et trop peu fructueuse le même empressement qu'il avait mis à se la faire attribuer; témoin la lettre qu'il adressait, le 20 juin 1782, à M. de la Bove :

« MONSEIGNEUR,

« Il y aura un an le premier jour de juillet prochain que je me chargeai du fardeau de la subdélégation de Saint-Malo. C'est plus de temps qu'il n'en falloit pour en connaître le poids. Je l'ai senti dès le commencement, et je vois qu'il s'apésantit (*sic*) davantage de jour en jour. A chaque instant je suis distrait des occupations de mon état par mille détails de toute espèce qui consomment la moitié de mon temps à pure perte, puisque jusqu'à ce jour je n'ai pas reçu une obole pour indemnité de toutes mes peines. Je ne puis me persuader, Monseigneur, que les subdélégués de cette province soient les seuls dont les travaux pour le bien de l'État soient sans récompense. Les gratifications que vous m'avez plusieurs fois annoncées m'autorisoient à attendre quelque chose de plus qu'une indemnité, et je n'en ai pas encore reçu la plus légère. Si vous n'avez pas la complaisance d'y pourvoir plus efficacement, trouvez bon que je vous prie de choisir un autre subdélégué,

n'ayant pas une fortune suffisante pour sacrifier ainsi mon temps gratuitement.

« J'ai l'honneur d'être avec un profond respect,
Monseigneur,

« Votre très humble et très obéissant serviteur,

« GAUTIER ¹, »

Saint-Malo, le 20 juin 1782.

On reconnaît au ton un partisan des idées du jour — le futur procureur-syndic de la commune de Saint-Malo. L'intendant, embarrassé, mécontent de cette sommation, fit la sourde oreille. Cela lui valut, quelques jours plus tard, cette autre missive, où la philanthropie dissimule mal les ambitions d'un très avide et très ambitieux égoïsme.

« MONSEIGNEUR,

« Permettez-moi de vous représenter encore une fois l'extrême misère où sont réduits les Acadiens de mon département. Les boulangers qui leur fournissoient ci-devant du pain, leur en refusent, surtout depuis deux ou trois mois que cette denrée de première nécessité est passée à un prix excessif. Ils veulent être payés comptant, et les Acadiens sont sans argent. La plupart ont vendu leurs meubles et leurs hardes pour fournir à la subsistance

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C.

de leurs familles. Dépourvus de toutes ressources, je les vois journellement m'exprimer leurs besoins plutôt par des larmes que par des paroles. Une troupe de mères éplorées dont les maris sont au service, si la mort ne les a pas déjà enlevés, et qui ne reçoivent rien du prix du sang de leurs maris, viennent me demander du pain pour elles et pour des enfans que la faim dévore, et je ne puis leur en procurer. J'espérois que la lettre que j'eus l'honneur de vous adresser le 20 juin dernier m'auroit procuré non pas des gratifications que je ne demanderoi jamais, mais une indemnité que je réclameroi toujours, parce que je la crois juste. Par la même lettre, je vous prie de me procurer cette indemnité, ou de me décharger de la subdélégation. Mais jusqu'ici j'ai été privé de l'honneur de votre réponse, et du plaisir de verser dans le sein de ces tristes victimes de la faim, au moins une partie de l'indemnité que j'avois droit d'attendre, et dont je me proposois de leur faire l'avance jusqu'à ce qu'un tems plus heureux les mit dans le cas de recevoir de nouveaux bienfaits du Roy. Soyez, je vous en supplie, leur avocat auprès de Sa Majesté, soyez celui de tant de veuves et d'orphelins à qui la guerre a enlevé des maris et des pères dont on ne peut assez réparer les pertes. Vous ne pouvez soutenir une plus belle cause, et leur cause dans votre bouche ne peut avoir que le plus heureux succès.

« J'ai l'honneur d'être avec le plus profond respect, Monseigneur,

« Votre très humble et très obéissant serviteur,

« GAUTIER ¹. »

Saint-Malo, 9 juillet 1782.

J'ai tenu à citer la lettre tout entière : ce pathos fera mieux sentir, je crois, que n'importe quel commentaire, le poids du fardeau qu'avait, plusieurs années, porté M. Lorin, et qu'il allait, jusqu'à la Révolution, transmettre et faire accepter à son gendre. Bretons de bonne souche, si l'esprit avait été chez eux, comme on a pu l'entrevoir déjà pour Pierre Lorin, touché par le philosophisme, le cœur, le tempérament restait bon, et les rendait propres à servir, au plus noble sens du mot : cet ancien magistrat et ce négociant, sauvés par leur hérédité et par leurs fonctions, n'avaient pas été gâtés comme cet avocat. — Et ce fut une heureuse chance pour l'intendant de Bretagne. Fatigué des plaintes continuelles de son subdélégué, nul autre candidat ne se présentant, quel embarras pour lui ! Son ennui donne la mesure de la satisfaction qu'il dut éprouver en recevant la lettre qu'on va lire, de la main de Pierre Lorin :

1. Inédit. Adresse : « A Monseigneur, Monseigneur l'intendant de Bretagne. De présent en son hôtel, à Paris. » *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C.*

« MONSEIGNEUR,

M. de la Menais mon gendre se trouvera honoré de votre confiance en qualité de votre subdélégué si vous voulez bien la lui accorder, et il en est digne sous tous les rapports. C'est ce dont je répons personnellement. Cependant il ne peut l'accepter parce qu'il lui seroit impossible d'y répondre si vous ne lui accordez la faculté de se faire aider dans les détails par le S^r Cudennec, mon ancien secrétaire qui les remplissoit lorsqu'il étoit avec moi, et qui fait presque toute la subdélégation avec M. Gautier. M. de la Menais est à la tête d'une maison de commerce très considérable. Vous sentez, Monseigneur, que c'est un obstacle à pouvoir se livrer aux détails et aux affaires du dehors. Il y a plus : je lui ai promis de le décharger de la partie contentieuse et des affaires qui par leur étendue pouvoient exiger un travail suivi, ce qui exigeroit trop de tems, en sorte que vous aurez, Monseigneur, deux subdélégués au lieu d'un. Vous voyez en cela le désir que j'ai de me rapprocher de vous, et la preuve du regret que j'ai eu de m'en éloigner. Je désire beaucoup que vous acceptiez ce que j'ai l'honneur de vous proposer par la satisfaction que j'aurois de vous attacher mon gendre qui aujourd'hui me tient lieu de mon fils et parce que malgré toute l'envie que j'ai de répondre à la confiance et à l'estime

dont vous m'honorez, je ne sçais comment je le pourrois faire autrement.

« Je suis avec un profond respect,

« Monseigneur,

« Votre très humble et très obéissant serviteur,

« LORIN ¹. »

Saint-Malo, 10 août 1782.

Il semble bien que l'intendant avait demandé à Pierre Lorin de reprendre lui-même la subdélégation. Son refus persistant ne lui laissait pas le choix ; il se hâta de répondre :

Paris, le 23 août 1782.

« J'accepte avec bien de l'empressement, Monsieur, les arrangemens que vous me proposez pour la subdélégation de Saint-Malo. Je serai très aise de correspondre avec M. de la Menais-Robert et je viens de le luy marquer, mais je ne veux point que les détails de cette place puissent le détourner des affaires de son commerce, le Sr Cudennec continuera à se charger de tous les objets que vous croirez pouvoir luy être confiés. Je m'en rapporte absolument à votre prudence à cet égard. Je vois avec bien de la satisfaction que vous voulez bien vous charger vous-même des affaires contentieuses et qui pourroient exiger un travail étendu. Je vous prie d'en rece-

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C.

voir toute ma reconnoissance, et d'être persuadé du sincère attachement avec lequel je suis, Monsieur, votre, etc.¹ »

L'intendant adressait, par le même courrier, la lettre suivante à Pierre-Louis Robert de La Mennais :

M. de la Mennais-Robert.

Paris, le 2 août 1782.

« M. Lorin M. vient de me mander que vous vouliez bien vous charger de la subd^{on} de Saint-Malo. Quand je n'aurois pas la certitude que j'ai de vos lumières et de votre zèle pour le service du roy, son témoignage suffiroit bien pour me déterminer. C'est avec grand plaisir M. que je vous accorde ma confiance et que j'adopte les arrangemens qui me sont proposés par M. Lorin; je viens de marquer à M. Gautier de vous remettre les pièces et renseignemens relatives (*sic*) à la nouvelle place dont vous voulez bien vous charger.

« Je suis très prof. M. votre ², etc... »

M. de La Mennais répondit aussitôt :

« MONSEIGNEUR,

« M. Lorin m'ayant chargé en son absence d'ouvrir les lettres à son adresse, j'ai en consé-

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C.

2. Brouillon de lettre inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C.

quence décachetté celle dont vous l'avez honoré le 23 de ce mois, son premier devoir sera d'y répondre. Je compte aller la lui porter demain à sa terre de la Chesnaye.

« Sensible à la confiance dont vous m'honorez, j'accepte avec reconnoissance, Monseigneur, la place de subdélégué, mon but est de mériter votre estime, et je ne négligerai rien de ce qui dépendra de moi pour l'obtenir.

« M. Lorin ne vous a pas laissé ignorer que je suis à la tête d'une maison de commerce dont les affaires sont aussi multipliées qu'intéressantes, mes occupations sont immenses, cependant je ferai en sorte de ne pas négliger la subdélégation, mon désir le plus vif est de vous satisfaire, et je me flatte d'y réussir, étant aidé des lumières et des conseils de M. Lorin.

« Je suis avec le plus profond respect, Monseigneur,

« Votre très humble et très obéissant serviteur.

« MENNAIS ROBERT fils ¹. »

Saint-Malo, le 28 août 1782.

· C'est ainsi que, Félicité Robert de La Mennais ayant précisément deux mois, son père devint subdélégué de l'intendant de Bretagne.

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C.

CHAPITRE II

M. DE LA MENNAIS SUBDÉLÉGUÉ (1782-1787).

I. Les devoirs du subdélégué. — II. Son équité. — III. Son esprit généreux et libéral. — IV. Son attitude à l'égard des ordres monastiques. — V. Comment il entend la charité par le travail.

I

Un réel et constant souci du bien public avait préparé M. de La Mennais aux fonctions qu'il allait remplir. On se rappelle qu'au moment de la guerre d'Amérique, en 1779, il avait été chargé « de faire passer au plus vite tous les effets d'artillerie et des hôpitaux » assemblés à Saint-Malo pour l'armée du comte de Rochambeau. En huit jours, il était parvenu à s'acquitter de sa mission, et quelle mission ! Huit cents voitures à expédier, en Bretagne, à la fin du dix-huitième siècle ! Le gouvernement ayant voulu reconnaître par une

gratification le bon ordre, l'économie, la promptitude de l'expédition, il refusa l'argent qu'on lui offrait, et fit distribuer la somme « aux habitants de la campagne qui avaient fourni des voitures et perdu beaucoup de chevaux ¹ ». Trois ans après, en 1782, l'année même où naissait Félicité, une affreuse disette désola la Bretagne. Saint-Malo et Dinan furent particulièrement éprouvés. Le prix du boisseau de froment était monté à 12 livres. M. de La Mennais, qui avait prévu la crise, avait fait venir de l'étranger 15.000 boisseaux de froment qu'il vendit 8 livres au marché, au lieu de 10 qu'on lui offrait ². Activité, intelligence, méthode, souci du bien public et désintéressement, ces qualités précieuses dont il avait déjà si souvent témoigné, vont se déployer pleinement dans sa subdélégation.

Cette fonction n'était pas une sinécure à la fin de l'ancien régime. On se fera quelque idée des devoirs et des charges qu'elle entraînait en parcourant les *Instructions pour MM. les subdélégués de l'intendance de Bretagne* imprimées à Rennes, chez la veuve de François Vatar et de Bruté de Remur, imprimeur du Roi, en 1788, par ordre de M. de Bertrand, intendant de la province ³. Mieux encore que le dépit et les sommations irritées de

1. BLAIZE, *Œuvres inédites de F. Lamennais*, Introd., p. 5.

2. *Ibid.*, pp. 5-6.

3. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 8.

l'avocat Gautier, ce qu'on va lire fera comprendre combien étaient lourdes et multiples les obligations de ces fonctionnaires : d'autant plus pesantes qu'elles étaient moins exactement délimitées, d'autant plus méritoires qu'elles étaient sans rétribution. Voulant donner une *Idée générale des devoirs des subdélégués*, Bertrand de Molleville écrit :

« Un subdélégué honnête et éclairé, qui remplit ses fonctions avec le zèle et l'exactitude qu'elles exigent, peut être regardé à juste titre comme un des hommes les plus utiles à l'État et à ses concitoyens ; ses droits à la reconnaissance publique sont d'autant plus certains, que l'ambition d'obtenir cette récompense honorable est nécessairement le seul motif qui peut l'avoir déterminé à embrasser un état aussi pénible et aussi assujétissant. Quels sont en effet les devoirs des subdélégués de MM. les Intendants dans les Provinces ? Le bien public, le service du Roi, et l'intérêt des particuliers doivent être continuellement l'objet de leur vigilance et de leur sollicitude ; ils sont l'œil du Commissaire départi chacun dans leur subdélégation, et c'est par eux que la vérité doit lui parvenir avec la même fidélité et la même exactitude que s'il la voyoit par ses propres yeux ; le moindre déguisement, l'altération la plus légère dans les faits, seroient de leur part une trahison

criminelle, d'autant plus inexcusable qu'ils doivent tout voir par eux-mêmes.

« Ils doivent connoître à fond, non seulement les villes et bourgs, mais jusqu'aux moindres paroisses de leur subdélégation, leurs besoins, leurs ressources, leur industrie, les moyens de l'étendre et de la favoriser, la nature du sol et des productions, l'état de la culture et des défrichemens, les améliorations et les encouragemens dont ils sont susceptibles, leur population, le nombre des pauvres valides et les principaux propriétaires.

« Ces connoissances sont absolument nécessaires pour mettre M. l'Intendant à portée de déterminer, dans une année de disette générale ou partielle, la mesure des secours qu'il est à propos d'accorder à chaque paroisse.

« Ils doivent se procurer les instructions les plus exactes sur le degré d'abondance de chaque espèce de récolte, sur le prix des denrées et des comestibles, sur la santé des hommes et des bestiaux, sur les causes qui peuvent y nuire, sur les moyens possibles d'augmenter l'aisance et le bien être des habitans des campagnes.

« Lorsqu'ils sont consultés sur les qualités des sujets qui se proposent pour différentes places, charges ou emplois, dont les fonctions intéressent le public, ils ne sauroient apporter une exactitude trop scrupuleuse dans les informations qui leur

sont demandées, pour n'avoir jamais à craindre le reproche d'avoir contribué par leur témoignage à déterminer un mauvais choix.

« Il n'est pas moins important qu'ils fassent connoître à M. l'Intendant les sujets de leur département qui se distinguent le plus par leur zèle, par leur intelligence, et par leur désintéressement dans l'exercice de quelques fonctions publiques.

« Quoique les différents préposés de l'administration ne leur soient point subordonnés, ils n'en sont pas moins autorisés à surveiller leur conduite, pour les avertir des différens abus dont ils ont connoissance, et en rendre compte à M. l'Intendant si cet avertissement ne suffit pas. Ils doivent également être très exacts à l'instruire dans le délai le plus prompt, des événements intéressans, ainsi que des accidens plus ou moins graves qui surviennent dans l'étendue de leur subdélégation.

« La sûreté des prisons et maisons de force, leur salubrité, ainsi que celle des Hôpitaux, et la manière dont les prisonniers et les malades sont soignés et nourris, sont également soumises à leur surveillance, en ce qui concerne la nourriture et le traitement des détenus par ordre du Roi, des mendiants et vagabonds, ainsi que des matelots et soldats malades.

« L'étendue de leurs fonctions, la suite et l'activité continuelles qu'elles exigent, leur imposent l'obligation de ne s'éloigner que le moins possible du

lieu de leur résidence ordinaire, soit pour que les particuliers qui ont affaire à eux soient toujours assurés de les trouver, soit afin que le service du Roi et l'exécution des différens ordres qui peuvent leur être adressés d'un moment à l'autre n'éprouvent aucun retard.

« Ils doivent éviter avec le plus grand soin de donner lieu à des plaintes ou à des mécontentemens; et la manière la plus sûre à cet égard dans toute administration publique, est de se renfermer constamment dans l'exécution la plus exacte des règles générales, et de se tenir toujours en garde contre le piège des exceptions.

« Telle est l'idée générale des devoirs des subdélégués : ce n'est qu'en les remplissant tous aussi exactement qu'ils doivent l'être, qu'ils peuvent se flatter d'acquérir l'estime publique, et cette considération honorable due aux services rendus à la Patrie, et à laquelle tous les bons citoyens attachent un si grand prix¹, »

Telle était l'étendue des devoirs que M. de La Mennais ne craignait pas d'ajouter aux obligations déjà lourdes de sa maison de commerce et de ses fonctions d'armateur. Ils faisaient entrer dans la vie publique une famille française qu'une ascension lente et sûre rendait digne de servir son pays et son Roi.

1. *Instructions pour MM. les subdélégués, etc.*, pp. 4-7. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 8.

II

Il ne saurait entrer dans le plan de cet ouvrage de comparer à l'idéal proposé par M. de Bertrand la conduite de Pierre-Louis Robert de La Mennais pendant les sept années que dura sa subdélégation. Il avait d'ailleurs pris soin de rappeler d'avance à l'intendant de Bretagne, ainsi qu'on l'a vu, les obligations que lui imposait la conduite de ses propres affaires. M. de Bertrand ne fut donc point surpris que, dès le 29 octobre 1782, il pressât l'exécution d'une expertise, alléguant qu'il allait partir pour un voyage de trois mois, et que M. Lorin malade ne pouvait le remplacer¹. Le détail des affaires devait être confié, dans des occasions semblables à l'ancien secrétaire de M. Lorin, Cudennec, le père d'un avocat qui sera, plus tard, un des plus dévoués amis de Félicité de La Mennais. C'est lui qui traite d'ailleurs toutes les questions, qui rédige la correspondance : la haute direction, l'esprit qui préside à la solution des difficultés, le zèle et l'intelligence sont l'apanage de M. de La Mennais.

A peine en charge, il agit avec indépendance et justice. Les commissaires des États de Bretagne ayant demandé « que le Roy prenne à sa

1. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 2324.

charge la cote des vingtièmes et des fouages des Terreins employés pour la construction du fort de Châteauneuf », il n'hésite pas à leur donner raison. « Nul ne doit de taxe à l'État sur un bien qu'il ne possède plus, écrit-il à l'intendant le 14 septembre 1782, et le fond sur lequel sont assises les impositions dont on sollicite la décharge, étant actuellement dans la main du Roy pour le bien du service de Sa Majesté, ce fond doit être affranchi des impositions, pour être reversées sur les autres contribuables¹. »

Un peu plus tard, il appuie la demande d'un entrepreneur qui se plaint que, les bois et la main-d'œuvre ayant considérablement augmenté depuis qu'il a signé son contrat, l'exécution de ce contrat le conduit à la ruine si l'administration ne lui consent pas un tarif plus favorable ; son avis n'est pas donné à la légère : « J'ai examiné avec la plus grande attention les demandes du dit entrepreneur, écrit-il de Saint-Malo le 24 octobre 1782, et pris les informations les plus étendues sur la valeur réelle des objets sur lesquels il demande une augmentation. Il n'est pas douteux que depuis 1777, époque de son marché, les bois et la main-d'œuvre ont considérablement augmenté, et c'est d'après ces raisons que les prix fixés à Saint-Malo ont été portés au taux où ils sont au-

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1016.

jourd'huy. » L'entrepreneur obtiendra l'augmentation qu'il demande.

Si de petits propriétaires se trouvent lésés par les travaux militaires dont il surveille l'exécution, il prend en main leurs intérêts, et les défend devant l'intendant :

« Monseigneur, je réponds à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 25 de ce mois en m'envoyant une requête de la D^e V^e Bougourd, par la quelle elle expose que MM. les officiers du génie lui ont pris de nouveaux terrains pour des travaux additionnels à la forteresse de Châteauneuf, dont elle demande l'estimation et le dédommagement. Son exposé est vrai, et plusieurs autres propriétaires sont dans le cas de former la même demande. En conséquence, avant d'user des pouvoirs que vous me donnés, Monseigneur, je crois à propos de faire publier au prône des paroisses de Châteauneuf et Saint-Père que les Propriétaires, les Seigneurs et Décimateurs auxquels il auroit été pris de nouveaux terrains pour la forteresse de Châteauneuf aient à se trouver sur les lieux à jour et heure qui seront indiqués, pour nommer de leur côté un expert, le quel avec celui qui sera nommé pour le Roi par votre subdélégué feront l'estimation des dits terrains et droits des seigneurs et décimateurs sur iceux, etc.¹... »

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1017.

Nous saurons plus tard à qui Félicité de La Mennais devra ce sens aigu de la justice qui le fera si souvent le champion des humbles et des opprimés. Il le soulèvera fréquemment aussi, en de vives révoltes, contre les favoris de la fortune qui voudraient obtenir des avantages auxquels ils n'ont d'autre droit que leurs prétentions : ce geste est encore dans la tradition paternelle. M. de La Mennais sait, à l'occasion, faire débouter de leurs demandes les gros personnages qui réclament injustement : c'est le cas de Mme Surcouf de Saint-Aubin qui, se plaignant mal à propos et s'appuyant d'allégations absolument fausses, voit ses demandes rejetées¹.

Un autre jour, un avocat au Parlement, le S^r Normant, réclame une indemnité; Pierre-Louis Robert de La Mennais la lui fait refuser par un rapport nettement défavorable : les titres et la rancune possible des gens bien en place ne sont pas pour l'impressionner :

« Il ne paraît pas, écrit-il, qu'il y ait raison suffisante d'adjuger au S^r Normant autre indemnité que celles qui lui sont accordées par le procès-verbal de 1784, montantes pour cet objet à la somme de 340 livres.

« Mais il lui en est accordé une autre, par le même procès-verbal, pour les dommages causés

1. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 2324

à la clôture et sur quelques cordes de terre d'un autre champ qui lui appartient nommé les gabions, pour la quelle il convient de lui ordonner de se mettre en état dans un délai quelconque, faute de quoi il en sera déchu.

« MENNAIS ROBERT fils ¹. »

A Saint-Malo, le 24 août 1786.

C'est ainsi que le père de Félicité de La Mennais, futur ennemi des légistes, ces admirateurs de 1682, traite déjà les avocats au Parlement.

III

Nous ne reprocherons pas à ce négociant si intelligent, si averti des réels besoins du pays, de manquer à ce point d'indulgence pour un avocat. Nous avons vu par la manière dont le Sr Gautier s'était acquitté de sa tâche de subdélégué, combien d'esprit et de tempérament il différerait d'un La Mennais. Ce que nous trouvons d'un peu dur et de sévère dans la manière de ce dernier ne signifie point — comme le même trait de caractère ne signifiera pas chez son fils — un défaut du cœur : s'il était plus égoïste, il aimerait moins la justice et trancherait moins sèchement les dif-

1. Inédit. Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1017.

ficultés de ce genre. Chez lui, comme plus tard chez Félicité de La Mennais, générosité, dévouement, charité s'allient à l'esprit de justice, qui n'en est, à vrai dire, que l'expression; ils s'allient à lui non pas en phrases seulement, mais en actes.

D'autres, nous l'avons vu, lésinent avec le gouvernement. Lui, s'il juge que le service du Roi l'exige, sans hésiter, fait les avances que lui semblent nécessiter les travaux dont il est chargé. C'est ainsi que le 12 septembre, déjà en avance de 314 livres 13 sols, il prévoit qu'il pourra l'être bientôt de 5 à 600 livres. Sa délicatesse est si grande qu'il s'excuse même des risques auxquels il s'expose ainsi : ne trouvera-t-on pas ces dépenses excessives ou du moins prématurées ? « Je me suis vu en quelque sorte forcé de les faire, parce que le commandant du régiment Royal infanterie division de Cuncalle étant relevé, il doit rendre ses comptes, qui auroient été arrêtés si je n'avois payé les travailleurs de ce régiment ¹. »

Si, forcé de dresser rapidement un compte, il se trompe, ce n'est pas au détriment de l'État : il relèvera quelques jours après une erreur de 108 livres à son désavantage ². Fait-il faire les copies d'un procès-verbal ? Il les paye de sa poche, et ne

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 2324.

2. *Ibid.* Lettre du 21 août 1783.

les porte pas sur le compte, laissant à la délicatesse de l'intendant le soin d'apprécier s'il en doit être remboursé : « J'ai payé pour la façon de ces quatre copies vingt-quatre livres suivant reçu, écrit-il le 20 novembre 1784. Cette bagatelle n'est pas comprise dans les frais portés au procès-verbal. J'ai donné toute mon attention à cette affaire importante (il s'agit toujours des travaux du fort de Châteauneuf), et je désire bien vivement avoir eu le bonheur de vous satisfaire¹. »

Représentant non seulement de l'intendant, mais du roi, il se juge, avec raison du reste, obligé de tenir son rang, et s'applique à figurer dignement le pouvoir.

Il entend d'une façon large et généreuse les devoirs de sa subdélégation ; il sait, au besoin, tenir table ouverte soit pour recevoir l'évêque, ou l'intendant, ou tel voyageur de marque auquel on veut faire honneur. Son installation s'y prête à ravir : il occupe un vaste hôtel, demeure presque princière, au bas de la rue Saint-Vincent, tout près de la porte du même nom, au croisement de la rue Sainte-Barbe ; bâti de 1712 à 1715, au nord du premier accroissement de Saint-Malo, sur le port de Merbonne, où venaient autrefois, après leurs courses victorieuses, se reposer les corsaires malouins, « cet hôtel, tout en granit, un des plus

1. Inédit. *Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 1017.

beaux de Saint-Malo, se compose d'une maison principale ayant, outre son rez-de-chaussée, deux magnifiques étages surmontés de mansardes. Deux ailes en retour d'équerre sur le bâtiment principal et formant pavillons viennent aboutir sur la rue Saint-Vincent, laissant entre elles une spacieuse cour d'honneur, pavée de pierres de taille. Cinq hautes fenêtres de façade, trois fenêtres à chaque étage dans chacune des ailes qui encadrent le portail Louis XIV monumental et surmonté d'une terrasse bordée de balustrades en granit, les rampes et les balcons de fer forgé donnent à ce logis grand air. M. de La Mennais ne l'occupe pas tout entier; son associé Guillaume Éon de Carman, propriétaire de l'immeuble, lui en loue seulement une aile, le pavillon donnant sur la rue Sainte-Barbe¹. » C'est là que le subdélégué donne ses réceptions : et ceux qui ont eu l'honneur d'être accueillis à sa table ne manquent jamais de louer son hospitalité.

C'est ainsi qu'au mois de mai 1786 M. de Charodon, maître des requêtes, commissaire départi pour la visite des ports et des pêches, ayant été envoyé par M. de Calonne, en compagnie de l'abbé Diquemare, du Havre, correspondant de l'Académie des sciences, « à l'effet d'examiner les causes du détriment arrivé aux huîtres et les

1. MAIGNÉ, L'hôtel des Lamennais. *Annales de la Société historique et archéologique de Saint-Malo*, 1 vol. in-8, J. Haize, 1904, pp. 95-96.

moyens de rétablir cette pêche importante ¹ », l'intendant demanda à M. de La Mennais de faire bon accueil au délégué du secrétaire d'État. « Je suis persuadé, écrivait-il à M. de Calonne le 3 mai 1786, en parlant de M. de Chardon, qu'il sera particulièrement très satisfait de mon subdélégué de Saint-Malo, qui est un négociant vraiment distingué ². » L'intendant ne s'était pas trompé; le 28 mai suivant, M. de Chardon, lui écrivait pour « vous remercier, lui disait-il, de tous les ordres obligeans que vous avez bien voulu donner en ma faveur à MM. vos subdélégués qui ont eu pour moi la plus grande attention, surtout celui de Saint-Malo ³ ». Et M. de La Mennais mandait à l'intendant, le 3 juin 1786 : « M. de Chardon quitta notre ville mercredi dernier. Il a paru satisfait de la réception qui lui a été faite. La ville et le commerce se sont réunis pour lui prouver leur reconnaissance ! Il a bien voulu accepter des lettres de citoyen de Saint-Malo. Une adoption aussi honorable pour nous s'est faite au bruit du canon. J'ai saisi en particulier toutes les occasions de faire ma cour à ce magistrat, qui a bien voulu accepter un dîner chez moi avec les chefs de tous les corps et les principaux habitans ⁴. » L'inten-

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 1594.

2. Inédit. *Ibid.*

3. Inédit. *Ibid.*

4. Inédit. *Ibid.*

dant lui répond le 7 juin : « M. Chardon m'a fait part de ses opérations dans la Baye de Cancale, et il ne m'a pas laissé ignorer toutes les politesses qu'il a reçues de votre part, en me témoignant qu'il y avoit été très sensible. Je vous suis de mon côté très obligé des attentions que vous avez eues pour lui ¹. »

Moins généreux et moins libéral, il userait moins prudemment de ce redoutable instrument de l'autorité royale à la fin du dix-huitième siècle : les *lettres de cachet*. Un hôte si aimable souffrirait difficilement qu'on enfermât les gens sur un simple caprice. Dans les circonstances de ce genre, son art est de temporiser. Le père de Charles-Robert Surcouf, « officier navigant », ayant à se plaindre de la conduite de son fils, avait demandé et obtenu une lettre de cachet pour le faire enfermer à l'hôpital de Saint-Méen. M. de La Mennais sut se faire accorder par l'intendant l'autorisation de conserver par devers lui les ordres du Roi, jusqu'à ce que la colère de M. Surcouf fût calmée. La lettre suivante, qu'il put adresser bientôt à Bertrand de Molleville, montre combien sa conduite avait été prudente et sage :

« Monseigneur, j'ai l'honneur de vous renvoyer l'ordre du Roy qui avoit été accordé pour faire arrêter et conduire à l'hôpital de Saint-Méen le

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1594.

Sr Charles-Robert Surcouf. J'ai toujours gardé cet ordre, d'après la liberté que vous m'aviez laissée en me l'envoyant, de n'en faire usage qu'autant que je le jugerois convenable. Le père de ce jeune homme m'a assuré qu'il avoit changé de conduite, qu'il en étoit satisfait, et en même temps il m'a beaucoup remercié de ma modération, et m'a prié de vous renvoyer l'ordre du Roy dont il s'agit, dont il n'a plus besoin.

« Je suis avec un très profond respect, etc...

« MENNAIS ROBERT fils¹. »

Saint-Malo, le 14 mars 1786.

Charles-Robert Surcouf, né en 1773, avait alors treize ans ². On ne savait pas, jusqu'ici, que sans l'esprit libéral du père de Félicité de La Mennais, le terrible corsaire qui devait bientôt faire trembler les Anglais, eût préludé à ses exploits par un internement dans une maison de force.

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 225.

2. Mis par son père dans un collège près de Dinan, il n'avait montré aucun goût pour l'étude et son professeur ayant voulu lui infliger une correction, il s'était révolté. Son père, ne sachant plus qu'en faire, l'avait embarqué sur un navire côtier, mais ce genre de navigation n'était pas encore ce qui lui convenait. C'est alors que M. Surcouf avait demandé une lettre de cachet. Mais Robert Surcouf, grâce à la prudence de M. de La Mennais, trouva enfin sa voie en s'embarquant pour les Indes.

IV

Esprit ouvert, généreux, libéral, M. de La Mennais partage toutes les préventions de son temps contre les ordres monastiques. Plus tard, nous le verrons, quand éclatera la Révolution française, partisan tout à fait déclaré des idées nouvelles; il se contente pour l'instant, au nom de la charité bien entendue, d'écarter autant qu'il le peut de Saint-Malo les ordres mendiants. Il faut dire que le clergé séculier, le curé tout le premier, partage sa manière de voir :

« Monseigneur, écrit M. de La Mennais, je vous remets le placet des administrateurs de l'hôpital général de cette ville que vous m'avez fait passer le 1^{er} de ce mois. Il s'agit principalement, comme vous le dites, Monseigneur, de savoir si les quêtes étrangères dont ils demandent la suppression dans cette ville, produisent des sommes assez considérables, et s'il en résulte un assez grand préjudice pour les pauvres de la ville pour qu'il soit vraiment convenable de les faire cesser. Vous concevez, Monseigneur, qu'il n'y a que ceux qui font des quêtes à en connaître le produit juste, et qu'on ne peut l'évaluer que par apperçu et par induction de faits certains.

« J'avouerai d'abord que la signature de M. le Curé de Saint-Malo qui est la première dans le

placet m'impose beaucoup en faveur de son contenu : sûrement il ne l'auroit point donnée s'il n'en avoit connu la vérité. Son zèle qui embrasse tout s'étend particulièrement sur les aumônes ; il est le confident et le conseil de toutes les personnes charitables. Et je sais qu'il dirige leur charité autant qu'il peut en faveur des pauvres de la ville et des hôpitaux¹. »

M. de La Mennais aime son évêque — Mgr Corbois de Pressigny — et son curé — le vénérable abbé Le Saout que proscrira la Révolution ; il les estime infiniment. N'allons pas voir en lui cependant un catholique très rigide : à cette époque, autant qu'on en peut juger, chrétien à la mode de la haute bourgeoisie du dix-huitième siècle finissant, il professe l'indifférence dogmatique et, dans la pratique, il doit se montrer assez tiède. Un bon évêque, un bon curé sont pour lui, comme pour son frère des Saudrais, et pour la plupart de leurs contemporains, des modèles de vertu, des apôtres de charité ; ils sont des maîtres et des témoins de la morale. Et c'est pourquoi nous verrons les deux frères embrasser sans hésitation, quand la Révolution s'ouvrira, le schisme constitutionnel. Quant aux ordres religieux, il les juge un anachronisme ; et cette opinion, qui persistera, ne sera pas étrangère à la façon dont Félicité de

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 1271.

La Mennais, un jour, envisagera la question monastique. Son rêve de fonder un ordre nouveau, la Congrégation de Saint-Pierre, adapté aux besoins des temps, a son principe dans la conviction arrêtée dès son enfance que la plupart des ordres existants ne sont plus guère que d'inutiles survivances; telle paraît bien être la pensée de M. de La Mennais :

« Dans le fait nous voyons ici pendant trois mois de l'année des religieuses des autres provinces se succédant les unes aux autres quêter aux portes des Églises et dans toutes les maisons. Elles ne bornent pas leur séjour à la durée de leurs quêtes publiques. Elles sont accueillies dans plusieurs maisons connues pour être très charitables, et il y en a beaucoup ici parce qu'il y a beaucoup de piété, que les mœurs y sont bonnes, et que l'on n'y tient pour ainsi dire point d'état, et comme il y a une aisance générale, il reste beaucoup de superflu¹. »

L'éloge de Saint-Malo, l'admiration un peu naïve, mais si touchante, et qui marque si fortement les origines de ce Breton de pure souche, reviendra souvent sous sa plume. Je vois l'heureuse harmonie de l'homme et de son milieu dans cet étonnement joyeux de retrouver hors de soi les vertus, les succès de la race dont on porte la

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1271

force en soi. Or, mieux on est enraciné dans le rocher natal, plus âprement aussi l'on en défend les abords à l'étranger :

« On remarque d'ailleurs, continue notre Malouin, que ces quêteuses ont leurs habitudes dans les maisons riches où règne éminemment l'esprit de charité. Et l'on sait qu'elles en emportent des sommes considérables, tellement que l'on estime par apperçu que le produit de trois quêtes versé à l'hôpital pourrait nourrir au moins vingt pauvres plus qu'il n'en peut recevoir et je ne sais si cela suffiroit à la nourriture de cinq à six religieuses. »

Passons sur ce dernier trait : il n'est pas d'un ami des sœurs. Voici la fin du plaidoyer :

« J'ajoute que ce n'est pas seulement à l'hôpital que ces quêtes étrangères font du préjudice, elles diminuent encore considérablement celle que l'hôpital permet en faveur de cette congrégation de Dames dont j'ai eu l'honneur de vous parler, à qui le bureau de l'Hôpital permet de quêter parce que le produit tourne à sa décharge et au soulagement des pauvres honteux. D'un autre côté nous ne manquons point ici de religieuses mendiant, il y en a trois maisons dans la ville de Saint-Servan.

« Voilà, Monseigneur, les seules instructions que je puis vous donner et puisque vous me faites

l'honneur de me demander mon avis, je pense qu'il convient véritablement de faire cesser en cette ville les quêtes étrangères dont je croirois le produit mieux employé à élever de pauvres enfants qui sont l'espérance de l'État et des matelots invalides aux quels il ne reste que des infirmités pour l'avoir servi.

« Je suis avec respect, etc.

« MENNAIS ROBERT fils. »

Saint-Malo, le 4 mars 1786.

Il est clair que M. de La Mennais considère les ordres religieux comme des parasites inutiles. Trois jours plus tard, revenant à la charge, il signale le développement exagéré de ces ordres dans le voisinage :

« J'ai omis, écrit-il à l'intendant le 7 mars, des faits qui peut-être vous paraîtront de quelque considération :

« C'est 1^o que nous avons dans la ville et à Saint-Servan un couvent nombreux de capucins et deux de Récollets.

« 2^o Qu'il y a à Dinan une communauté de Religieuses de Sainte-Marie très pauvres, une de Cordeliers et une de Jacobins : de plus dans la paroisse de Cormeil, à trois lieues d'ici, une autre communauté de Jacobins, et ces quatre maisons viennent quêter à Saint-Malo, parce qu'elles ont le droit dans

tout le Diocèse. — 3° La quête pour l'Hôtel-Dieu qui se fait tous les Dimanches et fêtes.

« Je ne vous parle point, Monseigneur, de plusieurs autres quêtes que le bureau de l'Hôpital permet. Telles sont celles des Prédicateurs de l'Avent, du Carême et de l'Octave, que le bureau de l'Hôpital ne peut refuser aux demandes de l'Évêque et du Chapitre, dont les dépenses sont fixées par d'anciens réglemens qu'il ne peut enfreindre, arrêtés dans un tems où les meilleures choses, à commencer par la parole de Dieu, n'étoient pas portées au prix où elles sont aujourd'hui.

« Il est certain que toutes ces quêtes et d'autres encore font beaucoup de tort à l'hôpital, et vous jugerez peut-être, Monseigneur, que ces faits sont des raisons de plus pour faire cesser ici les quêtes étrangères. Du reste je m'en rapporte, comme je le dois, à vos lumières et à votre prudence.

« Je suis, etc...

« MENNAIS ROBERT fils¹. »

L'intendant, qui comprend très bien où son subdélégué veut en venir, et qui d'ailleurs partage ses vues, ne peut cependant lui donner satisfaction. Sans doute ces monastères ne lui paraissent

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1271.

pas convenir au siècle présent; il ne dissimule pas sa pensée à cet égard; mais seule une mesure d'ordre général, étendue à toutes les provinces, pourrait réformer l'abus dont il s'agit, et cette mesure, ce n'est pas lui qui peut la prendre; tel est le sens de sa réponse à M. de La Mennais :

« Ces réclamations, M., sont certainement bien fondées, mais on ne pourrait réprimer l'abus dont il s'agit qu'en supprimant les différens monastères d'hommes et de filles qui ne sont point dotés, et qui par institution sont obligés de vivre d'aumônes. Tous ces établissemens fort pieux en eux-mêmes ne me paroissent pas convenir au siècle présent, mais dès lors que le gouvernement croit devoir les laisser subsister, il faut bien nécessairement donner aux personnes qui ont embrassé cet état de pauvreté, la faculté de faire des quêtes... Je pense que, dans l'état des choses, il n'y a pas lieu d'avoir égard à la réclamation des administrateurs de l'hôpital de Saint Malo ¹. »

Deux ans plus tard, l'évêque de Saint-Malo, Mgr Cortois de Pressigny, ayant proposé, pour remédier au mal que signalait M. de La Mennais, de n'admettre à la quête que les religieuses de Sainte-Claire de Dinan et de Nantes, à l'exclusion de celles des autres provinces, l'intendant, à qui le baron de Breteuil avait communiqué cette pro-

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1271.

position, répondait en la déclarant « fort juste ». « Il seroit même bien à désirer, ajoutait-il, que ces religieuses eussent de quoi subsister dans leur Monastère, sans avoir besoin d'envoyer des quêteuses courir la province; de pareils établissemens où l'on fait vœu de vivre d'aumônes, ne convient (*sic*) aucunement au siècle présent ¹. »

La critique philosophique avait, chez les plus sages, et même dans le clergé, préparé l'idée d'une réforme religieuse des ordres monastiques « qui ne paroissent plus convenir au siècle présent ». De là le projet d'ordres nouveaux et mieux adaptés aux besoins de l'époque. Ces idées, malheureusement, se mêlaient à d'autres beaucoup plus contestables sur la suppression des vœux monastiques; la Révolution se chargera d'en faire l'essai. Mais quand elle aura fait table rase du passé, le projet primitif s'imposera tout naturellement dans les milieux où, avant la crise, on pensait comme l'intendant de Bretagne et M. de La Mennais. La Congrégation de Saint-Pierre naîtra de ces premières vues.

V

M. de La Mennais ne s'est efforcé de supprimer à Saint-Malo les ordres mendiants qu'au nom

¹ Inédit. Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1271.

d'une charité bien ordonnée et mieux entendue. Le père de Félicité de La Mennais donne en effet tous ses soins aux œuvres charitables, et nous le verrons, aux heures les plus sombres de la Révolution française, rester fidèle à cet esprit. Ses actes, dès à présent, nous éclaireront d'avance sur cette admirable charité que ses plus irréductibles adversaires n'ont jamais contestée à son fils : c'était un héritage de famille.

Appuyant, le 5 août 1786, une requête des administrateurs de l'Hôtel-Dieu de Saint-Malo qui demandent la continuation provisoire de la perception des droits d'octroi qui leur étaient affectés, en attendant d'obtenir l'agrément des États, le subdélégué de l'intendant à Saint-Malo écrit :

« Jamais on n'avoit vu les pères et les mères exposer leurs enfants en aussi grand nombre; comme l'Hôtel-Dieu reçoit les enfants trouvés, dans peu il en sera surchargé au point qu'il faudra bien qu'on refuse ceux de la ville, les seuls auxquels ce bienfait était réservé.

« Une femme de mon quartier vient d'abandonner la ville dans l'instant. Elle y laisse deux enfants, l'un de dix-huit mois, l'autre de quatre ans. Je m'en suis chargé jusqu'à ce que l'hôpital puisse y pourvoir, car il est réellement obéré. Pourriez-vous, Monseigneur, m'aider dans ce moment-ci, en m'accordant quelque chose ?

« Dans l'instant on vient de me prévenir qu'une autre femme vient de s'évader en laissant son enfant à la nourrice. Le mal vient de loin. Les femmes ici n'ont point d'occupation. Vous en avez entendu parler chez M. l'Évêque. On désire établir des écoles de filature pour les enfants. Je fournirai la matière première. On va ouvrir une école de ce genre. J'ai donné 150 livres pour les premières dépenses. Si j'ai recours à vous, Monseigneur, dans ce moment-ci, c'est que je ne puis suffire à tous les besoins, ils sont réellement fort grands, et vous me rendez la justice de croire que je ne m'adresse à vous que lorsqu'il m'est impossible de pourvoir par moi-même aux nécessités les plus urgentes ¹. »

Recueillir des enfants abandonnés et se charger de leur entretien, soutenir de son crédit et de son argent les institutions charitables, semble tout naturel à M. de La Mennais : il ne demande au pouvoir central de lui venir en aide que timidement, et comme en s'excusant. Surtout, son intelligence est aussi largement ouverte que son cœur, et c'est elle qui lui dicte, parmi tant de bonnes œuvres, les meilleures. On en jugera en écoutant le subdélégué de Saint-Malo raconter lui-même à l'intendant la part qu'il a prise à la fondation et au développement de cette école de filature dont

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend.*, C 1271.

il vient d'indiquer le projet. Les sœurs de la Croix demandaient l'autorisation de construire un bâtiment qui devait coûter 1.700 livres environ pour y abriter cette œuvre nouvelle. En transmettant leur requête à l'intendant, M. de La Mennais l'appuie de la lettre suivante :

« Monseigneur, j'ai l'honneur de vous envoyer la requête des sœurs de la Croix, établies à Saint-Servan, avec le devis et le plan de l'édifice additionnel à leur maison qu'elles se proposent de faire. Vous me demandez en même tems mon avis sur l'utilité de cette nouvelle construction.

« Je ne vous cacherai pas, Monseigneur, que vous pourriez soupçonner mon avis d'être un peu partial d'après le compte que je vais vous rendre de cet établissement.

« On a cherché la cause de la misère du peuple tant dans la ville que dans le faux bourg, et elle a été bientôt connue. Les trois quarts des femmes et filles du peuple étoient ci-devant occupés à faire des chemises pour l'Espagne. Tous les ans il s'en exportoit d'ici plus de cent-mille pour Cadix qui produisoient une somme de 50 à 60 mille livres pour leur façon. Cette ressource ôtée à notre ville par la prohibition des dites chemises en Espagne a fait le plus grand mal au peuple. Les femmes et les filles qui n'avoient d'autre état que celui de coudre se sont trouvé (*sic*) réduites à la plus grande misère. On s'est occupé

de suppléer à cette branche d'industrie qui manquoit par une autre, et j'ai proposé d'y substituer la filature du chanvre dont le fil s'emploie tant aux toiles propres pour l'Amérique qu'à la fabrication des lignes, rêts et sennes pour la pêche. Cette idée a été adoptée; et j'ai fait les avances sans intérêt d'une 20^{ne} de Milliers de chanvre au bureau de charité établi pour fournir de l'ouvrage aux pauvres de Saint-Servan. On s'est bientôt aperçu que des personnes d'un certain âge ne pouvoient pas acquérir la même facilité pour apprendre un nouveau métier que les enfants. On a conçu tout l'avantage qu'il y auroit à apprendre à ceux-ci à filer et dès lors la nécessité d'une école gratuite de filature. M. l'Évêque a bien voulu seconder ces vues charitables, et c'est lui qui a engagé les sœurs de la Croix à réunir cette école de travail à celle qu'elles tiennent déjà pour la doctrine chrétienne. On doit leur savoir bien bon gré de leur zèle et d'avoir consenti à fournir gratuitement une maîtresse uniquement occupée à montrer à filer aux enfants. Comme les premiers ouvrages qui sortent de leurs mains sont ordinairement défectueux, il en résulte une perte à la vente; pour en couvrir une partie, j'ai fourni une somme de 150 livres.

« Les enfants des pauvres, attirés aux écoles chrétiennes par l'appas d'y apprendre un métier et de voir que leur travail y étoit payé dès le pre-

mier jour, sont venus en bien plus grand nombre. Les classes sont devenues trop resserrées. Il a donc fallu y ajouter le nouveau bâtiment dont il est question. Une personne charitable a donné 1.200 livres. M. le curé de Saint-Malo, M. l'abbé de Grandclos et moi fournirons à peu près l'excédent.

« Environ 300 enfants viennent à cette école, et tous les ans 50 à 60 en sortiront après avoir appris un métier. C'est un grand encouragement pour l'industrie, et un puissant moyen de diminuer le nombre des misérables. J'espère que sous ces deux rapports cet établissement méritera votre approbation, et que vous voudrez bien lui accorder votre protection.

« Il me semble qu'on doit le distinguer des œuvres de charité ordinaires et le regarder encore comme un moyen d'étendre le commerce des manufactures de toile dont nos colonies nous présentent un débouché certain. On ne peut se dissimuler qu'en payant aux enfants leur travail dès le commencement de leur apprentissage, il suit de là qu'on doit faire tous les ans un petit sacrifice ; mais on peut dire avec vérité des habitants de Saint-Malo que leur charité est bien étendue. Cependant au moment de l'établissement, les dépenses ont été considérables. Et il seroit bien utile que la communauté de Saint-Malo se portât à accorder une somme de 400 livres une fois payée à cet établisse-

ment. Elle seroit destinée à pourvoir, pendant 2 à 3 ans, à la perte qu'il y aura sur le travail des enfants. Je crois, Monseigneur, que la communauté accordera cette somme au bureau de charité de Saint-Servan, avec beaucoup de plaisir, si vous voulez me permettre de dire à M. le Maire que vous approuverez cette dépense. Je suis bien persuadé qu'une si légère somme ne peut être mieux appliquée et que la communauté des habitants peut y trouver des avantages réels. Qui sait mieux que vous, Monseigneur, que l'indigence force la majeure partie des filles de mauvaise vie à se livrer à la prostitution ? L'impossibilité de vivre en travaillant, faute d'ouvrage, est sans doute une des causes principales qui ont augmenté si prodigieusement ici le nombre des enfants trouvés depuis 10 ans. Cette réflexion seule, indépendamment des avantages mercantiles dont j'ai parlé, me sembleroit suffisante pour décider la communauté à accorder le secours que lui demandera le bureau d'ouvrage de Saint-Servan, si vous voulez bien me dire que vous approuvez cette dépense.

« Je joins à la présente le plan du bâtiment que vous avez jugé nécessaire, et je vous renvoie les autres pièces. J'estime aussi qu'il pourroit être avantageux de laisser aux sœurs de la Croix la liberté de faire construire ce bâtiment par économie, d'après les raisons qu'elles ont données, qui me paroissent bonnes.

« Je suis avec un profond respect, Monseigneur,
« Votre très humble et très obéissant serviteur.

« MENNAIS ROBERT fils ¹. »

Saint-Malo, 18 septembre 1787.

M. de La Mennais légua à ses fils l'intelligence de la charité : de telles préoccupations éclairèrent d'une lumière bien vive cet inlassable dévouement aux pauvres dont Félicité de La Mennais témoignera toute sa vie.

Mais déjà sa double situation d'armateur et de subdélégué avait donné à Pierre-Louis Robert de La Mennais l'occasion d'appliquer dans des circonstances critiques une rare intelligence des affaires au soulagement de la province, et d'unir étroitement, dans les fonctions qu'il remplissait, par des mesures qui lui font le plus grand honneur, les intérêts du haut commerce à ceux du menu peuple, artisans, ouvriers et pauvres. Continuons donc, en étudiant les efforts patients de ce Breton de bonne race, à voir comment s'amasse dans une famille française ce patrimoine moral dont hériteront bientôt un homme de génie et un saint.

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 1554.

CHAPITRE III

M. DE LA MENNAIS SUBDÉLÉGUÉ (*suite*). — LE COMMERCE
DES GRAINS ET LA DISETTE EN BRETAGNE (4 AOUT-
26 AOUT 1785).

I. La situation du commerce des grains à la fin de l'ancien régime en Bretagne, et les intentions de M. de La Mennais. — II. Les projets de l'intendant. — III. Les *observations* de M. de La Mennais. — IV. Une visite de l'intendant : les bureaux de charité. — V. Les résolutions de l'intendant.

I

Pour avoir l'intelligence complète de ce qui va suivre, il faut se rappeler la situation générale du commerce des grains en France à la fin du dix-huitième siècle. Sous l'influence de la propagande des physiocrates, en 1763-1764, l'entière liberté avait été accordée en France au commerce intérieur des grains, et une liberté limitée au commerce extérieur. Mais la mauvaise récolte de

1765 avait amené une réaction, et les mesures prohibitives avaient été édictées de nouveau ¹.

Lorsque Turgot fut appelé au contrôle général, un des premiers actes de son administration avait été de rétablir la liberté du commerce des grains dans l'intérieur du royaume; par prudence, il avait ajourné la liberté d'exportation. Nommé le 24 août 1774, dès le 13 septembre il publiait l'arrêt si impatientement attendu ². Il l'avait fait précéder d'un admirable préambule dans lequel, s'adressant à l'opinion qu'il voulait persuader, il avait exposé les principes de l'école économique en matière de liberté commerciale. Il s'était appliqué surtout à détruire le préjugé enraciné alors « que les approvisionnements doivent être faits par le gouvernement et qu'il dépend de lui de régler la disette et l'abondance ³ ». « La réflexion et l'expérience prouvent également, écrivait-il, que la voie du commerce libre est, pour fournir aux besoins du peuple, la plus sûre, la plus prompte, la moins dispendieuse, et la moins sujette à inconvénients... Les approvisionnements faits par les soins du gouvernement ne peuvent avoir les mêmes succès... Le gouvernement ne peut donc se réserver le

1. LAVISSE, *Hist. gén.*, t. VII, pp. 612-613.

2. Cf. AFANASSIEV, *le Commerce des céréales en France au dix-huitième siècle*, 1 vol. in-8, Paris, Picard, 1894 (trad. Boyer), p. 360.

3. LAVISSE, *Hist. gén.*, t. VII, p. 613.

transport et la garde des grains sans compromettre la subsistance et la tranquillité des peuples. C'est par le commerce seul et par le commerce libre que l'inégalité des récoltes peut être corrigée ¹. »

Turgot invitait en conséquence « les négociants à se livrer au commerce des grains, leur donnant l'assurance solennelle que la protection signalée du roi leur était acquise, et qu'ils auraient liberté complète de disposer de leur marchandise comme bon leur semblerait, sans crainte de voir leurs opérations traversées par des achats faits pour le compte du gouvernement ² ».

Après une réaction qui se prolongea sous les deux ministères de Necker, on revint, en 1785, avec Calonne, aux idées de liberté. Une commission permanente fut instituée sous le nom d'*Administration de l'agriculture*, et s'appliqua à remettre en vigueur les idées et les principes de Turgot.

Nul doute que M. de La Mennais n'ait été l'un des plus chauds partisans des doctrines de Turgot et des économistes, et que la liberté du commerce n'ait trouvé en lui un de ses plus sincères défenseurs. Mais on ne comprendrait pas bien son attitude, si l'on ne se rappelait, outre la situation générale qui vient d'être indiquée, la situation

1. AFANASSIEV, *le Commerce des céréales à la fin du dix-huitième siècle*, trad. Boyer, pp. 360-361.

2. *Ibid.*, pp. 470 et seq.

spéciale de la Bretagne à la fin du dix-huitième siècle.

La division y était très nette entre consommateurs et producteurs. « Dans cette province essentiellement agricole, les producteurs dont les grains constituaient l'unique ressource, étaient en général partisans de la liberté de circulation et d'exportation ; les consommateurs au contraire, artisans, ouvriers agricoles, sans compter la foule incroyable des pauvres, insuffisamment salariés ou souvent sans travail, voyaient dans la liberté du commerce des grains la source de tous leurs maux ¹. » C'est pour donner satisfaction à ces revendications du menu peuple, et pour calmer ses alarmes, que nous voyons l'intendant s'efforcer dans les dernières années de la monarchie, en Bretagne, de réglementer et de surveiller étroitement le commerce des grains. Mais de telles mesures étaient tout à fait ruineuses pour le haut commerce : en 1771, l'intendant de Bretagne écrit à l'abbé Terray que « les propriétaires bretons sont fort attachés à l'exportation ² ». La raison en est simple : « Dans certaines subdélégations, le commerce des grains n'est pas seulement la principale ressource ; il est la condition essentielle de

1. LETACONNOUX, *les Subsistances et le commerce des grains en Bretagne au dix-huitième siècle*, dans les *Travaux juridiques et économiques de l'Université de Rennes*, t. I, fascic. 2, p. 278, 1907.

2. *Ibid.*, note.

tout autre commerce », et tout le commerce languit et tombe quand le droit d'exportation est supprimé : « Aussi la Bretagne est-elle une des provinces les plus intéressées à la liberté du commerce, et une de celles où la politique prohibitive du gouvernement provoqua le plus de plaintes de la part des producteurs ¹. »

Comment mettre d'accord — en sauvegardant autant qu'il était possible tous les intérêts opposés — les négociants et grands propriétaires d'une part, et de l'autre le peuple qui demandait des approvisionnements suffisants et redoutait comme la pire des calamités le renchérissement du prix du pain ? Tel était le problème auquel se heurtait l'intendant de Bretagne à la fin du dix-huitième siècle : les négociants et grands propriétaires réclamaient énergiquement la liberté du commerce, source de leur revenus, et condition de leur existence même ; tandis que le menu peuple s'opposait à grands cris à la liberté d'exportation qui pouvait, croyait-il, l'affamer.

Entre ces deux camps, M. de La Mennais a pris résolument parti pour celui du grand commerce ; mais son intention est de prouver à l'intendant par les faits que le commerce suffit à lui seul, sans nulle ingérence gouvernementale, et pourvu

1. LETACONNOUX, *les Subsistances et le commerce des grains en Bretagne au dix-huitième siècle*, dans les *Travaux juridiques et économiques de l'Université de Rennes*, p. 282.

qu'on lui donne ses coudées franches, à prévenir les disettes, ou du moins à en atténuer les conséquences désastreuses, soit en important des grains de l'étranger, soit en les répartissant selon les besoins dans les différentes régions de la province, soit même en saisissant l'occasion de les exporter à des conditions avantageuses non seulement pour le négociant, mais encore pour le producteur. Ainsi M. de La Mennais en économie politique n'appartient pas seulement, comme tout le haut commerce malouin qui est son milieu naturel, à l'école libérale ; il a su comprendre aussi que les intérêts du commerce et ceux de la population ne sont nullement en conflit réel, et qu'il suffit, pour le démontrer, de rendre au consommateur la confiance dans le négociant. En rapport à la fois comme subdélégué avec le pouvoir central, comme armateur avec le grand commerce, comme propriétaire avec le producteur, animé d'ailleurs des sentiments charitables et de la profonde générosité que nous avons reconnus chez lui, nul n'était mieux placé pour tenter cette œuvre intelligemment chrétienne et sociale, et pour mettre longtemps à l'avance en pratique plusieurs idées que Félicité de La Mennais, plus tard, ressuscitera brillamment et défendra dans *l'Avenir*.

II

Le gouvernement de Louis XVI, en 1785, était un gouvernement paternel, très préoccupé de la situation du menu peuple, et s'appliquant, autant qu'il le pouvait, à lui venir en aide. Aussitôt qu'on prévoyait une disette, on s'efforçait, par tous les moyens possibles, de la prévenir, ou du moins d'en corriger les malheureux effets. Seulement les mesures auxquelles on croyait devoir recourir n'étaient pas toujours les plus heureuses, et les résultats étaient loin de répondre aux efforts des intendants et à la bonne volonté de leurs agents. Le 5 août 1785, Bertrand de Molleville écrivait de Rennes à M. de La Mennais :

« Comme il y a, Monsieur, grande disette en Bretagne de lins et de chanvres, et que les habitants des campagnes peuvent manquer de ressources pour subsister l'hiver prochain, mon intention est de leur procurer du travail autant qu'il sera possible en leur faisant distribuer les matières nécessaires. En conséquence je vous prie de faire venir du Nord pour mon compte sçavoir pour environ 15 à 20.000 livres de lin et pour 4 à 5.000 livres de chanvre. Si vous avez besoin de fonds pour les payer, je vous en ferai délivrer au terme convenu.

« Je suis, etc... »

« *P. S.* Dans une année aussi critique que celle-ci, il serait bien digne des commerçants de Saint-Malo de tourner toutes leurs spéculations vers les objets qui peuvent étendre les moyens de faire subsister les pauvres par le travail. Je n'ai point laissé ignorer au Ministre combien je comptois sur le zèle et le patriotisme des Malouins, et ce sera une grande satisfaction pour moi d'avoir à lui rendre compte des nouvelles preuves qu'ils en donneront dans cette circonstance. Ils n'ont certainement pas besoin d'y être invités, mais je suis bien aise qu'ils connoissent mes dispositions à leur égard et toute la confiance que j'ai en eux, et je vous prie, Monsieur, de les en instruire¹. »

M. de La Mennais s'empressa d'entrer dans les vues de l'intendant, mais seulement en ce qui concerne les lins ; car, après lui avoir, dans sa réponse, donné connaissance des ordres qu'il venait de faire passer à Dantzic pour les 15 à 20.000 livres de lin qu'il demandait, il entra dans les détails suivants au sujet du chanvre que l'intendant l'avait chargé d'importer :

« Je ne connois que le chanvre de Russie qui nous vient de Saint-Pétersbourg qui puisse convenir à l'usage auquel vous le destinez. Encore conviendrait-il de choisir sur une assez forte partie le plus fin.

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1741 (brouillon de lettre de l'intendant).

« Permettez-moi, Monseigneur, d'entrer dans quelque détail sur cette branche d'économie rurale sur laquelle j'ai des connoissances assez positives parce que j'achète annuellement plus de la moitié des toiles de chanvre qui se fabriquent à 15 lieues à la ronde de notre ville. J'en expédie annuellement pour plus d'un million à la destination de nos colonies. Il y a trois marchés principaux où je fais mes emplettes, Fougères, Dinan et Saint-Malo. Je ne parle pas de celui de Rennes, où se portent les toiles à voiles.

« Chaque paysan, soit propriétaire ou fermier, cultive une petite quantité de chanvre. Dans les soirées d'hiver il est filé, et porté au marché de Dinan et Fougères, où il est acheté par le fabricant. Il y a peu de ceux-ci qui opèrent en grand. Presque tous achettent seulement de quoi fabriquer une ou deux pièces, et du produit de la vente de la toile, toujours faite au comptant, ils rachettent du fil.

« Aujourd'hui le paysan ayant perdu sa récolte de chanvre va se trouver dénué de matières premières. Notre port ne sera point dépourvu. Mais le paysan n'aura peut-être pas le moyen d'acheter ce qu'il recueilloit sur sa terre. D'ailleurs le négociant ne peut pas vendre au détail. J'ai reçu depuis trois mois 160 milliers de chanvre du Nord que j'ai vendu à nos cordiers au terme de l'an savoir celui de Saint-Pétersbourg en seconde qualité et

deminet 33 liv. 10, le chanvre de Schucken 30 livres et le Pass 28 livres le quintal. J'ai déjà observé que les deux dernières qualités ne conviennent pas à la filature. Le cordier n'est pas non plus accoutumé à détailler. Il en résulte que dans l'état actuel des choses il seroit à désirer qu'on présentât dans les marchés de Rennes, Fougères et Dinan des chanvres propres à la filature. Je suis persuadé que le prix auquel j'ai vendu en primeur et pour ainsi dire dans un moment de besoin, diminuera, et qu'il conviendra mieux d'employer ici les quatre à cinq mille livres dont vous me parlez que de les demander dans le Nord, parce que j'achetteroi de la marchandise convenable pour la filature. Vraisemblablement j'en recevrai encore, ou j'achetteroi avec quelques autres négocians de cette ville. D'ailleurs l'objet est trop mince et la saison trop avancée pour pouvoir demander à Saint-Pétersbourg. Daignez, Monseigneur, me faire connoître si j'ai rempli vos vues, m'indiquer les moyens par lesquels je pourrois vous seconder, et je m'empresserai de répondre à votre confiance¹. »

Ainsi M. de La Mennais, au besoin, et toutes les formes de la bienséance sauvegardées, n'hésite pas à opposer les vues personnelles qu'il doit à son expérience aux propositions de l'intendant.

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1741

Il ne fera pas venir de chanvres du Nord, mais il en achètera ou en choisira dans ses magasins ou dans ceux des autres négociants malouins, pour le compte de l'intendant, de propres à la filature, et les fera présenter sur les marchés de Bretagne : telle est la combinaison qu'il propose, ou plus exactement, qu'en des formes extrêmement polies il impose. Mais il n'a en vue que le bien public. Il finit :

« Je vais m'empresser, Monseigneur, de faire part à nos négocians des choses flatteuses que vous voulez bien leur dire, et je ne doute pas de leur empressement à concourir à vos vues bien-faisantes et à vous confirmer dans l'opinion que vous avez de leur patriotisme.

« Je suis avec un profond respect, etc...

« MENNAIS ROBERT fils 1. »

La lettre dictée, il retire la plume à son secrétaire, et après l'avoir relue et signée, il ajoute le post-scriptum suivant :

« Je me trouve, Monseigneur, dans ce moment, surchargé d'affaires et fort peu en état d'y suffire. L'excès du travail a dérangé ma santé, ma vue s'est affoiblie, mon frère, mon associé, vient d'être député par le commerce de notre ville vers les Ministres, je suis seul et malade, cependant

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1741.

rien de ce qui peut intéresser la chose publique ne sera négligé. Indiquez-moi le bien à faire, celui qui sera en mon pouvoir, et j'agiroi autant que mes forces me le permettront. Conjointement avec un ami j'ai fait acheter 200 milliers de foin à Tréguier en Lannion. Je puis donc disposer d'environ 100 milliers. Je ferai en sorte sans regarder au prix de soutenir les postes de notre ville et des environs. On peut être fort tranquille sur l'approvisionnement en grains de la province. Les froments sont généralement beaux, les sarrasins pourront encore être bons, et le mal sera moins grand qu'on n'auroit eu lieu de le craindre. Il n'en est pas moins vrai que le deffaut de fourrages, de chanvres et de lins causeront (*sic*) bien du mal aux habitans des campagnes.

« MENNAIS ROBERT fils ¹. »

De telles dispositions justifiaient déjà pleinement la confiance de l'intendant. Bertrand de Molleville en donna presque aussitôt un témoignage bien frappant à son subdélégué de Saint-Malo, en le consultant, seul entre tous les autres, sur l'emploi d'une somme importante que le roi venait de lui confier pour le soulagement de la province. L'échange de vues à ce sujet entre l'intendant et M. de La Mennais est trop important, il

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1741

nous fait pénétrer trop profondément dans la connaissance du caractère et de l'esprit du père de Félicité, pour que, malgré la longueur des documents recueillis, on puisse hésiter à les citer tout entiers. Voilà d'abord en quels termes Bertrand de Molleville prenait conseil de M. de La Mennais :

R[ennes] le 12 août 1785.

« C'est avec la plus grande confiance, Monsieur, en vos lumières et en votre zèle pour la chose publique, que je vais vous faire part de mes projets pour l'emploi des fonds que le Roi destine au soulagement de cette province, et dont Sa Majesté m'a confié l'emploi. Les fonds montent à 200.000 livres sur lesquelles il faut distraire ce qui a déjà été accordé par le gouvernement pour des indemnités particulières, ce qu'il en a coûté pour le traitement des maladies épidémiques qui règnent depuis six mois et le prix de la graine de turnebs qui a été répandue et distribuée gratuitement dans toute la province. Ces différents objets réunis monteront environ à 50.000 livres, il ne me restera plus par conséquent que 150.000 livres à employer. Cette somme est sans doute bien peu proportionnée au nombre de malheureux que nous aurons à secourir, mais plus elle est modique, plus il est nécessaire d'y suppléer par l'industrie des moyens, et voici quel

est mon plan. La difficulté de tirer des fourrages de l'étranger et des provinces voisines et la perte énorme qui seroit le résultat accessoire de toute spéculation en grand sur cet objet, m'ont déterminé à réduire les secours du gouvernement dans cette partie à la fourniture gratuite de la graine de turneps. Il en a été distribué dix milliers pour ensemençer 10.000 journaux de terre, on peut calculer qu'il en a été semé au moins autant par les propriétaires ou fermiers qui étoient en état de s'en procurer. Ainsi ce fourrage extraordinaire joint aux regains qui sont déjà très beaux et aux autres fourrages artificiels auxquels la nécessité force d'avoir recours, me font espérer que les bestiaux souffriront beaucoup moins de la disette qu'on ne l'imagine. La récolte du froment sera assez belle ainsi que celle des bleds noirs, mais les lins et les chanvres ont absolument manqué, et par conséquent tous les ouvriers et ouvrières qui ne vivent que du produit de leur filature ou de la toile qu'ils fabriquent, seroient dénués de toute ressource si on ne s'occupoit pas des moyens de leur procurer du travail. Pour remplir cet objet que je regarde comme le plus important et en même temps le moins dispendieux, je voudrois à la faveur des secours et du crédit des principaux négociants de Saint-Malo et de Nantes sur le zèle desquels je puis compter, être en état d'approvisionner en chanvre et surtout en

lin les principaux marchés de la province où ils seroient vendus au moins au prix coûtant tous frais compris, je me propose aussi d'écrire à tous les recteurs pour leur demander une note de la quantité de matières qui se file année commune dans leur Paroisse, du produit de la récolte de cette année en chanvre et en lin, et de ce qui peut rester de l'année dernière. Sur cette note je détermineroi la quantité de l'une ou de l'autre espèce qu'il faudra envoyer dans chaque paroisse, et qui leur sera fournie par mes subdélégués sur engagement pris et signé par le général ou par les principaux habitans d'en payer la valeur au prix coûtant trois mois après la livraison. Vous voyez, Monsieur, que cette opération qui ne présente d'autre perte que celle de l'intérêt des avances faites aux paroisses qu'on pourroit même récupérer en partie sur le bénéfice des ventes faites dans les marchés exige des approvisionnementens très considérables. Il faut d'abord en calculer l'étendue, et ne les entreprendre qu'après avoir pris les mesures les mieux combinées. Les places de Nantes et de Saint-Malo étant à peu près les seules dans la province qui puissent faire des spéculations conséquentes sur cet objet, il seroit nécessaire que les négocians de ces deux places qui voudront seconder les vues bienfaisantes du gouvernement correspondent ensemble et s'informassent respective-

ment des demandes qui peuvent avoir été faites par les autres négocians, afin de régler les leurs sur cette connoissance. Je m'adresse à Nantes à M. Gerbier, et je le prévien que je m'adresse à vous à Saint-Malo, afin qu'il puisse vous donner et vous demander tous les renseignemens relatifs à cet objet. Le point essentiel est que les résultats de cette opération importante n'entraînent que la plus petite perte possible, afin que les cinquante mille écus qui nous restent puissent fournir aux secours particuliers qu'il faudra nécessairement accorder aux paroisses les plus misérables et pour lesquelles la filature ne seroit pas une ressource suffisante.

« Je vous observe en finissant, Monsieur, que suivant les nouvelles que j'ai reçues la récolte du chanvre ne sera pas aussi mauvaise que nous avons lieu de le craindre, que par conséquent, c'est principalement en lin de la meilleure qualité que la province a besoin d'être approvisionnée.

« Je suis, etc. ¹... »

Le projet de l'intendant se réduisait, en somme, à imposer aux paroisses, d'après des informations recueillies sur leurs besoins présumés, l'acquisition d'approvisionnements en lin et chanvre destinés à fournir d'ouvrage le menu peuple des travailleurs : le haut commerce ayant pour tâche

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 1741.

d'assurer la sage répartition de ces approvisionnements d'après les informations procurées par l'administration.

C'était la charité sans doute, mais la charité imposée par le pouvoir central aux communes, et au commerce.

III

Quand l'État veut tenir le rôle de la Providence, il substitue trop aisément la tyrannie à la tutelle. M. de La Mennais le savait, et les projets que l'intendant communiquait au subdélégué n'inspiraient au commerçant qu'une confiance très limitée.

Il s'empressa donc d'opposer ses vues à celles de l'intendant de Bretagne en lui adressant le mémoire suivant, dans lequel il s'efforçait de concilier les exigences du bien public et celles de la liberté du commerce et des communes :

Observations sur le projet du gouvernement de fournir des lins et chanvres aux ouvriers et aux ouvrières qui ne vivent que du produit de leur filature ou de la toile qu'ils fabriquent, pour leur procurer du travail.

« Il est certain que la récolte des Lins et des Chanvres est réduite cette année au tiers et peut-

être à la moitié de l'année commune : c'est ce qui donne naissance au projet.

« On observe qu'avant d'en venir à l'exécution il faut d'abord calculer l'étendue des avances nécessaires, et ne s'y livrer qu'après avoir pris les mesures les mieux combinées, et pour cela on propose de faire correspondre ensemble les négocians de Nantes et de Saint-Malo pour s'informer respectivement des demandes qui peuvent avoir été faites par les autres négocians, afin de régler les leurs sur cette connoissance.

« Les matières venues, on en approvisionneroit les marchés, et on en distribueroit aux pauvres, au prix coûtant les frais compris, sous l'obligation des généraux des Paroisses et des principaux habitans d'en payer la valeur trois mois après la livraison.

« Tel est le projet, et tels sont les moyens proposés pour son exécution.

« Sur cela il vient d'abord à examiner s'il y a lieu de craindre que les matières dont il s'agit manquent au travail et à l'industrie.

« En second lieu ce que l'on peut attendre de la Correspondance proposée entre une partie des négocians pour connoître les demandes qui pourroient avoir été faites par les autres, afin de régler les leurs.

« Troisièmement si l'on peut se flatter de pouvoir fournir les matières aux pauvres ouvriers aux conditions proposées.

« L'examen et la discussion de ces considérations paroissent devoir remplir le premier objet qu'on se propose, et qui est de ne se livrer aux avances nécessaires qu'après avoir pris les mesures les mieux combinées.

« D'abord le travail et l'industrie seront toujours occupés tandis qu'il y aura des matières. Or il reste des lins et chanvres de la récolte de 1784, et cet excédent joint au produit quelconque de celle de 1785 suffira à la filature nécessaire pour l'entretien de la manufacture et les besoins particuliers de la Province pendant une partie de l'année.

« En second lieu on ne peut mettre en doute que plusieurs négocians n'aient déjà fait des demandes de ces matières. Le Commerce a sans cesse les yeux ouverts sur les besoins. Cependant allons plus loin et supposons qu'il n'y ait pas encore de demandes faites. Que peut-il arriver ? Que les lins en bois qui ne valent encore aujourd'hui que 4 à 5 s. la livre dans les marchés augmenteront, mais alors le Commerce se mettra en mouvement, s'il n'y est pas déjà et dans peu de tems il arrivera des cargaisons qui feront baisser le Prix. C'est ce que l'on vit à Saint-Malo en 1768 pour les bleds. Le froment monta et se soutint pendant deux mois à un prix fort haut, au bout de ce temps il en arriva soixante chargemens et il tomba à cent sols. L'année 1770 donna à peu près le même exemple.

Ce ne sont pas les seuls, on en pourroit citer beaucoup d'autres, non seulement pour le bled, mais pour tous les objets de nécessité et même superflus.

« Je ne crois pas que la fourniture des lins et chanvres pour les besoins de la province soit au dessus des forces du commerce, et si elle ne l'est pas, la concurrence du gouvernement pourroit avoir des effets fâcheux. L'un, de dégoûter le commerce de faire des demandes, l'autre de faire tomber les matières à un bas prix, d'où il résulteroit une perte difficile à déterminer, et pour le gouvernement et pour le commerce.

« La crainte du renchérissement des toiles entre peut-être dans les vues du projet, mais le plus haut prix des matières premières ne peut influencer que très foiblement sur celui des toiles. En effet il n'entre qu'environ 110 d. de filasse dans une balle de toile de Bretagne superfine étroite de cinq cents aunes. Que l'on suppose une augmentation de 5 à 6 s. par livre sur la filasse, c'est beaucoup, mais ce ne sera encore que 15 à 16 deniers par aune de la toile qui se vend aujourd'hui 70 s. Or une pareille augmentation ne peut guère influencer sur l'activité des manufactures ou celle du commerce. Ainsi nulle crainte que le renchérissement du fil nuise au débouché des toiles.

« Je n'ai point d'inquiétude sur la suffisance des matières pour occuper la filature et le tisserand,

parce que je suis persuadé que s'il n'y en a pas assez les spéculations du commerce n'en laisseront pas manquer. On voudroit être certain jusqu'à présent des demandes que le Commerce en a pu faire. Cela me paroît impossible. C'est le second objet à examiner.

« On ne manquera ni à Nantes ni à Saint-Malo de commerçants honnêtes qui se feront honneur et se trouveront heureux de seconder les vues du gouvernement. Mais le gouvernement avant que d'employer leur zèle veut qu'il soit éclairé pour ne les pas exposer à des pertes. Pour cela les connoissances nécessaires à acquérir seroient celles des demandes qui ont pu être faites jusqu'à présent et même de celles qui pourront l'être encore. Mais il me semble qu'il ne faut pas y compter. Le négociant en général met la plus grande discrétion dans ses entreprises, ses opérations, ses demandes, et souvent c'en est le fondement le plus assuré. Mais quelquefois aussi il en est la victime. C'est ce qui arriva en 1768. On ne comptoit que sur cinq à six cargaisons de bled, annoncées par des négocians patriotes qui les avoient demandées, et il en arriva plus de cinquante que l'on ignoroit. Si d'un côté cette réserve est un obstacle à l'acquisition des connoissances que l'on désire, d'un autre n'y auroit-il rien à craindre des fausses confidences de la part de ceux qui pourroient consulter plus leur intérêt que leur délica-

tesse. J'observeroi encore que les négocians du Nord font souvent des envois pour leur compte, et il n'est pas possible d'en déterminer la quantité, on ne peut donc guère s'assurer de la justesse des mesures que l'on voudroit prendre sur de pareilles informations; on pourroit se reposer avec plus de tranquillité sur l'activité du commerce en général laquelle augmentera toujours à proportion qu'il croira voir moins de concurrence et qu'il espérera de plus grands bénéfices.

« Il reste à examiner la troisième considération. Elle a pour objet d'assurer le recouvrement, en faisant s'obliger les généraux des paroisses ou les principaux habitans à les rembourser dans trois mois après la livraison.

« On peut douter que des généraux de Paroisses de Campagne, composés de paysans naturellement soupçonneux, tous intéressés, pour la plupart malaisés, s'engagent à répondre ou à charger la commune de sommes, dont la valeur sera aux mains de pauvres veuves ou autres nécessiteux, et abandonnée à l'exigence de leurs besoins ou à un défaut de fidélité souvent excusable? Il en résulteroit que les généraux des Paroisses qui avec raison demanderoient à être maîtres de la Distribution ne la feroient qu'à ceux qui seroient en état de payer et ne donneroient rien aux pauvres. Ce n'est pas là l'objet du gouvernement. Dans quelques Paroisses on pourroit trouver des

seigneurs ou quelques habitans qui se soumettroient à ce hazard. Mais le nombre n'en sera pas considérable, et ceux qui ont assez de fortune et de considération pour s'y livrer, ne sont pas à le faire. M. de Montmorin a déjà demandé à 12.000 livres pour sa paroisse des Iffs et autres voisines. Mme de la Saudre de Saint-Malo en a demandé à 6.000 livres pour ses paroisses de Bonaban et la Gouisniere de ce département, M. de Grandclos Meslé à 6.000 livres pour répandre dans nos environs. Il y en a sans doute d'autres encor, et c'est une ressource pour les pauvres ouvriers.

« L'objet de ces observations n'est pas de refroidir les intentions bienfaisantes du gouvernement, mais de lui communiquer des idées sur les difficultés qu'elles peuvent éprouver dans l'exécution.

« L'objet du gouvernement est de fournir du travail au pauvre pour le faire vivre. Quel est le Pauvre ? C'est celui qui n'a pas le moyen d'acheter la matière de son travail, et à qui le commerce la refuseroit à crédit. Il faut donc la lui fournir si l'on veut qu'il vive, et la lui fournir à crédit. Qui le fera ? Le gouvernement par les mains des recteurs qui connoissent les vrais pauvres de leur Paroisse, seuls capables d'intéresser la fidélité et la religion de ces pauvres pour la restitution des valeurs premières. Cependant il y aura nécessairement des pertes, mais dont la valeur sera toujours

proportionnée aux avances de ce genre que le gouvernement voudra faire, celles au contraire auxquelles on s'exposeroit en entreprenant d'approvisionner les marchés sont indéterminées et pourroient être immenses¹. »

Il est impossible de méconnaître dans l'auteur de ce rapport un partisan du libéralisme économique; mais s'il refuse à l'État les capacités qu'il devrait avoir pour s'instituer commerçant, ou même pour s'informer exactement de la situation générale du marché, M. de La Mennais comprend en chrétien son rôle charitable : car il n'admet son intervention que si elle emprunte l'intermédiaire des recteurs, c'est-à-dire de la religion. Ainsi, dès cette époque, chez le père de Félicité de La Mennais, nous voyons apparaître le triple aspect libéral, décentralisateur et chrétien des doctrines économiques dont le directeur de *l'Avenir* s'instituera plus tard l'éloquent apôtre.

IV

Quoique les *observations* qu'on vient de lire fussent assez clairement significatives par elles-mêmes, M. de La Mennais désirait encore y ajouter un commentaire oral, et développer complète-

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1741.

ment sa pensée devant l'intendant. Que de vérités délicates, et qui ne peuvent s'écrire, il lui ferait entendre ainsi, sur les rapports de l'État et du grand commerce, sur la situation générale de la province, et sur le remède qu'on pourrait apporter à l'extrême misère du menu peuple ! Il fallait donc qu'il obtînt une audience ; la lettre suivante, écrite de sa main, accompagnait l'envoi des *observations* qui précèdent, et devait la lui procurer ; elle était adressée à Bertrand de Molleville, intendant de Bretagne, en son hôtel, à Rennes :

« Monseigneur, la confiance que vous me témoignez tous les jours, et particulièrement dans la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 12^e de ce mois m'a semblé m'autoriser à vous mettre sous les yeux quelques observations que j'ai faites sur le Projet développé dans votre lettre. Mes intentions sont bonnes, peut-être que mes raisons ne le sont pas. Je les soumets certainement, et bien sincèrement à vos lumières supérieures. En conséquence j'attendrai vos ordres ultérieurs sur la marche que vous désirez que je tiennne relativement à votre projet.

« Je vois, Monseigneur, que vous brulez de l'amour du bien public, et cela m'est répété de partout, il m'échauffe un peu, et c'est cette conformité de vues et le désir de mieux seconder les vôtres qui me fait désirer de me dérober pour

deux jours à mes affaires, pour aller vous entretenir non seulement de ces projets, mais d'autres encore que vous m'avez fait l'honneur de me participer (*sic*). On en dit plus et mieux en une heure ou deux de conférence que dans 20 lettres. Mon dessein seroit d'être à Rennes Dimanche à midi, et de vous offrir mes hommages et de vous entretenir dans l'après midi, d'être de retour Lundi chez moi, où les affaires de ma maison de Commerce exigent ma présence surtout dans l'absence de mon frère.

« Je vous prie, Monseigneur, de me marquer si je puis espérer votre audience pour Dimanche après midi.

« Je suis avec un profond respect, etc...

« MENNAIS ROBERT fils ¹. »

Saint-Malo, le 16^e Août 1785.

L'intendant ne souhaitait rien tant qu'une semblable entrevue avec un négociant aussi bien informé et aussi intelligent que M. de La Mennais ; il répondit donc par retour du courrier :

Rennes, le 17 Août 1785.

« Je ne puis, Monsieur, qu'applaudir à vos dernières observations, et je désire beaucoup de faire

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1741.

une connoissance plus particulière avec vous. En conséq^{ce}, je vous attends Dimanche prochain à diner chez moi ; nous conférerons ensuite tant sur tout ce que vous m'avez marqué que sur l'emploi le plus utile que je puis faire des 200.000 livres destinées au soulagement de la province.

« Je suis, etc. ¹... »

M. de La Mennais fut exact au rendez-vous. L'intendant loua vivement son zèle et son intelligence, et le pria de préciser les vues qu'il avait brièvement exposées à la fin de son rapport, sur la manière dont pourraient être utilisés efficacement les fonds dont il disposait. M. de La Mennais demanda quelques jours de réflexion et, de retour à Saint-Malo, adressa, le 23 août 1785, cette lettre à Bertrand de Molleville :

« Monseigneur, je ne puis vous exprimer combien je suis sensible à la confiance dont vous voulez bien m'honorer : comment ferois-je pour y répondre dignement ? J'ose vous assurer de mon zèle et de ma bonne volonté, mais je réclame votre indulgence, si mes lumières ne répondent pas au désir que j'ai de faire le bien.

« Depuis vous avoir quitté, Monseigneur, je n'ai cessé de réfléchir sur les moyens de distribuer dans les paroisses de campagne une somme de 150 m. l. de manière qu'elle servît à fournir du

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1741.

travail aux pauvres, que ce fonds ne fût pas dissipé, et que le bien résultant de cette distribution fût durable.

« Vous m'avez communiqué un Mémoire sur la mendicité fort au dessus de mes éloges. Il m'a donné une idée qui fait la base d'un projet que j'ai conçu. J'ai pensé que le moyen qui entreroit le mieux dans vos vues seroit de former dans les paroisses de campagne des bureaux de charité pour administrer et décider de l'emploi des sommes que vous auriez destiné à chacune d'elles.

« Le Recteur recevrait de vous l'ordre de convoquer le général et les notables habitans de sa paroisse pour leur donner connoissance de la lettre qui leur seroit adressée par Monseigneur l'Intendant.

« Vous demanderiez à cette assemblée de vous informer de l'état de la récolte de lins, chanvres et grains, si le nombre des pauvres est considérable, quelle est l'espèce de travail qui les fait vivre, s'ils trouvent des secours particuliers.

« Vous proposeriez l'établissement d'un bureau de charité présidé par le Recteur et composé d'un certain nombre de personnes de bonne volonté et choisies par l'assemblée pour distribuer aux pauvres les matières premières du travail. On demanderoit si l'assemblée préfère recevoir les dons du gouvernement en argent ou en matières premières, et la raison de cette préférence. Le

bureau formé s'assembleroit ensuite tous les huit ou quinze jours pour s'occuper de l'objet de son établissement. Tous les ans il rendroit un compte général.

« Il pourroit recevoir le prix des lins ou chanvres qu'il distribueroit [soit en argent] soit en fil, parce qu'alors il tiendrait compte au pauvre du prix de son travail.

« Tous les ans au moment de la récolte des lins et des chanvres il en seroit fait une quête en nature dont le produit seroit destiné à remplacer les petites pertes résultantes d'une pareille administration.

« Si le capital fourni par le Gouvernement avoit diminué au bout de l'an de plus d'un dixième, la distribution cesseroit et ne pourroit recommencer qu'au moment où les charités ou quêtes auroient établi le déficit.

« Quelles seroient les paroisses où il conviendrait d'établir d'abord ces bureaux de charité ? Celles qui témoigneroient plus de bonne volonté et d'intelligence. Leurs réponses aux questions de M. l'Intendant donneront des idées plus justes de ce qu'on doit attendre d'elles que toutes les informations qu'on pourroit prendre, même sur les lieux.

« En annonçant aux paroisses que l'intention du Gouvernement est de favoriser de pareils établissements, on leur diroit en même tems qu'on ac-

cordera la préférence des dons et encouragemens à celles qui montreront le plus de bonne volonté et surtout qui voudroient joindre quelques fonds à ceux du Gouvernement pour augmenter les distributions.

« Il me semble qu'il faudroit en commençant laisser à l'assemblée du Général et des notables de la paroisse le choix des formes de l'établissement dont il s'agit, sans exiger d'uniformité. On verroit par là celles qui réussiroient le mieux, et ce ne seroit qu'après un certain temps qu'on accorderoit à ces bureaux de charité des lettres patentes.

« Ne seroit-il pas besoin du concours du Parlement pour autoriser les quêtes? Quelle part l'Évêque diocésain doit-il prendre à cette administration? Il est bien d'autres questions à résoudre et nombre de détails à examiner. Je vous présente des idées bien mal digérées; mais vous me l'avez permis.

« Dites-moi, Monseigneur, si vous croyez un pareil plan susceptible d'être adopté? Alors je mettrois de l'ordre dans ces idées et je m'empreserois de vous faire passer mon travail.

« Je suis avec un profond respect, etc...

« MENNAIS ROBERT fils. »

Saint-Malo, le 23 Août 1785.

« Je suis très mécontent, Monseigneur, du peu

d'ordre qui règne dans cette lettre que j'ai dictée fort à la hâte. Je vous supplie de vouloir bien m'excuser.

« Je suis, etc. ¹... »

Si la lettre était désordonnée, du moins la préoccupation dominante dont elle témoignait ne pouvait échapper à l'intendant : favoriser les initiatives locales, ne pas substituer le pouvoir central aux communes, tel est visiblement le souci de M. de La Mennais. S'il veut qu'on accorde les faveurs du pouvoir aux paroisses « qui témoignent plus de bonne volonté et d'intelligence », s'il tient à ce que « l'assemblée du Général et des notables » ait « le choix des formes de l'établissement », c'est dans une pensée nettement libérale et décentralisatrice. Même lorsqu'on est subdélégué, on redoute les ingérences du gouvernement, dans la famille de La Mennais, et l'on y pousse très loin la crainte de la tyrannie. Plus tard, chez Félicité de La Mennais, nous retrouverons les mêmes inquiétudes et la même pensée maîtresse.

V

L'idée des *bureaux de charité* n'était pas nouvelle dans la famille de M. de La Mennais ; en

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1741.

1778, nous avons vu Pierre Lorin la proposer, mais d'une manière bien différente, puisqu'il voulait les alimenter par des impositions forcées et progressives sur les riches. Il est probable que, malgré cette importante correction, il n'était pas étranger au projet de son gendre.

Le premier résultat de la correspondance et de l'échange de vues qui viennent d'être rapportés, fut d'amener Bertrand de Molleville à renoncer à son premier plan. Un négociant de Nantes, M. Gerbier, à qui l'intendant avait demandé son avis en même temps qu'à M. de La Mennais, proposait d'effectuer de nombreux achats de grains. En marge de sa lettre, l'intendant avait noté de sa main : « Quand j'aurai vu M. de La Mennais, je répondrai à M. Gerbier ¹. » Cette réponse, adressée aussitôt après que le subdélégué de Saint-Malo eut communiqué ses vues sur les bureaux de charité, montre combien l'influence de M. de La Mennais avait été considérable sur l'esprit de l'intendant de Bretagne. Il écrivait au commerçant de Nantes :

R[ennes], le 24 Août 1785.

« J'ai voulu, M., avant de répondre à la lettre que vous m'avez écrit (*sic*) le 15 de ce mois, conférer avec M. de La Mennais, mon sub^é à Saint-Malo, sur le projet que j'avois de faire venir de

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1741.

l'étranger des lins et chanvres dont j'aurois fait faire la distribution dans les paroisses de la province.

« M. de La Mennais m'a entièrement détourné de ce projet, et m'a remis à cet égard des observations que je vous adresse et d'après les quelles je suis décidé à me reposer, pour l'approvisionnement que j'avois en vue, sur les soins et l'activité du commerce, en conséq^{ce} je vous engage simplement à faire venir pour votre compte telle quantité de chanvre et de lin dont vous croirés pouvoir trouver le débit. L'approvisionnement de la Bretagne à cet égard étant bien assuré, je seroi souvent dans le cas de faire prendre ces matières dans les différens ports de la province pour les verser dans l'intérieur et maintenir par ce moyen l'activité de la main d'œuvre dans les paroisses, et comme je payeroi les frais de transport d'un lieu dans un autre le prix de la marchandise sera toujours modéré ; vous me ferez plaisir de m'instruire des demandes que vous aurez faites et de l'arrivée de vos cargaisons, etc¹. »

Ainsi, l'intendant adoptait complètement les vues de M. de La Mennais. Celui-ci, qui l'ignorait encore, lui écrivait de nouveau le 26 août :

« Monseigneur, j'ai eu l'honneur de vous dire que je pensois que mon département n'auroit pas

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 1741.

besoin des secours du gouvernement pour être approvisionné de matières premières. Je suis d'autant plus ferme dans cette idée que les moyens ne doivent pas me manquer¹. »

Après avoir indiqué les ressources sur lesquelles il compte, les cargaisons qu'on lui annonce et qu'il attend, il revient à sa proposition relative aux bureaux de charité :

« J'ignore, Monseigneur, si les idées dont j'ai eu l'honneur de vous faire part relativement à l'établissement des bureaux de charité, pour la distribution des secours du gouvernement, sont bonnes ou mauvaises. Si vous les adoptiez, je les développerois dans un mémoire, qui deviendrait fort inutile si l'idée fondamentale du projet était fausse.

« Je suis avec un profond respect, etc...

« MENNAIS ROBERT fils². »

Saint-Malo, le 25 Août 1785.

Toutefois, en acceptant en principe l'idée suggérée par M. de La Mennais, l'intendant, frappé de certaines difficultés d'application qui avaient leur source dans les circonstances, se proposait d'en remettre la tentative à des temps plus heureux et, tout en renonçant à instituer une sorte

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 1741.

2. Inédit. *Ibid.*

de concurrence entre le grand commerce et le gouvernement, il persista dans l'intention de fournir de lins et chanvres les paroisses les plus nécessiteuses, mais en prenant à sa charge les frais de transport, souvent très onéreux, d'un lieu dans un autre en Bretagne; il entraînait d'ailleurs en cela même dans le plan de M. de La Mennais, puisqu'il respectait complètement la liberté du grand commerce et favorisait même l'écoulement de ses approvisionnements; c'est ce qui résulte de la lettre suivante adressée le 26 août 1785, par Bertrand de Molleville, à son subdélégué de Saint-Malo :

Rennes, le 26 Août 1785.

« J'ai reçu M. la lettre que vous m'avez écrit (*sic*) le 23 de ce mois, et je ne puis qu'applaudir à vos idées relatives à l'établissement des Bureaux de Charité. Je me propose en conséquence de m'occuper de cet objet, mais il me paroît qu'il vaut mieux attendre un tems plus heureux, par ce qu'il serait à craindre que le trop grand travail dont ces Bureaux seroient chargés cette année, ne mît obstacle à leur établissement dans la plupart des paroisses, au lieu que dans une bonne année ils s'établiront et se multiplieront très facilement et une fois la machine montée on y trouvera des ressources assurées, en conséq^{ce} je vais me borner quant à présent à charger mes subdélégués de m'adresser tous les huit jours

l'état du prix des lins, chanvres, grains et fourrages, et sur leur avis, je fournirois des secours aux paroisses qui manqueroient d'ouvrage ou de subsistance, en y faisant passer soit des lins et chanvres, soit des grains ou même quelques sommes d'argent suivant que les circonstances pourrout l'exiger; c'est définitivement à ce parti que je m'arrête pour cette année, attendu que pour satisfaire la province (instruite du don des 200.000 livres) il est indispensable de distribuer le tout sans réserve, ou du moins de n'économiser que ce qu'il ne sera pas nécessaire de dépenser.

« Si j'adoptois le parti de distribuer en argent aux p^{sés} la somme dont j'ai à disposer, le secours qui en résulteroit pour chacune seroit à peu près nul, parceque 150.000 livres réparties sur 1.500 p^{sés} ne produiroient que 100 livres pour chacune. Elles n'ont pas toutes les mêmes besoins, mais comment déterminer la mesure des secours qu'il faudra accorder à chacune? Si je consulte les Recteurs, leur p^{sé} sera toujours la plus misérable; si je m'adresse aux subd^{és}, puis-je espérer du plus grand nombre des instructions plus exactes, et dans lesquelles les égards ou les considérations particulières n'aient point influé; voilà, M., les principales difficultés que votre plan me présente. Marquez-moi, je vous prie, ce que vous en pensez ¹. »

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1741.

Mesurons, aux explications détaillées que Bertrand de Molleville croit devoir lui fournir, toute l'estime qu'il a conçue pour M. de La Mennais. L'intendant semble s'excuser, en vérité, auprès de son subordonné, de ne pas mettre tout de suite en pratique ses vues si exactes et si sages. Du moins avait-il cédé sur le point qui devait, n'en doutons pas, tenir le plus au cœur de notre Malouin. Il avait renoncé à imposer aux paroisses des bienfaits qui auraient pu leur peser lourdement, et au commerce, la concurrence redoutable de l'État. En obtenant ce résultat, M. de La Mennais avait assurément déjà bien mérité de la Bretagne libérale et chrétienne.

CHAPITRE IV

M. DE LA MENNAIS SUBDÉLÉGUÉ. — LE COMMERCE DES GRAINS ET LA DISETTE EN BRETAGNE (*suite*).

I. Collaboration de M. de La Mennais et de l'intendant : l'approvisionnement en lin. — II. La disette des farines : intervention de M. de La Mennais ; son activité ; ses vues sont adoptées par l'intendant. — III. Félicitations et encouragements de l'intendant : caractère exceptionnel de la conduite de M. de La Mennais. — IV. Il refuse de prêter des fonds à l'intendant. Ses inquiétudes. Solution de cette affaire. — V. Nouvelles mesures de M. de La Mennais contre la disette. Ses pertes.

I

La correspondance se poursuivra désormais d'un jour à l'autre, presque sans lacune, entre M. de La Mennais et l'intendant de Bretagne. Échange de vues d'autant plus original qu'il constitue, à la veille de la Révolution française, une tentative de collaboration, dans l'intérêt du bien public, entre le grand négoce et l'État. Cherchons, en sui-

vant d'aussi près que possible les lettres de l'intendant à son subdélégué, à dégager les traits caractéristiques de leur collaboration.

M. de La Mennais s'applique de son mieux à tenir l'intendant au courant : il l'informe de ses commandes, il lui annonce les arrivages, aussitôt qu'ils se produisent. Bertrand de Molleville, qui ne veut pas être en reste de bons offices avec son subdélégué, lui signale les régions de la province où, les besoins se faisant le plus sentir, l'écoulement des produits sera tout à la fois le plus utile et le plus aisé. Il arrive aussi que M. de La Mennais s'attache à calmer les inquiétudes de l'intendant. Les informations qu'il reçoit de l'intérieur lui causent parfois de vives alarmes, et sa foi dans le commerce n'est pas encore très assurée. M. de La Mennais sent bien alors qu'il est tenté de revenir aux procédés d'administration paternelle, mais oppressive, auxquels il l'a fait renoncer. Et, comme il ne redoute rien tant, notre libéral Malouin s'empresse de rassurer le commissaire départi :

« Je sais que dans ce moment, écrit-il de Saint-Malo le 17 septembre 1785, on s'inquiète un peu, dans l'intérieur de la province, du peu de lin qui y reste, de la rareté au marché et du haut prix qui en est la suite, mais il est attendu ici, outre les lins dont je viens de vous faire mention, environs (*sic*) 100 autres milliers, pour compte de

divers négocians. Les vents qui règnent de la partie du sud depuis fort longtemps, retiennent les navires ; dès qu'ils arriveront, on s'empresera d'en garnir les marchés, et je suis persuadé que les lins du pays, restants des anciennes récoltes, redeviendront plus communs, parce qu'il est dans la nature de la chose que tous les propriétaires refusent même un très haut prix de leurs marchandises lorsqu'ils espèrent en obtenir encore un plus considérable. Si je puis concourir à l'approvisionnement d'un marché plutôt que d'un autre, ou de telle manière que ce puisse être faire le bien, je me conformerai à ce que vous voudrez bien me prescrire. Nos environs ne souffrent pas encore de la disette des matières premières, si elles sont chères pendant quelque tems, le commerce redoublera l'activité pour en demander à l'étranger, c'est ce que je (*sic*) toujours vu arriver en pareille circonstance ¹. »

En bon français, cela veut dire : gardez-vous bien, quelle que soit la difficulté de la situation, de croire le commerce inférieur à sa tâche, et de revenir à votre idée première de lui faire concurrence, en commandant vous-même des expéditions de grains de l'étranger. Cette fois, le danger est tout à fait conjuré ; mais, au mois de novembre, les inquiétudes de l'intendant renaissent plus

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 1741.

fortes que jamais : il faut que M. de La Mennais le rassure encore :

« Monseigneur, lui écrit-il, j'ai pris des informations à Quintin, Uzel et Loudéac relativement à l'approvisionnement des lins et le (*sic*) prix de cette marchandise.

« Je crois pouvoir vous assurer, d'après les éclaircissemens qu'on m'a donnés, et dans lesquels j'ai confiance,

« 1° Qu'on ne doit pas craindre que cette matière première manque;

« 2° Qu'il est à présumer que le prix en diminuera.

Suivent des renseignements très exactement détaillés sur les prix :

« On m'ajoute, déclare M. de La Mennais, que le commerce de Nantes a fait des envois fort considérables pour son compte, que cette marchandise devenue fort abondante, a refroidi l'activité des acheteurs, et qu'on s'attend à une diminution... Ces avis me paroissent fort satisfaisans. Ils sont faits pour rassurer sur la crainte où l'on étoit que la province ne manquât de lin, et je m'empresse de vous les communiquer, Monseigneur, parce que je présume qu'ils peuvent vous être de quelque utilité.

« Je suis avec un profond respect, etc...

« MENNAIS ROBERT fils¹. »

Saint-Malo, le 8^e nov. 1785.

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1741.

Ils auront surtout pour effet d'empêcher le retour de l'intendant à des idées que M. de La Mennais redoute : jamais subdélégué ne se défia davantage des ingérences de l'administration. Le 6 décembre, il revient encore à son idée favorite :

« Je ne fais nul doute que le commerce fournira comme à l'ordinaire une quantité suffisante de graine pour ensemençer les terres. »

Mais, pourvu qu'il s'approvisionne dans les magasins du commerce et ne lui fasse pas concurrence, M. de La Mennais recourt volontiers à l'intervention charitable du pouvoir central ; il encourage l'intendant à jouer le rôle de la Providence, pourvu qu'il puise dans les greniers du haut négoce.

« La mauvaise récolte des lins a fait un tort prodigieux aux cultivateurs de Bretagne. Les riches fermiers se trouveront cependant encore à même d'acheter de la graine ; s'ils ne peuvent la payer comptant, ils trouveront du crédit. La valeur de ce qu'ils possèdent en bestiaux, ustensiles de labourage, etc., donne de la confiance au vendeur, mais le pauvre paysan propriétaire d'une petite quantité de terre ou fermier de quelques journaux, ne trouvera pas les mêmes ressources si le gouvernement ne lui aide pas en lui faisant les avances d'une petite quantité de graine pour ensemençer sa terre à la condition de ne payer qu'après la récolte.

« Il n'est pas douteux que le gouvernement ne sera remboursé que par ceux dont la graine réussira, car comment se feroit-il payer des pauvres gens à qui des accidens enlèveront toutes leurs espérances, et cela arrivera nécessairement à plusieurs, d'où j'estime qu'il faut s'attendre à perdre du tiers au quart des avances que vous jugerez à propos de faire, mais c'est un bien foible objet en comparaison du bien qui en résultera. »

On voit dans quelle mesure M. de La Mennais est interventionniste ; il ne redoute pas la concurrence du gouvernement à l'égard du détaillant, et même, il dénonce les profits du petit commerce, qu'il estime excessifs :

« Au moment des semailles il s'établit deux prix différents, celui au quel le marchand des villes circonvoisines achète à Saint-Malo, qui laisse au négociant de 50 s. à 3 l. par sac de bénéfice, et celui au quel il revend au laboureur, qui laisse au marchand de 5 à 6 livres par sac de profit, d'où il résulte que le sac de graine de lin de Zeelande est acheté, et payé après la récolte par le paysan environ 9 livres de plus que s'il avoit eu l'argent nécessaire pour l'acheter à Saint-Malo, Le lui donner au prix coûtant c'est déjà lui rendre un service, mais il est bien plus essentiel pour celui dont la terre resteroit cette année sans être

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 1711.

ensemencée, faute de trouver de la graine à crédit.

« J'omettois de vous instruire sur un point essentiel. Le cultivateur s'est souvent plaint et avec raison qu'il étoit trompé par le marchand, ce qui arrive lorsqu'il reste à celui-cy de vieille graine qu'il vend pour nouvelle. C'est un malheur, mais au quel je ne crois pas qu'il soit possible de remédier. Cette année il est resté sûrement des graines de lin de la dernière récolte que les marchands n'ont pu vendre. Je suis persuadé que la quantité en sera fort considérable. Cette graine lèvera, mais ne prospérera jamais aussi bien que celle de l'année. Celle de trois ans ne lève plus. Or c'est le pauvre qui sera toujours la victime de la fraude, par la raison qu'il est tenté plus que l'homme aisé par le moindre prix. Lui fournir de la graine nouvelle à bon marché, c'est lui rendre un service bien important et bien digne d'un administrateur éclairé. Je seroi trop heureux si je peux par mes soins et mon crédit coopérer à une aussi bonne œuvre¹. »

M. de La Mennais ne trouve donc aucun inconvénient à voir le gouvernement surveiller les marchands et, au besoin, leur faire concurrence : du moment que le grand commerce reste libre, l'assujettissement du petit commerce semble tout à fait désirable à ce grand commerçant.

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 1711.

En revanche, le subdélégué recueille de la plume de l'intendant des informations qui ne sont pas inutiles à la conduite de ses affaires, et même il ose les solliciter : « Je craignois d'avoir commis une indiscretion en vous priant de m'éclairer sur l'état de la récolte, écrit-il le 3 décembre 1785, et j'ai vu avec la plus grande satisfaction que vous avez daigné apprécier mes intentions, et je vais prendre pour baze de ma conduite les conseils que vous voulez bien me donner¹. »

D'après ces indications, il approvisionne en lin les cantons de Quintin, Uzel et Loudéac. Mais ce n'est pas sans s'être longtemps à l'avance inquiété de la manière dont s'en ferait la distribution :

« A l'arrivée du bâtiment, écrivait-il deux mois auparavant, après être entré dans de nombreux détails sur les frais, la provenance et les conditions de la livraison, le poids du lin en déterminera le prix, mais je vous prie, Monseigneur, de me dire quelles sont vos intentions et comment je dois en disposer afin que je me conforme à vos ordres.

« Si vous destinez ce lin à être distribué dans quelques paroisses, alors je chercherai les moyens les plus économiques de transport, s'il doit être pour les marchés de Loudéac, Uzel et Quintin,

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 1711.

vous voudriez bien alors m'indiquer à qui je dois l'adresser, ou si je dois prévenir les marchands de ces trois endroits afin qu'ils viennent l'acheter ici, ce qui seroit plus simple¹... »

L'intervention des marchands dans l'affaire ne devait pas séduire outre mesure M. de La Mennais, assez porté, comme on l'a vu, à se méfier des détaillants. Le subdélégué général résumait les craintes qu'il exprimait dans la note suivante, adressée à l'intendant, et jointe à la lettre de M. de La Mennais :

« Je prie M. l'Intendant de vouloir bien me faire connoître ce qu'il faut répondre à cette lettre. J'ignore comment doit être faite la distribution du lin ; si on se borne à approvisionner les marchés, il y aura des accapareurs qui enlèveront tout et qui le revendront à profit, c'est un inconvénient qu'il est bien important d'éviter. On y parviendrait en ne vendant le lin qu'aux Recteurs ou aux généraux de paroisse, mais alors il faudra vendre à crédit, et le remboursement sera impossible. Il seroit peut être mieux de charger quelqu'un de la vente, de lui fixer le prix avec ordre de ne donner la marchandise que par petite quantité de dix, douze, quinze à vingt livres. On pourroit aussi obliger ceux qui voudront acheter à rapporter un billet du Recteur ou du Seigneur, mais

1. Inédit. Lettre du 6 octobre 1785. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 1741.

personne ne voudra se charger de vendre, si ce n'est argent comptant, et cependant il sera probablement nécessaire de faire quelques avances, de donner à crédit. Je désire être dans l'erreur, mais j'entrevois un grand embarras¹. »

Finalement M. de La Mennais, d'accord avec l'Intendant, fit passer à Quintin, Uzel et Loudéac la quantité de lin nécessaire pour les pauvres, et approvisionna ces marchés d'une manière suffisante pour que ceux qui avaient de l'aisance y fissent leurs achats sans difficulté².

C'est ainsi que par une collaboration continue³, M. de La Mennais et Bertrand de Molleville arrivent à prévenir, en 1785, les plus fâcheux effets de la disette des lins en Bretagne. S'il n'avait pas eu pour conseiller ce commerçant très éclairé, parfaitement honnête et tout dévoué au bien public, peut-être, en mettant à exécution les mesures auxquelles il songeait d'abord, l'intendant eût-il compliqué la disette d'une crise du grand commerce. S'il mit à profit plus d'un renseignement

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 1741.

2. Cf. lettre de l'intendant à M. de La Mennais du 11 novembre. *Ibid.*

3. On pourrait multiplier les exemples de cette collaboration. En voici un trait assez pittoresque. L'intendant, sollicité d'acheter du lin à 82 livres et 72 livres le quintal, s'empresse de recourir aux lumières de son subdélégué : « Je vous prie, lui écrit-il, en lui envoyant les échantillons, d'en examiner la qualité, et de me marquer quelle en doit être la valeur relativement au prix courant. » (Inédit. Lettre du 31 octobre 1785, C 1741.)

utile qu'il devait à Bertrand de Molleville, du moins M. de La Mennais sut-il, en défendant intelligemment les intérêts de ses propres affaires, sauvegarder aussi les intérêts supérieurs de la province de Bretagne.

II

A peine ces mesures concertées de l'intendant et de M. de La Mennais avaient-elles assuré l'approvisionnement de la Bretagne en lin, que la disette des farines apparut brusquement menaçante. « Au nom de Dieu, Monsieur, écrira, le 7 avril 1786, l'évêque de Quimper à l'intendant de Bretagne, au nom de Dieu, donnez-nous du pain¹ ! »

Bertrand de Molleville n'avait pas attendu cet appel pathétique pour s'efforcer de prévenir les maux qu'à la fin de janvier 1786, on prévoyait déjà. Seulement, il avait commencé par se tromper sur les moyens les plus efficaces. Il avait prié M. de La Mennais de faire passer pour son compte des grains et des farines à Lamballe, lui garantissant, d'après ses informations, qu'il ne pouvait « y trouver que du bénéfice ». Il ajoutait qu'il avait averti la commission intermédiaire des États « qu'il se donneroit des soins à ce sujet »,

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1741.

qu'il l'y engageait de nouveau, et pour finir, il ajoutait : « Mon intention n'est pas que vous perdiez, et je vous en indemniserai si cela arrivoit¹. »

M. de La Mennais répondit le 7 février :

« Monseigneur, les besoins en grains et farines commencent à se faire sentir par toute la Province. Mais cependant je compte toujours beaucoup sur les approvisionnements qui nous viendront. Samedi dernier j'ai reçu une petite cargaison de farine anglaise qui sera peut être vendue aujourd'hui. » Après avoir donné ensuite quelques renseignements précis sur ses commandes et les arrivages qu'il attend, il continue : « Je vais encore multiplier mes demandes, mais mon embarras seroit de faire des envois dans les marchés voisins comme celui de Dinan et de Lamballe. J'ai écrit à M. le subdélégué de ce dernier lieu de m'indiquer soit aux consommateurs, soit aux marchands de grains ; je m'empresseroi de leur en fournir autant que j'en auroi. Ces gens-là pourront trouver des moyens plus économiques pour les transports. Il faudroit que j'eus (*sic*) un magasin à Lamballe, un homme de confiance pour vendre et recevoir, et tout cela me manque². »

En somme, M. de La Mennais jugeait l'opéra-

1. Inédit. Lettre du 5 février 1741. *Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 1711.

2. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 1711.

tion proposée par l'intendant inefficace, et même tout à fait injustifiée dans les circonstances présentes : l'état des deux marchés n'aurait aucunement permis de pareilles expéditions de farines de Saint-Malo à Lamballe ; c'est ce qui résulte d'une lettre qu'il écrivait le 9 février à Bertrand de Molleville, deux jours après avoir terminé comme il suit la lettre dont nous venons de citer le début, et qui, déjà, opposait, pour d'excellentes raisons, une fin de non-recevoir catégorique aux projets de l'intendant :

« Ce n'est pas la crainte de perdre un sac de cent pistoles ou deux qui m'arrêteroit. Je suis cependant infiniment reconnoissant de ce que vous voulez bien me marquer à cet égard. S'il s'agissoit de faire des envois d'un port de mer à un autre, je n'y verrois pas à beaucoup près les mêmes difficultés, mais elles se présentent sans nombre lorsqu'il s'agit d'ouvrir un magasin à huit ou dix lieues de chez soi ¹. »

Deux jours après, il insiste de nouveau sur la difficulté presque insurmontable d'approvisionner Lamballe ou Dinan de Saint-Malo dans les circonstances présentes, et sur le danger et l'inutilité de l'opération que souhaitait l'intendant :

« Monseigneur, je vous écrivis fort à la hâte par le dernier courrier et je m'occupai principa-

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1711.

lement de vous mettre sous les yeux ma conduite sous le plus grand jour J'ai vu les plus grandes difficultés à me charger de faire vendre des grains au marché de Lamballe. Je ne puis suffire aux détails immenses dont je suis accablé ici. Les armements pour la pêche vont encore augmenter mon travail. Cependant la lettre que je reçus hier de M. Godeau de la Villegueury et que j'ai l'honneur de vous mettre sous les yeux a un peu ranimé mon courage. Je n'ai pas l'honneur de connoître ce Monsieur, mais la confiance que vous lui accordez lui assure toute la mienne. En conséquence je vais lui répondre qu'on pourroit essayer de faire porter du bled au marché de Lamballe. Voici cependant une observation fort importante sur sa lettre. Il me cote le froment de chez lui dont je connois parfaitement la qualité de 23 liv. 10 s. à 24 liv. 10 s. les 190 d. Celui de l'étranger, certainement moins bon, se vend ici le même prix. Or pour faire passer du bled à Lamballe il faut être décidé à y perdre. Il y a plus. Tous les jours il arrive des bateaux de Daouet, petite anse la plus voisine de Lamballe, qui nous apportent du froment ici qu'ils revendent encore avec profit vu son excellente qualité. Ceci est un fait certain. Dans le moment présent la barque du cap^{ne} Coniac vient de charger au dit lieu deux à trois cent perrées qui y ont été acheté (*sic*) pour les porter à Marennes. C'est ce dont j'ai connoissance, sans être

toutefois pour rien dans cette exportation. Je conviens que le bled est cher à Lamballe, mais il ne l'est pas moins ici, ou plutôt il l'est encore davantage. Dès que notre port sera plus approvisionné il diminuera nécessairement dans ces environs d'où nous le tirons aujourd'hui. Ce raisonnement-là peut s'appliquer à ce qui se passe à Dinan. Les bleds y augmentent aussi. Mais la cause en est la quantité immense de farine qu'ils nous ont fourni (*sic*) pour faire le pain nécessaire aux armements pour la pêche. Les frais de transport d'ici à Dinan sont fort peu de chose, la commodité pour le transport très grande, ainsi il est impossible qu'il y ait une grande différence entre le prix de notre marché et celui de Dinan. J'ai tout lieu de croire que nous allons recevoir des secours ici. Il est attendu une cargaison de farine Anglaise d'un moment à l'autre indépendamment de celle que je viens de recevoir et d'une autre que j'attends. Je vois que nos boulangers craignent de se livrer à de trop forts approvisionnements, et c'est un bien. J'ai eu l'honneur de vous dire que j'avois avis d'un bâtiment chargé de grains à Chichester pour moi. Je le cède aux Administrateurs de l'hôtel Dieu et de l'hôpital Général. C'est la subsistance de six cent personnes assurée d'ici à la récolte. Ces bleds Anglais sont de 20 s. par boisseau supérieurs à ceux qu'on tire de la Flandre.

« J'écris ce jour à Bruges pour y ordonner une

autre cargaison. Enfin je me donne tous les soins et j'emploie tous les moyens qui sont en moi pour approvisionner le marché de Saint-Malo. Je puis dire qu'ils n'ont pas été sans effet jusqu'à ce jour.

« Je suis, etc.. »

« MENNAIS ROBERT fils¹. »

Saint-Malo, le 9 février 1786.

Une lettre du subdélégué de Lamballe à l'intendant, le 11 février 1786, vint confirmer l'opinion de M. de La Mennais en établissant clairement que le prix du blé était moindre à Lamballe qu'à Saint-Malo. Aussi, dès le 13 février, Bertrand de Molleville recommandait-il à son subdélégué de Saint-Malo de ne pas faire les expéditions de grains qu'il lui avait d'abord demandées. M. de La Mennais n'eut pas de peine à entrer dans ces vues, qu'il avait suggérées, et lui répondit le lendemain :

« Monseigneur, d'après ce que vous me faites l'honneur de me marquer, je suspendrai l'envoi de froment que j'avois projeté pour Lamballe, ce qui me paroît d'autant plus convenable que s'il ne me restoit pas de bled en magasin, il seroit ici à un prix exorbitant. J'ai été étonné ce matin

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*. Intend., C 1711.

de la quantité de gens de la campagne qui sont venus me trouver. C'est encore ce que je n'avois jamais vu dans la saison où nous sommes, *il est vrai que j'ai fixé mon prix 15 c. au dessous du cours du marché.* La semaine dernière j'ai fourni en farine à nos Boulangers la valeur d'environ douze centboisseaux de froment. J'attends au premier vent du Nord une nouvelle cargaison..... Je ne crois pas me tromper en portant à 60.000 boisseaux de grain les besoins de notre marché d'ici à la récolte. *Il faut compter sur la bonne volonté et l'activité du commerce. De mon côté j'applique à cet objet un fonds d'environ cent cinquante mille livres avec la volonté de renoncer au bénéfice pour parvenir à empêcher une trop forte augmentation. Jusqu'à présent, j'ai toujours réussi à tenir les grains au même prix depuis environ un mois. Ce seroit une belle opération si j'étois assez heureux pour avoir le même succès toute l'année.* D'un autre côté, il pourroit être que les demandes imprévues et multipliées du commerce réunies aux miennes fissent tomber les prix et donnassent de la perte, cela seroit alors fort désagréable, d'autant que je ne profite pas aujourd'hui du bénéfice que je pourrois faire. Au surplus, comme les envois sont successifs, je vous dirois tout franchement que je ne m'expose pas à une perte majeure et que je suis bien loin de craindre une trop grande abondance dans le tems

même où l'on auroit plutôt lieu d'appréhender une disette.

« Je suis, etc...

« MENNAIS ROBERT fils. »

Saint-Malo, 14 f^{er} 1786.

Et M. de La Mennais ajoute en post-scriptum, de sa main : « Je vais engager un ami fort riche et fort charitable à se réunir à moi pour augmenter mes demandes en grains. J'espère que vous voudrez bien me prévenir dans le cas où vous auriez l'intention d'en faire passer icy de ceux que vous avez fait acheter en Flandres pour ma gouverne relativement aux demandes que je continueroi de faire¹. »

Le 18 février, M. de La Mennais adressait une nouvelle lettre à l'intendant; elle accompagnait un état du prix des grains et fourrages. « Vous y verrez, disait-il, une diminution sur le froment d'environ dix sols par boisseau. Elle vient de ce que notre marché a été pour ainsi dire absolument abandonné par les acheteurs qui se sont tous pourvus dans mes magasins. Les boulangers ont pris de la farine et le paysan du bled. J'ai encore une provision pour quinzaine, et le premier vent du Nord m'amènera deux cargaisons. J'espère à ce moyen empêcher ici l'aug-

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1711.

mentation qui se fait sentir ailleurs. Il faudra nécessairement que les marchés voisins se rapprochent de celui de Saint-Malo pour les prix, pendant que mes demandes pourront suffire aux besoins, et que j'établirai la valeur des grains au détail au dessous du cours du marché¹. »

Dès les premières atteintes de la disette, M. de La Mennais venait, par son intelligence et son activité, de rendre un double service à Bertrand de Molleville : il lui avait épargné une fausse démarche qui aurait pu lui coûter fort cher, sans amener aucun bénéfice réel, en l'empêchant de faire expédier des blés de Saint-Malo à Dinan et Lamballe ; et, ce qui valait mieux encore, il maintenait, en sacrifiant ses propres intérêts, un cours normal des blés et des farines à Saint-Malo, assurant ainsi la paix et le bien-être des environs.

III

Bertrand de Molleville aurait été bien ingrat s'il n'avait témoigné sa satisfaction à son subdélégué pour tant d'intelligence, de zèle et de dévouement ; il s'acquitta de ce devoir par la lettre suivante :

« Je reçois, M., avec le plus grand plaisir, toutes les lettres que vous m'adressez au sujet

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1711.

des grains, et je les feroi conserver avec attention comme une preuve ostensible du désintéressement et du zèle avec lequel vous rendez le service le plus essentiel à la province; je ne puis qu'applaudir également à votre activité, à votre intelligence, à tous vos sentimens, et bien loin de vous engager à donner plus d'étendue à vos projets, je vous exhorte à bien prendre vos mesures pour ne pas éprouver de pertes. Si vous pouviés faire verser une partie des seigles que vous attendés de Bruges, à Pontlabbé, Quimper et Vannes, ils y seroient bienvenus, car on m'y annonce de grands besoins¹. »

La lettre était à deux fins : aux félicitations, aux encouragemens, l'intendant joint des informations utiles.

« Monseigneur, répond M. de La Mennais, je vois avec la plus vive satisfaction que vous voulez bien approuver ma conduite et les efforts que je fais pour procurer des grains dans nos cantons. Je me livre avec d'autant plus de zèle à ces opérations, *qu'il est réellement bien flatteur de rendre service à son pays*². »

M. de La Mennais comprend déjà toute la grandeur, toute la beauté du mot *servir* que l'usage a déshonoré; il sait qu'il n'y a pas de beau destin individuel, et « qu'il n'est de grandeur que dans la

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1711.

2. Inédit. Ibid., C 1741.

servitude » : qu'est-ce que la noblesse, sinon l'élite de ceux qu'un long progrès héréditaire a mis à même de servir l'État ? M. de La Mennais y appartient de droit par les qualités qu'il déploie.

Il expose ensuite, pendant plusieurs pages, dans le plus minutieux détail, toutes les mesures qu'il a prises, les commandes qu'il a faites et les chargements qu'il attend. Une partie de ces cargaisons est d'ailleurs destinée à Bertrand de Molleville, auquel il sert d'intermédiaire, et rien n'est assurément plus digne de remarque que cette association commerciale en vue du bien public entre un intendant et son subdélégué à la fin de l'ancien régime.

Voici une autre lettre de M. de La Mennais qui permettra de juger mieux encore la qualité des services qu'il rendait :

« Monseigneur, vous verrez par l'état des grains que j'ai l'honneur de vous remettre cy joint, que les froments loin d'augmenter ici, inclinent plutôt à la baisse...

« Depuis près d'un mois j'ai approvisionné la ville et les environs, m'étant trouvé seul muni de grains et de farine. J'ai vendu pendant ce tems environ quatre mille boisseaux de froment et cinq cent sacs de farine. Qu'en est-il résulté ? La partie de Lamballe où les grains avoient monté par la quantité que l'on en tiroit pour l'approvi-

sionnement de notre ville, se trouve soulagée et les froments y ont baissé de 40 s. par perrée pesant environ 190 d. sans qu'il ait été nécessaire d'en faire passer ici. Mes Greniers étoient presque vuides lorsqu'hier j'eus le plaisir de voir entrer le cap^{ne} Powell qui m'apporte une cargaison de farine, que nos boulangers ont reçue avec la plus grande satisfaction. Elle sera vendue au plus tard dans la semaine prochaine et sous deux jours je reexpédie le même navire pour aller en prendre une autre cargaison à Chichester, moyennant quoi notre marché ne peut être démuní et l'approvisionnement successif aura lieu, autant que l'Angleterre ne défendra pas l'exportation ¹. »

Les renseignements qu'il donne ensuite sur les grains qu'il attend d'Angleterre, de Bruges et de Saint-Omer complètent ceux qui précèdent : « Tel est, Monseigneur, jusqu'à ce jour, conclut-il, mon état de situation et celui de notre marché. Si la partie de Dinan et celle de Fougères ont des besoins nous serons à même de leur porter des secours efficaces. — Je ne dois pas vous laisser ignorer que deux négocians de cette ville viennent de recevoir 15 à 1.800 boisseaux de froment étranger et environ 250 sacs de farine anglaise. C'est encore un renfort et je ne doute pas qu'il n'en

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1711.

vienne d'autres successivement pour le compte du commerce.

« Je suis, etc...

« MENNAIS ROBERT, fils ¹. »

Saint-Malo, 7 Mars 1786.

Il n'a garde de perdre de vue son idée favorite : le commerce se suffit à lui-même et aux besoins de la province : tous les efforts et toutes les lettres de M. de La Mennais ont pour but de le démontrer. La démonstration n'est pas pour déplaire à l'intendant : témoin cette réponse dont le brouillon, de sa main, nous a été conservé :

R., le 10 Mars 1786.

« Je ne puis qu'applaudir de plus en plus à toutes les mesures que vous prenez pour procurer l'abondance des grains et en faire baisser le prix, vous montrez à cet égard un zèle d'autant plus louable qu'il est devenu plus rare parmi les négocians. Je me propose de partir incessamment pour Paris et vous pouvez compter que je seroi fort exact à rendre compte aux Ministres de tout ce que vous faites journellement pour l'utilité publique ; si vous avez quelques demandes à faire, quelque grâce à solliciter, vous pouvez vous

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 1711.

adresser à moi, avec la ferme certitude que je mettroi tout le zèle possible à vous servir.

« Je suis, etc.¹... »

Le subdélégué accueillit ces ouvertures avec beaucoup de dignité : « Pénétré de la plus vive reconnoissance de toutes vos bontés, écrit-il à l'intendant le 11 mars 1786, permetez-moi (*sic*) de vous dire, Monseigneur, que je ne fais point dépendre ma conduite future des événements. Tels qu'ils soient, je seroi toujours le même, toujours satisfait, et je n'oublieroi jamais que je vous dois infiniment plus de reconnoissance que je ne pourroi vous en témoigner. »

Dans la même lettre, M. de La Mennais indiquait la suite de ses opérations pour amener la baisse du prix des grains en Bretagne. Un navire lui ayant apporté une nouvelle cargaison de froment d'Angleterre, de toute beauté, il en avait livré en trois jours 1.800 boisseaux à 8 livres le boisseau, prix coûtant : « Aussi le bled diminuet-il assez considérablement, non seulement ici mais dans les environs. Ce ne seroit qu'un bien momentané si le besoin étoit tel que l'on ne pût suffire à l'approvisionnement par la suite, et j'ai tout lieu de croire qu'il en sera autrement. Les fonds que j'ai destiné à cet objet sont assez considérables pour me mettre à même d'opérer en

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1711.

grand. Qu'en résultera-t-il? les propriétaires qui ne vouloient pas vendre seront bien forcés de suivre le cours, et les spéculateurs qui ont fait des demandes de se borner à un petit bénéfice, ce qui tourne au bien du public¹. »

Ces mesures, véritablement très sages et très intelligentes, donnaient toute sécurité à l'intendant pour la côte Nord de Bretagne; mais il était bien loin d'en être de même pour la côte Sud, et c'est encore à son subdélégué de Saint-Malo qu'il dut avoir recours pour approvisionner cette partie de la province : la lettre suivante en témoigne :

P[aris], le 19 Mars 1786.

« J'applaudis de plus en plus, M., à toutes les mesures que vous prenés pour approvisionner de grains et farines, non seulement la ville, mais une partie de l'Évêché de Saint-Malo et de celui de Saint-Brieuc. Je n'ai plus d'inquiétude pour tout ce canton. Mais mes grains n'arrivent pas et les côtes méridionales de la Bretagne éprouvent une si grande disette qu'on y est et avec raison dans une extrême inquiétude. En conséq^{ce} s'il étoit possible d'envoyer n'importe à quel prix quelque cargaison à Pontlabbé, à Quimper et surtout à Vannes, ce seroit rendre le plus grand service à tous ces cantons². »

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*. Intend., C 1711.

2. Inédit. *Ibid.*

C'est qu'il s'en fallait de beaucoup que tous les subdélégués de la province fussent aussi intelligents, aussi actifs et aussi soucieux du bien public que M. de La Mennais¹. Témoin aussi la sévère semonce que Bertrand de Molleville adressait le même jour et par le même courrier au subdélégué de Pontlabbé :

Paris, le 19 Mars 1786.

« Il est bien étonnant, M., que vous ayez pris au pied de la lettre ce que je vous ai marqué relativement aux précautions que j'ai prises pour procurer à la province un approvisionnement de grains, et qu'en conséquence vous ayez contremandé ceux que vous aviez arrêtés à Dunkerque, comme si vous aviez craint une trop grande abondance. Vous deviez sentir que le principal objet de ma lettre étoit de faire ouvrir les greniers du pays et qu'il m'étoit impossible de faire face à tous les besoins, il falloit du moins me consulter avant de contremander vos grains². »

Moins d'un mois après, l'intendant étoit obligé

1. L'évêque de Quimper le constatait le 1^{er} février 1786, quand il écrivait à l'intendant, en demandant des secours pour son diocèse : « Si vous vouliez avoir la bonté, Monsieur, de vous en rapporter un peu plus aux évêques qu'à MM. vos subdélégués, à l'examen desquels vous nous procurez l'humiliation de soumettre nos représentations et nos demandes sur toutes sortes d'objets, vous n'auriez pas le chagrin d'être si souvent trompé. » (C 1715.)

2. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1711.*

de revenir à la charge et de faire de nouveaux et graves reproches à son subdélégué de Pontlabbé ; n'avait-il pas pris prétexte de la lettre qui précède pour faire annoncer par une « bannie » que le gouvernement n'enverrait pas de grains ; singulier moyen d'obtenir l'ouverture des greniers et la diminution des prix ; l'intendant s'en plaint violemment :

P[aris], le 10 Avril 1786.

« J'apprends, M., avec étonnement que vous vous êtes permis de faire publier au son du tambour que le Gouvernement ne ferait point passer des grains à Pontlabbé : quoique je vous aye en effet marqué qu'il ne falloit pas compter sur ce secours je ne puis que désapprouver fortement la publication que vous avez fait faire et il est étonnant que vous n'ayez pas eu assez de discernement pour sentir qu'elle n'étoit propre qu'à donner de l'inquiétude au public et à faire augmenter le prix des grains. Il est vrai que le gouvernement n'a pas cru devoir s'occuper du soin d'en faire venir de l'étranger, mais je feroi tout ce qu'il me sera possible pour prévenir la disette dans vos cantons... Ayez soin de vous conduire désormais avec plus de circonspection et de ne pas outrepasser l'exécution de mes ordres¹. »

La conduite de M. de La Mennais était bien dif-

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 1711.

férente : il ne spéculait pas à la hausse sur la misère du peuple.

« Monseigneur, écrivait-il à l'intendant le 30 mars 1786, j'ai eu l'honneur de vous marquer par ma dernière qu'il me restoit environ 2.000 boisseaux de froment à vendre. Je vous avoue que j'ai été fort étonné de les voir s'écouler dans 4 ou 5 jours. J'en aurois même vendu davantage si j'en avois eu. Mais par réflexion j'ai vu que vendant 10 s. par boisseau au dessous du cours, vu la qualité du grain, il n'étoit pas surprenant que mes greniers se vidassent. D'ailleurs le besoin se fait sentir de plus en plus, et le bas prix que j'ai établi ici fait que toute la côte vient s'y approvisionner. J'ajoute encore à ces facilités celle d'accorder, contre l'usage, quelque crédit aux boulangers. Le seul regret que j'aurois seroit que le besoin fût tel que mes forces ne me permissent pas de suffire à tout. Mais je vous promets de les employer tout entières. Comme il est fort intéressant que l'on ne s'apperçoive pas que je sois démuné de grains pour le moment, je viens d'emprunter 600 boisseaux de froment avec le directeur de l'Hôtel Dieu de Saint-Malo, et je continueroi de les détailler au même prix. Je fais un petit sacrifice d'environ 20 écus pour les frais de transport. Il a deux objets, l'un d'éviter qu'on ne prenne de l'inquiétude, l'autre d'empêcher une augmentation qui ne manqueroit pas d'arriver, aussitôt que l'on

sauroit que mes greniers sont vuides. » Mais il se fait scrupule de s'attribuer uniquement l'honneur d'approvisionner Saint-Malo, et après quelques détails sur les cargaisons attendues, il ajoute : « Tel est mon état de situation. Je puis dire que mes moyens seroient insuffisants, si le commerce ne faisoit pas aussi quelque chose de son côté¹. »

N'attribuons pas à M. de La Mennais un désintéressement surnaturel. Il sert l'État, mais il demande à entrer, en même temps, dans la classe de ceux qui le servent. Dès le mois d'avril 1786, il songe à l'anoblissement, et c'est pour cela qu'il adresse à Bertrand de Molleville, alors à Paris, la requête suivante :

« Permettez-moi, Monseigneur, de vous demander une grâce : j'apprends que Mgr de Pressigny, Évêque de Saint-Malo, doit être incessamment à Paris ; il aura certainement l'honneur de vous voir, et je vous supplie de vouloir bien lui dire un mot en ma faveur, il est important pour moi qu'il n'en ait pas une mauvoise opinion². »

Après avoir lu les lettres qui précèdent, on ne trouvera sans doute pas excessive l'ambition de M. de La Mennais. Il n'est pas impossible que Mgr Cortois de Pressigny ait accepté de Mme de La

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 1711.

2. Inédit. Fragment d'une lettre de M. de La Mennais, annexée à une lettre de l'intendant. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 1711.

Mennais la mission d'appuyer de son crédit en cour, sinon de suggérer, la mesure très désirée. Une lettre écrite longtemps après par Mgr de Pressigny à Jean-Marie de La Mennais, l'attitude qu'il adoptera dans les premières années de la Révolution à l'égard du schisme constitutionnel, ses sentiments que nous avons analysés déjà à l'égard des ordres monastiques, nous permettent de soupçonner la matière des inquiétudes de M. de La Mennais, et d'où venait son désir que l'intendant échauffât le zèle de l'évêque. Celui-ci devait le trouver un peu tiède en matière religieuse : c'était le mal de l'époque.

IV

Or, il arriva justement que le jour même où M. de La Mennais sollicitait ainsi l'appui de l'intendant, celui-ci lui proposait une opération considérable qui l'aurait institué son bailleur de fonds. Cette proposition inattendue mit M. de La Mennais dans un grave embarras, et lui causa des craintes sérieuses : ne se jugeant pas en mesure de donner satisfaction sur ce point à M. de Bertrand, il redoutait que son refus n'entraînât, avec la perte de son crédit auprès de l'intendant de Bretagne, la ruine définitive des ambitions si légitimes qu'il avait conquises.

L'intendant lui écrivait le 15 avril 1786 :

« Mon opération sur les grains dont vous connaissez le plan, M., me met dans la nécessité d'acquitter pour 250.000 livres de traites d'ici au 15 juillet, sans compter ce que j'ai déjà payé. J'avois compté que M. Beaugeard seroit en état de faire cette avance dont je l'aurois remboursé à fur et à mesure de la vente de nos grains, mais comme les versements qu'il a à faire au trésor R^{al} dans ce moment-cy et jusqu'au 1^{er} Août ne lui laissent pas assés de fonds libres pour faire face à cet objet, il m'a proposé un arrangement qui m'a paru fort simple et qui lèvera toute difficulté. Voici en quoi il consiste.

« Vous m'enverrés des traites à trois usances sur M. Beaugeard à l'ordre de M. Balzac mon secrétaire, je les remettrai à M. Beaugeard qui les acceptera, les fera passer à la caisse d'escompte à 4 1/2 pour cent à mesure que les traites que j'aurai à payer et dont je vous envoie la note seront prêtes à échoir, et la veille de leur échéance il en fera remettre le montant au banquier sur lequel elles seront tirées, pour le remplir de ses avances j'enverrai successivement à Saint-Malo l'argent qui proviendra de la vente des grains pour l'échanger contre du papier à courts jours sur Paris, sur lequel nous serons indemnisés et au delà de l'escompte de vos traites.

« Je vous envoie en conséquence, M., un relevé des quinze traites que j'ai à payer, vous voudrez

bien m'envoyer courier par courier celles que je vous demande, en nombre égal et de pareille somme ; vous observerés seulement de donner à chacune une date antérieure de dix jours à celle à la quelle elle correspondra.

« Je crains de ne m'être pas expliqué trop clairement parce que je ne suis pas trop au fait de ce genre d'opérations, mais comme vous l'êtes parfaitement, j'espère que vous m'entendrez à merveille, tout ce que j'y vois de plus clair, c'est que dans ces arrangemens vous ne faites que prêter votre nom et que vous n'avez pas à craindre qu'il soit compromis.

« Je suis, etc...

« DE BERTRAND ¹. »

Voilà M. de La Mennais bien troublé au reçu de cette lettre inattendue ; il dicte à sa femme la réponse suivante :

« Monseigneur, je réponds par retour du courier à la lettre dont vous m'avez honoré le 15 courant, à la quelle étoit joint le relevé de quinze traites à payer montant à L. 256.000 livres.

« Vous me proposez, Monseigneur, de fournir mes traites à trois usances pour pareille somme sur M. Beugeard. Je ne pouvois faire cette opération sans l'agrément de mes deux associés. L'un

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1711.

est M. Éon beau-frère de M. Magon de la Balüe de Paris, l'autre est mon frère. Ils s'y sont refusés, et voici leurs raisons.

« L'opération se réduit à être caution de M. Beaugeard pour 256.000 livres et dans les affaires majeures il faut parler avec toute la sincérité possible. Nous n'avons pas assez confiance dans M. Beaugeard. S'il venoit à mourir dans l'intervalle de l'échéance des traites, nous pourrions être exposés au remboursement, et si nous ne le faisons pas sur le champ, notre honneur seroit compromis et notre état perdu. Nous avons pris des engagements pour des sommes immenses à payer d'ici 3 et 4 mois, particulièrement pour fournir des grains à notre marché, et nous nous trouverions peut-être dans l'impuissance de fournir aux 256.000 livres dont il est cas, si par tel événement que ce puisse être il falloit y pourvoir.

« Je suis actuellement au lit avec la fièvre et je dicte à ma femme. Je suis très affecté de ne pouvoir correspondre à vos vues, mais je me flatte que vous voudrez bien, en considérant cette affaire, ne pas me blâmer. Ma crainte n'est pas de perdre, mais dans les événements possibles, il peut être que la rentrée des fonds soit retardée, il ne dépend pas de moi d'avoir de la confiance dans l'acceptation de M. Beaugeard, je vous l'ai déjà fait entrevoir ci devant, et je puis exposer mon crédit, mon état, voilà ce qui m'arrête, ainsi que mes associés.

Je vous supplie, Monseigneur, de ne pas me retirer pour cela votre confiance. J'attends votre réponse avec la plus vive impatience, et j'ose encore espérer que vous ne désapprouverez pas le parti que j'ai pris. Je crois devoir vous renvoyer votre lettre avec la note des pièces, afin qu'il ne reste chez moi aucune trace de cette affaire.

« Je suis avec un profond respect, Monseigneur,
« Votre très humble et très obéissant serviteur,

« MENNAIS ROBERT fils¹. »

Saint-Malo, le 18 Avril 1786.

Le même jour, dans une lettre où il exposait la situation commerciale de la place, pour les grains, et la sienne propre, je relève cette phrase qui semble glissée pour venir à l'appui du refus contenu dans la lettre qui précède :

« Je suis en avance aujourd'hui de plus de 150.000 livres et je prévois que les besoins augmentant il me faudra près de cent mille écus pour y pourvoir². »

M. de La Mennais, sa lettre écrite et expédiée, n'était pas, on le conçoit aisément, sans inquiétude sur les suites. Comment l'intendant allait-il prendre un refus qu'il pourrait envisager comme un acte d'ingratitude ? Aussi, deux jours après, le

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1711.

2. Inédit. *Ibid.*

subdélégué de Saint-Malo, guéri de sa fièvre, prend lui-même la plume pour écrire à Bertrand de Molleville :

« Monseigneur, j'eus l'honneur de vous écrire Mardi d^{er}. J'étois malade et cruellement travaillé par la fièvre, je ne puis vous exprimer combien j'étois en même temps affecté du refus que je fesois de correspondre à vos vues, et de la crainte de vous déplaire ; mais plus tranquille aujourd'huy, je vais vous détailler ce qui se passa entre moi et mes associés, lorsque je leur communiquai votre proposition. M. Éon m'observa qu'il avoit trouvé bon jusqu'à présent de contribuer au prorata de son intérêt dans ma société pour toutes les opérations gratuites... mais que si je donnois ma signature pour une somme de 256 m. l. dans une affaire qui n'étoit pas sous ma direction, il me déclara qu'il étoit décidé à rompre dès ce moment ma société (*sic*), puisque j'agiroyis contre notre traité qui porte qu'il ne sera pris aucun engagement majeur sans le consentement de tous les intéressés, il m'ajouta, que nous avions des engagements pour des sommes immenses à remplir d'icy à 4 mois, que 256 m. l. de traittes à notre nom présentées à la caisse d'Escompte ne pouvoient que nuire à notre crédit, enfin qu'il étoit comme moi sans confiance dans l'accepteur, et qu'il ne s'exposeroit jamais à compromettre sa

tranquillité, son honneur et son état. Voilà la vérité, Monseigneur, et l'exposé du fait, avec la plus grande franchise. Que pouvois-je faire dans une position aussi délicate ? On me demandoit ma parole de tenir les engagements pris dans l'acte de société. Je vous donne ma parole d'honneur que l'idée seule de faire pour la première fois quelque chose qui peut vous être désagréable, est la seule chose qui m'a affligé. Si vous voulez bien me rendre cette justice, je suis content, je ne crains point d'être privé des graces du Roy, mais je serois inconsolable si vous m'ôtiés vos bontés et votre estime.

« Je suis, etc...

« MENNAIS ROBERT fils ¹. »

Saint-Malo, le 20^e Avril 1786.

On ne brise pas avec un serviteur aussi dévoué que M. de La Mennais pour une difficulté de cette sorte ; l'intendant mit donc de côté toute susceptibilité, et s'empressa de le rassurer en lui adressant, le 24 avril 1786, la lettre suivante :

« Tranquilisés vous, M., et n'imaginés pas que le refus que vous faites de me fournir les traites que je vous avois demandées sur M. Beaugeard diminue en rien mon estime et mon attachement pour vous. Vous m'avez mal entendu parce que je me suis mal expliqué, ainsi c'est ma faute, vous

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1711.*

avez cru que je vous proposois d'être caution de M. Beaugeard, tandis que mon objet étoit de vous proposer uniquement d'être ma caution, ou pour parler plus juste celle du gouvernement, car c'est par moi ou par le Gouvernement que les fonds des traites dont il s'agit doivent être faits entre les mains de M. Beaugeard à fur et mesure de leur échéance, et il n'y a pas à craindre le moindre retard sur cet objet, puisque j'ai pour y faire face le produit successif de la vente des grains que MM. Rouessart et Jolivet ont acheté au moyen du crédit que je lui ai (*sic*) fourni, et qui arrivent de jour en jour depuis un mois. Ainsi je n'avois besoin que d'un nom à mettre à la place du mien qu'il ne convenoit pas de faire figurer dans des lettres de change, mais M. Jolivet qui va arriver signera lui-même ces traites, ainsi vous voyés que la difficulté qui vous a arrêté avec raison ne me gêne en aucune manière, et que par conséquent je ne puis pas vous en vouloir.

« Le compte que vous me rendez de la suite et du succès de vos opérations pour l'approvisionnement de la province est de plus en plus satisfaisant, ainsi soyés sûr que je suis très content de vous, pourvu que vous ménagiés votre santé, et que vous n'ayés plus de fièvre.

« Je suis, etc.. »

« BERTRAND ¹. »

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1711.

Cette réponse si délicate et si bienveillante dut calmer toutes les inquiétudes de M. de La Mennais. Sa situation demeurait entière auprès de l'intendant de Bretagne, qui lui gardait toute sa confiance.

V

Bertrand de Molleville n'avait pas tort de demeurer fidèlement attaché à son subdélégué de Saint-Malo. Les intérêts de la province s'alliaient ici très étroitement à la justice. Jamais le dévouement de M. de La Mennais à la chose publique n'avait été plus grand ni plus sincère. Pendant les quelques jours qu'avait duré cette petite crise, il n'avait pas cessé d'adresser à l'intendant des renseignements qui témoignaient que son zèle ne s'était en rien refroidi ; après avoir établi son bilan dans le plus minutieux détail, il ajoutait, le 20 avril 1786 : « Le résumé présente une ressource d'environ 30.000 bois^x de tous grains qui, Dieu aidant, nous parviendront sous un mois¹. » C'était la subsistance de Saint-Malo et des environs assurée pour plusieurs semaines. Et, sur le point de voir aboutir le plus heureusement du monde une combinaison dont il était l'auteur, tout à sa satisfaction d'avoir bien servi le pays, M. de La Mennais n'en tire aucunement vanité.

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1711.

Il ne cède pas non plus à la tentation de se faire valoir au prix d'une altération du vrai ; s'il annonce dans la même lettre qu'un navire chargé de froment qu'il attendait de Bruges a péri corps et biens, il s'empresse d'ajouter : « Cette perte ne m'intéresse qu'autant qu'on doit regretter les hommes et le bien que ce grain eût fait ici ¹. »

Par contre, l'affaire délicate que nous venons de rapporter ne l'engage pas à mettre une sourdine à sa franchise, s'il croit son intérêt propre d'accord avec celui du public : « Il me paraîtroit bien juste, Monseigneur, continue-t-il, que le gouvernement renonçât dans la circonstance présente à percevoir le droit de 1 s. par quintal de farine et de 7 s. $\frac{1}{2}$ par quintal de froment. J'ose vous supplier, Monseigneur, de représenter à M. le Contrôleur général que ce droit, tout mince qu'il est, devient onéreux aujourd'hui, puisque nous ne vivons que des bleds étrangers. Il assujettit d'ailleurs à porter de plus au bureau des fermes une quotité de bleds et farine pour y être pesée. Enfin il me semble qu'il répugne que celui qui emploie tous ses moyens, toute sa fortune pour s'opposer à la famine soit assujéti à payer un droit. Je demande le rapport de ceux qui ont été perçus depuis le 1^{er} janvier dernier et la franchise jusqu'au 1^{er} 7^{bro} prochain pour ceux qui viendront. Le sieur Rétif de cette

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1711.

ville vient d'en recevoir environ 3.000 b^x de Rotterdam. Il en viendra sûrement d'autres parties pour différents négociants au nom desquels je sollicite la même grâce¹. »

La disette se faisait sentir de plus en plus cruellement ; M. de La Mennais, craignant d'être débordé par les demandes qui affluaient, se préoccupait des moyens de faire appel momentanément et jusqu'à la récolte suivante au Magasin des vivres du Roy, renfermant les grains destinés aux troupes ; le même jour encore, le 20 avril 1786, il dictait la lettre suivante à son secrétaire pour l'intendant :

« Monseigneur, j'ai cru devoir demander au Garde magasin des vivres son État de situation et j'ai l'honneur de vous le remettre.

« Voici l'objet de ma demande. Dans la position critique où se trouve notre ville et ses environs il me paroît essentiel de savoir si dans un moment pressant le Magasin des vivres du Roy pourroit fournir quelques secours. Il est approvisionné pour fournir à la subsistance des troupes en garnison tant à Saint-Malo qu'à Rennes au moins jusqu'au mois de janvier prochain, mais en portant la subsistance seulement jusqu'à la fin de septembre, tems au quel on est certain d'avoir des bleds de la nouvelle récolte, on trouve un excédent

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1711.

de 1.246 sacs de froment et de 415 sacs de seigle.

« Ce seroit donc un secours sur le quel on peut compter si M. le Maréchal de Segur autorisoit d'en disposer au plus pressant besoin. Pareille chose est déjà arrivée et voici la marche qui fut suivie. On m'autorisa à faire passer à notre marché 1.000 sacs de froment des vivres, et à les y faire distribuer au peuple. Je ne disposai qu'environ la moitié de cette quantité et je les remplaçai sous l'époque désignée par des froments de qualité supérieure et je payai tous les frais qui résultèrent de cette opération. Alors je n'étois pas subdélégué, mais je m'occupois de l'approvisionnement de grain de notre ville, je puis le dire avec désintéressement et ce fut M. de la Rozière qui m'indiqua au ministre de la guerre, et j'eus le bonheur de mériter ses approbations.

« Dans l'événement où notre pays manqueroit, croyez-vous, Monseigneur, qu'il convînt de prévenir M. le maréchal de Ségur pour qu'il autorizât votre subdélégué à faire usage de la ressource qu'il vous indique en s'obligeant personnellement à remplacer le grain dans les magasins du Roy, le tout à ses frais. Bien entendu que cette opération ne se réaliseroit qu'autant qu'on y seroit contraint par la nécessité.

« Je suis, etc...

« MENNAIS ROBERT fils ¹. »

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 1711.

L'opération que proposait M. de La Mennais avait déjà été effectuée à Landerneau, si l'on en juge par cette apostille autographe de l'intendant en tête de la lettre : « Écrire à M. le Maréchal de Ségur comme pour Landerneau¹. »

Ainsi, même dans des circonstances où il eût été naturel qu'il éprouvât quelque découragement, le zèle de M. de La Mennais ne s'était pas ralenti. On jugera par l'extrait suivant d'une de ses lettres du 4 mai 1786 de son mérite et de son dévouement; après avoir garanti à l'intendant que les ordres donnés pour différer un envoi de grains à Rennes seraient exécutés, M. de La Mennais ajoutait :

« Ma dernière vous aura certainement rassuré sur l'approvisionnement de nos environs. Cependant il sera toujours fort avantageux que je puisse disposer des douze cents sacs de grain dont vous me parlez, parce qu'il y a encore quatre mois d'ici à la récolte et qu'il est réellement impossible de dire s'il y a peu ou trop peu de grain. Il a diminué dans nos environs, et cependant j'ai été pour ainsi dire le seul à les approvisionner. Si je cessais de vendre dans le moment, il augmenterait. J'estime qu'en comprenant ce que j'ai vendu et ce qui me reste à vendre, l'ensemble montera à environ 30 mille boisseaux de tous grains. Je

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 1711.

viens d'établir le prix du bled de Dunkerque à 7 l. 10 s. Il laisse du bénéfice. Le bled de Bruges à 7 l. 15 s. et celui d'Angleterre à 8 livres. Ces deux derniers ne donnent pas un denier de profit, et je seroi fort heureux et fort content si le résultat d'une opération de 400 mille livres me laisse au pair, puisque je n'ai désiré autre chose que de rendre un service essentiel¹. »

Au commencement de juin, la situation pour lui est plus mauvaise encore, et se chiffre décidément par des pertes ; c'est ce qui résulte clairement des premières lignes d'une lettre qu'il adresse à l'intendant le 3 juin 1786 :

« Monseigneur, j'ai été si occupé depuis quelques jours qu'il ne m'a pas été possible de vous entretenir de l'état de notre marché de grains. Je viens de recevoir quatre cargaisons de froment, seigle et farine, et je suis fort embarrassé où pouvoir loger une immense quantité de grains que j'ai à ma disposition. Je vends fort peu et à perte. Il faut bien prendre patience, et c'est une grande satisfaction de voir le peuple soulagé dans un moment où ses besoins sont grands et ses ressources presque nulles ; car il manque absolument d'ouvrage pour le pauvre². »

L'intendant s'empressa de répondre :

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 1711.

2. Inédit. *Ibid.*, C 1594.

R[ennes], le 7 juin 1786.

« Je vois M. par la lettre que vous m'avez écrite le 3 de ce mois que vous êtes extrêmement surchargé de grains, et que vous vendez peu et à perte, ce qui me donneroit une très grande inquiétude si vous ne m'aviés ci-devant marqué que la majeure partie de ces grains n'étoit pas pour votre compte ; vous avés très certainement outrepassé les devoirs du meilleur patriote et je vois avec bien de la peine que vous n'en serés pas quitte pour vos peines et soins, je vous prie de me marquer à quoi vous estimez que pourra monter votre perte ¹. »

Quoique la perte de M. de La Mennais ait été considérable, la lettre qu'on va lire prouve qu'il était prêt encore à en subir de nouvelles pour le bien de la province ; à peine seulement consentait-il à agir d'une manière plus prudente qu'il ne l'avait fait dans les mois précédents :

« Monseigneur, l'état de notre récolte en grains ne me paroît pas aussi satisfaisant comme on l'avoit jugé d'abord. Je pense qu'on a été séduit par le nombre des gerbes, double de celui de l'an passé, mais je vois par le produit des décimes qu'il n'y aura qu'à peu près la même quantité de froment, par conséquent beaucoup moins qu'il

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1594.

n'en faut pour la consommation. On sera donc encore forcé d'avoir recours à l'étranger. Cependant il y a un peu plus de sarrazin, ce qui diminuera le besoin des campagnes. Je ne suis pas encore assez instruit de l'état de la récolte dans l'intérieur de la Province pour juger si les besoins y seront grands. Je vous supplie, Monseigneur, de vouloir bien ne pas me laisser ignorer ce que vous en pensez.

« Quoique j'aye perdu effectivement cette année une somme assez considérable sur les grains, je ne cesseroi pas pour cela de concourir au bien public. Je me borneroi à agir avec un peu plus de précaution. Vous me l'avez d'ailleurs conseillé vous-même. Je reçus hier une cargaison de farine angloise, et j'en demande encore une autre. Au moyen d'introductions successives et suivies, on ne s'apercevra pas de la disette de la récolte, du moins on y pourvoira de manière à empêcher une augmentation trop considérable, ou à en retarder l'époque le plus qu'il sera possible. Voilà mes idées et mon plan de conduite ¹. »

Le plan consistait toujours à courir des risques et à endosser des pertes pour contribuer au bien public. Qu'il détourne l'intendant d'une entreprise dangereuse pour le commerce et pour la province, qu'il lui évite des démarches inconsidérées

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, Intend., C 1594

qui auraient obéré ses finances sans le moindre profit, que, sacrifiant ses intérêts personnels à l'intérêt général, il maintienne artificiellement le cours des grains en vendant sans bénéfice et même à perte, qu'il s'oublie lui-même au point de subir des pertes majeures, volontairement et avec joie ; c'est toujours le même esprit généreux, libéral, qui anime M. de La Mennais. Comme dans toutes nos familles françaises dont le progrès fut normal, le dévouement à la chose publique confère d'avance au père de Félicité de La Mennais cet anoblissement naturel que, dans notre ancienne France, les décrets du pouvoir royal, qui les constataient, prétendaient aussi consacrer.

CHAPITRE V

L'ANOBLISSEMENT DE M. DE LA MENNAIS

I. Premières démarches de M. de La Mennais et de l'intendant. — II. Intervention des États de Bretagne et nouvelles démarches. — III. Les lettres de noblesse ; joie et remerciements de M. de La Mennais. — IV. Efforts infructueux de l'intendant pour faire obtenir à M. de La Mennais l'exemption des droits du marc d'or.

I

Tant de persévérance, une si intelligente initiative dans le bien, méritait sans nul doute la récompense qu'ambitionnait M. de La Mennais, et que le fonctionnement normal de la constitution française devait lui faire obtenir. Il ne négligeait d'ailleurs rien pour arriver au succès. Nous avons vu comment, au mois d'avril 1786, il priait Bertrand de Molleville de parler en sa faveur à Mgr Cortois de Pressigny. Le bruit s'étant répandu que l'intendant allait venir à Saint-Malo dans l'été de la même année, le lieutenant qui

commandait pour le Roi le fort de Châteauneuf lui écrivit, pour l'inviter à descendre chez lui, le billet suivant :

« Il court ici, Monsieur, le bruit que vous venez à Saint-Malo. Je m'empresse d'avoir l'honneur de vous offrir un logement chez moi. Nous ferons de notre mieux Mad^e des Dorides et moi pour que vous vous y trouviez commodément. Quoique n'ayant pas l'honneur d'être connu de vous, Monsieur, j'ai imaginé que vous attriburiez cette invitation de ma part au désir que j'ai de vous prouver mon zèle.

« J'ai l'honneur d'être avec un respectueux attachement, Monsieur,

« Votre très humble et très obéissant serviteur.

« DES DORIDES,

« L^t p^r le roy commandant. »

Saint-Malo, 1^{er} juillet 1786 ¹.

Le secrétaire de l'intendant ne manqua pas de signaler à son maître, par une note jointe à la lettre, l'inconvénient qu'il y aurait d'accepter cette invitation :

« Je ne sais, écrivit-il, si M. l'intendant juge à propos d'accepter le logement qui lui est offert. M. de La Mennais en seroit bien fâché ². »

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 1594.

2. Inédit. *Ibid.*

L'observation parut si juste à M. de Bertrand, qu'il écrivit aussitôt en marge, de sa main :

« Répondre une lettre très honnête à M. Des Dorides, et lui marquer que j'ai pris depuis longtemps avec M. de La Mennais engagement de loger chez lui ¹. »

La réponse fut envoyée le 6 juillet, et M. de La Mennais en eut bientôt connaissance; il se hâta d'écrire à l'intendant :

« Monseigneur, recevez mes remerciements de la grâce que vous voulez bien m'accorder en acceptant le logement que j'ai pris la liberté de vous offrir. Je suis bien flatté de recevoir en même tems Monsieur votre frère, je compte sur son indulgence et sur la vôtre, Monseigneur, et avec la plus grande confiance, ayant déjà tant de preuves de vos bontés pour moi.

« Je suis, etc...

« MENNAIS ROBERT fils ². »

Saint-Malo, le 11^e Juillet 1786.

Sans doute, à l'occasion de ce voyage, la question de l'anoblissement fut agitée de nouveau, et l'intendant prit l'engagement, chez M. de La Men-

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 2510.

2. Inédit. *Ibid.* Cf. ROUSSEL, Lamennais d'après ses correspondants inconnus. *Rev. des quest. hist.*, janvier 1908, p. 232.

nais lui-même, d'appuyer sa requête. Aussi, à la fin de septembre, le subdélégué de Saint-Malo put-il lui rappeler sa promesse :

« MONSEIGNEUR,

« Je vous remets, ci-joint, ma requête à M. le baron de Breteuil, en vous priant de vouloir bien l'appuyer vous-même; sans cela, comment réussiroit-elle? Sans doute que celle que j'ai envoyée a été mise au rebut. Si j'ai rendu, comme je puis le croire, des services essentiels, si vous daignez en rendre compte, si je continue à donner mon temps, mon crédit, enfin, si j'emploie tous les rapports que j'ai pour servir l'État, j'ose espérer que l'on m'accordera la grâce que je sollicite, mais je ne la devrois qu'à vous, Monseigneur, ma reconnaissance sera éternelle; elle égalera les sentiments de profond respect avec lequel je suis, Monseigneur, votre très humble et très obéissant serviteur,

« MENNAIS ROBERT fils. »

Saint-Malo, 27 septembre 1786 ¹.

L'intendant s'empressa de déférer au vœu de son subdélégué; le 4 octobre 1786 il écrivait au baron de Breteuil :

1. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 2510. Cf. ROUSSEL, Lamennais d'après ses correspondants inconnus. *Rév. des quest. hist.*, janvier 1908, p. 230.

« Monsieur, j'ai l'honneur de vous adresser le mémoire par lequel le sieur, Robert de la Mennais, négociant de Saint-Malo, sollicite des lettres de noblesse. Il seroit à souhaiter qu'il y eût beaucoup de demandes de cette nature, fondées sur des titres aussi favorables. Indépendamment des témoignages avantageux que mon prédécesseur m'avoit rendus sur le compte de ce négociant, j'ai été à portée d'apprécier par moi-même l'importance de ses services, et je puis vous attester, Monsieur, qu'il n'en existe pas de plus dignes de récompense, et pour vous en donner une idée, je me contenterois de vous rendre compte de la manière vraiment héroïque dont il s'est conduit dans l'année de disette qui vient d'affliger la Bretagne. Il a commencé par faire venir d'Angleterre et de Hollande une quantité de foin avec le projet de le vendre moins cher qu'il ne lui coûtoit et il a scrupuleusement exécuté ce projet. Il m'a procuré du lin et du chanvre en assez grande quantité pour en répandre dans toutes les paroisses de la province à vingt cinq pour cent au dessous du prix marchand. Enfin, il a fait vivre à lui seul, pendant huit mois, non seulement les habitants de Saint-Malo, mais ceux de dix lieues à la ronde, au moyen de près de trois millions de grains ou de farines qu'il a également tirés de l'étranger, et qu'il a toujours fait vendre au prix d'achat, c'est à dire à quarante ou cinquante sols par setier meilleur marché que

partout ailleurs. Mais ce qui vous surprendra, Monsieur, c'est que ce brave homme, craignant de blesser la délicatesse de ses concitoyens qui auroient pu être humiliés de recevoir de lui des secours aussi multipliés et aussi considérables, accrédoit l'opinion qu'ils étoient dus à la bienfaisance du gouvernement, de manière que je recevois des remerciements pour des soins que je ne m'étois pas donnés, parce que je savois que je pouvois compter absolument sur la vigilance du sieur de Lamennais et sur ses ressources. J'ai été si satisfait que j'ai fait un voyage à Saint-Malo uniquement pour avoir le plaisir de le voir et de lui témoigner combien j'étois content de lui.

« Il a perdu environ vingt-mille livres sur ces différentes opérations dont j'ai vu les comptes; l'idée d'en demander le remboursement ne lui est seulement pas venue. Dans ces circonstances, Monsieur, les services essentiels du sieur de Lamennais étant de nature à être récompensés d'une manière distinguée par le gouvernement, je ne puis que me féliciter de lui voir désirer des lettres de noblesse, parce que, sans ce désir, je serois fort embarrassé de vous proposer une autre récompense qui lui convînt¹. »

Le plaidoyer de l'intendant de Bretagne en fa-

1. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, Intend., C 2510. Cf. ROUSSEL, Lamennais d'après ses correspondants inconnus. *Rev. des quest. hist.*, janvier 1908, p. 231.

veur de M. de La Mennais, si pressant qu'il fût et, pour ceux qui avaient suivi les événements, comme nous l'avons fait, si précis, ne suffit pas cependant encore à émouvoir le ministère. Le mois de novembre tout entier s'écoula, sans que Bertrand de Molleville eût reçu, à cet égard, aucune réponse de Paris.

II

M. de La Mennais n'était pas homme à se décourager pour si peu. Les États de Bretagne étaient alors tous réunis ; il fit en sorte qu'ils sollicitassent pour lui la faveur qu'il ambitionnait ¹. On lit dans le *Registre des délibérations des États de Bretagne*, tenue de Saint-Malo, au compte rendu de la séance du jeudi 28 décembre 1786, les lignes suivantes :

« MM. de la Mennais Robert frères, négocians en cette ville, dans le seul but d'être utiles à leur patrie, et d'assurer la nourriture des villes et des campagnes, s'étoient distingués parmi les autres négocians de la même ville, en faisant venir des approvisionnemens immenses en farines, froment, seigle, avoine, graines de lin et de chanvre et fi-

1. Cf. *Fragments du journal de l'abbé de la Motterouge sur les États de 1786*, publiés dans *la Bretagne à la veille de la Révolution*, par J. BAUDRY, Paris, 2 vol. in-8, 1905, t. II, p. 205 ; et BLAIZE, *Œuvres inédites de Lamennais*, t. I, Introd., p. 4.

lasses de toute espèce, qu'ils avoient toujours donné au public au prix coûtant.

« Les États après avoir témoigné toute leur satisfaction à mes dits S^{rs} de la Mennais Robert frères de leur zèle et de leur empressement à venir au secours de la province, et de leur désintéressement, ont chargé et chargent MM. les Députés et Procureur G^{al} Syndic qui iront à la cour de solliciter auprès de S. M. des lettres de noblesse pour M. de la Mennais Robert l'ainé, et de prier M. le comte de Montmorin de vouloir bien employer ses bon offices pour le succès de leurs sollicitations¹. »

Dès le lendemain, l'intendant écrivait à M. de Calonne la lettre que l'on va lire :

R[ennes], le 29 X^{bre} 1786.

« M. j'ai l'h^r de vous envoyer les trois bulletins des séances des États des 26, 27 et 28 de ce mois...

« Le Bulletin du 28 contient en faveur de M. de la Mennais négociant à Saint-Malo et mon subdélégué, une délibération qui me fait un grand plaisir. Les États informés par le maire de cette ville de tout ce que ce citoyen généreux a fait pour prévenir la disette ou plutôt la famine dont une partie de la province étoit menacée et des pertes considérables dans lesquelles il s'est con-

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, C 2703, p. 536.

stitué pour empêcher le renchérissement des grains et autres denrées, ont chargé leurs députés et p^r général syndic en cour de solliciter des lettres de noblesse pour ce négociant, et j'espère que M. le baron de Breteuil, à qui j'avois déjà fait part du zèle et du noble désintéressement de ce citoyen, voudra bien avoir égard à la demande que j'avois déjà faite en sa faveur, et que les États viennent de renouveler par acclamation ¹. »

Cette lettre était adressée à M. de Calonne; la lettre de l'intendant au baron de Breteuil en est, pour la première partie, l'exacte reproduction; la fin seule en diffère : « Vous sçavez, M., que je vous avois déjà parlé du zèle et du noble désintéressement de ce citoyen, et que *j'avois prévenu la demande des États en vous priant de lui faire obtenir des lettres de noblesse* que peu d'autres ont aussi bien méritées; *vous aviez même paru décidé à les accorder*. En conséq^{ce} je vous prie de vouloir bien les faire expédier avant la fin des États, afin que je puisse annoncer à l'assemblée que ses vœux à cet égard sont remplis ². »

La demande des États n'eut pas plus de succès que la première démarche de l'intendant de Bretagne. Le ministère continuait à faire la sourde oreille. Pour triompher de son obstination, M. de La

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, C 1799 (brouillon de lettre de l'intendant).

2. Inédit. *Ibid.*

Mennais, sur le conseil de Bertrand de Molleville, fit remettre à l'évêque de Dol un mémoire qu'il devoit présenter à l'assemblée des notables ; mais les circonstances ne s'y prêtèrent pas, comme en témoigne ce fragment d'une lettre de M. de La Mennais à l'intendant, le 9 juillet 1787 :

« M. l'Évêque de Dol m'a fait l'honneur de m'écrire que l'assemblée des Notables ayant fait des représentations sur la trop grande facilité qu'on a eu en accordant des lettres de noblesse, il n'avoit pas jugé l'instant convenable pour présenter mon Mémoire. C'est une obligation de plus que je lui ai. Si M. le comte de Montmorin vouloit s'intéresser pour moi, dire un mot en ma faveur, il me semble que la demande des États de Bretagne seroit accueillie. Oserois-je vous prier, Monseigneur, de lui rappeler la promesse qu'il a bien voulu me faire de m'accorder sa protection. Notre Évêque m'a fait entendre qu'il pourroit écrire un mot pour moi à M. de Brienne. Pensés-vous que cela fasse un bon effet ? Mais il faudroit savoir pour cela quel sera le moment de la demande. Si elle éprouve un refus, je vous assure que je serois bien mortifié. J'ai pensé dire humilié, mais on ne peut l'être quand on n'a fait que de belles et bonnes actions ¹. »

J'aime la chute : elle est d'un La Mennais. Le

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vitaine, C 2255.

secrétaire de l'intendant annexa la note suivante à cette lettre en la faisant passer à Bertrand de Molleville :

« Je ne sais ce que M. l'intendant veut répondre aux divers objets de cette lettre ; s'il pouvoit faire avoir à M. de La Mennais le Cordon noir, ce seroit un bon service. Il sera malheureux pour ce négociant que la recommandation des États soit venue trop tard ¹... »

Ce 18 Juillet 1787.

L'intendant répond par l'inscription marginale qui suit :

« On n'obtient le Cordon Noir qu'après avoir été annobli. Ainsi il faut d'abord obtenir des lettres de noblesse et il faut répondre sur cet article à M. de La Mennais que je ne perds pas l'espérance d'en obtenir pour lui ². »

C'est en ce sens que l'intendant répondit peu après à M. de La Mennais :

P[aris], le 28 Juillet 1787.

« J'ai reçu M. la lettre que vous m'avez écrite le 9 de ce mois ; il est malheureusement vrai que le gouvernement se propose de se rendre fort diffi-

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, C 2255.

2. Inédit. *Ibid.*

cile sur la concession des lettres de noblesse, mais vous savez que j'ai le plus grand désir de vous les procurer parce qu'elles vous sont dues plus qu'à personne. Aussi vous pouvez être assuré qu'aucune démarche ne sera épargnée pour vous les obtenir et je ne perds pas l'espérance du succès ¹... »

La demande de M. de La Mennais coïncidait fâcheusement en effet avec ce réveil des prétentions à la noblesse qui marqua les dernières années de l'ancien régime. De tous côtés l'on exhumaient les chartes, l'on faisait valoir d'antiques droits et naturellement l'ordre veillait avec jalousie pour empêcher l'entrée des familles bourgeoises dans ses rangs. Les ministres étaient donc mal disposés, l'affaire risquait de traîner indéfiniment si l'intervention directe du souverain ne lui donnait une solution. En attendant, la disette à laquelle il avait pourvu avec tant d'intelligence et de célérité avait fait place en Bretagne à l'abondance, et M. de La Mennais se trouvait empêché, par les règlements interdisant l'exportation, de se débarrasser des approvisionnements immenses de produits étrangers qui lui restaient en magasin. Cette situation fait l'objet d'une lettre qu'il adresse à l'intendant, le 4 mars 1788 :

« Monseigneur, vous savez que quand vous ces-

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, C 2255.

sâtes de faire distribuer des lins dans votre province, j'eus l'honneur de vous dire que j'en demanderois de nouveaux approvisionnements pour continuer de pourvoir aux besoins qui alors subsistoient encore. J'en ai fait passer pour mon compte à vos subdélégués de Saint-Brieuc, Lamballe et Montcontour. Il en reste encore chez ce dernier qu'il ne peut vendre à aucun prix.

« Il est de fait que les lins étrangers sont inférieurs en qualité à ceux de Bretagne et que notre dernière récolte a été fort abondante, d'où il résulte non seulement que le prix en a diminué, mais encore que l'on refuse absolument d'acheter ce qui me reste de lins étrangers. Je conviens qu'on a raison de ne pas vouloir l'employer, attendu que les toiles de Bretagne provenant de ces lins sont inférieures à celles fabriquées avec ceux de la province. Je n'ai d'autre ressource pour ne pas perdre une somme majeure que de faire sortir du royaume les lins étrangers qui me restent inventus depuis deux ans, et pour cela j'ai besoin de la permission de Mgr le Contrôleur général, la sortie de cette matière première étant prohibée.

« La quantité que j'ai en magasin à Saint-Malo, s'élève à trente deux milliers, dont dix sept mille font partie de la cargaison du navire l'*Amanlia* cap^{ne} Tornow de Konisberg, et quinze milliers du navire *Tolerentia*, capitaine Bartels de Riga. Je crois, monseigneur, qu'il est juste de m'accorder

la permission d'exporter cette quantité de lin dans un temps où la province n'a pas besoin, puisqu'il n'en peut résulter aucun inconvénient et qu'autrement je serois exposé à voir périr dans mes magasins cette marchandise, reste d'une bien plus forte partie que j'ai fait venir sans autre vue que d'être utile à la province et pour les vendre sans aucun bénéfice. Je vous demande en grâce, Monseigneur, de vouloir bien appuyer de votre recommandation auprès de Mgr le Contrôleur général le mémoire que je lui adresse et dont je prends la liberté de joindre icy copie.

« Je suis, etc...

« MENNAIS ROBERT fils¹. »

Saint-Malo, le 4 Mars 1788.

Aussitôt qu'il eut reçu cette lettre, l'intendant se hâta d'écrire au sous-secrétaire d'État :

P[aris], le 9 Mars 1788.

« M. le S^r Robert de la Menais négociant à Saint-Malo et mon subdélégué s'est toujours distingué par son zèle pour le bien public et c'est principalement à lui que plus de 20 mille familles ont été redevables de la subsistance en 1785. Lui seul

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, C 2255.

alimenta presque toutes les paroisses des évêchés de Saint-Malo et de Saint-Brieuc, tant par les approvisionnements de grains et de farines qu'il tira de la Hollande et de l'Angleterre que par l'immense quantité de lins qu'il fit venir du Nord et qui ranimèrent toutes les manufactures de toiles dans un temps où la disette nationale de cette denrée était extrême.

« Les États de Bretagne informés de ce qu'il avoit fait pour le bien public et des pertes volontaires qu'il avoit éprouvées pour empêcher l'augmentation des denrées ont chargé leurs députés en cour de solliciter en faveur de cet honnête et généreux citoyen des lettres de noblesse que personne ne mérita mieux que lui.

« J'espère que les sollicitations des États à cet égard ne seront pas infructueuses, mais en attendant j'ai une petite grâce à vous demander en sa faveur.

« Tous les lins qu'il avoit fait venir en 1785 n'ont pu être consommés. Il lui en reste 32 milliers et comme la récolte des lins a été des plus abondantes en 1787 dans cette province, et que ceux de Bretagne sont infiniment supérieurs à ceux du Nord, le Sr de la Menais ne trouve pas à se défaire pour quelque prix que ce soit des 32 milliers qui lui restent, de sorte qu'il n'a d'autre parti à prendre que de les réexporter à l'Étranger. En conséquence je vous prie de vouloir bien lui

accorder la permission nécessaire à ce sujet conformément au mémoire ci-joint.

« Je suis, etc. ¹... »

Il eût été difficile d'accueillir défavorablement une demande aussi justifiée ; l'autorisation fut donc accordée, et M. de La Mennais eut, pour une fois, la satisfaction de voir ses idées de libéralisme économique imposées par sa charité ; l'intendant reçut en effet la réponse suivante du ministère :

Paris, 28 avril 1788.

« J'ai reçu, Monsieur, avec la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le mémoire par lequel les sieurs Mennais Robert sollicitent la permission de réexporter trente deux milliers de lin dont il ne leur a pas été possible de se procurer le débouché en France.

« Les Règlements prohibent l'exportation des lins et l'intérêt de nos manufactures exige le maintien de cette prohibition. Cependant les circonstances où vous m'assurés que se trouvent les sieurs Mennais, me paroissent les rendre susceptibles d'une exception à la règle. Il est même juste qu'ayant fait venir les lins en question pour ranimer les manufactures dans un temps de disette, ils puissent tirer le meilleur parti possible d'un reste d'approvisionnement fait dans des vues

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, C 2255.

aussi louables. J'en ai permis en conséquence la réexportation à l'étranger.

« J'ai l'honneur d'être avec un parfait attachement, etc...

« Signé : LAMBERT ¹. »

Tous les efforts, toutes les démarches de M. de La Mennais paraissaient n'aboutir jusqu'ici qu'à obtenir ce qu'en stricte justice on lui devait rigoureusement. Combien, en présence des prétentions intransigeantes de la noblesse, et si peu respectueuses du véritable esprit de la constitution française, telle que des siècles l'avaient façonnée, devait se trouver exalté le libéralisme de ce Malouin si énergique, si intelligent, si digne en vérité d'entrer dans le corps qui le repoussait ! Comment n'aurait-il pas aspiré avec impatience à un autre ordre de choses ! Si nous comprenons que sur toute l'étendue du territoire, en cette même année 1788, des faits analogues à celui-ci éveillaient chez les meilleurs des Français les mêmes sentiments, nous comprendrons aussi l'exacte signification de cette révolte du tiers état contre les deux autres ordres, par laquelle s'ouvrira bientôt la Révolution française.

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, C 2255.

III

Enchaîné par la cour et par la noblesse, le ministère ne pouvait rien directement pour M. de La Mennais. Mais l'intervention personnelle du roi pouvait être invoquée par les ministres pour rendre justice au bienfaiteur de la Bretagne sans mécontenter la noblesse. C'est la voie qui fut adoptée. M. de La Mennais avait adressé un nouveau Mémoire au Conseil du Roi. L'affaire fut évoquée à Versailles, devant Louis XVI, qui mit à couvert son gouvernement en prenant de son propre mouvement la décision depuis si longtemps retardée. Le 12 mai 1788, par lettres patentes, le prince justifiait ainsi sa détermination :

« Louis, etc... Nous avons toujours, à l'exemple des rois nos prédécesseurs, regardé la prérogative de la noblesse comme la marque la plus précieuse de notre estime et la plus digne récompense que nous puissions accorder à ceux de nos sujets qui se montrent recommandables par des vues utiles, un zèle pur, actif, et toujours dirigé vers le bien public. De ce nombre est notre cher et bien-aimé Pierre-Louis Robert de la Mennais, négociant à Saint-Malo. Nous sommes informé qu'à l'exemple de son père et de ses aïeux, il s'est livré au commerce d'une manière d'autant plus utile que, par

les correspondances qu'il entretenait dans tout le Nord de l'Europe, il fournit au port de Saint-Malo une partie des matières nécessaires pour la construction et l'armement des navires. Depuis la paix dernière il a fait passer en Espagne et dans les colonies françaises pour plus de dix millions de toiles des manufactures de Bretagne, et il continue sans cesse et avec la même activité ses armements. En 1779, ayant reçu du gouvernement l'ordre de faire passer avec la plus grande diligence tous les effets d'artillerie et des hôpitaux qui avoient été assemblés à Saint-Malo pour l'armée commandée par M. le comte de Rochambeau, il remplit cette mission avec une telle activité que, dans huit jours, huit cents voitures furent expédiées et les effets rendus à leur destination. Pour récompenser le sieur de la Mennais de la peine et des soins qu'il s'étoit donnés à cette occasion, et de l'économie et du bon ordre qu'il avoit établis, il lui fut offert une gratification, mais il la refusa généreusement et demanda qu'elle fût distribuée aux habitants de la campagne qui avoient fourni les voitures et perdu beaucoup de chevaux.

« Lors de la disette qui affligea notre province de Bretagne en 1782, le territoire de Saint-Malo et celui de Dinan se trouvèrent tellement dépourvus que le prix du boisseau de froment fut porté jusqu'à douze livres. Le sieur de La Mennais, qui avoit prévu ce malheur, fit venir de chez l'étranger

quinze mille boisseaux de grains, et les fit vendre au marché huit livres le boisseau au lieu de dix qu'on lui offroit.

« En 1786, il donna des preuves d'un patriotisme plus rare encore. La mauvaise récolte de l'année précédente ayant occasionné une nouvelle disette, il fit venir d'abord d'Angleterre et de Hollande une quantité considérable de fourrages, qu'il fit vendre moins cher qu'ils ne lui avoient coûté; ensuite il procura à notre commissaire départi du lin et du chanvre pour en répandre dans la province entière au dessous du prix marchand. Enfin il tira également de l'étranger pour trois-millions de grains et de farines, à l'aide des quels il fut pourvu pendant huit mois à la subsistance de Saint-Malo et des environs à dix lieues à la ronde, toujours à un prix très inférieur au prix courant. Mais ce qui rend surtout le sieur de La Mennais recommandable à nos yeux, c'est sa modestie au dessus de tout éloge. Ceux de ses compatriotes qui ont participé aux secours qu'il s'est empressé de leur faire distribuer, ignoreroient encore qu'ils en sont redevables à ce généreux citoyen, si le sieur Bertrand, notre commissaire départi dans notre province de Bretagne, n'eût pas cru devoir proclamer cet acte sublime de patriotisme dont il avoit été à la fois le confident et l'admirateur. D'après le compte qui nous a été rendu de services aussi signalés, nous avons cru de notre justice d'en ré-

compenser le sieur de La Mennais par un témoignage public et éclatant de notre satisfaction. En conséquence, nous nous sommes déterminés à l'élever de notre propre mouvement à l'honneur de la noblesse. Indépendamment qu'il a dignement mérité cette distinction, nous sommes instruits que sa famille est ancienne et a contracté des alliances honorables ; ce sera, d'ailleurs, un motif d'émulation et d'encouragement pour ceux qui cherchent à suivre son exemple. A ces causes, etc... »

Le règlement d'armoiries fait par Antoine-Marie d'Hozier de Serigny, chevalier, juge d'armes de la noblesse de France, était parlant, et rappelait les titres qui avaient valu à M. de La Mennais cette distinction : « Un écu de sinople à un chevron d'or, accompagné au chef de deux épis de blé de même, et en pointe d'une ancre d'argent : le dit écu timbré d'un casque de profil orné de ses lambrequins d'or, de sinople et d'argent ¹. »

Dès le lendemain, l'intendant de Bretagne était informé de la nouvelle :

Versailles, le 13 Mai 1788.

« Monsieur, sur le rapport fait hier par M. le Baron de Breteuil, de la demande présentée au Conseil par M. de La Mennais, le Roi a voulu que

1. Cf. BLAIZE, *Œuvres inédites de F. Lamennais*, Introd., pp. 5-7.

la grâce fût accordée de son propre mouvement. Je m'empresse, Monsieur, de vous apprendre cet acte de justice et de sensibilité du souverain pour un citoyen aussi vertueux que M. de La Mennais. Vous y avez eu trop de part pour que vous n'en soyez pas le premier instruit. Si cette nouvelle vous flatte vous ne doutez pas du plaisir que j'ai à vous l'écrire et à vous renouveler l'hommage du respectueux attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être,

« Monsieur,

« Votre très humble et très obéissant serviteur.

« JURIEU. »

« M. l'Évêque de Saint-Malo, je lui ai fait part de la nouvelle que j'ai l'honneur de vous annoncer. Il sçavait que l'affaire devoit être rapportée, rien au fond. Il doit écrire par le courier à M. de La Mennais pour le féliciter ¹. »

On ne s'étonnera pas qu'en apprenant un événement si désiré par une lettre de Bertrand de Molleville, M. de La Mennais en ait éprouvé une joie très vive. Elle transparait dans sa réponse à l'intendant :

« Monseigneur, vous voulés bien m'apprendre l'obtention des lettres de noblesse en ma faveur au rapport de M. le baron de Breteuil et du propre

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, C 2255.

mouvement de sa Majesté. Combien cette grâce m'en devient plus flatteuse, combien elle m'est honorable ! C'est ce que je sens vivement, et ce que je ne puis pas plus vous exprimer que la reconnoissance particulière que je vous dois et qui ne sortira jamais de mon cœur ; soyez-en convaincu, Monseigneur, comme je l'ai toujours été de l'intérêt constant que vous m'avez témoigné.

« Je serois déjà parti pour vous en témoigner mes remerciements si ma santé me l'eût permis ; elle a bien souffert depuis un mois que je me suis vu au moment de perdre trois de mes enfants ; je n'en ai pas moins rendu les bons offices que vous me demandiez à MM. d'Ivry et Amabert, et j'ai eu la satisfaction d'avoir obtenu à cette occasion la bienveillance et l'estime de MM. du Régiment de Forest, avec qui je m'occupe encore en ce moment des suites de cette affaire.

« J'ignore, Monseigneur, si je dois remercier M. le Baron de Breteuil et faire aucune démarche actuelle. J'attendrois de votre bonté à connoître la convenance et le moment.

« Je suis avec le plus profond respect, Monseigneur,

« Votre très humble et très obéissant serviteur,

« MENNAIS ROBERT fils ¹. »

Saint-Malo, le 17^e May 1788.

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, C 2255.

La distinction que M. de La Mennais obtenait ainsi était d'autant plus flatteuse qu'elle lui était accordée à une époque où les prétentions de la noblesse la rendaient plus difficile à gagner et plus rare : toutes les difficultés qui avaient précédé devenaient à présent autant de raisons de s'enorgueillir du résultat qu'on venait d'atteindre. La joie de M. de La Mennais était donc bien naturelle. Mais la mort de Mme de La Mennais, survenue en 1787, la maladie grave de trois enfants, les plus jeunes sans doute, Félicité, Marie et Gratien, au mois d'avril précédent, attristaient l'heureux événement. Qui sait même si, en dépit de la satisfaction dont il témoignait, M. de La Mennais attachait maintenant le même prix à cette distinction que sa femme avait dû surtout désirer ? On s'expliqueroit ainsi les événements qui vont suivre et qui auront leur répercussion sur le sort de M. de La Mennais et de sa famille pendant la Révolution.

IV

Les lettres de noblesse de M. de La Mennais ne furent jamais enregistrées. Il est probable que si Mme de La Mennais eût vécu, elle se fût empressée d'obtenir de son mari qu'il fit les nouveaux sacrifices pécuniaires qu'exigeait cet enregistrement. Flatté sans doute de la distinction qu'on venait de

lui accorder, mais beaucoup moins pressé qu'elle ne l'eût été d'en jouir, M. de La Mennais se prêta très volontiers aux vues de l'intendant de Bretagne qui désirait lui faire obtenir l'exemption des droits du marc d'or que devait payer tout nouvel anobli.

Bertrand de Molleville trouvait avec raison injuste qu'une récompense accordée à la suite de sacrifices considérables spontanément consentis, entraînant encore des débours importants de la part de celui qui en était l'objet. Sans s'expliquer encore sur ses projets avec M. de La Mennais, il lui écrivit donc sur-le-champ :

Rennes, le 21 May 1788.

« Ne vous pressez pas, Monsieur, d'écrire à M. le B^{on} de Breteuil au sujet de vos lettres de noblesse, vous le remercirez quand elles seront expédiées, et je me charge en attendant de tout ce qui est relatif à cette expédition. Reposés vous sur moi de ce soin là. Je suis, etc..¹ »

Quelques jours après, l'intendant écrivait au sous-secrétaire d'État :

R[ennes], ce 21 Mai 1788.

« M. le S^r Robert de la Menais négociant et mon subdélégué à Saint-Malo, connu depuis longtemps en Bretagne par son zèle pour le bien public,

1. Inédit. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, C 2255.

ayant rendu en 1785 le service le plus signalé à cette province par des approvisionnements immenses de grains et de lins qu'il fit venir du Nord et qui procurèrent du pain et du travail à un nombre prodigieux d'habitants, vient d'obtenir sur la demande des États et mes pressantes sollicitations des lettres de noblesse qu'aucun citoyen ne mérita mieux que lui. Le Roi a même voulu que ces lettres fussent expédiées de son propre mouvement. Mais comme le S^r de la Menais a fait de grands sacrifices et s'est volontairement constitué dans des pertes considérables par la générosité qu'il a eue de distribuer fort au dessous du prix coutant les diverses denrées dont il approvisionna la province, il me reste à vous demander une grâce en sa faveur, c'est que vous vouliez bien proposer à Sa Majesté de lui faire remise des droits de Marc d'or qui doivent être acquittés par ceux qui obtiennent des lettres de noblesse.

« Le S^r de la Menais, M., dont je ne saurois assez exalter les sentimens et les services, ignore la demande que je vous fais, et l'intérêt que j'y mets est si grand que s'il n'est pas possible d'obtenir la remise que je sollicite, je suis disposé à payer de ma poche le montant des droits en question et en conséquence je vous prieroi très instamment de vouloir bien me marquer à quoi ces droits doivent monter et de trouver bon que je lui

annonce l'expédition gratuite de ses lettres de noblesse.

« Je suis, etc...¹. »

Les embarras financiers dans lesquels se débattait le régime ne devaient pas disposer le contrôleur général à accorder l'autorisation demandée. Il fit opposer à celle-ci une fin de non-recevoir absolue. Voici la réponse que reçut l'intendant :

A Paris, le 4 Juin 1788.

« J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 21 du mois dernier par la quelle vous demandez la remise du droit du marc d'or dû pour les lettres de noblesse accordées au Sr de la Mennais, négociant et votre subdélégué à Saint-Malo, sur la demande des États de Bretagne et d'après vos pressantes sollicitations en considération du service signalé qu'il a rendu à la province par les approvisionnements immenses de grains et de lins qu'il a fait venir du Nord en 1785 pour procurer du pain et du travail à un nombre prodigieux d'habitants.

« La grace que vous demandez, Monsieur, en faveur du Sr de la Mennais, ne peut être accordée, le Roi ayant ordonné qu'il n'en pourroit être fait aucune sur les droits du marc d'or. Si les services rendus par le sieur de la Mennais doivent lui pro-

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, C 2255.

curer indépendamment de la faveur, une récompense pécuniaire, ce seroit par voye directe de gratification qu'elle devoit être accordée, et aux États à y pourvoir pour les services qu'il a rendus à la Province.

« J'ai l'honneur d'être, avec un sincère attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

« LAMBERT¹. »

Était-ce bien aux États à pourvoir à la gratification demandée ? L'intendant, qui ne voulait pas se payer d'une pareille défaite, ne le pensait en aucune façon. C'est à son instigation, d'après ses encouragements — et non sur la demande des États — que M. de La Mennais avait pris les mesures dont ses lettres de noblesse étaient la juste récompense ; c'était donc aux ministres, et nullement aux États, à prendre une décision que la délicatesse à son égard commandait. Aussi le subdélégué général ayant inscrit sur la lettre qu'on vient de lire, en la faisant passer à Bertrand de Molleville : « Je ne sais ce qu'il faut faire d'après cette lettre », — l'intendant lui répondit par cette indication :

« Prier M. le controlleur général de se faire représenter ma lettre. Il y verra que c'est à mon

1. Inédit. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, C 2255.

invitation et non à celle des États que M. de la Mennais a approvisionné une partie de la province, et a économisé des dépenses considérables que j'étois autorisé à faire pour y pourvoir ¹. »

Ce que désirait l'intendant ne devait pas s'obtenir sans difficulté; la situation plus que précaire des finances publiques devait rendre le secrétaire d'État particulièrement intransigeant sur un tel chapitre. Les négociations entamées à ce sujet par Bertrand de Molleville n'étaient pas encore terminées lorsque la Révolution éclata. Les lettres de noblesse de M. de La Mennais n'avaient pas été enregistrées à la Cour des Comptes de Nantes, où elles auraient dû l'être² : les événements qui survinrent se chargèrent d'empêcher qu'elles le fussent jamais.

1. Inédit. *Arch. comm. d'Ille-et-Vilaine*, C 2255.

2. Cf. *Arch. municip. de Saint-Malo*, LL 33, p. 138.

CHAPITRE VI

MADAME DE LA MENNAIS D'APRÈS LA PARAPHRASE INÉDITE DU « DE PROFUNDIS »

I. Le sens littéraire. — II. Son caractère. — III. Son mal.

I

Mme de La Mennais, qui sans doute avait encouragé ces démarches et cette ambition, n'en avait pas connu les effets. Elle était morte l'année précédente, en 1787¹. C'est maintenant qu'il faut la saisir, à la veille de sa mort, à l'heure où les rêves qu'elle avait pu former prenaient corps, deux ans avant la Révolution française, cinq ans après la naissance de Félicité de La Mennais.

Fille de Pierre Lorin, sieur de la Brousse, conseiller du roi, sénéchal, premier juge, magistrat

1. BLAIZE, *Œuvres inédites de F. Lamennais*, t. I, Introd., p. 4.

civil, criminel et de police de la juridiction de Saint-Malo¹, dont nous avons esquissé le portrait dans les fonctions de subdélégué qu'il a quelque temps exercées, Gratiennne-Jeanne Lorin avait épousé Pierre-Louis Robert de La Mennais le même jour où sa sœur, Félicité Lorin, épousait Denys-François des Saudrais. Leur mère, née Bertranne Roce, était d'origine irlandaise².

Gratiennne Lorin avait reçu une instruction solide ; elle avait beaucoup lu, et, détail à noter — car nous retrouverons cette habitude chez ses fils — la plume à la main. De ces lectures elle avait recueilli ce qui pouvait être utile à ses enfants et tracé à leur intention un plan d'éducation³. Félicité de La Mennais, qui la perdit quand il n'avait encore que cinq ans, ne conservait d'elle plus tard que deux souvenirs : il la revoyait récitant son chapelet, ou jouant du violon⁴. Par voie d'hérédité, cependant, il n'est pas douteux qu'il n'ait beaucoup reçu d'elle.

Si les qualités solides, sérieuses, mais un peu lourdes sont le fait de M. de La Mennais, la flamme d'imagination et de sentiment, le goût enthousiaste du beau, la passion religieuse aimant à s'exprimer en images frappantes, cette fleur d'esprit,

1. BLAIZE, *Œuvres inédites de Lamennais*, t. I, Introd., p. 3.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, p. 4.

4. *Ibid.*

de goût et de piété dont on retrouvera le parfum chez Félicité de La Mennais, appartient en propre à sa mère, et c'est pour avoir germé chez elle qu'elle s'est épanouie chez ses fils.

Ceux-ci avaient conservé, et j'ai retrouvé dans les papiers de Jean-Marie de La Mennais un petit écrit, *Paraphrase du De Profundis*¹, entièrement rédigé de sa main ; outre la note de Jean-Marie jointe à ce précieux document, et qui affirme qu'il est l'œuvre de Mme de La Mennais, nous avons, pour nous confirmer définitivement dans cette opinion, l'une des deux rédactions manuscrites de la main de Mme de La Mennais : c'est un brouillon couvert de ratures.

Mieux que tous les développements, les extraits de cet écrit que je vais citer nous feront connaître l'esprit et le caractère de la mère de Félicité.

Paraphrase du psaume CXXIX.

« *De profundis clamavi ad te Domine : Domine exaudi vocem meam.*

1. L'abbé Laveille, qui a le premier signalé l'existence de cet opuscule, dans son ouvrage sur *J.-M. de La Mennais*, t. I, p. 5 mentionne aussi comme de Mme de La Mennais un commentaire du *Magnificat*. Examen fait du manuscrit de ce dernier écrit, très inférieur à l'autre, il est impossible de l'attribuer à Mme de La Mennais. On sait qu'elle était morte en 1787 ; à défaut de l'écriture, qui n'est pas la sienne, du style, où on ne la retrouve pas, la ligne suivante est décisive : « Peuple français, lit-on dans ce manuscrit, ah ! ne cessez de la louer (la miséricorde divine), vous qui avez craint de perdre la foi dans notre malheureuse et trop désastreuse Révolution. »

« Seigneur je crie vers vous du fond des abîmes, Seigneur écoutez ma voix.

« Plongée dans la douleur la plus amère en envisageant les crimes que j'ai commis, j'élève mes cris vers vous, Seigneur, et n'osant réclamer votre justice, j'implore votre miséricorde. C'est d'elle, ô mon Dieu, que j'attends mon pardon, c'est elle qui me fait vous dire : Seigneur, écoutez ma voix, car je connais mon indignité et combien mes péchés m'ont éloignée de vous ; de vous que je devais aimer par dessus toutes choses et que j'ai voulu oublier.

« L'habitude du péché a jeté un voile sur mes yeux, et je n'ai point cherché à le pénétrer. La bonté, la grandeur, la puissance de mon Dieu ne m'ont plus frappée ; j'ai perdu de vue ses divines perfections et me suis livrée à mes penchants criminels.

« J'ai vécu sans penser que sa justice ne pouvait laisser le crime impuni, ou plutôt mon aveuglement a été tel qu'à peine ai-je songé que ce Dieu des miséricordes existait, et qu'il existerait encore pendant toute une éternité. Cependant, Seigneur, le temps de vos vengeances approchait, votre tendresse pour une pécheresse en retardait seule l'effet, elle balançait votre justice divine, et tandis que votre bras levé pour me frapper chancelait encore, un regard vers vous aurait peut-être paré le coup mortel ; mais j'ai poussé l'endurcissement au comble, en négligeant les grâces que vous vou-

liez bien m'offrir, à moi qui les avais tant négligées, à moi qui aurais dû chercher à les mériter au prix de tous les avantages du monde, au prix de mon sang et même de ma vie.

« Ah ! Seigneur, que serait l'homme sans vous ? Qu'est-il sans votre grâce ? Uniquement guidé par les sens, il s'abandonne à ses passions, elles l'aveuglent, elles l'endurcissent et le dégradent enfin de la supériorité que vous lui aviez donnée sur tous les êtres créés. Cette puissance intellectuelle qui l'élève si fort au dessus de lui-même est avilie, la raison se perd et l'homme ne retrouvant en lui que l'homme même est réduit au rang des animaux. C'est cependant dans cet état où l'a mis son péché que vous vous plaisez quelquefois à faire éclater vos miséricordes ; vous dissipez les ombres qui l'entourent, il reconnaît ses fautes, les déteste et en est d'autant plus affligé qu'il ne cherche plus à se dissimuler ni vos bontés ni son ingratitude. Les rayons de votre grâce l'éclairent, le guident et l'engagent à marcher avec assurance dans la route que vous avez daigné tracer vous-même au pécheur pénitent ; alors il vous aperçoit, l'éclat dont vous êtes revêtu le frappe et l'étonne ; il craint, il hésite encore à s'approcher, mais votre clémence l'enhardit et lui donne cette confiance dans laquelle il vous dit : Seigneur, écoutez-moi ¹. »

1. Inédit. *Arch. des frères.*

Je prie qu'on remarque ici les dons précieux qui se révèlent : à côté de l'éloquence naturelle qui, d'un sentiment fort, fait jaillir abondamment la pensée frémissante, un sens littéraire très délicat, très finement aiguisé, met en œuvre une riche matière : exact sentiment de la valeur des termes, et de tout ce qu'ils gagnent à certains rapprochements, harmonie facile et rythme très heureux de la phrase, ces qualités un jour revivront chez Félicité. Qu'on me permette de citer encore le commentaire du second verset, où s'accroît davantage le caractère dramatique propre à l'imagination dont Mme de La Mennais a reçu l'incontestable don :

« *Fiant aures tuæ intendentes, in vocem deprecationis meæ.*

« Rendez s'il vous plaît vos oreilles attentives à ma prière.

« Vous me voyez, ô Seigneur, anéantie et confondue à la vue de mes crimes, vous conjurer de ne pas rejeter mes larmes, et d'avoir égard à ma prière. Dégagée des préjugés d'un monde séducteur, rendue à moi-même, je sens, mon Dieu, que je ne dois être qu'à vous et ne veux plus qu'un autre objet m'occupe. Vous êtes le seul bien où je veux aspirer et le seul où j'aspire. Lorsque votre vérité éclaire, qui pourrait s'éloigner de vous ? Malgré mes infidélités et ma bassesse j'ose

élever mes regards jusqu'à vous contempler, Seigneur, au milieu de votre céleste cour. Je vous vois dans ce haut point de gloire qui vous environne, répandre d'une main bienfaisante vos dons sur vos élus, les combler d'une joie et d'une paix parfaites et leur promettre un bonheur éternel. Ils vous aiment aussi d'un immuable amour, d'un amour ardent qui les transporte, d'un amour tendre qui les ravit. Ce spectacle excite et mes regrets et mes désirs; je me dis sans cesse à moi-même : ne pourrai-je donc jouir sitôt de cette félicité ? Ah ! que me sont à présent les joies et les satisfactions du siècle ? qu'elles sont vaines et puériles ! Lorsqu'on connaît celles que notre Dieu nous prépare, comment pourrait-on s'y attacher ¹ ? »

A l'émotion plus vive, au ton intime et plus pénétré, l'on sent approcher ici l'instant de la confiance, de la confession. Que sera-t-elle dans une nature si riche, et qui, si impatiemment, aspire à la félicité des élus, à ce que son fils appellera plus tard, lorsqu'il tendra, lui aussi, ses bras vers la cité céleste, « la félicité des enfants de Dieu » ?

1. Inédit. *Arch. des frères.*

II

« Mais, continue Mme de La Mennais, la petitesse de l'esprit humain ne peut pénétrer les secrets de votre providence divine, ou plutôt sa légèreté ne lui donne pas le temps de méditer la récompense que vous avez promise aux justes; occupé du présent, rarement l'avenir le touche; les projets du jour, les spéculations d'une année remplissent le vide de son imagination, l'éternité lui paraît un songe, et s'il y pense quelquefois, c'est une ombre qui s'évanouit à l'instant même qui la fait naître, c'est une figure tracée sur le sable que le moindre vent efface aussitôt. Mais, mon Sauveur, vous ne considérez point la faiblesse de vos serviteurs, lorsqu'ils reconnaissent leur indignité, vous les recevez, vous leur faites espérer de trouver grâce devant vous et daignez écouter leurs gémissements et leurs larmes. Dans cette confiance, ô Seigneur ! je me flatte d'obtenir de votre miséricorde la rémission de mes péchés et la possession du bonheur éternel où j'aspire¹. »

Déjà dans ce commentaire, mais surtout dans le commentaire du verset suivant, Mme de La Mennais nous ouvre, semble-t-il, le livre de son

1. Inédit. *Arch. des frères.*

cœur. Aux reproches qu'elle s'adresse sous forme voilée, nous la devinerons peut-être. Si elle se dit « dégagée des préjugés d'un monde séducteur », et rejette « à présent les joies et les satisfactions du siècle » comme « vaines et puériles », n'est-ce pas qu'elle avait aimé, trop aimé les plaisirs permis du monde ? Voici maintenant le goût des richesses et l'amour du luxe, le désir des honneurs, qui en sont inséparables : n'a-t-elle pas désiré la noblesse et la situation privilégiée qu'elle entraîne ? Voici les emportements et les inimitiés passionnées, et cette autre passion plus tendre, mais dont une nature scrupuleuse et fine se reproche les abandons les plus doux et les mieux permis : « Il semble, s'écrie-t-elle, qu'un retour à l'Auteur de la nature suffise pour pallier les péchés de son serviteur, et que dès qu'il les reconnaît ils lui doivent être remis. Mais, ô divin Sauveur, si vous les examiniez avec la sévérité d'un juge irrité, si vous sondiez rigoureusement les replis de ce cœur qui prétend n'être plus qu'à vous, quelle miséricorde pourrait-il espérer ? Car vous y verriez tout au moins encore les traces de ces haines dissimulées et toujours funestes à ceux qu'il leur a plu de choisir pour victime, les restes de cette cupidité insatiable à qui l'on a sacrifié la réputation du prochain, son honneur, peut-être même sa vie et cela pour s'approprier un bien qui ne nous appartenait pas et dont nous ne pouvions

jouir sans crime et sans remors. Vous y verriez encore cette faim insatiable des honneurs que l'on n'a songé qu'à satisfaire sans réfléchir si les voies par lesquelles on y pouvait parvenir étaient licites ou criminelles. Ces passions honteuses assouvies dont la seule pensée eût dû nous faire frémir et qui par le plus fatal aveuglement, la plus fatale présomption ne nous ont paru que l'ombre du crime et souvent même un plaisir permis. Quel comble d'horreur ; quel brasier, quel flambeau pour allumer votre colère et comment une créature aussi misérable peut-elle recourir à vous, Seigneur, et se présenter devant Votre Majesté divine¹ ? »

Il y aurait de la déclamation dans ces emportements contre la nature corrompue si, ne l'oublions pas, nous n'étions dans un diocèse où le jansénisme a eu de fervents adeptes. Il semble qu'un reflet de ses sombres couleurs se joue dans l'imagination de Mme de La Mennais, quand elle écrit les lignes qui suivent ; parlant de l'âme qui comparait devant son juge, elle dit :

« Si vous examiniez ses péchés, elle ne pourrait subsister devant vous, elle se verrait obligée de se cacher de votre présence, et dans le désespoir où la jetterait cette cruelle rigueur de votre justice malheureusement trop méritée, elle dirait à ce vaste Océan ouvrage de vos mains : O mer

1. Inédit. Arch. des frères.

qui me représente la grandeur et la justice de ton auteur que j'ai méprisé, rapproche tes bornes, romps les digues qu'Il t'a opposées, viens à moi, viens que je me précipite au milieu de tes flots, leur agitation l'emportera sur les vains efforts de la nature qui veut toujours fuir le danger, et le vent secondant leur violence m'aura bientôt brisée contre les rochers... Ou m'adressant à la terre : fatal séjour, lui dirai-je, où l'éternel m'a fait naître et où j'aurais dû sans cesse le bénir puisque j'ai été assez ingrate pour l'offenser sans relâche et attirer sur moi les rigueurs de sa justice que je ne puis désormais fléchir, ouvre-toi sous mes pas afin de m'engloutir, j'entraînerai dans tes abîmes et ces remords qui ne peuvent plus toucher mon Dieu, et ce corps dont j'ai horreur et ces crimes qui m'ont perdu pour jamais¹. »

Comment douterions-nous, après avoir lu ces lignes, qui paraissent une première épreuve un peu poussée, mais si ressemblante, de telle page éloquente et imagée de l'*Essai sur l'Indifférence*, que Mme de La Mennais n'ait transmis à Félicité de La Mennais, son fils, avec l'imagination forte, le génie qui sait la produire ?

1. Inédit. Arch. des frères.

III

A ces peintures farouches et heurtées s'opposent sous sa plume — comme plus tard sous celle de son fils — des images riantes et des tableaux d'une ravissante fraîcheur. Commentant le quatrième verset : *Mais vous usez de clémence, Seigneur, et à cause de votre loi, vous nous attendez*, — elle rappelle la miséricorde divine, qui est immense, et la confiance qu'on peut avoir en la souveraine bonté du Père commun de tous les mortels : « Quelle source de consolation et de grâces tout ensemble ! Votre loi, Seigneur, est semblable à une fontaine dont les eaux continuellement jailissantes arrosent et fertilisent une campagne aride qui, sans ce secours, n'aurait rien produit que des fruits amers et inutiles. C'est là où l'on trouve le remède aux maux qui affligent notre âme, c'est là, mon Dieu, où vous donnez les moyens d'opérer notre salut. Loi sainte, loi admirable, émanant de la divinité même comme le sceau et le gage de l'amour de notre Dieu pour nous, combien ne dois-je pas vous aimer et vous adorer ¹ ? »

On sent pourtant sa plume et son génie moins

1. Inédit. Arch. des frères.

à l'aise dans ces évocations aimables que dans les sauvages tableaux auxquels, nous l'avons vu, elle se complaisait tout à l'heure. Peut-être est-ce faute du don qu'elle réclame un peu plus bas : « Faites, ô Dieu de bonté... faites-moi éprouver quelques traits de cet amour dont vous pénétrez les âmes de vos plus fidèles serviteurs; avec ce secours je ne redouterai plus ma faiblesse, je n'appréhenderai plus de me distraire de votre sainte présence; tout me portera vers vous et rien ne sera capable de me faire oublier votre loi, vos bienfaits et votre présence ¹. »

Je crains que ce don d'amour, cette aisance et cette joyeuse facilité dans la foi ne lui manquent. Voyez plutôt comment elle entend le commentaire du verset : *Mon âme s'est attendrie à votre parole, mon âme a mis sa confiance dans le Seigneur*. D'autres y auraient vu prétexte à décrire les ravissantes douceurs de l'invasion de Dieu dans les âmes; ce n'est pas ainsi qu'elle l'entend :

« Le nuage qui couvrait mes yeux n'a pas été aussitôt dissipé que j'ai connu toute l'horreur de l'état d'une âme qui s'est éloignée de son Créateur. J'ai vu l'abîme entr'ouvert sous mes pas, et je touchais au moment de m'y précipiter lorsque frémissant et détournant la vue j'ai cherché du secours dans les bras du Seigneur. Après tant de

1. Inédit. Arch. des frères

crimes, ne semblait-il pas que je n'eusse dû recourir qu'à mon désespoir, et ne devais-je point penser qu'en retournant à vous, mon Sauveur, c'était une témérité qui pouvait encore aggraver l'énormité de mes fautes. Mais cette idée ne m'a point frappée, je me suis adressée à vous avec confiance et n'ai songé qu'à apaiser votre colère sans redouter votre justice; j'ai osé espérer que mon Dieu se rendrait sensible à mes larmes, mon âme s'est attendrie à sa parole, c'est cette divine parole qui m'a soutenue dans l'accablement où me jetait la vue de mes crimes; elle s'est présentée à mon esprit dans le moment où je ne pouvais me flatter de trouver grâce devant vous; elle m'a inspiré non point un sentiment de crainte qui absorbe en moi tous ceux que mon âme humiliée devant votre face pourrait encore former, mais une confiance tendre et respectueuse, une espérance ferme qui du centre même de mon affliction m'a portée à recourir à vous, m'a appris à vous connaître, m'a inspiré l'amour le plus véhément et le plus tendre ¹. »

N'allez pas croire qu'elle s'attache maintenant à faire sentir les douceurs de cet amour; mais plutôt, remarquez comme, après deux lignes à peine, le développement tourne d'une manière brusque, pour ramener l'attention sur le « crimi-

1. Inédit. *Arch. des frères.*

nel » passé dont elle emporte le remords jusque dans les joies qu'elle espère :

« O mon cher Sauveur, comment ai-je pu vivre sans vous aimer ? O mon âme, quel a été jusqu'ici ton aveuglement ? tu ne dois cesser de le déplore. Quoi, pour des plaisirs passagers et toujours trompeurs, pour le vain simulacre d'un bonheur qui fuyoit devant toi et dont à peine tu aurois pu jouir quelques instants, tu as oublié ton Dieu ! Tu ne connoissois pas, il est vrai, de quelle paix et de quelle douceur jouissent les âmes qui lui sont fidèles, mais si du milieu des séduisantes illusions qui te charmoient tu avois pu écouter sa voix qui te disoit d'être convertie, les rayons de la grâce eussent bientôt percé le nuage qui t'environnoit ; tu aurois connu aussitôt les adorables perfections de ton Créateur, tu n'eusses plus voulu t'occuper qu'à les admirer, tu l'aurois aimé sans cesse. Ce va être désormais, mon Dieu, le seul sentiment qui me soit cher. La crainte de retomber dans l'état affreux dont il vous a plu de me faire sortir sera toujours présente à mon esprit ; je ne cesserai de m'occuper des bontés dont vous avez comblé une pécheresse qui les avoit si peu méritées, ma reconnaissance égalera l'amour dont je sens mon cœur pénétré et si vous voulez bien m'aider dans les résolutions que j'ai prises je ne serai qu'à vous ; tout autre objet ne pourra me séduire et je ne m'attacherai qu'à plaire à celui qui

m'ayant donné la vie doit en occuper tous les instans ¹. »

On sent aisément combien l'imagination est courte quand il s'agit d'évoquer la bonté du Dieu qui pardonne et les délices de l'âme qui se plaît à se perdre en lui : la crainte du passé, l'état affreux dont la grâce divine l'a retirée, obsèdent toujours son âme inquiète. Les plus tendres effusions de ce cœur plutôt craintif que doucement abandonné entre les mains du divin Maître se rencontrent dans la paraphrase du verset :

Qu'Israël espère au Seigneur depuis le commencement du jour jusqu'au soir.

Mais que l'haleine encore y est courte, et que de fois les souvenirs littéraires — emprunts à Pascal, à Corneille — viennent aider l'imagination languissante ! Qu'on en juge :

« Après avoir éprouvé les traits de votre miséricorde, qu'il seroit difficile, ô mon Seigneur, de ne pas espérer en vous ! Je l'éprouve à tous les instans et voudrois le dire sans cesse pour en convaincre tout l'univers. La confiance que vous nous inspirez porte bientôt à l'amour, mais à un amour vif et ardent qui veut s'exhaler au dehors ; il ne peut se renfermer en nous-mêmes et nous voulons qu'il embrase toutes les créatures du feu qui nous

1. Inédit. Arch. des frères.

consume. C'est que de là naît le zèle du Seigneur et ce désir de voir tous les peuples soumis à sa puissance, célébrer la grandeur de son nom, et lui rendre par un culte religieux les hommages dus à la divinité ¹. »

J'avoue que tout ce développement me semble assez conventionnel et froid. Ce qui suit ne sort guère de la même ligne un peu terne et sans horizon vivant :

« C'est lorsqu'on est pénétré de ces sentiments que l'on ne veut cesser de chanter ses louanges, et c'est dans ces moments de prédilection et de grâce que l'on répéteroit sans cesse et toujours avec une nouvelle ardeur : *Qu'Israël espère au Seigneur depuis le commencement du jour jusqu'au soir !* Que toute la terre, que toutes les nations espèrent en lui, il est la ressource des pécheurs, le consolateur des affligés, le Dieu de miséricorde, il est le centre de tous les biens, hors de lui résident tous les maux. Si nous voulons nous distraire de sa sainte présence, nous ne trouvons que vide, qu'illusions et qu'erreurs. Retournons-nous vers lui, il nous reçoit, nous éclaire et nous guide dans les voies de l'Éternité ². »

La suite est un souvenir de Pascal, dans ses pages fameuses sur le *Divertissement* : « Les âmes qui ne connoissent que vous, ô mon divin Sauveur,

1. Inédit. Arch. des frères.

2. Inédit. *Ibid.*

jouissent du seul bonheur réel et véritable ; il n'est point sujet à ces vicissitudes qui se rencontrent dans le monde lorsque, tout occupés de ses maximes, nous voulons nous y former un bonheur idéal et qui ne peut remplir notre cœur parce ce que nous ne vous y trouvons point. Aussi est-ce en vous seul, mon cher Sauveur, que je veux désormais exister ¹. »

Voici maintenant une réminiscence des stances de Polyeucte : « O séduisantes erreurs, illusions frivoles, maximes trompeuses, préjugés dangereux, éloignez-vous de moi ; vous ne charmerez plus mon esprit par vos agréments enchanteurs, vous n'occuperez plus mon cœur par vos flatteuses séductions ; mes yeux se sont ouverts ²... »

Ces souvenirs littéraires montrent assez que l'inspiration originale, ici tout au moins, fait défaut. La fin de ce paragraphe ne manque pourtant ni d'élan, ni de grandeur : « J'ai connu l'auteur de mon être, j'ai vu ses perfections, j'ai éprouvé sa bonté, il mérite tout mon amour, et je mets tout mon bonheur à l'aimer ; je ne veux plus avoir d'autres occupations que de parler de sa grandeur, je la célébrerai devant toutes les nations, je leur inspirerai le zèle qui m'anime et leurs voix se réunissant à la mienne nous publierons ensemble la Majesté du Dieu que nous adorons et nous

1. Inédit. *Arch. des frères.*

2. Inédit. *Ibid.*

annoncerons à l'univers entier qu'il doit espérer en lui depuis le commencement du jour jusqu'au soir, depuis le temps jusqu'à l'éternité¹. »

Le mal de cette femme d'une sensibilité si délicate et si heureusement douée, elle le confesse elle-même, un peu plus loin, en paraphrasant le dernier verset : *Car le Seigneur est plein de miséricorde, et la Rédemption que nous trouvons en lui est très abondante.* « Mes désirs les plus ardents, dit-elle, sont de consacrer tous les momens de ma vie à célébrer votre nom... Mais qui peut le faire dignement ? Sera-ce une pécheresse accablée du poids de ses iniquités ! Elle est justifiée, il est vrai, ô mon Sauveur, puisque vous les lui avez pardonnés, cependant *sa timide voix n'ose encore se faire entendre ni porter aux pieds de votre thrône les hommages de son amour ; elle sent vivement toute l'ingratitude dont elle a payé vos bienfaits. Cette image présente à son esprit de la manière la plus sensible est un frein qui la retient et l'empêche de donner un libre essor aux sentiments de tendresse, de reconnaissance et d'admiration dont son cœur est pénétré pour le Dieu qu'elle adore*². » Cette sécheresse intérieure dont Mme de La Mennais connaît les angoisses, et dont l'écrit que nous examinons porte les traces évidentes, a son principe dans un sentiment trop vif de son indignité ; il

1. Inédit. Arch. des frères.

2. Inédit. Ibid.

semble que le *Domine non sum dignus* soit fait pour elle, pour elle seule. Encore une fois le tempérament janséniste n'est point étranger à cet état d'âme douloureux qu'elle transmettra, nous le verrons, au malheureux Félicité, et qui jouera, dans sa destinée, un rôle si considérable : « En vain l'envisage-t-elle ce Dieu de bonté lui présenter une main secourable et daigner, par un effet de sa clémence la rappeler à lui, lui promettre la rémission de ses fautes qu'elle n'eût osé espérer après vingt années de la plus austère pénitence, lui dire comme à la pécheresse de l'Évangile : Allez, tous vos péchés vous sont remis. *En vain sent-elle le prix de toutes les grâces dont il veut bien la combler, en vain veut-elle en jouir, une importune pensée vient sans cesse la priver d'une si douce joie en lui peignant d'un seul trait sa vie criminelle.* Quoi, lui fait-elle se dire à elle-même, quoi, âme infidèle, tu offres à ton Dieu les adorations de ton cœur, peux-tu croire que ce lui soit un hommage précieux après tous ceux que tu lui devois et que tu as refusé de lui rendre. Est-ce ainsi qu'en a usé envers toi ce Dieu de miséricorde ? Non content de souffrir les plus indignes traitements de la part d'un peuple incrédule et furieux, il s'est encore livré à la mort pour te sauver, et à la mort la plus cruelle ! Rappelle toi ses bienfaits, vois si tu les as reconnus. Non, non, jamais tu n'y as songé. Esclave du monde et de ses erreurs qui ont été

pour toi le serpent de la séduction, tu n'as cherché que le moyen de te distraire d'un objet qui eût dû être celui de tes soins; sa voix s'est fait inutilement entendre, celle du démon l'a étouffée, elle a triomphé de ton Dieu. »

Craintes excessives, assurément, scrupules qui tendent à nous ramener sous la loi de terreur, et qui, contraignant l'âme, l'empêchent de vivre la loi d'amour. « Que ces réflexions sont désolantes, ô mon Dieu, pour un cœur qui ne veut être qu'à vous, et qui sent vivement l'ingratitude de n'y avoir pas été toujours ¹. » Le trop vif sentiment de la misère humaine est l'obstacle aux abandons confiants, aux espérances heureuses qui, par la voie de la rédemption conduisent l'âme au divin bercail. Sans doute, il est sensible que Mme de La Mennais en triomphe à la fin, que les sources abondantes des pieuses tendresses ne sont point taries chez elle : « Quoi, s'écrie-t-elle en terminant, quoi, un Dieu mourir pour la créature, un Dieu souffrir pour lui remettre ses péchés ! Ah ! ce mystère d'amour surpasse nos esprits. En vain voudrions-nous en sonder la profondeur ! Adorons sa Providence, appliquons-nous à lui rendre s'il est possible amour pour amour ². » *S'il est possible*, notez bien la réserve; elle signifie plus encore que l'humilité d'un cœur qui sent trop qu'il n'at-

1. Inédit. *Arch. des frères.*

2. Inédit. *Ibid.*

teindra jamais à l'amour infini du Sauveur pour la créature coupable : « Que tous mes jours, ô Dieu de bonté, soient consacrés à vous aimer, que toutes les choses de la terre me portent vers vous, que je n'existe qu'en vous ; seul vous avez donné votre vie pour racheter mes péchés, serait-ce donc trop de vous consacrer la mienne ? Ah ! de tous les sacrifices que je pourrais faire à mon divin Rédempteur, y en a-t-il quelqu'un qui puisse égaler ceux qu'il a faits pour moi ¹?... »

Voilà ce que l'amour divin inspire à Mme de La Mennais : il est permis de trouver que c'est peu. Le dirai-je ? dans toute cette paraphrase du *De Profundis* je sens de l'imagination, de la flamme, du scrupule, de la passion même, je n'y vois rien qui ressemble aux ardeurs mystiques, aux pieuses extases qui ravissent dans leurs ineffables douceurs les plus délicates des âmes. C'est une tendresse humaine en même temps qu'une piété plus scrupuleuse encore que raisonnable, une imagination forte et qui se plaît aux sombres images, que Mme de La Mennais ajoutera comme contribution aux qualités d'intelligence, de hardiesse et d'audace, de débordante activité, d'esprit organisateur, calculateur même, et très positif à la fois jusque dans le dévouement pour les autres, qui caractérise si évidemment la famille dans laquelle

1. Inédit. Arch. des frères.

le mariage l'a fait entrer. On peut rêver d'une mère des La Mennais chez laquelle l'amour humain eût, un jour, trouvé à se fondre en divines et mystiques effusions : la destinée d'un de ses fils eût sans doute été différente; et ce n'est qu'un rêve.

CHAPITRE VII

LA FAMILLE DE LA MENNAIS PENDANT LA RÉVOLUTION ROBERT DES SAUDRAIS OFFICIER MUNICIPAL

- I. Le libéralisme malouin et la traite des nègres en 1789. — II. Robert des Saudrais, élu officier municipal. Les premiers actes de politique religieuse auxquels il participe. — III. Le projet de règlement de police et les premiers conflits avec le clergé insermenté. — IV. Les élections des prêtres constitutionnels : Robert des Saudrais partisan déclaré de la constitution civile du clergé. — V. Les épreuves de son libéralisme. — VI. Sévérité croissante à l'égard des insermentés : réélection et démission de Robert des Saudrais.

I

La mort de cette femme si intelligente, qui, nous l'avons vu, lui venait même en aide dans les circonstances délicates que présentaient quelquefois ses affaires ¹, dut être un coup très dur pour M. de La Mennais. Il semble qu'il se soit dès lors désintéressé de cet anoblissement pour lequel il

1. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, C 1711. Lettre de M. de La Mennais à l'intendant, du 18 avril 1786. Cf. plus haut, p. 132.

avait fait, dans les années précédentes, tant de sacrifices et tant de démarches, et que, moins contenu par la prudence de sa compagne, il se soit davantage attaché aux idées de réformes qui, dans ces dernières années de l'ancien régime, agitaient si vivement les membres du tiers état, même les plus fortunés ¹.

1. Les événements révolutionnaires nous fournissent des informations précieuses sur la situation de fortune de la famille de La Mennais. Voici, par exemple, un extrait du *Tableau des citoyens actifs de la ville de Saint-Malo*, publié en 1790 :

RUE SAINT-VINCENT				
IMPÔTS DIRECTS		Citoyens actifs électeurs	Citoyens éligibles aux assemblées administratives	Citoyens éligibles à l'Assemblée nationale
cap. 320	} 571	} Robert de la Mennais fils	} Robert de la Mennais fils	} Robert de la Mennais fils
ind. 81				
vingt. 170	} 371 (sic)	} Robert Des- saudrais	} Robert Des- saudrais	} Robert Des- saudrais
cap. 151				
vingt. 200	} 179	} Robert de la Mennais père	} Robert la Men- nais père (sic)	} Robert la Men- nais père (sic)
cap. 160				
vingt. 19		} Lorin, juge	} Lorin	} Lorin

(Arch. comm. de Saint-Malo, LL 121 K1, liasse.)

Voici maintenant un extrait de la : *Matrice du rôle de l'emprunt forcé ordonné par la loi du 3 septembre 1793, l'an 2^e de la République française une et indivisible* :

N ^{os}	Noms des citoyens	MONTANT de leur fortune ou de leurs bénéfices en 1793	MONTANT des déductions autorisées par la loi	RESTE soumis à l'emprunt	SOMMES à fournir dans l'emprunt
12	Pierre Lorin	4262 l. 5 s. 6 d.	2500	1762,56	252 l. 10
16	Pierre Louis Robert	9140 l.	6500	2640,63	492 l.
17	Denys François Robert	9140 l.	2500	6640	2548 l.

(Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine, L1Z 316).

On ne peut fonder aucune induction solide sur la déclaration

Quoi qu'il en soit, il est certain que M. de La Mennais n'avait pas encore fait enregistrer ses lettres de noblesse lorsque la Révolution éclata. Dès le début de la crise, il se montre, avec son frère Robert des Saudrais, partisan des idées nouvelles. Comme beaucoup de membres du haut commerce malouin, comme Louis Blaize en particulier, dont le fils devait un jour épouser sa fille Marie, M. de La Mennais, frappé des abus de l'ancien régime, que ses fonctions de subdélégué l'avaient mis à même de mieux connaître, tenu

de la somme de 9.140 livres de revenu faite par chacun des frères de La Mennais et Dessaudrais. La loi du 3 septembre 1793 absorbait la totalité de la partie du revenu qui dépassait 9.000 livres, et par conséquent, les déclarations furent déterminées par cette considération : les exigences du fisc encourageaient la fraude dont les commissions locales se firent plus d'une fois les complices, car elles étaient composées de contribuables qui ménagèrent systématiquement leurs amis et leurs voisins. C'est bien ce qui paraît s'être passé ici : en déclarant 9.140 livres de revenu, M. de La Mennais ne livre à la confiscation de tout ce qui excédait 9.000 livres que 140 livres, et paye l'impôt pour le reste, avec les déductions autorisées par la loi. Ces déductions étaient de : 1.500 livres pour les hommes mariés, 1.000 livres pour les femmes. D'où la déduction de 2.500 livres, dans le tableau ci-dessus, pour Robert Dessaudrais et Pierre Lorin, tous deux mariés. Même déduction de 1.000 livres par enfant : de là la déduction de 2.500 livres pour Pierre-Louis Robert de La Mennais, veuf avec cinq enfants. Quant à la taxe du surplus du revenu, elle était la suivante : la première somme de 1 à 1.000 livres était taxée à un dixième ; la seconde, à deux dixièmes ; et ainsi de suite en augmentant d'un dixième par millier de livres jusqu'à 9.000. Au delà de cette somme, c'est la confiscation pure et simple de l'excédent. Cf. CH. GOMEL, *Histoire financière de la Législative et de la Convention*, 2 vol. in-8, Paris, Guillaumin, 1905, t. II, pp. 112 et seq.

d'ailleurs au courant par son frère, Robert des Saudrais, grand liseur, de la critique philosophique, souhaitait vivement des réformes, et voyait s'ouvrir avec joie une ère nouvelle qu'il espérait devoir être une ère de franche et complète liberté politique et commerciale.

Mais n'allons pas nous figurer qu'il y eût la moindre utopie dans ce libéralisme. Si Robert des Saudrais, l'oncle de Félicité de La Mennais, paraît bien s'être égaré quelque peu, à cette époque, dans le pays des idées — dont les événements, nous le verrons, devaient d'ailleurs le faire sortir assez vite — il n'en fut pas de même de son frère, ni des autres gros négociants de la ville. Ils demandaient la suppression des abus les plus criants, un ordre de choses qui donnât dans l'État la place et les honneurs auxquels ils avaient droit aux hommes réellement capables de le servir. On jugera, par ailleurs, de l'exacte qualité de leurs idées libérales en lisant les protestations énergiques de l'assemblée générale de Saint-Malo, le lundi 30 novembre 1789, contre le projet qu'on prêtait à l'Assemblée nationale d'interdire la traite des noirs. Ces armateurs, ces commerçants dont le plus clair des bénéfices venait du transport et de la vente du bois d'ébène, s'élevaient avec véhémence contre « ces philosophes indiscrets plus propres à méditer de belles maximes de morale qu'à combiner l'intérêt politique d'un vaste em-

pire¹ ». Déjà, ne l'oublions pas, aux premiers jours de la Révolution, c'est une maxime admise à Saint-Malo, dans la haute bourgeoisie libérale, que *les philosophes* sont de dangereux rêveurs.

Aussi les membres de l'assemblée générale déclaraient-ils ne pas croire « que les sages représentans d'une nation éclairée, que les vertueux dépositaires de sa confiance, de ses pouvoirs et de son autorité, sacrifient une des plus précieuses ressources de l'État, une branche majeure d'industrie, enfin la prospérité et l'existence même de l'Empire, à l'opinion des zélateurs fanatiques d'une liberté universelle² ». Ils faisaient remarquer, non sans raison, d'ailleurs, que l'Angleterre tirerait tout le profit d'une telle mesure sans que l'humanité y gagnât rien. L'affaiblissement du pays, la banqueroute et l'anarchie seraient les suites de « la bonhomie des philosophes » que les membres de l'assemblée générale rendent décidément responsables d'un projet qui leur cause tant d'anxiété : « L'humanité exige un terme à l'esclavage des Africains. Mais l'interdiction de la traite en France ne produira pas ce résultat. Les étrangers la continueront, et le nègre acheté à la côte d'Afrique, malgré la philosophie française, par

1. Inédit. *Arch. municip. de Saint-Malo*, LL 21, p. 30.

2. Inédit. *Ibid.* L'oncle des Saudrais en particulier avait vendu des esclaves. Cf. Roussel, *La Mennais d'après ses correspondants inconnus*, Rev. des quest. hist., 1^{er} janvier 1908, p. 229.

l'Anglais, le Danois, le Hollandais et le Portugais, sera introduit pour être esclave dans les colonies de ces divers peuples¹. » Même si toutes les nations de l'Europe s'interdisaient la traite, le nègre ne serait pas moins esclave, parce qu'il est né pour l'être; il le serait d'un despote nègre sanguinaire au lieu de l'être d'un Européen civilisé. L'intérêt même du nègre était invoqué par l'assemblée : les boucheries de chair humaine reparaitraient sur la côte d'Afrique si la traite cessait.

Finalement, l'assemblée affirmait qu'elle regarderait « comme un enthousiaste dangereux, ou comme un administrateur inexpérimenté, si une simple philosophie ne l'égare », tout « dépositaire des pouvoirs et de l'autorité du peuple français » qui persisterait à proposer cette motion, et se déclarait résolue à recourir au veto suspensif du roi si l'Assemblée nationale se laissait entraîner². Le libéralisme malouin n'excluait donc pas la considération des intérêts locaux, qui l'emportait sur toutes les vues philosophiques; il était même assez nettement hostile — c'est une remarque importante à faire — aux théories des *philosophes*. Les Malouins sont des gens pratiques, positifs, et qui tiennent aux libertés réelles, dont ils éprouvent le bénéfice, beaucoup plus qu'à la Liberté.

C'est animée de cet esprit, et fondant de nom-

1. Inédit. *Arch. municip. de Saint-Malo*, LL 21, p. 30.

2. *Ibid.*

breux espoirs sur le régime nouveau, que la famille de La Mennais prend part aux affaires publiques. Dès le 30 septembre 1789, moins de deux mois après la fameuse nuit du 4 août, Pierre-Louis Robert de La Mennais a souscrit pour 4 mille livres, avec son frère, au don volontaire que ses concitoyens ont offert au gouvernement pour soulager la misère publique¹.

1. *Arch. municip. de Saint-Malo*, LL 82 (G 9) reg. « Enregistrement des dons patriotiques des habitants de Saint-Malo, du 1^{er} octobre 1789 au 14 octobre 1790 : Robert Mennais frères, 4.008 livres ; Blaize de Maisonneuve, un quart de ses revenus (p. 14).

Du 8 octobre 1789 :

« 112. MM. Mennais Robert frères, négociants, pour tenir lieu ou à valoir à leur contribution patriotique	4008
« 113. M. Mennais Robert père, négociant, à valoir au don patriotique	600
« 114. M. l'ancien sénéchal Lorin	600
Total.	5.208

(P. 18.)

L'importance du don patriotique permet de mesurer le premier enthousiasme des deux frères La Mennais et des Saudrais pour les idées nouvelles. Ils devaient en rabattre plus tard. Louis Blaize, dont la fortune n'était pas moindre, ne va pas cependant si loin ; on lit :

« 128. M. Blaize de Maisonneuve, négociant, déclare abandonner à la nation et à valoir au don du quart de ses revenus :

« 1 ^o Le capital d'un contrat à rente viagère de 9 % sur une tête, emprunt de décembre 1783 sur la tête de S. M. Louis XVI, au capital de	1.000
« 2 ^o 4 arrérages de 90 livres prêts à échoir, ensemble.	360
« 3 ^o Un coupon de 200 livres échu de la lotterie d'8 ^{bre} 1789. cy	200
	1.560

et a déposé les pièces au soutien. Signé : BLAIZE DE MAISONNEUVE, Président du Conseil permanent de Saint-Malo. »

Son père, et son beau-père Pierre Lorin sont élus le 20 novembre 1789, parmi les vingt notables adjoints qui doivent concourir à l'instruction de la procédure criminelle¹, et le 26 novembre, le même Pierre Lorin entre au Conseil pour prêter serment avec plusieurs autres notables². Quelques jours après, le 2 décembre, il est élu président du Conseil de la ville pour quinze jours³; et le 16 décembre, « l'assemblée considérant qu'il faut nommer cinq membres au Conseil » en remplacement de ceux dont le temps est expiré, élit parmi eux le frère de Pierre-Louis Robert de La Mennais, Robert des Saudrais⁴. Le lendemain, « M. des Saudrais Robert, entré au Conseil, a prêté serment de se fidèlement comporter dans l'exercice de ses fonctions, et en conséquence a pris place au bureau⁵ ».

Ainsi faisait son entrée dans la vie politique, au début de la Révolution, le jeudi 17 décembre 1789, Robert des Saudrais, oncle, parrain et futur précepteur de Félicité de La Mennais⁶.

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 21, p. 16.

2. *Ibid.*, p. 24.

3. *Ibid.*, p. 35.

4. *Ibid.*, p. 46.

5. *Ibid.*, p. 47.

6. Voyez notre ouvrage sur la *Jeunesse de La Mennais*, 1 vol. in-8, Paris, Perrin, 1913, p. 13 et sq.

II

Il était né le 14 mai 1744 à Saint-Servan¹, et sa naissance avait coûté la vie à sa mère². Il avait reçu les prénoms de Denis-François. Le 5 septembre 1775, il avait épousé Félicité Lorin, dont M. de La Mennais, son frère, épousait la sœur Gratiennne : les deux mariages furent célébrés le même jour³. Mais lui n'avait pas eu d'enfants.

Il n'avait pas encore renoncé, au début de la Révolution, à ce *pays des idées*, comme il l'appellera plus tard, qui devait avoir un jour pour son neveu tant d'attrait. Son frère, sans doute parce que ses fonctions de subdélégué étaient encore trop récentes, ne participe pas aux affaires publiques pendant la crise révolutionnaire. Robert des Saudrais prend sa place. En étudiant les actes auxquels il a pris part dans sa vie publique, pendant les années qui précédèrent immédiatement la mission qu'il s'assigna, aussitôt après, d'élever Félicité de La Mennais, nous déterminerons d'abord quel genre

1. *Arch. comm. de Saint-Servan*, GG 79, reg. infol., 14 mai 1744, baptême du S^r Denys-François Robert, fils de n. h. Louis-Robert, S^r de La Menais, capitaine de la milice bourgeoise de cette paroisse.

2. *Ibid.* 22 mai 1744, inhumation de Marie Padet, dame de La Mennais, 27 ans.

3. BLAIZE, *Œuvres inédites de F. Lamennais*, t. I, Introd., p. 3, et ROUSSEL, *Lamennais d'après des documents inédits*, t. I, p. 6.

d'influence il put exercer sur le jeune esprit qu'il a si visiblement contribué à former ; et nous pourrons aussi nous faire quelque idée de la position exacte de la famille de La Mennais pendant cette grande crise.

Le jeudi 24 décembre 1789 il met sa signature au bas d'une protestation véhémement dirigée contre l'auteur d'un libelle qui accusait la ville de Saint-Malo d'être celle de la Province où l'aristocratie a le plus d'empire. « Il a l'impudence de dire que l'évêque y est pour ainsi dire despote, parce que le clergé y est trop nombreux, relativement à la petitesse du lieu, et que le Cagotisme y a une influence considérable dans la société, tandis que ce prélat et son chapitre, uniquement occupés de leurs devoirs et du ministère auquel ils se livrent comme les pasteurs les plus zélés, s'éloignent de toutes les affaires publiques, et ne se montrent que par des actes de bienfaisance et de charité, tandis que leur perte serait envisagée comme une calamité, tandis enfin qu'il est notoire que le 19 8^{bre} dernier ils ont signé au conseil où ils se sont rendus eux-mêmes, leur déclaration de se soumettre à tous les décrets de l'assemblée nationale, et cela, malgré les invitations étrangères qui leur ont été faites de se lier, pour y opposer de la résistance¹... » Mais s'il prend ainsi la

1. Inédit. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 21, p. 54.

défense de Mgr de Pressigny et du clergé de Saint-Malo, à la fin de 1789, ses convictions religieuses ne sont pas tellement assises que le schisme constitutionnel paraisse l'embarrasser le moins du monde. Élu de nouveau officier municipal en assemblée primaire à la majorité relative de 129 suffrages, le 17 novembre 1790¹, Robert Dessaudrais entre à l'assemblée le 22 novembre², et y figure sous une multitude de noms différents ; le secrétaire l'appelle successivement Robert, Robert Dessaudrais, Mennais Robert, Menais, Mennais, Saudrais, Dessaudrais Mennais et enfin Robert le jeune³. Sa signature invariable, *Robert*, ne laisse d'ailleurs aucun doute sur son identité. Examinons donc les actes auxquels il a pris part et donné son approbation.

Le mardi 30 mars suivant, le procureur de la commune, Michel de la Morvonnais, celui-là même dont nous avons vu quelques années plus tôt Pierre Lorin célébrer le dévouement aux pauvres et les vertus, annonçait à l'assemblée l'intention de deux religieux bénédictins du monastère de Saint-Malo, qui se proposaient de profiter des dispositions des décrets de l'Assemblée nationale pour sortir du cloître et « vivre en bons et fidèles citoyens, dans l'État civil et ecclésiastique sécu-

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 22 (D 2).

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, passim.

lier, sous la protection des loix du Royaume et l'obéissance à l'ordinaire ». Michel de la Morvonnais déférait en même temps à l'assemblée une brochure intitulée *Journal ecclésiastique*, qui se vend à Paris, chez Crapart, libraire, place Saint-Michel, invoquant pour le faire « l'ordre et le bien public, l'intérêt de la société, de l'humanité et de la religion ». Il reprochait vivement à l'auteur *fanatique* non seulement « ses raisonnements », mais « ses blasphèmes ». Il en lut un assez long passage où il était déclaré en propres termes qu'aucun homme ne pouvait « se croire absous d'un vœu prononcé en face des autels, par cela seul que les loix humaines, ne voulant plus en connaître, lui laissent la liberté de le violer » ; l'auteur ajoutait que « ce prétendu bénéfice (de la loi) *n'est que la faculté de se damner*, que s'il n'est plus d'archers pour arrêter pendant sa vie un moine défroqué, *il est encore des démons pour saisir l'apostat au moment de sa mort* ; que si l'excommunication civile est levée, il en est encore une, qui ne lui permet plus de monter à l'autel, qui ne lui permet plus, non seulement d'absoudre, *mais d'être absous*. » Il terminait en souhaitant que les curés reçoivent comme ils le méritent ces lâches déserteurs, quand ils oseront se présenter à eux pour monter à l'autel. « Vous venez d'entendre, Messieurs, continua le procureur de la commune, le langage d'un prétendu ministre du Dieu de

paix, et sans doute vous êtes indignés de l'odieux qu'il répand sur une religion faite pour resserrer les liens qui doivent unir les hommes, sous tous les rapports de la société et de l'humanité. » Et Michel de la Morvonnais insistait vivement sur le danger de pareils écrits, et sur les scènes scandaleuses qu'ils pouvaient entraîner : « A peine la démarche de ces deux Religieux a circulé dans la ville, que déjà on les entend qualifier *de scélérats, de déserteurs et d'apostats*. Ceux qui jusqu'à présent respectoient et louoient leur conduite et leurs vertus, ne dissimulent pas qu'ils les verroient avec plaisir interdire ou chasser. Tels sont, Messieurs, les effets des Écrits incendiaires, et des imaginations exaltées; elles prêtent à l'Être suprême et impassible les passions qui déshonorent l'humanité. Même elles incriminent et empoisonnent des actions, dont la raison, la justice et les faits historiques démontrent la légitimité et l'innocence. » Faudra-t-il donc laisser « livrés aux excès de la fureur d'un fanatisme aveugle, des hommes qui se sont mis sous la sauvegarde des loix ? quelle idée en effet peut-on se faire du sort qui les attendroit dans la société si (ce qu'on ne peut pas penser) il se trouvoit un certain nombre de Prélats, de Curés et d'Ecclésiastiques qui adoptassent le projet antichrétien de l'auteur du journal Ecclésiastique; ils seroient opprimés, bannis ou persécutés.

« Il est donc de notre patriotisme, messieurs, et digne de la Religion sainte que nous avons le bonheur de professer, de prendre leur Cause, de les préserver, de les soutenir, de les défendre de toute violence, ou abus d'autorité. »

Le procureur de la commune conclut en requérant le conseil de dénoncer cet écrit à l'Assemblée nationale, et de lui demander d'assurer par des moyens efficaces la jouissance paisible de la liberté à des hommes, des Français, « délivrés du plus redoutable des despotismes, celui de l'esclavage monastique ». L'assemblée dont faisait partie Robert des Saudrais, *à l'unanimité*, s'empressa de lui donner satisfaction ¹.

Cette décision ne tarda pas à produire tout l'effet qu'on pouvait en attendre. Les sorties du cloître se multiplièrent à Saint-Malo. Le 7 avril, c'est un religieux récollet de l'ordre de Saint-François², bientôt imité par un autre religieux du même ordre le 12 avril suivant³. Le scandale ne devait plus cesser.

Rapprochons cette attitude à l'égard du clergé régulier de celle qu'avait adoptée Robert des Saudrais vis-à-vis de Mgr de Pressigny, lorsqu'il s'était agi de le défendre : ici, l'on impose aux religieux la suprématie du pouvoir civil même en

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 22 (D 1), reg. infol.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

matière spirituelle; là, on défend un évêque, en affirmant qu'il ne s'est jamais mêlé en quoi que ce soit des affaires publiques. La ligne de conduite ne laisse aucun doute sur les intentions de l'oncle de Félicité de La Mennais auquel il ne suffit pas, à cette époque, que le clergé soit éloigné des affaires, mais qui le veut encore assujetti à *la volonté générale*, même en matière spirituelle. Il en reviendra plus tard — mais il reviendra de loin.

III

Vers la même époque, la municipalité élabore un projet de règlement de police qui témoigne avec évidence de l'état d'esprit de ses membres; ils considèrent la religion comme partie intégrante de l'État, qui peut en imposer le respect au nom des mêmes principes d'organisation politique et civile qui lui confèrent le droit de la régler. Aussi font-ils précéder leur règlement de police de considérations philosophiques dictées par les mêmes préoccupations que leur attitude à l'égard des moines défroqués et des prêtres séculiers auxquels Robert des Saudrais et ses collègues s'accordaient pour imposer la société de ces nouveaux confrères : on y reconnaîtra sans peine l'inspiration de la philosophie du temps :

« Croire que l'homme soit le juge unique de

ses actions seroit une erreur destructive de toute société ; aussi l'Assemblée nationale, en décrétant les droits de l'homme, l'égalité et la liberté, ne s'en est pas moins occupée de la formation des loix, qui peuvent seules lui assurer la jouissance de ces précieux avantages. Ainsy donc, si dans le commerce de la vie civile, tout homme a des droits à réclamer, il a aussi des devoirs à remplir ¹... »

Que de précautions oratoires, pour édicter des règles de police locale ! Mais on est jaloux de la liberté, à Saint-Malo. On doit donc expliquer que « si chacun s'établissoit l'arbitre de sa conduite, nul ordre ne pourroit régner dans la société. Les passions des hommes, sans guide et sans frein, troubleraient bientôt l'ordre et l'harmonie du corps social.

« Il faut donc un ordre public sur lequel reposent la sûreté et la tranquillité de chacun, et cet ordre public ne peut subsister sans la loi.

« Or, qu'est-ce que la loi ? C'est l'expression de la volonté générale sur un objet d'utilité commune, mise en action par ceux des membres de la société auxquels elle en confie l'exécution ². »

Cette dernière définition est directement empruntée au *Contrat social* ³. C'est sur de tels fon-

1. Inédit. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 22 (D 1), reg. infol.

2. Inédit. *Ibid.*

3. Cf. *Contrat soc.*, II, iv : « Ce qui généralise la volonté est moins le nombre des voix que l'intérêt commun qui les unit. » Et : « L'objet de la loi est toujours général. » (*Ibid.*, II, vi.)

dements que tous les membres de la municipalité dont fait partie Robert des Saudrais font reposer leur règlement de police qui, d'abord, prétend assurer le respect de la religion catholique laquelle, en l'espèce, tient ici la place de la *religion civile* de Jean-Jacques Rousseau :

ARTICLE PREMIER.

« Défenses sont faites à toutes personnes, de jurer et blasphémer le Saint Nom de Dieu, de troubler en aucune manière le Service Divin, ni dans l'intérieur des temples, ni dans les processions et autres cérémonies publiques ; et enjoint de s'y comporter avec respect et modestie, sous les peines portées par les règlements.

ART. 2.

« A tous marchands, domiciliés, forains ou col-porteurs, d'étaler, vendre, ou tenir leurs boutiques ouvertes pendant le tems de la Grande Messe et Vespres, les jours de fêtes et Dimanches, à peine de trois livres d'amende, sauf plus grande peine en cas de récidive.

ART. 3.

« A tous aubergistes et cabaretiers, de donner à boire le jour de Dimanches et fêtes, pendant les heures du service divin, exprimées cy-dessus, et

tous les jours après dix heures du soir, aux habitants, et après huit heures, aux soldats, et de souffrir que l'on joue chez eux aucuns jeux deffendus; le tout à peine de dix livres d'amande, tant contre les dits aubergistes et cabaretiers, que contre les buveurs et joueurs.

ART. 4.

« A toutes personnes de travailler, et faire travailler, les jours de Dimanches et fêtes, sans avoir préalablement pris l'attache d'un commissaire de police, pour en obtenir la permission¹. »

Mais le Conseil municipal, conformément à l'esprit du *Contrat social*, s'il protège le culte de l'État, exige que ses ministres soient soumis, même en matière religieuse, à *la volonté générale* exprimée par les décrets de l'*Assemblée nationale*. Il avait promulgué son règlement de police le mardi 5 mai 1790; et le 14 mai, il prétendait en joindre au curé de lire au prône, le dimanche suivant, les décrets du 19 et du 20 février 1790 par lesquels l'Assemblée nationale fixait « le traitement des Religieux qui sortiront des monastères ». Bien entendu, l'abbé Le Saout, curé de Saint-Malo, refusait énergiquement d'obéir à ces injonctions; il en avait développé les raisons dans une lettre adressée la veille au Conseil. Celui-ci, « ouï

1. Inédit. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 22 (D 1), reg. fol.

le rapport du bureau municipal, dont il résulte que le sieur Le Saout n'a cédé à aucunes remontrances et invitations de se conformer à la loi, dans les nombreuses conférences auxquelles le Bureau en général et plusieurs membres en particulier se sont livrés, afin de vaincre, s'il estoit possible, cette funeste résistance, et considérant que le premier devoir des Corps administratifs est de réprimer toute désobéissance formelle et explicite à la loi ; que ce devoir est plus rigoureux lorsque le citoyen qui résiste est un membre de l'assemblée, comme notable, un fonctionnaire public, un ministre des autels, dont l'exemple peut égarer le peuple et l'exciter au mépris de ce qu'il doit scrupuleusement respecter, pour le bonheur de tous et la sûreté de l'ordre social... » Les considérants ne s'arrêtent pas là ; on invoque encore d'autres arguments : « l'intérêt de la religion dont veut se couvrir le sieur Le Saout est un prétexte frivole dans une matière où la religion n'est ni directement ni indirectement intéressée » ; d'ailleurs « le peuple loin de témoigner aucun regret de la suppression des ordres monastiques, a manifesté au contraire être convaincu de la nécessité de cette mesure pour sauver l'État et rappeler la prospérité générale dans l'empire ». — En outre « c'est une allarme imaginaire que la prétendue crainte d'altérer la piété du peuple et de perdre son estime et sa confiance par la lecture au prône

d'une loi bienfaisante, qui traite uniformément les religieux, soit qu'ils sortent du cloître, soit qu'ils continuent de vivre en commun » ; enfin « c'est une exagération outrée surtout que la possibilité d'exciter dans le peuple par cette lecture, quelque impression défavorable et peut-être du mécontentement ». Mais voilà, pour conclure, la flèche du Parthe : « cette hipoteze (*sic*) finale du sieur Le Saout, pour excuser le refus qu'il se permet d'obéir à la loi, est même une injure pour la ville de Saint-Malo, *en ce qu'elle conduiroit à penser que le peuple de cette Ville seroit malheureusement livré au fanatisme et à la superstition, que la saine philosophie du XVIII^e siècle a sans doute chassés pour toujours de l'empire françois* ». Le Conseil somme en conséquence le curé de Saint-Malo « de donner ou faire donner par l'un de ses vicaires, lecture au prône, Dimanche prochain, du décret dont est cas, sous les peines de droit », et exprime l'espoir qu'il ne persistera pas davantage « dans un refus dont il n'a pas sans doute suffisamment médité les résultats ¹ ».

L'esprit qui préside à cette délibération du Conseil ne laisse place à nulle équivoque : il s'agit bien d'assurer la suprématie de *la volonté générale* sur le pouvoir religieux, et de réaliser l'idéal de la Religion civile telle que l'a rêvée Rousseau.

1. Inédit. Arch. comm. de Saint-Malo, LL22 (D 1).

Aussi l'assemblée communale accueille-t-elle avec enthousiasme les décrets qui dépouillent le clergé de ses biens : « L'assemblée nationale, lit-on dans le compte rendu de la séance du 25 mai 1790, en faisant d'un côté rentrer la nation dans la propriété des biens que plusieurs siècles d'abus avoient malheureusement concentrés dans les mains du clergé et des maisons religieuses, et en la chargeant de l'autre des frais du culte et du payement de ses ministres, a trouvé dans ces deux actes le moyen de sauver l'État, et celui de rendre le clergé à la pureté de ses fonctions, et d'assurer plus que jamais à notre religion sainte le respect et la vénération des peuples.

« Toute la France a applaudi à cette grande opération ; le clergé lui-même, du moins cette partie nombreuse et intéressante qui supporte presque tout le fardeau du ministère¹... »

Lorsque les décrets de l'Assemblée nationale relatifs à la Constitution civile du clergé arrivent à Saint-Malo, le 14 octobre 1790, l'assemblée communale s'empresse de les faire connaître au chapitre, à l'évêque et au curé, et s'efforce d'obtenir leur adhésion ; le chapitre se démet en se plaignant amèrement, et en protestant de ne céder qu'à l'*autorité*, ce qui semble bien être un euphémisme pour *la force* ; l'évêque se borne à un ac-

1. Arch. comm. de Saint-Malo, LL 22 (D 1).

cusé de réception ; et quant au curé, il ne consent à continuer d'assurer le service divin qu'après en avoir été requis¹.

Dès le lendemain, Mgr Cortois de Pressigny quitte la ville².

Cette situation n'empêche d'ailleurs pas Robert des Saudrais, nommé commissaire de la municipalité pour l'installation du tribunal du district, de se rendre avec son collègue Perruchot, le 21 décembre 1790, auprès du curé de Saint-Malo afin de l'inviter à assister à cette cérémonie, « et à dire ensuite une messe basse qui seroit suivie d'un *Te Deum* en action de grâces³... »

La situation n'allait pas tarder à devenir plus aiguë. Le 15 janvier 1791, le président et le procureur-syndic du directoire du district de Saint-Malo remettent à l'assemblée communale le décret du 27 novembre 1790 « concernant le serment à prêter par MM. les ecclésiastiques fonctionnaires publics de cette ville ». L'assemblée en profite pour communiquer aux commissaires un réquisitoire du procureur de la commune, ce même avocat Gautier auquel Pierre-Louis Robert de La Mennais avait succédé en 1782 comme subdélégué, réquisitoire tendant à faire rechercher et saisir dans les imprimeries de la ville « tous libelles contre les

1. Arch. comm. de Saint-Malo, LL 22 (D 2).

2. Ibid.

3. Inédit. Ibid.

décrets de l'assemblée nationale qui tendroient à soulever le peuple, notamment contre celui du 27 novembre dernier concernant le serment des fonctionnaires publics ». Les commissaires, gens prudents, rallièrent l'unanimité des suffrages dans l'assemblée en déclarant « que ce seroit attacher trop d'importance à des libelles qui doivent tomber d'eux-mêmes¹ ». Cet avis, d'ailleurs, ne tarda pas à être rapporté. Deux jours plus tard, on décidait une perquisition chez les libraires de la ville², et le 20 janvier l'assemblée ordonnait la suppression de l'écrit intitulé : *Développement du serment exigé des prêtres en fonctions*, libelle publié chez Crapard, place Saint-Michel, n° 129, « comme incendiaire, fanatique et contraire à la soumission et au respect dus aux décrets de l'Assemblée nationale et à la sanction du Roy³. » L'assemblée communale, engagée dans cette voie, prend à l'égard du serment des mesures de plus en plus décisives. Plusieurs ecclésiastiques avaient manifesté l'intention de prêter le serment avec des formules distinctes, chacun à sa manière. L'assemblée proclame toutes ces déclarations nulles, « ordonne qu'ils se retireront de nouveau au secrétariat de la commune sous jeudy prochain trois février inclusivement, pour y déclarer positivement, cathégo-

1. Inédit. Arch. comm. de Saint-Malo, LL 22 (D 2), p. 188.

2. *Ibid.*

3. Inédit. *Ibid.*

riquement et individuellement, si leur intention est ou n'est pas de prêter le serment dans les propres termes fixés pour les curés par l'article 1^{er} et pour les vicaires par l'article 2 de la loi dont il s'agit, à l'effet de quoy la présente leur sera notifiée à chacun à personne ou domicile, à la diligence du procureur de la commune, avec protestation que le défaut de nouvelle comparution au secrétariat et de déclaration précise qu'ils ont l'intention de prêter le serment déterminé par la loi sera réputé être la preuve d'une intention contraire et conséquemment d'une renonciation à leurs offices, dont s'ensuivra à l'échéance du délai prescrit, la dénonciation du défaut de prestation de serment à M. le procureur syndic du district, afin qu'il agisse comme il verra bon être¹. »

Le 3 février, l'assemblée était en séance, quand une députation de la garde nationale vient l'avertir « que des ennemis de la chose publique en trompant la piété des fidèles, en allarquant les consciences sur le serment des ecclésiastiques fonctionnaires publics... cherchent à exciter des désordres propres à favoriser leurs intentions criminelles; que déjà des ecclésiastiques vertueux et patriotes s'étoient trouvés en butte aux injures, aux insultes et aux menaces de leurs

1. Inédit. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 22 (D 2). Séance du 30 janvier 1791.

émisaires secrets ; que la garde nationale ne doute point que la municipalité, instruite de ces manœuvres, ordonnera ce qui peut être nécessaire au maintien de l'ordre et de la paix, ce qui peut rassurer les bons citoyens et contenir les méchants ». La députation se retire, et la municipalité, dont fait partie Robert des Saudrais, se déclare aussitôt « douloureusement affectée qu'un serment de fidélité à la Constitution, qui est le premier devoir de tout Citoyen revêtu de quelque fonction publique dans l'État, soit devenu le prétexte insidieusement employé par le fanatisme et la malveillance pour égarer le peuple, souffler l'esprit de révolte, et allumer, s'il étoit possible, au dix huitième siècle, une guerre de Religion ». Elle estime que tout citoyen, quelque emploi qu'il soit appelé à remplir, « doit à la nation une garantie solennelle de son attachement » ; que ce devoir s'impose en particulier « aux Ecclésiastiques, qui remplissent des fonctions publiques très importantes », et que d'ailleurs le serment qu'on leur demande « n'est en majeure partie que la répétition d'un serment qu'ils ont prêté comme *Citoyens actifs*, dans diverses assemblées primaires, où ils ont encore exercé les droits ». La seule différence entre le serment qu'ils prêtaient comme citoyens actifs et celui qu'ils ont à prêter « comme *fonctionnaires publics*, est l'engagement pour les *Évêques* et les *Curés*, de veiller avec soin sur les fidèles

du diocèse ou de la paroisse qui leur est confiée : pour les Vicaires et autres Ecclésiastiques fonctionnaires publics, de remplir leurs fonctions avec exactitude, ce qui a toujours été pour eux un devoir sacré ». Ce sont là, pensent les membres de l'assemblée, des obligations « purement temporelles », et même « il n'est aucun citoyen qui ne puisse s'en convaincre par les seules lumières de la raison et du bon sens », tous sont d'avis « que la foi n'est intéressée sous aucun rapport, et qu'elle ne peut même être plus respectable que lorsque les ministres du culte prouveront au Peuple par une déclaration publique, que les fonctions du sacerdoce ne sont point étrangères, et au contraire sont étroitement liées aux devoirs du Citoyen ».

Ces considérants aboutissent, il est vrai, à des mesures nettement libérales, puisque l'assemblée déclare « que si les ecclésiastiques qui prêteront le serment méritent une protection particulière, les ecclésiastiques qui ne le prêteront pas doivent, tant qu'ils ne troubleront pas l'ordre public, être comme citoyens sous la sauvegarde de la loi ». Elle fait en conséquence « expresses deffenses à tous citoyens, de quelque âge, sexe et profession que ce soit, d'insulter, mal faire, mal dire et menacer ni directement ni indirectement aucuns ecclésiastiques qui auront prêté le serment civique, ou qui passent pour être dans l'intention de le pré-

ter, sous peine d'être poursuivis comme perturbateurs de l'ordre public, et punis suivant la rigueur des lois.

« Fait pareillement deffense d'insulter, de mal faire et mal dire aux ecclésiastiques qui se refuseront à prêter le même serment ¹. »

Mais, si l'assemblée communale, dont Robert des Saudrais est membre, protège les ecclésiastiques qui n'ont pas prêté le serment, elle n'en cherche pas moins à favoriser de tout son pouvoir l'application du décret de l'Assemblée : le 6 février, le conseil de la commune se rend à l'Église accompagné d'une garde d'honneur en armes qui reste dans la nef tandis que le conseil entre dans le chœur, « et aussitôt après la célébration de la grande messe, M. Chedeville l'un des aumôniers chapelains de l'hôpital, hôtel dieu de cette ville, s'est présenté en surplis devant l'autel, a fait un discours au peuple assemblé en grand nombre, sur les puissants motifs religieux et patriotiques qui l'ont déterminé à prêter le serment dans la forme requise par la loi ». Au premier rang de ces *puissants motifs*, M. Chedeville fait valoir la conduite de l'évêque de Saint-Malo qui avait prononcé le serment : il oublie de dire que Mgr de Pressigny ne l'avait prononcé que comme citoyen actif, et avait quitté son diocèse dès le jour qui

1. Inédit. Arch. comm. de Saint-Malo, LL 22 bis (D 2 bis), fol. 1, verso et 2, recto.

avait suivi la notification de la *Constitution civile du clergé* à l'assemblée communale. Il rappelle encore qu'avant son départ l'évêque avait célébré des offices solennels pour l'installation des magistrats qui avaient prêté le même serment ou pour les citoyens morts glorieusement à Nancy. « Un ecclésiastique ministre d'un Dieu de paix, ajoutait-il, pourroit-il, après lui avoir rendu ce qu'il doit à l'Être suprême, refuser de rendre à César ce qu'il doit à César ? » — Aussitôt après ce discours, « le dit sieur Chedeville a presté le serment de conformité aux termes du décret, de suite le *Te Deum* a été chanté par le peuple, le dit Chedeville a célébré la messe militaire au son de divers instruments, après laquelle étant entré dans la sacristie, il a quitté ses habits sacerdotaux, s'est réuni en écharpe au corps de la Commune qui s'est mis en marche dans le même ordre susdit et avec la même garde, précédé de la musique militaire et s'est rendu à la maison commune, où étant parvenu l'assemblée a témoigné sa reconnaissance au dit sieur Chedeville ¹... »

Le lendemain 7 février, l'assemblée s'empresait de faire saisir chez un imprimeur diverses brochures, une entre autres intitulée : *Doutes modestes proposés à M. le Coz, ou observations impartiales sur son mémoire concernant le décret*

1. Inédit. Arch. comm. de Saint-Malo, LL 22 bis (D 2 bis), fol. 3, recto et verso.

sur la Constitution civile du clergé, par un prêtre du Diocèse de Rennes, sans nom d'auteur ni d'imprimeur. Elle est d'avis « que tous ces écrits déguisés sous le voile imposant des intérêts de Dieu et de la Religion ne respirent que le fanatisme, l'esprit d'insubordination et de révolte, et qu'ils ont été méchamment combinés pour empêcher le serment... précisément à l'époque fixée pour sa prestation, ce qui est un trouble à l'ordre public, contre lequel il est intéressant que toute la sévérité des loix soit déployée par une punition exemplaire, qui comprenne tout à la fois les auteurs de ces libelles incendiaires, et ceux qui les impriment, qui les colportent et qui les répandent ». Elle renvoie donc l'affaire au tribunal du district ¹.

Le 12 février, sur la proposition des administrateurs du directoire du district, l'assemblée fait demander à l'abbé Le Saout, curé de Saint-Malo, de lire en chaire, le dimanche suivant, l'instruction de l'Assemblée nationale sur la Constitution civile du clergé, du 21 janvier précédent. Bien entendu, le curé refusa, par une lettre écrite à la sacristie, au nom des mêmes principes qui l'ont déterminé à ne pas prêter le serment : « Qu'il me soit même permis, Messieurs, ajoute-t-il dans sa réponse, de vous prier d'en omettre entièrement

1. Inédit. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 22 bis (D 2 bis), fol. 5, recto et verso.

la lecture, et de ne voir dans cette prière que le désir ardent que j'ai de suivre en tout le cri de ma conscience. » L'assemblée décide aussitôt de se rendre dès le lendemain à l'église paroissiale (l'ancienne cathédrale), d'y entendre la messe, à l'issue de laquelle « un des officiers municipaux commissaire nommé à cet effet », M. Tréhouart, montera dans la chaire et donnera lecture de l'instruction de l'Assemblée nationale ¹. La résolution fut exécutée de point en point : le dimanche 13 février 1791, à 9 heures du matin, l'assemblée du Conseil de la commune de Saint-Malo se met en marche précédée du garde et des quatre portiers de la ville, accompagnée d'une garde d'honneur formée par la 9^e compagnie de la garde nationale; les officiers municipaux et notables se placent dans le grand banc de la nef, face à la chaire, place d'honneur que deux sentinelles leur avaient gardée, et à l'issue de la messe, M. Tréhouart, accompagné d'un piquet de la garde, se porte jusqu'à la chaire; il y monte, et « en présence de la commune, des fidèles en grand nombre qui ont assisté à l'office, des officiers majors, de plusieurs capitaines et soldats de la Garde nationale », il lit à haute et intelligible voix l'instruction sur la Constitution civile du clergé. La lecture se passe en silence et sans tumulte; quand elle est

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 22 bis (D 2 bis), fol. 6, verso et 7.

achevée, la commune se met en marche, se rend à l'hôtel commun, y dresse procès-verbal, et à midi chacun rentre chez soi ¹.

Qu'on ne se figure pas que Robert des Saudrais désapprouvât de telles expéditions. Le 11 mars 1791, il met sa signature au bas d'une délibération de l'assemblée communale qui décide d'inviter l'abbé Le Saout, curé de Saint-Malo, à proclamer, le dimanche suivant, « l'élection de M. Coz à l'Évêché métropolitain du Nord-Ouest », en présence du Conseil général de la commune convoqué extraordinairement à cet effet; le curé devra aussi chanter le *Te Deum* et faire sonner les cloches en l'honneur de cet heureux événement ².

Le lendemain, l'assemblée de la municipalité recevait la réponse de l'abbé Le Saout : il se refusait absolument à proclamer l'élection de l'évêque constitutionnel, à chanter le *Te Deum* et à faire sonner les cloches. L'assemblée, dont fait partie Robert des Saudrais qui signe sur le registre le procès-verbal de la délibération à laquelle il a participé, décide que la proclamation de M. Coz sera faite le lendemain, à l'issue de la Grande Messe, par M. Le Baillif, secrétaire greffier, au nom du Conseil général convoqué extraordinairement; elle arrête en outre « que le *Te Deum*

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 22 bis (D 2 bis), fol. 7, recto et verso.

2. *Ibid.*, fol. 18, verso.

sera chanté par M. Chedeville, prêtre, off^{er} municipal, lequel a accepté, et qu'enfin les cloches de toutes les Églises annonceront cette double cérémonie aux fidèles en la manière accoutumée ».

Mais il faut aussi faire mieux que d'habitude, et pour donner plus de pompe à la fête on invitera individuellement tous les prêtres de la ville à y assister, ainsi que les administrateurs du directoire du district, les juges des divers tribunaux, les officiers et les soldats de la garde nationale, et l'on tirera neuf coups de canon, à l'issue de la cérémonie, avec les pièces d'artillerie placées sur la porte Saint-Vincent ¹.

Robert des Saudrais figura le lendemain, avec tout le Conseil de la commune, à cette solennité qui se développa de la manière prévue. Il fit partie du cortège qui se déroula à travers la ville, et qui comprenait, outre les membres de l'assemblée communale, les administrateurs composant le directoire de district, les juges du tribunal de district, le juge et les assesseurs du tribunal de paix, les administrateurs du bureau de paix, les chefs et officiers des gardes nationales et ceux des troupes de ligne. Il écouta la proclamation en chaire, par le secrétaire greffier, de « l'élection de M. Coz, prêtre principal du collège et procureur syndic du district de Quimper, à l'évêché

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 22 bis (D 2 bis), fol. 18, verso et 19, recto.

métropolitain du Nord Ouest, dont le siège est dans la ville de Rennes, avec invitation à tous les citoyens de porter à ce prélat le respect et l'obéissance qui lui sont dus », et après avoir entendu le *Te Deum* chanté par M. Chedeville et les fidèles, il rentra à l'hôtel commun et apposa sa signature au bas du procès-verbal où l'on déclarait que la cérémonie s'était déroulée au milieu « d'applaudissemens universels ¹ ».

Aussi ne nous étonnerons-nous pas de le voir signer, le 8 avril, un procès-verbal constatant que la ville sanctionne l'acquisition par adjudication du palais épiscopal moyennant 67.175 livres, et qu'elle projette d'y installer les services municipaux ².

Tous ces actes ne peuvent laisser aucun doute sur l'état d'esprit de Robert des Saudrais. Il faut voir en lui, à cette époque, un partisan convaincu de la suprématie de la volonté générale, de la volonté du peuple, même en matière spirituelle, sur la clergé. Il allait apprendre bientôt, avec tous les siens, qu'une telle conception ne fait que consacrer la pire des tyrannies, la tyrannie anonyme et anarchique du peuple.

1. Arch. comm. de Saint-Malo, LL 22 bis (D 2 bis), p. 19, recto et verso.

2. Ibid.

IV

Jusqu'ici, cependant, son attitude avait été, dans cette grave question du schisme constitutionnel, bien plutôt passive qu'active : il avait assisté à des réceptions et à des cérémonies, il n'avait pas pris part directement à l'organisation ni au fonctionnement du nouveau culte. Les choses vont changer désormais.

C'est que la situation extérieure s'assombrit déjà, et, sans doute, Robert des Saudrais est assez disposé à croire que le clergé insermenté et la noblesse complotent méchamment la ruine du nouvel état politique auquel il se consacre avec tant de zèle. Le 25 avril 1791, il signe un procès-verbal bien sévère, dirigé contre les nobles, auxquels l'assemblée décide de refuser à l'avenir des passeports pour sortir du royaume. Elle se fonde sur cette considération « que l'émigration successive de beaucoup d'ex-privilegiés, pourroit être l'effet d'une coalition méditée soit pour épuiser graduellement l'État par la disparition du numéraire chez les puissances voisines, soit pour intriguer dans les cours étrangères et détruire s'ils le pouvoient l'heureuse constitution qui a régénéré

l'Empire et rétabli la nation dans l'exercice de ses droits imprescriptibles¹ ».

Ces soupçons ne sont pas étrangers sans doute à l'attitude beaucoup plus nettement déclarée qu'adopte Robert des Saudrais en faveur du schisme constitutionnel. Le 27 mai, il s'accorde avec le reste de l'assemblée municipale pour préparer la réunion des électeurs appelés, le dimanche suivant 29 mai, à procéder à « l'élection de MM. les Curés qui doivent remplacer ceux qui n'ont pas satisfait au serment requis par les décrets de l'assemblée nationale... » ; il signe le procès-verbal ce jour-là² ; et le 29 mai, il se rend, à 3 heures et demie de l'après-midi, avec le maire et les officiers municipaux en corps à l'église Saint-Benoist, lieu des séances de l'assemblée électorale, où le maire témoigne aux électeurs « sa satisfaction de voir les intérêts les plus chers du peuple entre leurs mains » ; la signature de Robert des Saudrais est sur le registre, à la suite du compte rendu de cette journée mémorable³. Nous le trouvons encore le 1^{er} juin suivant, assistant, avec le Conseil général de la commune, en l'église paroissiale, à la proclamation « des Curés élus en remplacement des décédés, démis ou refusant de prê-

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 22 bis (D 2 bis), fol. 40, recto et verso.

2. *Ibid.*, fol. 54, verso.

3. *Ibid.*

ter le serment, ainsi qu'à la messe qui de suite a été dite par M. Bastien, prêtre, ci-devant chapelain », il signe au procès-verbal de cette solennité¹. Le 3 juin, il s'occupe avec ses collègues des préparatifs de l'installation qui doit avoir lieu le dimanche suivant, de M. Duhamel, prêtre de Saint-Malo, constitutionnellement élu et proclamé curé de cette ville ; d'innombrables invitations sont lancées dans toutes les directions, et Robert des Saudrais ne quitte pas la salle sans avoir apposé sa signature sur le registre². Aussi ne manque-t-il pas de se trouver présent à la brillante cérémonie du dimanche 5 juin suivant : ce fut une belle fête, et bien digne de l'événement ! Dès 6 heures du matin on battait la générale en ville pour rassembler la garde nationale en armes. Les officiers municipaux députés des paroisses voisines arrivaient bientôt, escortés de gardes nationaux. A 9 heures du matin, les gardes nationaux et les troupes de ligne occupaient l'église : sans doute craignait-on que l'affluence populaire n'y fût pas considérable. A 9 heures et demie, le Conseil de la commune auquel se sont joints les députés des paroisses voisines accompagnés d'une garde d'honneur sortent de l'hôtel commun. Robert des Saudrais est naturellement parmi eux, et prend place

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 22 bis (D 2 bis), fol. 57, recto et verso.

2. *Ibid.*, fol. 58, recto.

avec eux, en arrivant à l'église paroissiale, dans le banc du chapitre. Alors, le secrétaire-greffier donne lecture du procès-verbal de l'assemblée électorale qui s'est tenue du 29 mai au 1^{er} juin, d'où il résulte que M. Alexandre-René Duhamel, prêtre, docteur en théologie de l'Université d'Angers, a été, au premier tour de scrutin et à l'unanimité des suffrages, élu curé constitutionnel de cette ville et paroisse. Le nouveau curé constitutionnel monte en chaire et, « à la suite d'un discours touchant sur l'amour de Dieu et du prochain, sur les devoirs du Citoyen envers l'Être Suprême et la patrie », il jure « de veiller avec soin sur les fidèles qui lui sont confiés, d'être fidèle à la Nation, à la loi et au Roy et de maintenir de tout son pouvoir la constitution du royaume décrétée par l'Assemblée Nationale et acceptée et sanctionnée par le Roy ». Le maire constitutionnel Duparc-Louvell lui donne acte de ces déclarations, fait lire le décret « d'institution canonique donnée à M. Duhamel le premier de ce mois par M. le Coz, évêque métropolitain du Nord Ouest », et déclare M. Duhamel « installé curé de cette ville » ; en conséquence, « au nom de la loi il a ordonné aux fidèles de le reconnaître en cette qualité et de lui prêter respect et obéissance, ce qui a été suivi d'applaudissemens universels et répétés à diverses reprises ». Quand ces applaudissemens eurent cessé, le nouveau curé constitutionnel de Saint-Malo, monté à l'autel, cé-

lébra la grand'messe ; un *Te Deum* en action de grâces y fut chanté avec toute la pompe et la solennité possibles.

Après cette cérémonie, Robert des Saudrais se rend à la sacristie avec le maire et les membres du Conseil général, pour y joindre sur le procès-verbal sa signature à la leur ¹. Peu après, M. Chedeville fut installé, dans les mêmes conditions, curé constitutionnel de Saint-Servan ². A la suite de ces événements, un membre du Conseil municipal, M. Apvril de Kerloguen, donna sa démission ³. C'étaient donc, en comptant le départ de M. Chedeville, deux sièges d'officiers municipaux à pourvoir. La peine qu'on eut à trouver parmi les notables à la suite, ainsi que l'exigeait la Constitution, des citoyens qui consentissent à remplir ces fonctions, donne toute sa signification à la présence de Robert des Saudrais parmi les officiers municipaux, et à sa participation aux événements religieux qu'on vient de rapporter. Successivement le premier et le deuxième notable, puis le troisième et le quatrième déclinerent la proposition qui leur était faite ; à la troisième tentative auprès des cinquième et sixième notables, un seul, le cinquième, accepte ; le septième et le

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 22 bis (D 2 bis), fol. 58, verso à 60, recto.

3. *Ibid.*, fol. 62, verso.

2. *Ibid.* Séance du 9 juin 1791.

huitième notable refusent encore le 16 et le 17 juin, et c'est le 20 juin seulement que le neuvième notable est nommé officier municipal ¹. Toutes les consciences ne se prêtaient pas aussi aisément que celle de Robert des Saudrais au schisme constitutionnel.

Les événements allaient cependant le pousser encore plus loin dans cette voie. Le 23 juin 1791, le maire convoque, à 3 heures, toutes les administrations; il vient d'apprendre du procureur-syndic du district, qui la tient du département, « la nouvelle affligeante de l'enlèvement du Roy ». Robert des Saudrais accourt à l'hôtel commun avec les officiers municipaux ses collègues, et reçoit avec eux communication du décret de l'Assemblée nationale rendu le 21 juin 1791 « à l'occasion de l'enlèvement du Roy et de la famille royale »; ce décret recommande le bon ordre et la tranquillité publique, qu'exige plus que jamais le salut de l'empire. En conformité avec un même décret pris le même jour par l'Assemblée nationale, et qui prescrit à tous fonctionnaires publics et gardes nationales ou troupes de ligne de l'empire d'arrêter ou faire arrêter toutes personnes quelconques sortant du Royaume, comme aussi d'empêcher toutes sorties d'effets, armes, munitions ou espèces d'or et d'argent, chevaux et voitures, on s'empresse de

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 22 bis (D 2 bis). Séances des 14, 15, 16, 17 et 20 juin 1791.

vérifier l'armement des forts et de faire renouveler l'engagement d'honneur souscrit par les officiers du 36^e régiment en garnison au château de Saint-Malo¹. Dans ces conjonctures critiques, Robert des Saudrais se multiplie : le 24 juin, à 2 heures de l'après-midi, c'est lui qui, en l'absence du maire, préside l'assemblée, qui se transporte au directoire du district pour y concourir aux décisions à prendre²; le lendemain, sous sa présidence, le bureau reste en permanence à la maison commune³; enfin, le 26, le Conseil général tout entier était réuni sur la grève au-dessus du Talard, son bureau, dont fait partie Robert des Saudrais, au grand complet, afin de recevoir de la légion réunie le renouvellement de son engagement d'honneur, lorsqu'un courrier apporte la nouvelle de l'arrestation du Roi et de la famille royale, nouvelle « reçue avec des acclamations inexprimables ». On donne lecture de la lettre du département « portant quelques circonstances de la dite arrestation, et des ordres en conséquence, sur quoy est intervenu de nouveaux cris de joie au milieu de la symphonie des tambours et d'une salve de canon ». Après cette fête où, s'il faut en croire le procès-verbal, tout s'est passé avec les témoignages réciproques de la plus parfaite union et

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 22 bis (D 2 bis), fol. 69.

2. *Ibid.*, fol. 70, recto.

3. *Ibid.*, fol. 70, verso.

d'une joie universelle, au son des instruments militaires et au bruit de l'artillerie, les différents corps administratifs et la troupe se sont mis en marche chacun dans son ordre. MM. du district et le Conseil de la commune de Saint-Malo, au centre des deux bataillons de la Légion sont rentrés dans la ville sur les 10 heures du matin et se sont rendus à l'église paroissiale où ils ont entendu la grand'messe, à l'issue de laquelle un *Te Deum* a été chanté¹. Le lendemain 27 juin, Robert des Saudrais, commissaire de l'assemblée, avec deux autres de ses collègues, dépose sur le bureau le procès-verbal de l'assemblée électorale de la veille².

Le zèle de Robert des Saudrais, enflammé par les événements, lui défend maintenant de manquer à aucune des manifestations du nouveau culte constitutionnel : le 8 juillet 1791, il est en séance avec les autres membres de l'assemblée de la municipalité, sous la présidence du maire, quand la nouvelle est apportée « que M. le Coz, Évêque de l'Ille et Vilaine, métropolitain du nord ouest, arrive ce soir ». On décide immédiatement de convoquer les notables pour que le Conseil général reçoive l'évêque constitutionnel avec les honneurs accoutumés³. Robert des Saudrais est présent à 3 heures de relevée, le même jour, avec

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 22 bis (D 2 bis), fol. 71, recto.

2. *Ibid.*, fol. 71, verso.

3. *Ibid.*, fol. 79, verso.

tout le Conseil général de la commune. Le maire prévient l'assemblée qu'il l'a réunie « pour recevoir M. le Coz, Évêque du département de l'Ille et Vilaine, métropolitain du Nord-Ouest, et un coup de canon ayant annoncé cette arrivée prochaine, le Conseil général s'est rendu en corps à la salle des séances de l'administration de district, précédé du héraut et des portiers de la ville, escorté d'une garde d'honneur ». Bientôt, un second coup de canon annonce l'arrivée de l'évêque sur le Sillon; alors tous les corps se mettent en marche, précédés du héraut et des portiers de la Ville, escortés de la garde d'honneur. A la porte Saint-Vincent, la garde nationale en double file fait la haie. Les administrateurs composant le directoire de district se portent en avant sur la chaussée à la tête de la légion, qui était en bataille, les drapeaux déployés, les tambours battant aux champs; ils complimentent « M. l'évêque, lequel rendu à la porte, le Conseil général l'a reçu et M. le maire l'a également complimenté ». Puis, tous traversent la ville « au milieu de la garde nationale et d'une foule de citoyens, à la suite d'une salve de 21 coups de canon et rendus à l'hôtel de M. le Maire, où loge M. l'Évêque, il a été successivement complimenté par le président de chaque corps et visité par MM. les militaires de ligne, le corps de la Marine et la société des amis de la constitution ». Après quoi, Robert des Saudrais

se retire avec tous les membres du Conseil général pour procéder à la rédaction du procès-verbal, qui a lieu à la maison commune¹.

Les occasions de produire le nouveau clergé constitutionnel ne manquaient pas, on le voit, à la municipalité qui s'y employait de son mieux. Le 14 juillet 1791, Robert des Saudrais prend place avec le reste de l'assemblée et les corps administratifs sur l'amphithéâtre élevé place Saint-Thomas à leur intention, et de là tous assistent à la messe célébrée à 11 heures et demie du matin par le curé constitutionnel Duhamel². Aussi la municipalité veille-t-elle avec un soin jaloux à ce que les insermentés ne fassent pas au clergé constitutionnel une concurrence qu'elle estime déloyale. Robert des Saudrais paraît tout à fait d'accord avec ses collègues à cet égard. Le 31 juillet, vers 10 heures du matin, on vient représenter à l'assemblée que des prêtres insermentés « attiroient par différens moyens dans l'Église de Saint-Sauveur, une multitude de citoyens, et notamment des femmes, et les détournoient d'assister à l'Église paroissiale ». Ceux qui signalaient le fait ajoutaient que cette attitude était contraire « au bon ordre » et capable d'occasionner « des scandales et des murmures, qui pourroient dégénérer en émeute

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 22 bis (D 2 bis), fol. 80.

2. *Ibid.*, p. 82, verso.

et troubler le repos public ». Ils demandaient en conséquence à la municipalité « d'enjoindre à ces prêtres de faire leur service à l'Église paroissiale comme le bon ordre l'exige, celle de Saint-Sauveur n'étant spécialement destinée que pour le service des pauvres de l'hôtel Dieu ». A 4 heures du soir le même jour, un de ces prêtres insermentés, l'abbé Moal, est en conséquence mandé devant l'assemblée; on lui représente « les inconvénients du service qu'il affectoit de faire à l'Église Saint-Sauveur de préférence à l'Église paroissiale, les réquisitoires qui avoient été faits à ce sujet », et on lui donne un passeport afin qu'il sorte dès le lendemain matin de la ville et du district de Saint-Malo. Robert des Saudrais signe le procès-verbal de cette séance à laquelle il a participé et dont les responsabilités doivent donc peser en partie sur lui ¹, comme il signe aussi le procès-verbal de la séance du lendemain 1^{er} août, dans laquelle le second prêtre insermenté, l'abbé Le Sage, est mandé devant l'assemblée. « M. le Maire lui a représenté, lisons-nous au procès-verbal approuvé par Robert des Saudrais, que la manière dont il s'étoit comporté et se comportoit encore dans cette ville, et notamment ses assiduités et son service dans l'Église de Saint-Sauveur, sans avoir paru dans l'Église paroissiale, donnoit à un grand

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 22 bis (D 2 bis), fol. 88, verso.

nombre de nos concitoyens beaucoup d'inquiétude, qu'il lui convenoit et au bon ordre de les tranquiliser en s'écartant de cette ville ; en conséquence M. le Maire a sur le champ délivré au S^r Le Sage un passe-port, et lui a enjoint de sortir du District, demain dans le jour ¹. »

Telles étaient les mesures auxquelles Robert des Saudrais donnait la main contre les insermentés, A vrai dire s'il se montrait manifestement favorable aux assermentés, il n'aurait pas sans doute eu recours contre les insermentés à des mesures aussi rigoureuses si le directoire du district n'y avait poussé la municipalité dont il faisait partie. Ce qui se passe le 17 septembre 1791 est bien caractéristique à cet égard. Ce jour-là, après avoir assisté au *Te Deum* chanté dans l'Église paroissiale en réjouissance de l'acceptation de la Constitution par le Roi, et entendu un discours, « analogue aux circonstances », du curé constitutionnel Duhamel, le Conseil général de la commune se réunit à l'hôtel de ville pour délibérer. Là, déclare le procès-verbal, « il a été donné lecture d'un arrêté de l'administration du Directoire du district de Saint-Malo, en date d'hier seize septembre, par lequel pour remédier aux abus introduits tant à Saint-

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 22 bis (D 2 bis), p. 89, recto. C'est encore une application du *Contrat social* : « Quiconque ose dire : *Hors de l'Église, point de salut*, doit être chassé de l'État. » (L. VI, chap. VIII.)

Malo qu'à Saint-Servan de la part des ecclésiastiques non assermentés qui se permettent de célébrer la messe, confesser et administrer la communion, en d'autres églises que la paroisse de Saint-Malo, et de Servan, et pour arrêter l'effet des divisions et fermentations qui pourraient résulter à Saint-Malo de ce que journellement des prêtres non assermentés, autres que les chapelains des divers établissements, s'y permettent de célébrer la messe dans d'autres églises et chapelles que celle principale et paroissiale, et souvent dans les églises des Couvents de Sainte-Anne, la Victoire et l'Hôtel Dieu; le Directoire du District arrête que les églises des Couvents de Sainte-Anne et de la Victoire de Saint-Malo seront fermées dans le jour; que défenses sont faites aux supérieures des dites maisons de donner l'entrée dans leurs églises à aucun Citoyen quelconque, et à d'autres personnes que celles qui habitent les dites communautés pour assister aux messes qui y seront célébrées par leurs chapelains; défenses leur sont également faites de faire célébrer la messe et faire aucunes autres fonctions publiques dans leurs églises par d'autres prêtres que par ceux qui ont l'administration de leurs maisons, et de leurs fournir aucuns habits sacerdotaux à cet effet, sous les peines qui seront vues appartenir. Arrête que copie du dit arrêté sera envoyé à la Municipalité de Saint-Malo pour être à la diligence

du procureur de la Commune notifié dans le jour aux supérieures des dites communautés.»

A la lecture de cet arrêté, plusieurs notables comme MM. Meslé-Grandclos et Foucher protestèrent énergiquement contre une mesure susceptible de provoquer des troubles, mesure que rien ne leur paraissait justifier, et qui n'aurait pour effet que de priver Saint-Malo du bénéfice des heureuses nouvelles de ce jour, propres à rétablir le calme et l'uniformité de sentiments. Une commission aussitôt désignée se transporta au directoire du district pour lui adresser ces représentations. Mais elle revint bientôt après, déclarant n'avoir pas trouvé les administrateurs : il est plus probable que ceux-ci avaient refusé de se laisser convaincre.

Le Conseil général de la commune, sans résister davantage à l'arrêté, nomme alors deux commissaires pour l'exécuter en son nom, et « défendre aux supérieures des dites communautés de laisser célébrer la messe et faire aucunes autres fonctions publiques dans leurs églises, par d'autres prêtres que par ceux qui ont l'administration de leurs maisons, et de leur fournir aucuns habits sacerdotaux à cet effet ». L'assemblée reste d'ailleurs en séance jusqu'au retour des commissaires qui ne tardent pas à rapporter la promesse des supérieures des communautés de s'y conformer. Robert des Saudrais signe le procès-verbal de cette longue

séance à laquelle il a pris part sans réserve¹.

Le 21 septembre suivant, le directoire du district, qui ne trouvait pas encore assez radicale la mesure du 17, fait exécuter par la municipalité un décret qui ordonne aux supérieures de Sainte-Anne et de la Victoire de fermer leurs églises².

Le même conflit entre le directoire du district et la municipalité se renouvelle encore à propos d'un arrêté des administrateurs du directoire qui, le 16 juin et le 1^{er} août, avaient décrété l'expulsion des curés et vicaires remplacés et des vicaires généraux des anciens diocèses. Le nouveau maire, Tréhouart, et la municipalité renouvelée en partie le 13 novembre 1791 s'efforcent manifestement d'éluder cette mesure. Si Robert des Saudrais et ses collègues sont favorables au schisme constitutionnel, comme tous leurs actes en témoignent, s'ils ont encore assisté, le dimanche 2 octobre, aux cérémonies religieuses, grand-messe et *Te Deum*, qui ont accompagné la réception de la loi constitutionnelle, s'ils ont adressé, le lendemain 3 octobre, une lettre enthousiaste au *Roy citoyen*, déclarant ne plus séparer l'amour du Roi de celui de la Constitution, et fonder l'espoir d'un avenir heureux *sur la liberté*, c'est qu'ils sont sincèrement libéraux, et par suite ils ne peuvent s'empêcher de désapprouver dans leur

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 22 (D 3), p. 12, verso à 15, recto.

2. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 23 (D 3).

for intérieur des mesures comme celle qu'on leur propose de sanctionner et d'exécuter. Adroitement, ils commencent donc par déclarer qu'ils ont « unanimement applaudi aux mesures d'une sage prévoyance que les municipalités sont autorisées à prendre dans les cas où la tranquillité publique pourroit être menacée par les insinuations secrètes du fanatisme, combinées avec les menées perfides des ennemis de la Constitution ». Mais ils s'empressent d'ajouter que « cette bienfaisante Constitution interdit l'emploi des peines qui ne sont pas strictement et évidemment nécessaires », et que leur premier devoir « est, en la faisant respecter par leur justice et leur fermeté, de lui concilier en même temps, par leur modération, la confiance générale et même l'attachement involontaire de ces hommes qui lui sont encore opposés par les souvenirs pénibles de leurs intérêts ou de leur orgueil blessé ». Ils font d'ailleurs remarquer « que la conduite du curé et des vicaires remplacés depuis qu'ils sont rentrés dans la ville à la faveur de la loi d'amnistie du 24 septembre, manifeste à tous les citoyens que tranquilles et libres sous la protection tutélaire des loix, ils ne troublent pas l'ordre public qu'elles ont établi, mais jouissent paisiblement des bienfaits qu'elles leur garantissent en conformité de l'article 10 de la *Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen*. » Ils considèrent donc comme inutile et même dan-

gereuse pour la tranquillité publique l'exécution immédiate de l'arrêté. Aussi, tout en déclarant qu'il sera « transcrit sur les registres, publié et affiché dans les lieux accoutumés », ils ajoutent que néanmoins l'exécution en sera suspendue tant que la conduite privée des ci-devant vicaires généraux et des curés et vicaires remplacés de cette ville, les fera juger dignes d'être maintenus sous la sauve-garde de la Loi commune à tous les Citoyens français¹ ».

Ces derniers actes nous montrent l'assemblée municipale et Robert des Saudrais faisant effort pour résister aux tendances tyranniques du jacobinisme qui, désormais, vont s'affirmer de plus en plus. Mais parce qu'ils ont méconnu les véritables conditions de la liberté religieuse, tous leurs efforts seront vains. Robert des Saudrais commence à prendre une leçon qui ne sera pas perdue pour son neveu Félicité de La Mennais. Son libéralisme sincère, il n'en faut pas douter, mais, en matière religieuse, tout à fait fourvoyé, va subir désormais, comme il l'a subi déjà, quelques rudes épreuves.

V

Il n'est pas inutile de remarquer que l'opinion de Robert des Saudrais semble parfaitement

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 23 (D 3), fol. 83, verso et 84, recto.

d'accord avec celle de la majorité de l'assemblée communale. On en trouvera une preuve, entre beaucoup d'autres, dans le fait que, le 31 décembre 1791, l'assemblée ayant à constituer un bureau, sous la présidence du maire, pour expédier les affaires courantes, le désigne avec deux autres de ses collègues pour remplir ces fonctions ¹.

Aussi ne faut-il pas tirer des conclusions trop décisives du fait qu'il s'abstienne de signer au procès-verbal des séances des 5 et 6 janvier 1792 dans lesquelles l'assemblée, cédant aux injonctions du Conseil de département et du directoire de district, décide l'expulsion des anciens curés de Saint-Briac, de Saint-Servan, de Saint-Jouan, de Paramé, et de l'ancien vicaire de Paramé, tous prêtres insermentés, et qui s'étaient réfugiés à Saint-Malo. L'assemblée consent aussi, dans la même séance, à exécuter l'arrêt relatif à l'expulsion des anciens curé et vicaires de Saint-Malo, tout en reconnaissant comme manifeste « que les Curé et Vicaires de cette ville remplacés ne troublent pas l'ordre public ² ». Il reste douteux en effet que Robert des Saudrais ait refusé de s'associer à ses collègues dans cette manifestation de faiblesse et d'impuissance. Car le 23 février suivant il signe le procès-verbal de la séance dans laquelle, sur la simple

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 23 (D 3), fol. 88, verso et 89; recto.

2. *Ibid.*

constatation « que M. Durand de la Furonière, ex-vicaire général de l'ancien diocèse de Saint-Malo, avait manqué à la promesse qu'il avait donnée de n'entretenir aucune correspondance avec *les prêtres* non assermentés de ce diocèse relativement à la Constitution civile du clergé », l'assemblée *arrête d'une voix unanime* qu'il sera écrit de suite à cet ecclésiastique pour le prévenir de se retirer et de la ville et du département de l'Ille et Vilaine dans le délai de quarante huit heures ¹ ». Le 22 mars, il signe encore un arrêté d'expulsion d'un ancien vicaire de Saint-Malo, l'abbé Morin ².

Voilà de fâcheuses mesures pour un esprit libéral ! Son libéralisme ne l'empêche pas non plus de présider, le 25 janvier 1792, à 5 heures du soir, en l'absence du maire, l'assemblée de la municipalité, et de procéder à un interrogatoire très serré de trois jeunes gens arrêtés une heure auparavant, alors qu'ils sollicitaient des passe-ports pour aller à Jersey. Ce n'est pas que ces jeunes gens troublassent gravement l'ordre public. Mais, comme ils ne pouvaient présenter aucun papier, l'officier municipal de service avait pris sur lui de les garder à la disposition de l'assemblée. On venait de découvrir en effet qu'un aventurier surnommé Mirabeau cherchait à embaucher à Vannes des recrues pour des régiments d'émigrés alors

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 24 (D 4), fol. 34, recto.

2. *Ibid.*

en formation, et la municipalité, frappée du nombre de personnes des environs de Vannes qui depuis quelques jours se présentaient pour passer à Jersey, estimait qu'il fallait surveiller attentivement tous les citoyens « qui s'en retirent et qui émigrent ». Robert des Saudrais fait donc comparaître ces jeunes gens « afin de vérifier s'ils ne seroient pas coupables, ou légitimement suspects d'avoir concouru à l'embauchage dont il s'agit ».

Le premier introduit déclare s'appeler Michel Eveno ; il est originaire de Vannes, âgé de vingt ans, drapier de profession, fils de Julien Eveno, aussi drapier, qui demeure à Vannes, rue du Bois-Moureau, paroisse Saint-Paterne. Il dit qu'il veut passer à Jersey pour rejoindre le S^r du Grego, au service duquel il s'est trouvé quatre ans environ auparavant. Robert des Saudrais demande alors à Eveno combien de temps il a servi le S^r du Grego : « Toujours », répond hardiment l'accusé. « Mais, observe Robert des Saudrais, puisque vous n'avez que vingt ans, et qu'il y a quatre ans que vous avez cessé de servir le S^r du Grego, vous n'aviez donc qu'un âge peu propre au service lorsque vous prétendez avoir été employé par le S^r du Grego. » Le jeune homme répond alors qu'il n'a pas été domestique du S^r du Grego, mais que celui-ci « étoit seulement son maître, son seigneur, son législateur, son père demeurant dans une maison à lui, et qu'il vouloit

le rejoindre, attendu que l'ouvrage manquoit à Vannes ». « Pourquoi donc, lui demande le président, avez-vous quitté Vannes ? depuis quand ? et pourquoi en êtes-vous sorti sans aucuns papiers, au moins le consentement par écrit de votre père ? » A quoi Eveno répond « que la liberté étant décrétée il n'avoit pas besoin de papiers, qu'il étoit sorti de Vannes il y avoit huit jours et étoit venu ici par Lominé, Rohan, Loudéac, Moncontour, Lamballe et Matignon ». Sur quoi on le fait retirer.

Les interrogatoires des deux autres prévenus sont conduits de la même façon, et l'on ne relève guère qu'une contradiction entre eux sur la date de leur départ de Vannes. Néanmoins, après les avoir confrontés, Robert des Saudrais, d'accord avec le reste de l'assemblée, les fait enfermer à la maison d'arrêt et prévient la gendarmerie de s'y rendre avec sa feuille de signalement pour s'assurer s'il n'en résulte aucun renseignement de nature à éclairer sur leur cas¹.

C'est que l'oncle de Félicité de La Mennais fait passer avant toute autre préoccupation le souci du respect dû à la Constitution, en laquelle il semble bien qu'il ait encore entièrement foi. Le 19 mars 1792, comme président de l'assemblée communale, il dirige une enquête sur le nombre

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 23 (D 3), fol. 9, verso à 11, recto.

des religieux qui se trouvent encore à la Maison des Récollets de Saint-Malo¹; et, désigné à l'élection, quelques jours auparavant, comme commissaire des hôpitaux et des prisons, il signe une résolution de l'assemblée qui oblige les religieuses de Sainte-Anne, en dépit de leur résistance, à mettre un crucifix et de l'eau bénite à la tête du cercueil d'une de leurs pensionnaires, la demoiselle Vaudoré, leur refus d'y procéder rendant impossible l'enlèvement du corps par le curé constitutionnel et son inhumation. Les religieuses ayant avancé que si elles n'avaient pas fait mettre de crucifix et de bénitier près du cercueil, c'est que Mme Vaudoré, mère de la défunte, le leur avait défendu, la municipalité, constatant que cette défense avait été l'occasion de rumeurs, de troubles et de scandales, prit immédiatement l'arrêté suivant, que Robert des Saudrais contre-signa avec le maire Tréhouart :

« La municipalité.... considérant que la conduite qu'a tenue la dame Vaudoré à l'occasion de l'inhumation de sa fille décédée à la maison de Sainte-Anne tend évidemment à fomenter dans la ville les dissensions (*sic*) religieuses et à troubler la tranquillité publique.

« Arrête que la dite dame V^e Vaudoré se retirera de cette ville dans le délai de 48 heures et

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 23 (D 3).

que la présente délibération lui sera notifiée à la diligence du procureur de la commune ¹. »

Des troubles plus graves n'allaient pas tarder à éclater à l'occasion de la première communion. Félicité de La Mennais ayant précisément dix ans à cette époque, les scènes qu'on va rapporter expliquent suffisamment, je pense, sans recourir à une légende médiocrement vraisemblable, soit qu'il n'ait pas fait sa première communion cette année ni l'année suivante, comme son âge l'aurait exigé, soit que, s'il l'a faite, comme les opinions et l'attitude de son père et de son oncle à l'égard du clergé constitutionnel le rendent probable, par le ministère du curé constitutionnel ², on ait imaginé plus tard la légende de son refus et de ses discussions avec le prêtre ³ pour voiler cette défaillance des siens.

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 24 (D 4), fol. 56, recto et verso.

2. La première communion se faisait en Bretagne à dix ans. Cf. FEUGÈRE, *Lamennais avant l'Essai sur l'Indifférence*, 1 vol. grand in-8, Paris, Bloud, 1906, p. 27.

3. Cf. SAINTE-BEUVE, *Portr. contemp.*, t. I, pp. 210-211; BLAIZE, *Œuvres inédites de Lamennais*, t. I, *Introd.*, p. 21; FEUGÈRE, *Lamennais*, pp. 26-27. Tous les biographes reproduisent cette légende bien suspecte, dont l'origine est la communication faite à Sainte-Beuve, par l'abbé Jean, pour l'article de 1832. Elle tombera sans doute devant les faits nouveaux qu'on apporte ici. Un dernier argument à l'appui de notre hypothèse : l'abbé Carré, qui fut précepteur de Féli et de Jean-Marie de La Mennais jusqu'en novembre ou décembre 1792, avait prêté serment à la Constitution civile du clergé; il appartenait au clergé constitutionnel. Cf. ROUSSEL, *Lamennais à la Chesnaie. Rev. du monde catholique*, juillet 1899.

Quoi qu'il en soit, Robert des Saudrais était en séance à l'hôtel de ville le 4 avril 1792, lorsque le curé constitutionnel Duhamel fit informer l'assemblée par de jeunes garçons aspirants à la première communion que les sœurs de la Passion refusaient de lui délivrer les croix qui servaient ordinairement à cette cérémonie et qui étaient déposées dans leur maison. Vainement des commissaires nommés aussitôt se transportent-ils auprès des sœurs pour les engager à user « de modération et de décence à l'occasion de la retraite des enfants de la 1^{re} communion et à leur ouvrir leur chapelle suivant l'usage ; elles ont osé dire ne reconnaître de pouvoirs ni d'autorité que ceux de M. La Lande, leur fondateur. »

Cette réponse mécontente l'assemblée, qui « touchée de la manière peu honnête des procédés des sœurs de la Passion, arrête unanimement d'en mander deux, de suite, pour leur enjoindre plus de circonspection et d'esprit de tolérance, ce qui a été aussitôt exécuté¹ ». Robert des Saudrais devait signer bientôt après d'autres procès-verbaux relatant au sujet de la première communion, ainsi qu'on devait s'y attendre, d'autres événements plus graves. Déjà, le 5 avril, le curé constitutionnel était obligé de réclamer trois factionnaires, l'un pour le reposoir, et deux pour ténèbres : Robert

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 24 (D 4).

des Saudrais et ses collègues s'empressaient de les lui accorder¹.

Le lendemain 6 avril, vers 5 heures et demie de l'après-midi, ils étaient en séance quand on vint les informer « qu'une espèce d'attroupement se formoit sur la place de la paroisse à l'occasion de la procession des enfans de la 1^{re} communion ». Un citoyen, nommé Lésilloux, avait insulté la procession, et la foule voulait l'écharper. Des commissaires désignés rentrent presque aussitôt à la maison commune, protégeant ce particulier qu'ils viennent de faire arrêter, et qu'ils ont dû défendre contre la fureur populaire, avant de l'envoyer devant le juge de paix qui, à 9 heures et demie du soir, le fait, après interrogatoire, conduire à la maison d'arrêt. Robert des Saudrais n'a pas quitté la salle des séances pendant que ces événements se déroulaient, et signe les procès-verbaux des résolutions prises². Le 9 avril, nouveaux troubles beaucoup plus graves, la foule ayant envahi la communauté de Sainte-Anne dont les religieuses avaient refusé de sonner les cloches en l'honneur de la procession des enfans de la première communion : Robert des Saudrais accompagne aussitôt le maire sur les lieux avec deux autres membres de la municipalité; ils constatent que les portes de l'église et de la maison ont été

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 24 (D 4), p. 63, verso.

2. *Ibid.*

enfoncées, les vitrages brisés, les croisées rompues, dans les chambres, les armoires et les meubles mis en pièces; ils décident la foule à s'éloigner et laissent un détachement de la garde nationale pour protéger les religieuses et la maison. Afin d'éviter le retour de pareils événements, on décide que des patrouilles parcourront régulièrement la ville et que des membres de la municipalité en écharpe accompagneront les processions des enfants de la première communion ¹. Le 11 avril, Robert des Saudrais qui a signé tous les procès-verbaux et participé à toutes les séances pendant ces jours de trouble, est désigné avec un autre officier municipal pour assister à la procession des premiers communiant ².

Ces événements paraissent avoir engagé la municipalité à adopter une attitude plus sévère à l'égard des réfractaires ou de leurs partisans; et Robert des Saudrais la suit dans cette voie. Ses interventions se multiplient. Sous prétexte de faciliter le renforcement de la garnison par l'addition d'un second bataillon au 12^e bataillon du 36^e de ligne qui tient déjà garnison à Saint-Malo, Robert des Saudrais signe une motion qui demande que les maisons des Récollets et des Ursulines soient évacuées; on y installera ce second bataillon ³. Il enregistre sans

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 24 (D 4).

2. *Ibid.*, fol. 69, recto et verso.

3. *Ibid.* Séance du 13 avril 1792.

protestation avec ses collègues la lettre du directoire de district qui enjoint de ne plus donner de permis ou passeports aux prêtres pour aller à l'étranger¹; il préside aux opérations du scrutin pour l'organisation de la garde nationale²; lorsque le second bataillon demandé pour la ville arrive, c'est Robert des Saudrais qui, en qualité de président de la députation de la municipalité, donne, au nom de la commune, « des témoignages d'affection et de fraternité » à l'officier commandant³. Lorsque de nouveaux troubles se produisent à l'occasion de l'arrestation maladroite d'un prêtre insermenté appréhendé à l'autel sans que la municipalité ait même été prévenue de l'ordre donné à la gendarmerie par le directoire du district, Robert des Saudrais accourt un des premiers à la maison commune où il reste en séance jusqu'à dix heures du soir; et le lendemain, il semble bien qu'il ait opiné en faveur de la fermeture de l'église Saint-Sauveur où ces troubles s'étaient produits, puisque c'est lui qu'on charge avec un autre commissaire d'aller procéder à cette fermeture, ce qu'il fait en recommandant même au chapelain de ne souffrir qu'aucun étranger assiste aux messes qui se disent dans les salles des malades⁴.

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 24 (D 4).

2. *Ibid.* Séance des 22 et 23 avril 1792.

3. *Ibid.* 8 mai 1792.

Ibid., LL 25 (D 5).

Bien plus, sans qu'aucun trouble se soit produit dans une autre église, l'église du Marais, et sur le simple avis qu'il y avait foule le dimanche précédent à cette église, où la messe était dite « par un prêtre non assermenté », Robert des Saudrais approuve en la contresignant la délibération de la municipalité qui décide qu'il sera interdit au prêtre non assermenté d'y dire la messe, et qu'un vicaire du curé constitutionnel ira dès le dimanche suivant y officier à sa place ¹. Après cela, on ne s'étonnera pas que, le 7 juin, il assiste à la cérémonie de la bénédiction des drapeaux par le curé constitutionnel, comme en témoigne sa signature au procès-verbal ², et que le 3 juillet suivant il donne son approbation à la délibération du Conseil général prise en conséquence des troubles qui s'étaient produits à l'hôpital général, et dont la teneur suit : « Le Conseil général persuadé qu'ils ont pour cause principale le fanatisme aveugle et intolérant des agens subalternes de cette administration et leur irritante brusquerie ; et voulant mettre un prompt terme à cette agitation continue et scandaleuse en en tarissant la source, arrête qu'il sera par la municipalité réclamé de nouveau et d'une manière énergique auprès des administrateurs de l'hôpital général l'exécution desdites mesures (c'est-à-dire de la substitution

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 25 (D 5). Séance du 2 juin 1792.

2. *Ibid.*

des prêtres constitutionnels aux chapelains arrêtés à la suite des troubles qui s'étoient produits dans la maison), et même le renvoi des portiers, des conducteurs, des enfans, et de tous les autres agens inférieurs qui refuseroient encore de se conformer aux arrêtés¹... » Le lendemain 4 juillet 1792, Robert des Saudrais approuve encore que l'on écrive aux religieuses de Sainte-Anne et de la Victoire pour leur imposer le serment civique « décrété par la constitution qui garantit à chacun l'exercice libre et illimité du culte auquel on est attaché² ».

Il assiste, bien entendu, le 14 juillet 1792, à la fête de la Fédération, et signe au procès-verbal. Les gardes nationales et les troupes de ligne ont formé le bataillon carré; la messe est dite par le curé constitutionnel en présence des corps constitués; alors M. Chaumont, vice-président du district, prononce un discours « touchant et analogue aux circonstances ». Puis Pierre-Louis Robert de La Mennais, son frère, en qualité de président du tribunal de commerce, le maire, le président du district et le président du tribunal judiciaire se transportent à la maison commune d'où ils rapportent le bonnet de la liberté. On le place sur une pyramide, et le maire prononce un discours pour féliciter ses concitoyens d'avoir su élever « un autel

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 25 (D 5).

2. *Ibid.*

à la liberté et y placer ce bonnet sacré qui en est l'emblème ». C'est à la Constitution qu'ils doivent cette liberté, et ils la défendront « contre les instigateurs des troubles et de l'anarchie » ; « oui, s'écrie-t-il, nous sommes aussi debout, et nous abjurons et exécrons la république et les deux chambres¹ ».

Hélas ! le surlendemain 16 juillet, Robert des Saudrais, qui avait signé le procès-verbal de cette fête où l'on abjurait et exécrait la république, signait un autre procès-verbal de communication par le directoire d'une lettre du Corps législatif annonçant que la patrie était en danger². Et, sans doute, le 10 août, il participe à une motion qui tend à faire écarter la question de la déchéance³ ; mais le 2 septembre il est présent à la cérémonie par laquelle chaque membre des corps constitués prête serment devant le corps électoral « d'être fidèle à la nation, et de maintenir la liberté, l'égalité, ou de mourir à son poste en les défendant ». Il reçoit donc avec ses collègues le serment que prête son frère en qualité de président du tribunal de commerce⁴. Et le 29 septembre, ce royaliste d'hier signe le procès-verbal de la séance mémorable dans laquelle l'assemblée

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 25 (D 5).

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

prend connaissance du décret de la Convention qui abolit la royauté et proclame la république¹ : le lendemain, sa signature se trouve encore au bas de l'acte ordonnant la bannie de la loi qui proclame la France république².

Entraîné par les événements hors de la sphère de modération et de liberté dans laquelle ses mœurs, son tempérament, son milieu, l'engageaient à rester, Robert des Saudrais tournerait-il au jacobinisme ?

VI

Son attitude à l'égard du clergé constitutionnel et des réfractaires n'a pas changé ; elle semblerait plutôt devenir plus sévère à l'égard des insermentés et de tout ce qui tient au clergé réfractaire. Il se montrait favorable, le 16 août, à la demande du curé constitutionnel Duhamel, qui réclamait un traitement en faveur de l'aumônier assermenté désigné pour l'hôpital général³ ; et les 8, 9 et 10 septembre, il approuvait toutes les mesures de réclusion très sévère, très étroite prises par l'assemblée municipale contre 200 prêtres insermentés envoyés de Rennes par le département et en-

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 25 (D 5).

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

fermés au château ¹. Le 26 septembre, il recevait, avec le reste de la municipalité, le serment du curé constitutionnel et de ses vicaires ²; et deux jours plus tard, l'oncle de Jean-Marie de La Menais, qui devait plus tard fonder et faire prospérer en Bretagne les *Frères de l'Instruction Chrétienne*, signait la condamnation des *Frères des Écoles chrétiennes*. La signature de Robert des Saudrais figure après les lignes suivantes : « Considérant que la loi du 18 août a supprimé la congrégation des frères de l'école chrétienne... que les membres de cette congrégation qui tiennent ici l'école sont généralement suspects d'incivisme et de collusion avec les ennemis intérieurs de la république, le conseil général a arrêté qu'il leur seroit fait provisoirement deffences (*sic*) de rouvrir leur École, qu'il leur sera enjoint de quitter leur costume et qu'en donnant son avis au district la municipalité demandera leur remplacement au département ³. »

S'il est favorable à l'expulsion des Frères, Robert des Saudrais l'est aussi à l'expulsion des religieuses, puisqu'il signe un procès-verbal où il est dit que le municipalité a commis deux notables « pour aller à l'ancienne communauté de Sainte-Anne faire les relligieuses qui y sont encore s'expli-

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 25 (D 5).

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

quer sur le defficit de leur argenterie et leur enjoindre de déguerpir incessamment. Les commissaires de retour ont remis l'interrogatoire signé de la sœur Thaïs de la Haye ci devant supérieure et une lettre d'elle, et ont ajouté qu'ils leur avoient enjoint de déguerpir demain¹. »

Approuve-t-il le ton violent du discours du maire à la fête civique célébrée le 7 octobre 1792 — l'an I^{er} de la République — pour célébrer la conquête de la Savoie sans effusion de sang ? Il faut le croire encore, puisqu'il consent à contre-signer le compte rendu de ce discours prononcé après qu'on eut chanté autour de l'autel de la patrie « l'hymne des marseillais ».

« La coalition des roys, des nobles et des prêtres factieux et perfides, y lit-on, rendant à la nation française le sentiment énergique de sa dignité avilie par eux, elle s'est levée tout entière pour les anéantir.... Vous le voyez, citoyens, concluait l'orateur, Dieu bénit et protège les armes des enfants de la liberté; il avoit dit qu'ils étoient tous égaux devant lui; les français consacrent par leur courage cet oracle du divin auteur de l'univers. Qu'il ne les abandonne jamais à la fureur de leurs vils ennemis, et bientôt la justice, les mœurs et la liberté s'établiront sur les ruines

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 25 (D 5). Séance du 3 octobre 1792.

de toutes les superstitions qui degradoient le genre humain ¹. »

Le 2 novembre suivant, Robert des Saudrais signe un arrêté du Conseil général qui interdit à un prêtre malade, l'abbé Lebreton, originaire de Pleurtruit, et non assermenté, « de rester en cette ville pour s'y rétablir d'une maladie attestée par un certificat de chirurgien » ; alléguant que le Conseil général « ne peut admettre dans ses murs nul étranger dont les opinions politiques soient suspectes ». La responsabilité de cette décision cruelle et peu honorable paraît bien incomber presque tout entière à Robert des Saudrais, puisque sa signature figure seule avec celle d'un de ses collègues au pied du procès-verbal ².

D'ailleurs, il avait contribué, pour sa part, à faire voter les mesures très sévères adoptées contre les émigrés auxquels le Conseil général, dans la séance du 30 octobre 1792, avait interdit de rentrer sur le territoire de Saint-Malo ; le Conseil invoquait la tranquillité publique, alléguant qu'il ne pouvait « prévoir ni répondre des événements auxquels la présence des émigrés pourroit donner lieu par l'indignation que ces lâches agents du despotisme et de la tyrannie inspirent aux amis de la liberté et de l'égalité ». Aussi « les émigrés qui se présenteront pour rentrer sur le

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 25 (D 5).

2. *Ibid.*

territoire de la république seront tenus de s'en retourner de suite. Quatre signatures seulement figurent en bas de ce procès verbal, et parmi elles, celle de Robert des Saudrais ¹.

Si le libéralisme de Robert des Saudrais semble quelque peu compromis dans de telles aventures, il se retrouve tout entier dans les séances des 13 et 14 novembre 1792 : Robert des Saudrais y préside le Conseil général et s'y montre nettement hostile aux *coalitions*. Des ouvrières avaient demandé une augmentation de salaire ; elles avaient déclaré que si on refusait de les payer 15 sols par jour, elles quitteraient l'ouvrage. Comme on avait refusé de leur donner satisfaction, elles avaient effectivement quitté l'ouvrage, comme elles en avaient menacé ; mais elles ne s'en étaient pas tenues là, et comme quelques-unes d'entre elles avaient continué le travail, celles qui s'étaient mises en grève « voyant que les autres ouvrières restoient, elles ont été leur reprocher qu'elles étoient des traîtres, qui les avoient trompées ».

« Le Conseil leur a fait défense de se coaliser à l'avenir de la sorte et d'agir auprès des autres ouvrières pour les empêcher de travailler sous peine de punition, et a arrêté qu'il en soit fait mention sur le registre pour servir contre elles en cas de récidive ². »

1. Arch. comm. de Saint-Malo, LL 25 (D 5) ;

2. Ibid.

Robert des Saudrais présida le Conseil général jusqu'au 18 novembre. Le 20 novembre avait lieu le renouvellement du conseil municipal : Robert des Saudrais fut réélu officier municipal par 138 suffrages ¹. Mais ce libéral sentait peut-être qu'il se fourvoyait en consentant à prendre sa part de responsabilité dans les mesures de plus en plus violentes auxquelles la municipalité se trouvait entraînée.

D'autre part, il n'est pas impossible que la lettre pastorale adressée de Chambéry le 5 avril 1792 par Mgr Cortois de Pressigny ², pour la publication du bref de Pie VI condamnant la Constitution civile du clergé, ait éveillé quelques scrupules sinon chez M. Robert des Saudrais, du moins dans son entourage féminin. « Les prêtres imposteurs, lisait-on dans cette lettre pastorale, les prêtres imposteurs, qui osent mentir à Dieu, en se disant ses envoyés, quoiqu'ils ne le soient pas... ne craindront pas de porter un jugement de blasphème contre l'oint du Seigneur; ils disputeront au chef de l'Église le droit de prononcer sur les questions qui s'élèvent dans son sein; ils lui contesteront le droit de réprimer les réfractaires, et de les séparer de la partie saine du troupeau. » L'évêque de Saint-Malo cite de nombreuses auto-

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 25 (D 5), p. 162, recto.

2. A Paris, chez Crapard, imprimeur-libraire, rue d'Enfer, n° 129, 1792.

rités en faveur du souverain pontife: « Il est difficile sans doute, ajoute-t-il, d'opposer quelque chose de raisonnable à cette multitude de témoins étrangers et domestiques, qui attestent et reconnoissent l'enseignement constant et uniforme de l'Église catholique, sur le droit qu'a le souverain pontife de prononcer sur les questions de la foi, et de séparer, de rejeter de l'église ceux qui refusent de se soumettre au jugement du corps des premiers pasteurs.

« Aussi l'imposture s'est-elle encore ménagé une ressource. On vous dira, N. T. C. F., qu'il ne s'agit point de questions de foi, mais seulement de réglemens civils, pour lesquels on demande notre soumission et la vôtre.

« ... Quoi ces réglemens qui déterminent à qui doit appartenir l'autorité de J. C., sont des réglemens civils? On appellera loi civile celle qui prononce qu'un prêtre pourra administrer les sacremens, remplira toutes les fonctions du ministère pastoral sur la simple délégation d'un curé, et sans la mission de celui qui a été établi par J. C. pour gouverner l'Église de Dieu! Quelque opinion qu'on ait sur le fond de la question, il est impossible de ne pas convenir qu'elle est entièrement spirituelle, puisqu'il s'agit de savoir à qui Notre Seigneur J. C. a confié les pouvoirs nécessaires, pour que les sacremens soient les sources de la grâce qu'il nous a acquise au prix de son sang... »

Cette énergique condamnation de la Constitution civile du clergé par son évêque ne fut sans doute pas étrangère à la décision de l'oncle des Saudrais de renoncer aux affaires publiques. Il donna donc sa démission le 6 décembre — en même temps que Louis Blaize, le futur beau-père de sa nièce Marie de La Mennais¹ — et lorsque le nouveau conseil municipal prit séance le 9 décembre 1792, Robert des Saudrais quitta la maison commune pour n'y plus rentrer².

Son rôle politique nous l'a montré sous les couleurs d'un libéral, partisan déclaré du schisme constitutionnel et de la Constitution civile du clergé ; assez féru, nous semble-t-il, des idées philosophiques. Mais sa démission pourrait bien signifier qu'il commence à comprendre que la résistance des prêtres insermentés n'est pas seulement une opposition politique. Il entreverrait alors combien est opposé au libéralisme dont il fait profession le régime qu'il a prétendu, avec ses collègues de l'assemblée municipale, imposer au catholicisme en favorisant le schisme constitutionnel, c'est-à-dire en acceptant l'idée d'une religion soumise dans son exercice, dans le choix de ses ministres, et dans sa constitution même, à la domination du pouvoir civil.

Quoi qu'il en soit, il fallait que celui qui, en

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 25 (D 5), fol. 163.

2. *Ibid.* LL 26 (D 5), fol. 1.

abandonnant les affaires publiques, allait se consacrer tout entier à l'éducation de Félicité de La Mennais, eût vécu cette erreur, pour que celui-ci pût vivre à son tour, avec éloquence et passion, les vérités qu'au temps de son enfance, sa famille avait méconnues. Du moins est-ce en suivant la conversion naturelle des siens, sous la pression des événements, que le futur auteur de *l'Essai sur l'Indifférence* s'élèvera jusqu'à la vue claire de la vérité religieuse. A cet égard, l'expérience de sa famille, à l'époque où nous sommes arrivés, est loin d'être encore complète : il y manque la cruelle leçon de la Terreur, et quelques autres encore.

CHAPITRE VIII

LA FAMILLE DE LA MENNAIS PENDANT LA RÉVOLUTION (*suite*). SERVICES DE M. DE LA MENNAIS (25 DÉCEMBRE 1789-2 VENTOSE AN VI)

I. Premiers services de M. de La Mennais. — II. Il est élu président du Tribunal de commerce : nouveaux services rendus. — III. Son attitude et sa conduite en 1793 et sous la Terreur : il est nommé trésorier de l'hôpital général après l'incarcération des sœurs. — V. Il est dénoncé ; le proconsulat du représentant Le Carpentier. — V. Son activité bienfaisante et ses nouveaux services après la Terreur. Nouvelle dénonciation après fructidor an VI.

I

On peut croire sans trop s'aventurer que si Pierre-Louis Robert de La Mennais se tint éloigné des affaires publiques pendant la Révolution, par une discrétion qu'explique assez son rôle de subdélégué sous le régime précédent, il n'en partageait pas moins, à peu de choses près, toutes les manières de voir de son frère, son associé. En

somme, le libéralisme, le mépris des ordres religieux, la religion philosophique que nous avons trouvés chez le subdélégué de l'intendant de Bretagne, nous les avons rencontrés aussi chez Robert des Saudrais. Les interventions des deux frères en marge de la politique proprement dite, le rôle qu'ils ont joué, leur attitude pendant la révolution ne peuvent guère laisser de doute à cet égard. Et puisque nous avons entrevu déjà de quelle manière les événements ont pu instruire Robert des Saudrais, il nous reste, en étudiant le rôle de son frère, à voir comment cette éducation nécessaire se compléta, s'acheva pendant les années qui vont suivre. Qu'on ne l'oublie pas : c'est le retour d'une famille des erreurs *philosophiques* à la vérité religieuse, de l'utopie jacobine à une saine conception de la liberté, que nous racontons. Et quand même cette évolution n'aurait pas eu pour dernier terme les œuvres apologétiques de Félicité de La Mennais, comme son point de départ aidera peut-être à nous éclairer sur sa chute, elle n'en offrirait pas moins par elle-même un intérêt de premier ordre.

Si Robert des Saudrais était seul entré, dès les premiers jours de la Révolution, dans l'assemblée municipale, son père, son beau-père et surtout son frère ne s'étaient pas complètement abstenus d'intervenir dans la vie communale à cette époque critique. Ainsi, le 25 décembre 1789, Saint-Servan

faubourg de Saint-Malo, ayant réclamé par une pétition un statut nouveau qui en ferait une ville indépendante, la municipalité de Saint-Malo manifesta, naturellement, l'opposition la plus vive à ces vues. Pierre Lorin est un des quatre commissaires nommés pour répondre à la pétition, et Pierre-Louis Robert de La Mennais est désigné avec trois autres personnes pour concerter un moyen de rapprochement entre la ville et le faubourg¹.

Son rôle ne se bornait pas là. La veille, il avait lu à l'assemblée un mémoire « sur les causes intéressantes pour le commerce » qui avaient déterminé les commerçants de la ville à demander que Saint-Malo fût rattaché au département qui aurait pour chef-lieu Saint-Brieuc, et non à celui dont la préfecture serait à Rennes². Le 16 janvier 1790, à la suite d'une exhortation d'un des membres de l'assemblée à des dons charitables, Pierre-Louis Robert de La Mennais se déclare disposé à répondre à cet appel, et on décerne « acte à M. Robert de la Mennais fils aîné de sa déclaration d'être prêt de verser dans la caisse de bienfaisance une somme de 600 livres³ ». — Deux jours plus tard, son père était élu membre suppléant du Comité des subsistances, et, le 17 décembre, assesseur du

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 21, p. 56, recto.

2. *Ibid.*, LL 21, p. 54, verso.

3. *Ibid.*, p. 76, verso.

juge de paix. Il est vrai qu'il déclina cet honneur par la lettre suivante :

« Messieurs, j'accepterois avec le plus grand plaisir la place à laquelle je viens d'être nommé, si j'étois en état d'en remplir les fonctions. Mais des infirmités graves, une mauvaise santé habituelle et un âge fort avancé me mettent dans l'impossibilité absolue de répondre dignement, sous ce nouveau rapport, à la confiance de mes concitoyens, et le peu de forces qui me restent, je les employe pour la chose publique, étant Commissaire pour la Capitation et Notable adjoint aux juges pour les procédures criminelles.

« Je suis avec respect,

« Messieurs,

« Votre très humble et très obéissant serviteur,

« MENNAIS ROBERT. »

Saint-Malo, 24 9^{bre} 1790.

« T. s. v. p. »

(Au verso.) « Dans ce moment je suis pris d'une révolution d'asme (*sic*) qui m'empêchera vraisemblablement d'assister à la confection du Rolle de la Capitation, si mon absence peut être préjudiciable, je vous prie de vouloir bien nommer un autre commissaire en ma place.

« M. R.¹. »

1. Inédit. Arch. comm. de Saint-Malo, LL 121, K 18 (liasse).

Pierre-Louis Robert de La Mennais, son fils, étant plus jeune, était aussi plus disposé à accepter les charges dont on voulait bien l'honorer. Le 4 mars 1790, l'assemblée de la municipalité le nommait commissaire adjoint à la police ¹, et le 2 avril suivant, il prêtait serment devant l'assemblée « de se bien et fidèlement comporter dans l'exercice de ses fonctions ² ». La question des vivres reste toujours sa spécialité : le 29 mai, après l'avoir consulté, la municipalité décide d'envoyer à la ville de Lamballe, qui réclame ce secours, vingt tonneaux de farine ; et même de faire une demande au Havre de mille sacs de farine, autorisant « MM. de La Mennais frères et Compagnie à faire cette demande par le courrier de ce jour ³ ». — Comme membre de la société patriotique des subsistances il s'occupe des approvisionnements en grains, avec la même activité qu'il avait déployée comme subdélégué. On apprend, le 5 juin, qu'un fermier de Basse-Bretagne peut encore disposer d'une vingtaine de tonneaux de froment à vendre « et sur l'avis qu'en a donné à M. de La Mennais l'un des commissaires de la société patriotique qui s'est transporté au Bureau, la municipalité l'a prié de vouloir bien trouver les moyens de se procurer ce bled, ce qu'il a fait sur le champ en

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 22 (D 2), reg., fol. 5-6.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

donnant une lettre d'ordre pour M. Duparc Le Coq (le fermier en question), à laquelle l'assemblée joint une prière à la municipalité du lieu, de faciliter le chargement de ces grains ¹... »

Ces services étaient très précieux, car la disette suscitait des émeutes à Saint-Malo. Le 3 septembre 1790, un négociant ayant été accusé d'accaparement de subsistances, sa maison est cernée par la foule ; la municipalité doit envoyer la garde nationale prêter main forte, et pour calmer l'effervescence populaire, elle fait enfermer au château le négociant dont l'enquête qui suivit démontra la parfaite innocence ². D'autres émeutes éclatent encore les 14 et 15 octobre ³. Aussi la municipalité, qui cherchait tous les moyens d'améliorer la situation du peuple, accueillit-elle avec satisfaction « les excellentes vues » d'un mémoire présenté par un habitant de Saint-Malo, et qui développait « un projet d'établissement d'une fabrique de filature et de toiles ». Toutefois, « avant de prendre une détermination sur un objet aussi important », le conseil de la commune estimant qu'« il convenoit d'en faire faire un examen approfondi par cinq commissaires qui seraient chargés de présenter le plutôt qu'il leur serait possible un plan de dispositions adapté au local et aux convenances des

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 22 (D 2).

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

habitans du canton... a nommé pour commissaires MM. Serré, Taton, Mennais Robert l'ainé, Capart et Dessaudrais Robert ¹... » Le 27 décembre suivant, à 11 heures du matin, les cinq commissaires nommés apportent à l'assemblée des observations « tendantes à former dans cette ville un bureau de charité ». Il est immédiatement décidé que ces vues et ces plans seront communiqués au Conseil général de la commune le 30 décembre ². Et ce jour-là, à trois heures de l'après-midi, en présence des officiers municipaux, dont faisait partie « Robert jeune », « Robert l'ainé » et les trois autres « commissaires proposés pour aviser aux moyens de former dans cette ville des établissemens de Charité, ayant obtenu l'entrée, ont servi sur le Bureau un projet d'un arrêté par lequel leur avis est qu'il soit établi un Bureau de Charité central et général d'administration qui réunissant les lumières et les secours puisse par ce concours unanime soulager la classe indigente par les différens moyens qui seront déterminés par le Bureau, sur quoy l'assemblée délibérant a nommé MM. Robert et Bossinot officiers municipaux » pour en conférer avec les administrateurs des différens établissemens de charité existants ³. Le 4 janvier suivant, Robert des Saudrais donne

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 22 (D 2), p. 179.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, p. 180.

lecture de son rapport sur la question, et l'assemblée arrête l'établissement de ce bureau central et général de charité pour secourir la classe indigente. Il doit comprendre 24 personnes : le maire, président de droit, deux officiers municipaux, deux notables choisis par le Conseil général de la commune, deux administrateurs de l'hôpital général, le trésorier de la marmite des pauvres, deux administrateurs de l'Hôtel-Dieu, quatre dames de la Congrégation, le curé, quatre députés du Commerce et quatre citoyens ¹. Le projet amorcé jadis par Pierre Lorin, sous l'ancien régime, repris par Pierre-Louis Robert de La Mennais, semble trouver maintenant ses moyens de réalisation.

« Robert fils » se dépense avec beaucoup de zèle pour la nouvelle institution ; il est chargé par le bureau de charité, avec un prêtre, secrétaire du bureau, de donner à la municipalité les avis recueillis sur les moyens de venir en aide aux pauvres de la ville ²; et le 17 mai, tous deux, conformément à l'avis du bureau de charité, proposent trois moyens de secourir les pauvres : une contribution volontaire, une quête ou une imposition générale de tous les citoyens. L'assemblée décide d'avoir recours à la souscription volontaire, qu'elle estime le moyen « le plus prompt à fournir aux pauvres valides les matières nécessaires pour leur

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 22 (D 2), p. 183.

2. *Ibid.*, LL 22 bis (D 2 bis), p. 49, recto.

procurer du travail¹ », et, le 22 mai suivant, elle désigne « Robert fils aîné » comme un des deux commissaires chargés de présenter cette souscription volontaire pour la section de Saint-Benoît². Par l'activité, par la nature de ses préoccupations, par son dévouement au bien public, « Robert fils aîné », commissaire adjoint à la police au commencement de la Révolution, s'efforçant d'assurer l'approvisionnement de Saint-Malo, et la subsistance des pauvres, préconisant la constitution d'un bureau de charité, ne diffère pas sensiblement du subdélégué que nous avons appris récemment encore à connaître.

II

Est-ce en récompense de cette promptitude à se dépenser pour le bien public que Pierre-Louis Robert de La Mennais fut élu président du tribunal de commerce ? Prévenu avec les autres membres du tribunal, le 25 février 1792, que le directoire de district avait envoyé ses provisions à l'assemblée de la municipalité³, « M. Robert de Lamennais fils aîné » en même temps que ses collègues se

1. Arch. comm. de Saint-Malo, LL 22 bis (D 2 bis), p. 50, recto et verso.

2. Ibid., p. 52, verso et 53, recto.

3. Arch. comm. de Saint-Malo, LL 24 (D 4), p. 39, recto et verso.

présentait dès le 26 février devant la municipalité, pour y déclarer « que le tribunal étoit prêt de se faire installer aussitôt que la Municipalité le jugeroit convenable¹ ». La séance d'installation fut fixée au mercredi 29 février 1792. Ce jour-là, en présence de « MM. du Tribunal du District et commissaire du Roy de cette ville », des membres du tribunal et du bureau de paix, d'une députation de la municipalité et du bureau de paix de Saint-Servan, des officiers militaires de la place et des membres du bureau de la Marine, « M. Robert de la Mennais fils aîné, président » et les quatre autres juges élus du tribunal de commerce entendirent la lecture de leurs commissions. Puis, ils « ont chacun séparément et individuellement la main levée, prêté serment d'être fidèles à la nation, à la loi et au Roi, de maintenir de tout leur pouvoir la Constitution du Royaume décrétée par l'Assemblée Nationale Constituante aux années 1789, 1790 et 1791, acceptée par le Roi, et de remplir avec exactitude et impartialité les fonctions de leurs offices ». Le premier officier municipal, en l'absence du maire, prononce alors « un discours relatif à l'importance de l'engagement que MM. les juges venoient de contracter et à la satisfaction qu'éprouvoient les citoyens de voir un tribunal formé par le choix libre du Peuple.

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 24 (D 4), p. 37, recto.

« Ce discours terminé, M. Robert de La Mennais fils, président du tribunal, en a fait un dont l'objet est de faire sentir que ce tribunal ne se dissimule point l'étendue de ses devoirs et d'inviter tous les citoyens à chérir, à respecter une constitution qui assure le bonheur universel du peuple français¹. »

Constatons que « Robert de La Mennais fils aîné » n'est pas moins attaché que son frère à la constitution nouvelle. Mais sa manière de servir l'État n'a pas changé. Il veille avec beaucoup de soin aux intérêts de la ville, et surtout à ceux du commerce, qui se confondent d'ailleurs avec ses propres intérêts. C'est ainsi que le 25 avril 1792, comme on venait d'annoncer à l'assemblée municipale, d'après un bateau arrivé de Jersey, que plusieurs corsaires s'armaient en hâte dans cette île pour faire la course sous le pavillon ostendais, « M. Robert, président du Tribunal de commerce, ayant demandé l'entrée, a dit que d'après les nouvelles d'armement de corsaires qui doit s'effectuer à Jersey, il est très urgent d'avoir cette certitude bien constatée ». On décide donc d'envoyer deux personnes sûres à Jersey, et de faire part de la décision de la municipalité au directoire de district : le maire et M. Robert, président du tribunal de commerce, se rendent donc au directoire qui approuve vivement cette mesure, et déclare que,

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 24 (D 4), pp. 39 et seq.

puisqu'il s'agit de la sûreté publique, les frais incombent à l'État¹.

C'est pure gracieuseté du directoire, et croyez bien que les deux frères ne l'ont pas sollicitée. Car ils savent, à l'occasion, faire les frais des dépenses publiques. Le 18 octobre 1792, de nouvelles inquiétudes s'étant manifestées à l'occasion des subsistances, le conseil de la commune décide d'écrire à la municipalité de Dinan pour la prier de lui procurer cent sacs de farine ou de blé ; et « comme la commune n'a aucun fonds, le citoyen Robert officier municipal a offert de faire une avance de 4.000 livres ; le Conseil a accepté cette offre avec reconnaissance, et s'est obligé à rendre cette somme au citoyen Robert le plus tôt possible soit sur le produit des dites farines ou sur les premiers deniers de la souscription que l'on va ouvrir² ». Et le même jour, à trois heures, « le Conseil sur le rapport de la mesure prise le matin pour assurer la subsistance de la ville pendant la morte eau a approuvé et témoigné sa reconnaissance au citoyen Robert³ ».

Il est vrai que le 20 octobre, la démarche auprès de la municipalité ayant été infructueuse, Robert des Saudrais rentrait dans ses fonds⁴.

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 24 (D 4).

2. *Ibid.*, LL 25.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

III

Que Pierre-Louis Robert de La Mennais et Robert des Saudrais soient demeurés des libéraux sous la Terreur, et que, par suite, après avoir fait figure, jusqu'en 1793, de révolutionnaires avancés, ces partisans du schisme constitutionnel aient, tout en conservant une attitude prudente, désavoué la Révolution à mesure qu'elle obéissait davantage aux impulsions de la tyrannie jacobine, c'est ce qui ne saurait surprendre, et ce qui, d'ailleurs, est parfaitement d'accord avec leur tradition de famille et le passé que nous leur connaissons. Ainsi s'explique le désaccord entre certaines affirmations qui nous sont également parvenues sur l'attitude des La Mennais dans cette époque critique. Ange Blaize, dans la préface des *Œuvres inédites*, nous a transmis, en une page toujours reproduite depuis, la tradition qu'il dit avoir recueillie de la bouche même de son oncle, Félicité de La Mennais, et qui nous montre l'hôtel de la rue Saint-Vincent abritant des prêtres insermentés, proscrits, et qui disaient la messe que servait son frère Jean-Marie¹. Le témoignage d'Ange Blaize ne laisse pas d'être un peu suspect, et nous avons des raisons de nous en défier². Du moins nous

1. BLAIZE, *Œuvres inédites de F. Lamennais*, t. I, Introd., pp. 10-11.

2. En particulier la façon dont il a entendu la publication de la *Correspondance* de son oncle, et dont il a traité ses papiers.

semble-t-il bien probable que les sympathies d'un libéral comme Pierre-Louis Robert de La Mennais durent aller, à partir de 1793, au clergé proscrit et traqué ; qu'il ait cru pouvoir céder, et son frère avec lui, aux désirs de son entourage, et particulièrement de Mme des Saudrais, et autoriser chez lui les pieuses réunions dont Félicité aurait gardé un souvenir si vif et si précieux, la chose n'est pas impossible. Mais comment l'accorder avec cet extrait de *l'Écho de l'Ouest*, publié en 1819, et qui ne fut jamais démenti ? On y déclare que M. Mennais Robert père avait été un jacobin sous la Révolution, et qu'il avait armé conjointement avec son frère *des Saudrais* un navire baptisé *le Révolutionnaire* : à la poupe ils avaient fait sculpter dans le bois un groupe représentant un sans-culotte armé d'un poignard et qui terrassait un tyran². La prudence paraît bien avoir dicté cette manifestation et d'autres de même nature qu'on pourrait découvrir. Les quelques faits que j'ai pu réunir semblent favoriser cette interpréta-

Cf. C. Marechal, *la Jeunesse de La Mennais*, 1 vol. in-8, Paris, Perrin, 1913, p. 700.

1. *L'Écho de l'Ouest*, n° du 11 novembre 1819 : « Il fut armé à Saint-Malo, un corsaire nommé *le Révolutionnaire*. Ce corsaire, qui avait pour figure un *Vengeur du Peuple*, tenant d'une main un poignard, et, de l'autre la tête d'un tyran, fut armé par M. Mennais-Robert, qui, malgré une petite différence dans les noms, est le père de MM. les abbés de La Mennais. » — Cf. Duine, *La Mennais, Pages choisies* — in-8, Paris, 1912 — p. 22.

tion : si M. de La Mennais traversa sans dommage cette terrible époque, ce fut, semble-t-il, parce que, protégé d'ailleurs par le souvenir de ses interventions charitables, par les services qu'il sut rendre encore, son libéralisme et son absence de convictions catholiques lui facilitèrent certaines manifestations susceptibles de calmer les inquiétudes des jacobins. A certains indices on entrevoit cependant qu'il dut courir, au plus fort de la crise, un assez sérieux danger, et que du moins il n'échappa pas aux dénonciations.

En septembre 1793, la Convention avait envoyé de nouveaux commissaires pour surveiller la Bretagne. A Saint-Malo, ils ne se bornèrent pas à faire effacer les lys et les écussons qui ornaient les canons des remparts et du château, afin que *les yeux ne fussent plus affectés de ces marques d'esclavage*, ni d'ordonner au directoire de district d'enjoindre aux municipalités de faire enlever le plomb des combles des églises et des maisons d'émigrés ; ils exigèrent des enfants de la ville destinés à former le bataillon dit *l'Espoir de la Patrie* le serment de fidélité à la république et de haine à la royauté. De ce jour commença l'ère de la Terreur pour Saint-Malo¹.

1. OGÉE, *Dictionnaire historique et archéologique de Bretagne*, t. II, art. Saint-Malo. Cf. aussi : *La Terreur dans l'Ouest. Le Conventionnel J.-B. Le Carpentier*, par le vicomte DE BRACHET, in-8, Paris, Perrin, 1912.

Le 17 brumaire an II (8 nov. 1793), Robert de La Mennais était nommé commissaire avec un autre de ses concitoyens pour visiter les armes qui se trouvaient chez les armuriers de Saint-Malo, et pour en prendre l'état et le nombre¹. Peu après, le 17 novembre, le représentant du peuple Jean Bon Saint-André organisait la première commission militaire qui, le soir même, condamnait à mort un laboureur de Cholet. Et comme il ne trouvait pas la commission assez expéditive dans ses arrêts de mort, Jean Bon la recomposa de gens *probes et vertueux*, auxquels il donna l'ordre de juger sans désespérer : les exécutions dès lors se firent au gré de ses désirs. Un comité de surveillance fut constitué ; pour encourager ses membres leur traitement fut fixé à 4 francs par jour et par tête².

Dans la nuit du même jour, l'administration du district s'était réunie d'urgence extraordinairement, avec les autorités civiles et militaires, sur la demande de la commission militaire de Saint-Malo, qui prenait part à la séance. Il s'agissait de faire droit à un réquisitoire adressé par le commissaire du Comité de Salut public de la Convention nationale ; le représentant du peuple Le Carpentier annonçait que Granville était assiégé par les rebelles ; et, comme les munitions et les vivres des défenseurs s'épuisaient, il demandait qu'on y

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 26, p. 257.

2. OGÉE, *Dictionnaire de Bretagne*, art. Saint-Malo.

suppléât par de promptes expéditions. L'assemblée décide donc de faire partir le lendemain pour Granville des subsistances prises dans les magasins de la marine et de la guerre, et, parmi d'autres envois, « deux barriques de beurre prises dans ceux du citoyen Mennais Robert, négociant ». Mais on ne s'en tient pas là : « L'assemblée arrête d'accompagner cet envoi d'une lettre pour le citoyen Carpentier, représentant du peuple à Granville, et de lui exprimer son amour et son dévouement pour la défense de la patrie et ses regrets de ne pouvoir lui faire passer de fusils, n'en ayant aucun de disponible : Charge au surplus le commissaire civil ordonnateur de la marine de faire convoier cet envoi d'une force suffisante pour qu'il se rende avec sécurité, et sur l'offre faite par le citoyen Robert La Mennais de procurer à nos frères de Granville l'envoi de sa barque *la jeune Émilie* chargée de vin à la cueillette pour le compte de divers propriétaires qu'il ne connaît pas, l'assemblée a adopté cette offre, et invité le dit citoyen Robert à la faire expédier pour Granville afin que le capitaine, muni de ses connoissemens, puisse mettre cette cargaison à la disposition des représentens du peuple qui y sont¹. »

M. de La Mennais prenait par de telles mesures les devants contre la persécution menaçante. Le

1. Arch. département. d'Ille-et-Vilaine, L 1, Z 345.

4 décembre, M. Magon La Blinais est arrêté, condamné et exécuté. Le 7, paraît un décret qui ordonne le séquestre des biens des pères et des mères dont les enfants ont émigré. Le 10, M. de Grandclos-Meslé, intime ami de M. de La Mennais, administrateur de l'hôpital, très connu pour ses œuvres charitables, est arrêté chez lui, mais, sans doute avec la complicité de quelques-uns de ceux qui s'étaient chargés de l'opération, il parvient à s'échapper ¹.

Ce n'étaient là que les préludes de la persécution : le 15 décembre au soir, on apprenait que le représentant du peuple Le Carpentier était sur le point d'entrer dans la ville ². Les membres du conseil de la commune s'empressèrent d'aller le recevoir en corps, et le maire Perruchot, qu'il allait faire arrêter quelques heures plus tard et bientôt après conduire à l'échafaud pour *modérantisme*, lui souhaita la bienvenue.

Armé de la loi du 17 septembre, cet émule de Carrier va pendant huit mois terroriser Saint-Malo. Politesse, estime, confiance, justice, humanité, tout disparaît avec son arrivée ; le secret des lettres est violé, l'espionnage s'introduit presque dans les familles ³. Le représentant du peuple forme

1. OGÉE, *Dictionnaire de Bretagne*, art. Saint-Malo.

2. Cf. *le Conventionnel Le Carpentier*, par le vicomte DE BRACHET, 1 vol. in-8, Paris, Perrin, 1912, p. 156.

3. Cf. *Précis du proconsulat exercé par Lecarpentier, sous la tyrannie de Robespierre, dans la commune du Port-Malo*, rédigé

un comité secret des hommes les plus vils, et les encourage à la délation. Il n'a pas besoin de crimes ; « sachez, dit-il aux délateurs, qu'un geste, un seul geste suffit¹ ». Aussi fera-t-il jeter en prison plus de 500 Malouins, dont 120 périront sur l'échafaud.

Il était descendu chez M. Blaize de Maisonneuve², futur beau-père de Marie de La Mennais, et très lié avec Pierre-Louis Robert de La Mennais ; sans doute ce commerçant, d'ailleurs connu pour ses idées très libérales et très avancées, pensait-il ainsi se mettre à l'abri ; dès le lendemain de son arrivée, le 16 décembre 1793, le représentant commençait son apostolat civique en écrivant aux membres du Comité de surveillance : « Citoyens, le besoin que j'ai des secours et des lumières des bons républicains pour m'aider dans les importantes opérations que j'ai à faire à Saint-Malo, me détermine à vous prier de nommer parmi vous 4 citoyens qui feront partie du Conseil sans-culotique dont je vais m'environner³. » Aussitôt après, il fait afficher une proclamation pour *hâter les*

par F.-M.-G. DUALT, sur les pièces authentiques et sur les témoignages des Malouins, et adressé par eux à la *Convention nationale*. Le 1^{er} germinal, an 3^e de la République, à Port-Malo, imprimerie Hovius fils, broch. de 45 pages, p. 1.

1. *Précis du proconsulat*, etc., p. 12.

2. *Ibid.*, pièces justificatives, n° XXXVI.

3. OGÉE, *Dict. de Bretagne*, art. Saint-Malo. Le conseil prit le nom de *Comité de surveillance*. Cf. *Précis du proconsulat*, etc., par DUALT. Pièces à l'appui, où des lettres du *Comité de surveillance* sont citées.

progrès de la régénération morale. Il prend d'étranges et macabres mesures, auxquelles tous doivent obéir : par son ordre, le directoire écrit le 18 aux communes de son ressort pour mettre à la disposition du ministre de la Guerre les cercueils de plomb qui peuvent y exister ; les maires s'empressent de faire exhumer les morts. « Cette mesure, mandait le ministre, dont Le Carpentier faisait exécuter les ordres, a le double avantage de nous procurer des munitions pour combattre nos ennemis, et de détruire les restes de l'orgueil de la féodalité¹. » La régénération de la municipalité complète heureusement de telles mesures de salut public : quatre officiers municipaux, le procureur et le substitut de la commune sont suspendus, et le maire Perruchot, précédemment mis en arrestation, est remplacé par le citoyen Charles Moulins². En même temps, la commission militaire établie dans la salle du palais de justice est invitée à juger révolutionnairement et dans le plus bref délai tous les *brigands* arrêtés : « Où vous mènent ces éternels interrogatoires ? déclare Le Carpentier. Qu'avez-vous besoin d'en savoir si long ? Le nom, la profession, la culbute, et voilà le procès terminé³. »

1. OGÉE, *Dictionnaire de Bretagne*, art. Saint-Malo.

2. *Ibid.*

3. *Précis du proconsulat exercé par Lecarpentier, sous la tyrannie de Robespierre, dans la commune de Port-Malo*, rédigé par F.-M.-G. DUAULT, sur les pièces authentiques et sur les témoi-

Le Carpentier veille à ce que la fête de la Raison soit célébrée avec pompe. On se rend en masse à la paroisse pour y entendre prononcer *un sermon analogue à la fête et à la circonstance*. En sortant du temple, le corps municipal accompagne le représentant du peuple à sa demeure, non sans avoir brûlé devant lui les papiers, registres et manuscrits de l'époque féodale qu'on a pu découvrir dans les archives municipales¹.

La famine et la misère n'en sévissent pas moins cruellement à Saint-Malo devenu, par un décret de Le Carpentier, Port-Malo. Là, M. de La Mennais trouve l'occasion de manifester son civisme. Le 12 pluviôse an II (1^{er} janvier 1794), le maire, Charles Moulin, écrivait au citoyen Thomas, chargé de se procurer des ressources : « Employez prières et menaces pour diminuer la misère qui nous afflige². » Le même jour, Pierre-Louis Robert de La Mennais offrait de céder un lot considérable de chemises à la République. « Le conseil, lisons-nous au procès verbal de la séance de ce jour, a nommé le citoyen Louis Moulin pour assister à l'estimation et livraison des chemises que le citoyen Mennais Robert a proposé de céder à la République³. Et

gnages des Malouins, et adressé par eux à la *Convention nationale*. Le 1^{er} germinal, an 3 de la République, à Port-Malo, imprimerie Hovius fils, broch. de 45 pages, p. 9.

1. OGÉE, *Dict. de Bretagne*, art. Saint-Malo.

2. *Ibid.*

3. *Arch. commun. de Saint-Malo*, LL 29, p. 34, 12 pluviôse an II.

deux jours plus tard, le 3 janvier 1794, « sur la lettre des Citoyens Mennais Robert et C^{ie} écrite au Conseil relativement à 2.560 chemises, en six boucands qu'ils ont en magasin, objets de première nécessité pour les deffenseurs de la patrie, le Conseil a arrêté de mettre les dittes chemises en réquisition et a requis les citoyens Mennais de les tenir à la disposition du C^{en} commissaire des guerres et que l'estimation en serait faite par deux experts, l'un déjà nommé par la commune, et l'autre qui le sera par les dits citoyens Mennais ¹ ».

Ces « preuves de civisme » mettaient les frères de La Mennais et des Saudrais, au moins provisoirement, à l'abri de la violence du représentant. Le 21 février 1794, les dames de Saint-Thomas de Villeneuve, les sœurs Grises et les Filles de la Passion ayant été mises en état d'arrestation par ordre de Le Carpentier, le service intérieur de l'Hôtel-Dieu et de l'hôpital général fut confié à des citoyennes de bonne volonté sous le nom d'*économes*. Elles reçurent même une garde d'honneur de douze citoyens. Quatre jours après, le 6 ventôse an II (25 février 1794), le conseil procéda à la nomination d'un trésorier pour l'hôpital ainsi « laïcisé ». « Le citoyen Robert l'aîné, lisons-nous au procès-verbal, sur quinze votants a réuni les suffrages de douze; en conséquence il a été nommé

1. *Arch. commun. de Saint-Malo*, LL 29 (D 9), reg.

trésorier à la très grande majorité ¹. » Douze jours plus tard, le nouveau trésorier, en sa qualité d'administrateur de l'hôpital, demandait qu'on adjoignît à ce local « la maison dite de la Passion », d'où les sœurs avaient été expulsées par la force avant d'être incarcérées ; et le conseil s'empressa de déférer à ses vœux ².

IV

Si cette attitude était prudente, elle ne témoignait pas du moins de scrupules religieux excessifs. Il semble qu'en dépit de ces précautions et de ces soins, Pierre-Louis Robert de La Mennais ait été l'objet de dénonciations qui suivirent de près les événements qu'on vient de rapporter. Le 26 avril 1794 (6 floréal an II), « conformément à la Loi du 3 Pluviôse sur l'organisation de la justice militaire, *de l'accusation*, titre 6, article 1^{er}, le conseil a nommé le citoyen Mennais Robert père, pour assister le juge de paix conjointement avec le plus ancien militaire pour prononcer avec lui s'il y a lieu ou non à accusation ² ». Et le lendemain, 7 floréal an II, le procès-verbal prend « acte du serment qu'a prêté le Citoyen Robert père

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 29, pp. 57-50.

2. *Ibid.*, p. 69.

3. *Ibid.*, p. 110.

d'exécuter la loi conformément à l'organisation de la justice militaire pour assister le juge de Paix dans les cas où il sera requis¹ ». Mais le jour même où le Conseil donnait à son père cette marque de confiance, le 27 avril 1794, le représentant du peuple Le Carpentier formait un conseil particulier composé de six membres du comité et de deux du directoire : l'*activité révolutionnaire* de ce conseil ne devait pas tarder à se faire sentir dans le district, qui lui dut un grand nombre d'arrestations, confiscations et exécutions. Parmi ses premières dénonciations, il en faut sans doute compter une dirigée contre Pierre-Louis Robert de La Mennais, si l'on en juge du moins par l'extrait suivant du procès-verbal de l'assemblée du conseil communal en date du 9 floréal an II (29 avril 1794) : « Le citoyen Regnault a été provisoirement nommé par voie de scrutin à la grande majorité de 20 suffrages contre un, à la place de l'administrateur de l'hospice de cette commune *vu la démission forcée* du citoyen Robert l'ainé. Le Citoyen Regnault n'a pas accepté.

« Le citoyen Jⁿ Duguen a été provisoirement nommé par voie de scrutin à la majorité de 17 suffrages contre deux non, administrateur de l'hospice de cette commune, vu la démission forcée,

1. Arch. comm. de Saint-Malo, LL 28, p. 122. Cette commission put d'ailleurs, en trainant les interrogatoires en longueur, sauver une vingtaine de malheureux.

mais qui ne peut n'être que momentanée, du C^{en} Robert fils aîné¹. »

Il résulte assez clairement de ce texte que Robert de La Mennais était alors sous le coup d'une dénonciation dangereuse. Deux jours plus tard, il demandait au conseil de la commune un certificat de civisme que sa situation rendait nécessaire : « Le Conseil a unanimement arrêté, lit-on au procès-verbal, qu'on donnerait au Citoyen Mennais aîné, un certificat conformément au modèle dont il a été donné lecture². » Si l'alerte fut chaude dans la famille de La Mennais, du moins Pierre-Louis Robert de La Mennais s'en tira-t-il indemne, puisque le 1^{er} messidor an II nous le trouvons de nouveau remplissant les fonctions d'administrateur et de trésorier de l'hôpital général³. Mais le péril auquel il avait échappé n'était que trop réel, et il lui fut donné d'en mesurer toute l'étendue lorsqu'un mois après, le 2 juin 1794, il assista au départ des détenus pour le tribunal révolutionnaire : les trente de cette première fournée ne devaient plus revenir, et leurs têtes, bientôt après, tombaient sur l'échafaud⁴.

Cette aventure dut contribuer à refroidir singulièrement le goût de M. de La Mennais, de son

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 28 (p. 125).

2. *Ibid.*, LL 28, 11 floréal an II.

3. *Ibid.*, pp. 172-173.

4. Ils furent exécutés le 2 messidor. Cf. DUAULT, *Précis du proconsulat*, etc., pp. 6-7.

frère et de leur famille pour les idées nouvelles. Les événements qui suivirent n'étaient pas de nature à corriger cette impression : le mois d'avril s'était terminé par une fête de la *Raison*, dont M. de La Mennais, suspect et dénoncé, avait dû apprécier la saveur. La fête avait été suivie d'un banquet sur la place de la commune. Au dessert, Le Carpentier s'était fait apporter un nouveau-né : en administrant le baptême républicain à l'enfant, il lui avait donné le nom de *Décadi* et l'avait félicité « d'être venu au monde dégagé des chaînes de l'esclavage ¹ ». Quelques jours plus tard, au milieu de la misère et de la désolation générales, le 7 mai 1794, on fêtait l'*Être Suprême* ²; et, dix jours après le départ de la première charretée de détenus, le 12 juin 1794, Le Carpentier faisait enlever les balustrades des balcons, les rampes de fer des escaliers, les plombs des toitures et des gouttières ³. Après cette belle opération, destinée à fournir, par la fonte, des armes aux *défenseurs de la patrie*, le représentant, avant de partir pour Avranches, le 27 prairial an II, avait pris le réquisitoire suivant : « Les vins et bierres déposés dans la cave de l'émigré Grandclos, ainsi que celui (*sic*) déposé dans celle du Citoyen Blaize, et ayant appartenu au traître *Puissant*, ci devant ordonnateur du Port

1. OGÉE, *Dict. de Bretagne*, art. Saint-Malo.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, et DUAULT, *Précis du proconsulat*, etc., pp. 15-16.

la Montagne, sont provisoirement conservés pour les Représentants du Peuple.

« Signé : LECARPENTIER¹. »

D'Avranches, le représentant continuait d'écrire au comité, lui annonçant les mesures qu'il comptait prendre à son retour : « Des têtes puissantes sont tombées, celles des riches négociants vont les suivre, s'ils ne s'expédient². » Le Carpentier ne faisait ainsi que mettre en vigueur les mesures que, le jour même de son arrivée à Saint-Malo, dans son discours à la Société Populaire, il avait fait pressentir : n'avait-il pas déclaré que tous les biens appartenaient en commun à la société ? « Chaque individu avait le droit strict de se rendre chez le riche, de prendre place à sa table, et de partager fraternellement ses vêtements. » Il avait ajouté que « les négociants étaient seulement les dépositaires des marchandises entassées dans leurs magasins et que le peuple était libre de les acquérir au prix qui lui conviendrait le mieux³. » Les menaces du représentant devaient donc paraître sérieuses : tout le haut commerce malouin

1. *Précis du proconsulat exercé par Lecarpentier, sous la tyrannie de Robespierre, dans la commune de Port-Malo*, rédigé par F.-M.-G. DUAULT, sur les pièces authentiques et les témoignages des Malouins, et adressé par eux à la *Convention nationale*. Le 1^{er} germinal, an 3^e de la République, à Port-Malo, imprimerie Hovius fils, broch. de 45 pages, in-8. Pièce à l'appui, n^o XXXII.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, p. 157.

courut aussitôt porter au comité ses dons soi-disant volontaires. Les « Lamennais » entre autres furent aux trois quarts ruinés par ces générosités forcées¹.

Louis Blaize, ami de M. de La Mennais et futur beau-père de sa fille Marie, avait été nommé receveur du district de Saint-Malo par Le Carpentier lui-même ; et le représentant avait signalé à la Convention les sentiments civiques de *son ami*, et le bon emploi qu'il faisait de sa fortune à la suite d'une contribution patriotique de 400 livres à laquelle l'armateur avait cru devoir souscrire par prudence, pour chaque année². Cependant, à peine revenu d'Avranches, Le Carpentier fit appeler son hôte Louis Blaize dans son cabinet ; mais laissons parler la victime : « Il me dit, rapporte Louis Blaize, que les têtes puissantes étoient tombées, que celles des riches négocians alloient les suivre, que cependant comme il me vouloit du bien, il me prévenoit que je pouvois sauver la mienne en donnant la majeure partie de ma fortune. C'étoit en d'autres termes me demander la bourse ou la vie. Jugez de ma position. Le refus de déférer à cet avis tyrannique auroit compromis ma personne et mes propriétés ; je me permis néanmoins des observations, je fis le détail des nombreux sacrifices que j'avois faits pour la chose publique. Toutes mes représentations

1. DE BRACHET, *le Conventionnel Le Carpentier*, p. 264.

2. *Ibid.*, p. 267.

furent vaines. Il fallut donc capituler. J'avois une inscription de 20.000 liv. sur le grand livre. J'en fis l'offre qui ne fut pas agréée. J'y joignis la maison du ci-devant séminaire que j'avois achetée 78.000 livres, et un parti de tabac que j'avois à Morlaix. S'il me falloit réaliser ces trois dons arrachés par la tyrannie, cette perte réunie à celles que j'ai faites chez l'étranger, aurait complété ma ruine ; mais je n'ai effectué que le don de l'inscription de 20.000 liv. Je me propose d'adresser à la Convention nationale mes justes réclamations à cet égard. La protection qu'elle accorde au commerce la déterminera sans doute à ordonner qu'on me restitue les moyens de continuer mes travaux et d'élever une famille nombreuse¹. » Enhardi par la présence de Le Carpentier, le comité avait recommencé ses dénonciations, ses visites domiciliaires et ses exécutions. Cinquante-deux nouveaux détenus partent pour Paris où les attend l'échafaud².

Enfin, le 13 thermidor (1^{er} août 1794), on apprit à Saint-Malo la chute de Robespierre ; et le 25 thermidor, douze jours plus tard, Le Carpentier, rappelé à Paris par la Convention, quittait la ville³.

La leçon qu'il avait donnée devait rester pro-

1. Lettre de Port-Malo, 22 ventôse an III. *Précis du proconsulat*, etc. Pièces à l'appui, n° XXXVI.

2. *Ibid.*, etc., pp. 9-10.

3. OGÉE, *Dicł. de Bretagne*, art. Saint-Malo.

fondément gravée dans l'esprit des Malouins, et surtout dans la famille de La Mennais. Menacé non seulement dans ses intérêts, mais dans son existence même, ayant vu près de lui sa belle-sœur, Mme des Saudrais, la marraine de Félicité, la femme de son frère Robert des Saudrais, succomber aux émotions de cette terrible époque¹, M. de La Mennais avait pu, avec tous les siens, rectifier quelques-unes de ses idées sur les conditions de la vraie liberté². La tyrannie jacobine complétait, corrigeait, en 1794, l'éducation religieuse et politique des familles françaises.

V

Après le départ du représentant du peuple Le Carpentier, M. de La Mennais continua de remplir avec beaucoup de zèle ses fonctions d'administrateur et de trésorier de l'hôpital. Nous le voyons, le 1^{er} messidor an II, se préoccuper de faire inscrire sur le grand livre de la dette publique tous les titres de créance de l'hospice³; recevoir, le 1^{er} fructidor suivant, l'autorisation d'acheter

1. BLAIZE, *Œuv. inéd. de F. Lamennais*, Introd., p. 11.

2. C'est ce qui résulte clairement, pensons-nous, de l'attitude de Robert des Saudrais et de Robert de La Mennais après la Terreur et sous le Consulat. Cf. *la Jeunesse de La Mennais*, 1^{re} partie, chap. I.

3. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 28, pp. 172-173.

50 boisseaux de froment nouveau pour pourvoir aux besoins pressants de la maison ¹; et le 8 vendémiaire an III, contresigner une pétition des économes femmes de l'hôpital général demandant d'être payées, et déclarant qu'elles n'avaient touché que le strict nécessaire pour leurs aliments depuis qu'elles avaient remplacé les « instruments de fanatisme ² ». Quelques jours après, le 13 vendémiaire an III, il se fait délivrer 25 quintaux de froment et 52 quintaux de grain pour les besoins de l'hospice ³; le 1^{er} brumaire an III, il se transporte dans les diverses communes des districts de Dol et Dinan, pour accélérer l'expédition des grains destinés à l'approvisionnement de la commune ⁴; le 14 frimaire, le conseil de la commune arrête de lui écrire pour l'engager à régler les comptes de fournisseurs de l'hôpital ⁵; et le 3 nivôse de la même année, il s'efforce d'obtenir des agents de la marine et de la guerre « le plus possible de bled pour l'hospice à qui il faut faire 60 quintaux pour finir le mois ⁶ ».

Ainsi, pendant la période révolutionnaire, M. de La Mennais s'est spécialement occupé, comme au-

1. *Arch. département. d'Ille-et-Vilaine*, L 1 Z.

2. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 28.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, p. 304.

5. *Ibid.*, LL 29, p. 328.

6. *Ibid.*, LL 28, p. 365.

paravant, des œuvres de charité, ou de la solution des difficultés d'approvisionnement.

Aussi est-il parmi les négociants les plus en vue, et lorsque le comité de la marine et des colonies, par lettre du 11 frimaire, demande aux conseils de la commune de leur indiquer trois citoyens éclairés et sur lesquels ils doivent en choisir un pour se rendre auprès d'eux à l'effet de discuter les principaux points de législation relatifs à la marine, le Conseil général appelé par le son de la cloche désigne par appel nominal et à la pluralité des voix, avec trois autres de ses concitoyens, le citoyen *Mennais l'aîné*¹. Le 11 nivôse suivant, c'est-à-dire le 1^{er} janvier 1795, M. de La Mennais, définitivement choisi sur la liste des propositions par le comité de la marine et des colonies, est sur le point de se rendre à Paris; le procès-verbal du conseil nous l'apprend; on y lit : « D'après la connaissance du départ prochain pour Paris du citoyen Robert aîné, administrateur de l'hospice de santé, nommé pour la commission de la marine et de commerce, le conseil arrête d'écrire au citoyen Deshais pour l'inviter à se charger de cette administration essentielle² ».

Est-ce à cette date qu'il faut placer le premier séjour de son fils Félicité à Paris? Féli avait alors treize ans, et, s'il est vrai qu'il glissa quelques ar-

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 29, p. 330.

2. *Ibid.*, LL 28, p. 375.

ticles dans je ne sais quelle feuille obscure¹, ses débuts d'écrivain auraient eu lieu à cette occasion.

Quoi qu'il en soit, nous trouverons encore des traces de l'activité de M. de La Mennais dans ce domaine, pendant la Révolution. Une lettre de l'amiral Truguet, datée du 27 floréal an V (17 mai 1797), lui exprime ainsi qu'à son frère sa satisfaction pour le désintéressement avec lequel ils ont fait abandon à l'État de l'indemnité à laquelle ils avaient droit par suite de la mise en réquisition de leur navire *la Reprise*. Le 22 juin 1797, (3 messidor an V) avant la signature annoncée de la paix avec l'Angleterre, « les citoyens Mennais Robert, Saudrais Robert se présentent avec plusieurs autres dans la salle de l'administration qui les a convoqués. Là, après lecture « de la lettre adressée aux citoyens Mennais-Robert frères, pour les informer de la nomination et du départ pour Lisle des Ministres Plénipotentiaires pour traiter de la paix avec l'Angleterre, il a été unanimement reconnu qu'il était intéressant pour la place d'adresser aux dits ministres plénipotentiaires un mémoire d'observations et de renseignements concernant spécialement les localités des isles de Terre-Neuve et Saint-Pierre de Miquelon les plus avantageuses pour la pêche, et le Cⁿ Mennais ayant

1. FORGUES, *Œuvres posthumes de Lamennais*, Correspondance t. I, *Notes et Souvenirs*, p. v.

donné lecture d'un projet de mémoire qu'il a fait à ce sujet, l'assemblée l'a invité d'y donner lui-même la dernière main, et lui a adjoint les citoyens Dupuy-Fromy fils aîné et Le Clere, et les a au surplus autorisés à s'adjoindre tels autres négociants et capitaines qu'ils jugeront convenable et à faire passer de suite leur travail au citoyen Pleville, l'un des dits ministres plénipotentiaires¹. »

Cette activité bienfaisante n'épargna pas à M. de La Mennais une nouvelle alerte, moins grave sans doute que celle qu'il avait subie sous la Terreur, mais assez sérieuse cependant pour achever de l'éclairer sur le jacobinisme. Après fructidor an VI, une violente réaction dans le sens révolutionnaire s'étant produite, et la précédente municipalité, dirigée par de Brecey, ayant été destituée par décret du Directoire, M. de La Mennais se vit reprocher les lettres de noblesse, pourtant bien gagnées, qui lui avaient été décernées à la veille de la Révolution. L'accusation était de nature à menacer sinon sa vie, du moins ses biens et sa liberté ; il fallut donc qu'il se procurât des certificats destinés à le laver de tous soupçons. L'un d'eux, délivré le 4 frimaire an VI par M^e Bourdet, notaire à Saint-Malo, constate « que le citoyen Robert Mennais, fils aîné, exerçant la profession de négociant et armateur, n'a, dans aucun des

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 39, p. 444.

nombreux et divers actes passés dans son étude, pris aucune qualité indiquant des prérogatives étrangères à la classe plébéienne, et qu'il s'est constamment borné à la qualification de négociant et armateur »¹. Le même jour le citoyen Baillif, ex-membre du comité permanent de la commune et secrétaire en chef de la municipalité, établissait le même fait, « bien que la plupart des actes passés devant lui fussent antérieurs à la Révolution² ». Il faut croire que ces attestations ne parurent pas encore suffisantes, puisque, à la date du 2 ventôse an VI, nous lisons au procès-verbal d'une séance :

« ... S'est présenté à l'administration le citoyen Pierre-Louis Robert, négociant, lequel a déposé sur le Bureau la pièce dont la teneur suit, dont il a requis acte et enregistrement.

DÉPARTEMENT
DE LA LOIRE INFÉRIEURE

« Je soussigné secrétaire en chef du Département de la Loire Inférieure, certifie à qui il appartiendra, d'après une exacte recherche sur les registres cottés 61 et 62 appelés mandements faisant partie des Archives de la ci-devant Chambre des Comptes de Nantes à compter du 18 Juillet 1785

1. Cf. BLAIZE, *Œuv. inéd.*, t. 1, Introd., p. 7.

2. *Ibid.*

et continués jusqu'au 25 7^{bre} 1790 (vieux style) dernier enregistrement fait en la ditte ci-devant Chambre des Comptes, il n'existe aucun enregistrement de Lettres de Noblesse au nom de Pierre-Louis Robert, en foi de quoi j'ai délivré le présent par délibéré de l'administration centrale en ce jour, à la charge de l'enregistrement, à Nantes, le vingt huit Pluviôse l'an six de la République françoise, une et indivisible.

« Signé : GOUTHIERES ¹. »

M. de La Mennais tirait ainsi bénéfice à distance de la longue résistance du ministre d'État, en 1788, à la demande de l'intendant Bertrand de Molleville.

On comprend qu'après tant d'inquiétudes, seule récompense de tant d'espoirs et d'activité généreuse, la famille de La Mennais ait accueilli avec enthousiasme le Consulat, les premiers gages de la paix religieuse et de ce qu'on espérait devoir être la liberté civile et politique. On ne s'étonnera donc pas que « papa Mennais » — c'est leur grand-père François-Robert de La Mennais, que les enfants de M. de La Mennais nommaient ainsi — se soit empressé d'acheter le buste du premier Consul et de le mettre sur sa cheminée². A l'expé-

1. *Arch. comm. de Saint-Malo*, LL 33, p. 138.

2. Cf. Lettre de Louis-Marie de Lamennais à Jean-Marie, son frère. *Arch. des frères*. Citée par LAVEILLE, p. 40.

rience, aux épreuves révolutionnaires, cette famille française doit déjà, comme tant d'autres, l'horreur de l'anarchique tyrannie jacobine, la haine des doctrines philosophiques qui l'engendrent, un goût plus vif et mieux senti de la vraie liberté.

*
* *

C'est dans cette atmosphère de préoccupations généreuses et charitables, dans ce milieu de haut commerce libéral, que Félicité Robert de La Mennais est né et que se sont écoulées ses années d'enfance et de jeunesse.

Jetons maintenant un rapide regard en arrière; suivons, pour ainsi dire, ces multiples et délicats filets par lesquels, ainsi que l'arbre dans la terre sa nourrice, le génie d'un homme plonge dans le passé familial qui l'a fait être et le nourrit: joignons à l'impatient susceptibilité de Pierre Lorin ses préoccupations de charité bien entendue, sa vive, curieuse et pittoresque imagination, sa culture de légiste et sa conscience scrupuleuse en tout ce qui concerne le service du Roi. Mêlons à l'esprit procédurier de l'aïeul Padet, aux audaces du capitaine Robert qui mourut en mer, le goût hardi de l'entreprise si développé chez les armateurs ses descendants. Ajoutons-y la préoccupation morale, la crainte excessive des empiétements

du clergé, la méfiance à l'égard des ordres monastiques considérés comme un anachronisme, l'attachement passionné à la terre, à la culture du sol natal, l'intelligence large et sans cesse appliquée au bien public, surtout l'esprit d'indépendance, l'instinct de la liberté, si développé par les intérêts du commerce qui répugnent aux interventions de l'État, et pour n'oublier point les ombres du tableau, le goût de la spéculation, des duretés et des sécheresses inattendues, qu'il faut bien trouver, par contraste, à certaines minutes violentes, chez ces commerçants dont le bois d'ébène transporté du Malabar à l'Île-de-France a développé la fortune — c'est l'apport du père, de Robert de La Mennais fils aîné. N'oublions pas, maintenant, le legs de Mme de La Mennais : le sens littéraire et le goût des arts, l'orientation naturelle et toute spontanée de l'âme vers le divin, les traces de jansénisme, le scrupule, l'imagination facilement assombrie, emportée par le désir vers les pieuses extases, mais n'atteignant point aux effusions mystiques, et retombant sur terre, gémissante et meurtrie.

Gardons-nous de négliger aussi l'éducation des événements, qui n'est point encore achevée, et qui ramène cette famille, à commencer par son chef, de l'illusion révolutionnaire à l'exact sentiment des conditions politiques, morales, religieuses, hors desquelles la liberté n'est que le voile de la tyran-

nie d'un seul, ou le prétexte à l'anarchie, cette odieuse tyrannie du nombre. Unissons ces traits en faisceau, allumons, s'il se peut, allumons l'étincelle divine : nous serons près d'avoir sinon le génie, du moins l'homme : et qu'est-ce que le génie, sinon l'homme produisant, dans son œuvre qui les exprime, les multiples, les patientes acquisitions de sa race et de sa lignée ?

Et c'est pourquoi, déjà, nous pouvons comprendre combien est fausse la légende accréditée jusqu'ici, toujours reproduite, et dont il faut faire justice, qui nous représente Félicité Robert de La Mennais comme un révolté dans son milieu. Étant de ces natures trop fines qui ne peuvent se passer de l'approbation, de l'appui de ceux qui les entourent, il a suivi l'évolution de sa famille, il en a partagé tous les sentiments et toutes les idées. Depuis la tyrannie de Le Carpentier, les fêtes de la Raison et de l'Être Suprême, les frères de La Mennais et des Saudrais ont été, par leur libéralisme même, rapprochés de l'orthodoxie catholique. Libéral avant tout, disciple de Rousseau, soucieux de servir les humbles et les souffrants, voilà ce qu'est déjà, n'en doutons pas, avec les siens, Félicité de La Mennais, et ce que restera toute sa vie le futur directeur de *l'Avenir*.

INDEX DES OUVRAGES CITÉS

- AFANASSIEV. — *Le commerce des céréales en France au dix-huitième siècle*, in-8, Paris, Picard, 1894.
- Annales de la Société historique et archéologique de Saint-Malo*, in-8, Saint-Servan, J. Haize, 1904.
- BAUDRY. — *La Bretagne à la veille de la Révolution*, 2 vol. in-8, Paris, 1905.
- BERTRAND (de). — *Instructions pour MM. les subdélégués de l'intendance de Bretagne*, in-8, Rennes, 1788, chez la veuve de François Vatar et de Bruté de Rémur, imprimeur du Roi.
- BLAIZE (A). — *Œuvres inédites de F. Lamennais*, 2 vol. in-8, Paris, Dentu, 1866.
- BLOCH (Camille). — *L'assistance et l'État en France à la veille de la Révolution*, in-8, Paris, Picard, 1908.
- BRACHET (vicomte de). — *La Terreur dans l'Ouest. Le conventionnel J.-B. Le Carpentier*, in-8, Paris, Perrin, 1912.
- CHATEAUBRIAND. — *Mémoires d'Outre-Tombe*, éd. Biré, 6 vol. in-16, Paris, Garnier, s. d.
- DUAULT. — *Précis du Proconsulat exercé par Lecarpentier sous la tyrannie de Robespierre, dans la commune de Port-Malo*, rédigé par F.-M.-G. Duault etc... 1^{er} germinal, an 3, Port-Malo, imprimerie, Hovius fils, in-8.
- FEUGÈRE (A). — *Lamennais avant l'Essai sur l'Indifférence*, in-8, Paris, Bloud, 1906.
- FLEURY (abbé E.). — *Hippolyte de la Morvonnais*, in-8, Paris, Champion, 1911.
- Du même.* — *H. de la Morvonnais; œuvres choisies*, in-8, Paris, Champion, 1911.
- GOMEL (Ch.). — *Histoire financière de la Législative et de la Convention*, 2 vol. in-8, Paris, Guillaumin, 1905.
- LAVEILLE (A). — *Jean-Marie de La Mennais*, 2 vol. in-8, Paris, Poussielgue, 1903.
- LAVISSE. — *Histoire générale*, t. VII, in-8, Paris, A. Colin, 1890.
- LETACONNOUX. — *Les subsistances et le commerce des grains*

- en Bretagne; au dix-huitième siècle, dans les *Travaux juridiques et économiques de l'Université de Rennes*, in-8, t. I, fascic. 2, 1907.
- MARECHAL (C.). — *La jeunesse de Lamennais*, in-8, Paris, Perrin, 1913.
- Nouvelles ecclésiastiques*, in-4, Paris, 1778 et 1779.
- OGÉE. — *Dictionnaire historique et géographique de la province de Bretagne*, 2 vol. in-8, nouvelle édit. Rennes, 1843, t. II.
- PARIS-JALLOBERT (P.). *Anciens registres paroissiaux de Bretagne*, baptêmes, mariages, sépultures; Saint-Malo, évêché, seigneurie, communs, sénéchaussée de Dinan, in-8, Rennes, Plihon et Hommay, 1903.
- PEIGNÉ (J.-M.). — *Lamennais; sa vie intime à la Chesnaie*, in-16, Paris, 1864.
- ROUSSEAU (J.-J.). — *Contrat social*, éd. Beaulavon, in-16, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1903.
- ROUSSEL (A.). — *Lamennais à la Chesnaie*, Rev. du Monde catholique, juillet 1899.
- ROUSSEL (A.). — *Lamennais d'après les documents inédits*, 2 vol. in-8, Rennes, 1893.
- ROUSSEL (A.). — *Lamennais d'après ses correspondants inconnus*, Rev. des quest. hist., janvier 1908.
- SAINTE-BEUVE. — *Portraits contemporains*, t. I, in-16, Paris, Michel Lévy, 1869.
- SICARD. — *L'ancien clergé de France avant la Révolution*, 2 vol. in-8, Paris, Lecoffre, 1893 (2^e éd.).
- TRESVAUX. — *L'Église de Bretagne*, in-8, Paris, Méquignon, 1839.

INDEX DES NOMS PROPRES DE PERSONNES

A

Afanassiev, 91, 92.
Amabert, 195.
Apvril de Kerloguen, 262.

B

Baillif, 331.
Balzac, 157.
Barbinais (Porçon de la), 3.
Bartels, 185.
Bassablons (des), 10.
Bastie (de la), 10.
Bastien, 260.
Baudry, 179.
Beaugeard, 157, 158, 159, 163.
Bertrand de Molleville, 60, 64,
73, 96, 101, 102, 114, 116, 121,
124, 126, 128, 135, 136, 139,
142, 145, 156, 158, 161, 163,
164, 173, 175, 179, 182, 183,
194, 197, 200, 201, 332.
Blaize de Maisonneuve (Louis),
227, 231, 295, 315, 322.
Blaize (Ange), 26, 42, 59, 179,
193, 202, 203, 233, 309, 324,
326, 331.
Bloch (Camille), 36, 37, 38.

Bon Saint-André (Jean), 312.
Bossinot, 303.
Bourdonnais (Mahé de la), 3.
Bove (de la), 26, 27, 37, 45, 46,
50.
Brachet (vicomte de), 311, 314,
323, 324.
Brecey (de), 330.
Breteuil (baron de), 81, 176,
181, 193, 194, 195, 197.
Briand de la Feuillée (Jeanne-
Roberte-Perrine), 24.
Brienne (de), 182.
Bruté de Rémur, 59.



Calonne (de), 71, 72, 180, 181.
Capart, 303.
Carpilhet, 27.
Carré (abbé), 280.
Carrier, 314.
Cartier (Jacques), 3.
Chardon (de), 71, 72, 73.
Chateaubriand, 4, 6, 7.
Chaumont, 286.
Chedeville, 251, 256, 257, 262.
Coniac, 140.
Corneille, 217.

Cortois de Pressigny, 76, 81,
155, 156, 173, 235, 238, 246,
251, 293.
Coz, 255, 256, 261, 265, 266.
Crapart, 236, 247, 293.
Cudennec, 43, 54, 55, 64.

D

Daguesseau, 29.
Desmaretz (Vincent-François),
9.
Diquemare, 71.
Des Dorides, 174, 175.
Deshais, 329.
Duault, 315, 316, 321, 322, 323.
Dubois, 32.
Duguay-Trouin, 3.
Duguen (J.), 320.
Duhamel (Alexandre-René) 260,
261, 267, 281, 288.
Duine, 310.
Duparc Le Coq, 302.
Duparc-Louvel, 261.
Dupuy-Fromy, 330.
Durand de la Furonière, 276.

E

Eon de Carman, 25, 71, 159,
161.
Eveno, 277, 278.

F

Fougère, 280.
Fleury, 31.
Forgues, 329.
Foucher, 271.
Fougeray, 3.

G

Gautier, 45, 46, 47, 48, 51, 53,
54, 246.
Gerbier, 105, 121.
Godeau de la Villegueury, 140.
Gomel (Ch.), 227.

Gouthières 332.
Grandclos-Meslé (de), 87, 112,
271, 314, 322.
Grego (du), 277, 278.
Guérin, 26.

H

Hovius, 315, 317, 323.
Hozier (d') de Serigny (Antoine-
Marie), 193.

I

Ivry (d'), 195.

J

Jolivet, 163.
Jurieu, 194.

L

Lalande, 281.
Lambert, 189, 200.
La Mennais (Louis-François
Robert de), 18, 20, 21, 24,
226, 231, 233, 300, 319, 332.
La Mennais (Pierre-Louis Ro-
bert de), 4, 5, 6, 8, 15, 16, 24,
25, 54-59, 63, 67, 68, 71, 72, 75,
76, 77, 79-84, 89, 92, 94-97,
99-102, 106, 113, 115, 116, 119-
124, 126-128, 130-136, 138, 142,
144-147, 149, 150, 152, 153, 155,
156, 158, 160, 162, 164, 165,
167, 198, 172-180, 182-184, 186-
188, 190-204, 225, 227, 231, 233,
246, 286, 297, 299, 301, 303-
314, 317-321, 326-332, 334, 335.
La Mennais (Mme de). Voyez
Lorin (Gratienne-Jeanne).
La Mennais (Louis-Marie de),
6, 7, 15, 332.
La Mennais (Pierre-Jean Ro-
bert de), 15.
La Mennais (Jean-Marie Ro-
bert de), 15, 156, 204, 280,
289, 309, 332.

La Mennais (Félicité Robert de), 6, 11, 15, 16, 23, 26, 28, 31, 35, 39, 40, 48, 57, 59, 64, 67-69, 74, 77, 82, 95, 113, 120, 172, 196, 202, 203, 207, 212, 228, 232, 233, 239, 274, 275, 278, 280, 296, 298, 309, 326, 328, 329, 333, 335.
 La Mennais (Marie-Joseph Robert de), 15, 196, 229, 295, 315, 324.
 La Mennais (Gratiën-Claude Robert de), 15, 196.
 Lamennais (Briand de), 16.
 Launay (P.-M.), 16.
 Laurents (Antoine-Joseph des), 11, 12, 13, 16.
 Lausmosne (Marie-Jeanne-Henry, comtesse de), 16.
 Lausmosne (Huguet de), 16.
 Laveille, 20, 204, 332.
 Lavissee, 91.
 Lebreton (abbé), 291.
 Le Carpentier, 297, 311, 312, 313, 314, 316, 317, 318, 320, 322, 323, 324, 326, 335.
 Le Clere, 330.
 Le Maistre (Guyonne), 16.
 Le Sage, 268, 269.
 Le Saout, 76, 242, 243, 244, 255.
 Letaconnoux, 93.
 Lorin (Pierre), 25, 31, 33, 34, 37-41, 44-47, 49, 53, 55-57, 64, 202, 226, 231, 232, 235, 299, 304, 333.
 Lorin (Gratienne-Jeanne), 15, 16, 25, 156, 196, 202, 203, 204, 207, 209, 212, 220, 222, 223, 233, 334.
 Louis XVI, 96, 190.

M

Magon de la Balue, 159.
 Magon La Blinais, 314.
 Maigné, 71.
 Marechal (C.), 309.

Maupertuis (Moreau de), 4.
 Mauroi, 33.
 Mirabeau, 276.
 Moal, 268.
 Montesquieu, 29.
 Montmorin (de), 112, 180, 182.
 Morin, 276.
 Morvonnais (Hippolyte de la), 31.
 Morvonnais (Michel de la), 30, 235, 236, 237.
 Moulin (Louis), 317.
 Moullin (Ch.), 316, 317.

N

Necker, 36, 37, 38, 39, 92.
 Normant, 67.

O

Ogée, 311, 312, 315, 316, 317, 322, 325.

P

Padet-Dudréneuf, 21, 22, 23, 333.
 Padet-Dudréneuf (Marie-Thérèse), 20, 21, 24, 233.
 Paris-Jallobert (Paul), 15.
 Pascal, 217, 218.
 Peigné, 15.
 Perruchot, 246, 314, 316.
 Petiet, 42, 45.
 Pie VI, 293.
 Pilate, 8.
 Pleville, 330.
 Poidelou, 12, 13.
 Polyeucte, 219.
 Prairier (Jean), 16, 18, 19.
 Puissant, 322.

R

Regnault, 320.
 Rétif, 165.
 Rivières (Marie-Yves des), 18.

Robespierre, 314, 316, 323, 325.
 Roce (Bertranne), 203.
 Rochambeau (comte de), 25,
 58, 191.
 Rouessart, 163.
 Rousseau (J.-J.), 241, 244.
 Roussel, 17, 18, 24, 25, 175, 178,
 233, 280.
 Rozière (de la), 167.

S

Saint-Aubin (Mme Surcouf de)
 67.
 Sainte-Beuve, 280.
 Saint-Germain (comte de), 28.
 Saudre (Charles Godet de la),
 22, 23.
 Saudre (Mme de la), 112.
 Saudrais (François Robert des)
 17, 18, 19, 20.
 Saudrais (Denys-François Ro-
 bert des), 16, 24, 76, 203, 226,
 227, 228, 231, 232, 235, 238,
 239, 241, 246, 249, 251, 255-
 260, 262-269, 272, 274, 277, 278,

281-293, 295, 298, 303, 309, 310,
 318, 326, 329, 335.
 Saudrais (Mme des), 310, 326.
 Ségur (maréchal de), 167, 168.
 Serré, 303.
 Sicard, 10, 11.
 Surcouf, 73, 74.
 Surcouf (Charles-Robert), 3, 73,
 74.

T

Taton, 303.
 Terray, 93.
 Thomas, 317.
 Tornow, 185.
 Tréhouart, 254, 272, 279.
 Treillard (de), 33.
 Tresvaux, 11.
 Truguet (amiral), 329.
 Turgot, 35, 36, 37, 38, 39, 91, 92.

V

Vatar (François), 59.
 Vaudoré (Mme), 279.
 Vaudoré (Mlle), 279.

Vu le 23 juillet 1912 :

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
 de l'Université de Paris,*
 A. CROISSET

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
Pour le Vice-Recteur,
l'Inspecteur de l'Académie,
 ISTRIA

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES (1695-1782)

	Pages.
I. Saint-Malo. — II. La famille paternelle. — III. Le grand-père maternel : Pierre Lorin, sénéchal et subdélégué. — IV. Pierre-Louis Robert de La Mennais chargé de la subdélégation.	1

CHAPITRE II

M. DE LA MENNAIS SUBDÉLÉGUÉ (1782-1787)

I. Les devoirs d'un subdélégué. — II. Son équité. — III. Son esprit généreux et libéral. — IV. Son attitude à l'égard des ordres monastiques. — V. Comment il entend la charité par le travail.	58
---	----

CHAPITRE III

M. DE LA MENNAIS SUBDÉLÉGUÉ (*suite*)

LE COMMERCE DES GRAINS ET LA DISETTE EN BRETAGNE (4 AOUT-26 AOUT 1785)

I. La situation du commerce des grains en Bretagne à la fin de l'ancien régime, et M. de La Mennais. — II. Les	
--	--

	Pages.
projets de l'intendant. — III. Les observations de M. de La Mennais. — IV. Une visite de l'intendant : les bureaux de charité. — V. Les résolutions de l'intendant.	90

CHAPITRE IV

M. DE LA MENNAIS SUBDÉLÉGUÉ (*suite*)

LE COMMERCE DES GRAINS ET LA DISETTE EN BRETAGNE (*fin*)
(SEPTEMBRE 1785-JUIN 1786)

I. Collaboration de M. de La Mennais et de l'intendant : l'approvisionnement en lins. — II. La disette en farine : intervention de M. de La Mennais ; son activité ; ses vues sont adoptées par l'intendant. — III. Félicitations et encouragements de l'intendant : caractère exceptionnel de la conduite de M. de La Mennais. — IV. Il refuse de prêter des fonds à l'intendant. Ses inquiétudes. Solution de cette affaire. — V. Nouvelles mesures de M. de La Mennais contre la disette : ses pertes.	127
---	-----

CHAPITRE V

L'ANOBLESSEMENT DE M. DE LA MENNAIS (AVRIL 1786-JUIN 1788).

I. Premières démarches de M. de La Mennais et de l'intendant. — II. Intervention des États de Bretagne et nouvelles démarches. — III. Les lettres de noblesse : joie et remerciements de M. de La Mennais. — IV. Efforts infructueux de l'intendant pour faire obtenir à M. de La Mennais l'exemption des droits du marc d'or.	173
--	-----

CHAPITRE VI

MADAME DE LA MENNAIS D'APRÈS LA PARAPHRASE
INÉDITE DU « DE PROFUNDIS »

I. Le sens littéraire. — II. Son caractère. — Son mal.	202
--	-----

CHAPITRE VII

LA FAMILLE DE LA MENNAIS PENDANT LA RÉVOLUTION

ROBERT DES SAUDRAIS OFFICIER MUNICIPAL

(17 DÉCEMBRE 1789-9 DÉCEMBRE 1792)

Pages.

I. Le libéralisme malouin et la traite des nègres en 1789.	
— II. Robert Dessaudrais élu officier municipal. Les premiers actes de politique religieuse auxquels il participe. — III. Le projet de réglementation de police et les premiers conflits avec le clergé insermenté. — IV. Les élections de prêtres constitutionnels : Robert Dessaudrais partisan déclaré de la constitution civile du clergé. — V. Les épreuves de son libéralisme. — VI. Sévérité croissante à l'égard des insermentés : réélection et démission de Robert des Saudrais.	225

CHAPITRE VIII

LA FAMILLE DE LA MENNAIS PENDANT LA RÉVOLUTION (*suite*)

SERVICES DE M. DE LA MENNAIS

(25 DÉCEMBRE 1789-2 VENTOSE an VI)

I. Premiers services de M. de La Mennais. — II. Il est élu président du tribunal de commerce : nouveaux services rendus. — III. Son attitude et sa conduite en 1793 et sous la Terreur : il est nommé trésorier de l'hôpital général après l'incarcération des sœurs. — IV. Il est dénoncé : le proconsulat du représentant Le Carpentier. V. Activité bienfaisante de M. de La Mennais. Ses nouveaux services après la Terreur. Nouvelle dénonciation après fructidor an VI.	297
CONCLUSION	333
INDEX DES OUVRAGES CITÉS	337
INDEX DES NOMS PROPRES DE PERSONNES	339

TOURS

IMPRIMERIE E. ARRAULT ET C^{ie}

3387

